

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION EUROPEENNE



BAC 259/1980

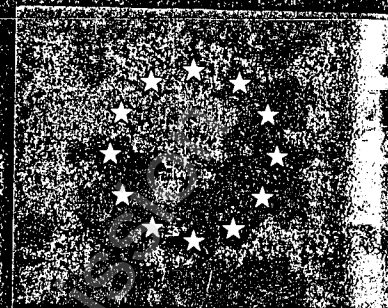
N° 367

1972

Disclaimer

- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as amended by Regulation (EC, Euratom) No 1700/2003 of 22 September 2003 (OJ L 243, 27.9.2003, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation.
- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1700/2003 du 22 septembre 2003 (JO L 243 du 27.9.2003, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1700/2003 vom 22. September 2003 (ABl. L 243 vom 27.9.2003, S. 1), ist diese Datei der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in dieser Datei in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben.

000002



BAL.

259/1980

192-193

P.V. Commission

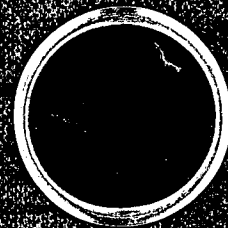
CE

1971-1972

aux PE (2)

P.V. 192

367



Pe

ANNEXE

000000Z

000000Z

Historical Archives of the European Commission

PV: 192(2) Annexes PV. 1				PV. Manquant		Annexes PE. 30			PE. Manquant	
Annexes	type doc	Année	N°	type doc	N°	type doc	Année	N°		
Annexe dans UP n° 366						Annexes dans UP n° 367				
1	COM	1972	80			COM	1971	1368		
2						COM	1971	1369		
3						COM	1971	1370		
4						COM	1971	1371		
5						COM	1971	1372		
6						COM	1971	1373		
7						COM	1971	1374		
8						COM	1971	1375		
9						COM	1971	1376		
10						COM	1971	1377		
11						COM	1971	1378		
12						COM	1971	1379		
13						COM	1971	1381		
14						COM	1971	1382		
15						COM	1971	1383		
16						COM	1971	1384		
17						COM	1971	1385		
18						COM	1971	1386		
19						COM	1971	1387		
20						COM	1971	1388		
21						COM	1971	1389		
22						COM	1971	1396		
23						SEC	1971	710		
24						SEC	1971	4376		
25						SEC	1971	4481		
26						SEC	1971	4550		
27						SEC	1971	4606		
28						SEC	1971	4634		
29						SEC	1971	4682		
30						SEC	1971	4684		

P.V. COMMISSION No. COM(72) PV 192 final

ANNEXES

PE/1 - doc. COM(71) 1368 final
PE/2 - doc. COM(71) 1369 final
PE/3 - doc. COM(71) 1370 final
PE/4 - doc. COM(71) 1371 final
PE/5 - doc. COM(71) 1372 final
PE/6 - doc. COM(71) 1373 final
PE/7 - doc. COM(71) 1374 final
PE/8 - doc. COM(71) 1375 final
PE/9 - doc. COM(71) 1376 final
PE/10 - doc. COM(71) 1377 final
PE/11 - doc. COM(71) 1378 final
PE/12 - doc. COM(71) 1379 final
PE/13 - doc. COM(71) 1381 final
PE/14 - doc. COM(71) 1382 final
PE/15 - doc. COM(71) 1383 final
PE/16 - doc. COM(71) 1384 final
PE/17 - doc. COM(71) 1385 final
PE/18 - doc. COM(71) 1386 final
PE/19 - doc. COM(71) 1387 final
PE/20 - doc. COM(71) 1388 final
PE/21 - doc. COM(71) 1389 final
PE/22 - doc. COM(71) 1396 final
PE/23 - doc. SEC(71) 710 final
PE/24 - doc. SEC(71) 4376 final
PE/25 - doc. SEC(71) 448I final
PE/26 - doc. SEC(71) 4550 final
PE/27 - doc. SEC(71) 4606 final
PE/28 - doc. SEC(71) 4634 final
PE/29 - doc. SEC(71) 4682 final
PE/30 - doc. SEC(71) 4684 final

P. J. : réponses aux questions écrites n° 253/71, 323/71, 305/71, 557/70
337/71

COM(72) PV 192 final

0000005

00000001

Historical Archives of the European Commission

000006

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1368 final

Bruxelles, le 1er décembre 1971

Annexe 7E/1

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant prorogation du règlement (CEE) n° 1468/70
fixant des dispositions transitoires pour la désignation des
centres d'intervention dans le secteur du tabac brut

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(71) 1368 final

EXPOSE DES MOTIFS

Des règles générales régissant l'intervention dans le secteur du tabac brut ont été arrêtées par le Conseil par le règlement (CEE) n° 1467/70 du 20 juillet 1970. Elles stipulent notamment que la détermination des centres d'intervention, qui se subdivisent en "centres de ramassage" et "centres de transformation et de stockage" est effectuée par règlement de la Commission. En raison des délais très courts dont l'on disposait pour l'application du régime commun "tabac brut" à la première récolte, le Conseil a, dans le même temps, dérogé à cette obligation par le règlement (CEE) n° 1468/70 qui a laissé les Etats membres libres de désigner ces centres jusqu'au 30 juin 1971.

Les Etats membres n'ont pas pu échapper, pour l'écoulement de la récolte 1970, aux difficultés de démarrage et à certains retards qu'elles ont engendré pour l'application du nouveau régime. Parmi les problèmes concrets qui se présentaient, la désignation et la mise en place de centres d'intervention n'a pas revêtu un caractère particulièrement urgent du fait qu'aucune offre à l'intervention pour le tabac en feuilles de cette récolte n'a été enregistrée. Et si l'on s'attend à certains apports de tabac emballé à l'intervention en Italie - où une telle possibilité existe - la prise en charge de ces quantités n'interviendra qu'à la fin de 1971 et au début de 1972.

A la suite d'échanges de vues avec les délégations, les Services de la Commission ont abouti à la conclusion que la désignation par règlement d'un réseau complet de centres d'intervention répondant aux définitions du règlement (CEE) n° 1467/70 n'était pas encore réalisable dans de bonnes conditions. Cependant, la date de validité du règlement (CEE) n° 1468/70 étant dépassée, il était nécessaire de reporter cette date au 30 juin 1972 afin de maintenir en vigueur lesdites dispositions transitoires pour la période d'éventuelles prises en charge à l'intervention de tabac des récoltes 1970 et 1971. Tel est l'objet de la présente proposition.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant prorogation du règlement (CEE) n° 1468/70
fixant des dispositions transitoires pour la
désignation des centres d'intervention dans le
secteur du tabac brut

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 727/70 du Conseil, du 21 avril 1970, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur du tabac brut (1), modifié par le règlement (CEE) n° 1574/71 (2), et notamment son article 21 deuxième alinéa,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 1er du règlement (CEE) n° 1467/70 du Conseil, du 20 juillet 1970, fixant certaines règles générales régissant l'intervention dans le secteur du tabac brut (3), dispose que les centres dans lesquels sont effectués les achats d'intervention de tabac sont déterminés selon la procédure prévue à l'article 17 du règlement (CEE) n° 727/70; que, tous les éléments nécessaires à cet effet n'ayant pas été disponibles, la tâche de désigner ces centres a été confiée, pour la première année de fonctionnement de l'organisation commune des marchés dans le secteur du tabac brut, aux Etats membres par le règlement (CEE) n° 1468/70 du Conseil, du 20 juillet 1970, fixant des dispositions transitoires pour la désignation des centres d'intervention dans le secteur du tabac brut (4);

considérant qu'il n'a pas encore été possible de déterminer une liste complète et définitive des centres de ramassage et des centres de transformation et de stockage; qu'il convient par conséquent, compte tenu des problèmes de transition du régime national au régime commun dans certains Etats membres notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre du régime d'intervention, de proroger d'un an le régime transitoire établi par le règlement (CEE) n° 1468/70;

./.

- (1) J.O. n° L 94 du 28.4.1970, p.1
(2) J.O. n° L 167 du 26.7.1971, p.1
(3) J.O. n° L 164 du 27.7.1970, p. 32
(4) J.O. n° L 164 du 27.7.1970, p. 34

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

A l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1468/70 la date du 30 juin 1971 est remplacé par la date du 30 juin 1972.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président,

0000010

00000002

Historical Archives of the European Commission

000011

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1369 final

Bruxelles, le 30 novembre 1971

annex 7E/2

Proposition d'un
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant modification, en matière de nomenclature tarifaire,
des règlements (CEE) n° 1052/68, (CEE) n° 522/70 et (CEE) n° 653/71
concernant les produits transformés de céréales

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(71) 1369 final

EXPOSE DES MOTIFS

Ce projet a pour but d'apporter aux règlements (CEE) no 1052/68, (CEE) no. 522/70 et (CEE) no 653/71 concernant les produits transformés de céréales des modifications de nature douanière relatives aux produits repris aux sous-positions 07.06 et 11.09.

Des amendements en effet ont été apportés à l'annexe du règlement no 120/67/CEE relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, concernant ces sous-positions.

Pour ce qui concerne la sous-position 07.06, à savoir les racines de manioc et d'autres tubercules, l'amendement consiste à déplacer ces produits de la sous-position B à la sous-position A.

Pour ce qui concerne la sous-position 11.09, à savoir le gluten, il a été estimé que le seul véritable gluten est celui dérivé du froment tandis que le dérivé similaire du maïs est plutôt un résidu de l'amidonnerie ainsi qu'il est couramment désigné dans le commerce international. La position 11.09 ne doit donc désigner que le gluten de froment tandis que celui désigné auparavant comme gluten de maïs sera classé dans la sous-position 23.03 A I sous la dénomination de sous-produit de l'amidonnerie.

Le déplacement de la position 11.09 à la position 23.03 A I ne justifiant, sur le plan économique, aucune modification, le prélèvement applicable autrefois au gluten de maïs sera applicable aux produits repris à la sous-position 23.03 A I.

Ces modifications doivent entrer en vigueur au 1er janvier 1972 en même temps que celles apportées à l'annexe du règlement no 120/67/CEE et à l'annexe du règlement no 1009/67/CEE (à savoir le tarif douanier commun).

Proposition d'un
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant modification, en matière de nomenclature tarifaire, des règlements
 (CEE) no 1052/68, (CEE) no 522/70 et (CEE) no 653/71 concernant les produits
 transformés de céréales

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la proposition de la Commission,

considérant que par règlement (CEE) no./71 du Conseil, du 1971, portant modification en matière de nomenclature tarifaire des règlements no 136/66/CEE, 120/67/CEE, 121/67/CEE, 123/67/CEE, 1009/67/CEE, (CEE) 805/68, (CEE) 2142/70 et (CEE) 827/68, portant organisation commune des marchés respectivement dans les secteurs des matières grasses, des céréales de la viande de porc, de la viande de volaille, du sucre, de la viande bovine, de la pêche et pour certains produits énumérés à l'annexe II du traité (1), des amendements ont été apportés à la nomenclature du tarif douanier commun, afin de tenir compte de l'évolution technique et des modifications qu'elle entraîne dans les échanges internationaux;

considérant que ces amendements concernent entre autre deux produits repris à l'annexe du règlement no 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (2), à savoir les produits repris à la position 07.06 et à la position 11.09 du tarif douanier commun; que pour ce qui concerne en particulier cette dernière position relative au gluten, il convient de désigner par cette dénomination le seul produit dérivé du froment, celui dérivant du maïs devant être désigné, ainsi qu'il en est d'usage dans les échanges internationaux, comme résidu de cette céréale.

.../...

(1) J.O. no L du 1971, p.

(2) J.O. no 117 du 19. 6.1967, p. 2269/67

considérant qu'il convient d'apporter les modifications nécessaires au texte de certains articles et de l'annexe du règlement (CEE) no. 1052/68 du Conseil, du 23 juillet 1968, relatif au régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz (1), au texte de l'article premier du règlement (CEE) no 522/70 du Conseil du 17 mars 1970 relatif au régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires des Etats africains et Malgache associés ou des pays et territoires d'outre mer (2) ainsi qu'au texte de l'article premier du règlement (CEE) no 653/71 du Conseil, du 30 mars 1971, relatif au régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires de la République Unie de Tanzanie, de la République de l'Ouganda et de la République du Kenya (3);

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. A l'article 4 paragraphe 2, à l'article 9 paragraphe 1, à l'article 10 paragraphe 1 premier tiret du règlement (CEE) no 1052/68, à la colonne 1 de l'annexe de ce règlement à l'article premier paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) no 522/70 et à l'article premier paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) no 653/71 au lieu de 07.06 B, lire "07.06 A".
2. L'énumération des positions et sous-positions visées à l'article 5 paragraphe 1, à l'article 8 paragraphe 1, à l'article 9 paragraphe 3 du règlement (CEE) no 1052/68 est complétée par l'insertion de la sous-position suivante "23.03 A I".
3. L'annexe du règlement (CEE) no 1052/68 est modifiée comme suit:
 - a) La partie de l'annexe relative à la position 11.09 est remplacée par la partie suivante:

No du tarif douanier commun	Désignation du produit	Produit de base	Coefficient	Elément fixe u.c./100 kg
1	2	3	4	5
11.09	Gluten de froment, même à l'état sec			
	A. à l'état sec	Froment tendre	4,00	15,00
	B. autre	Froment tendre	4,00	15,00

.../...

(1) J.O. no. L 170 du 25. 7.1968, p. 8;
 (2) J.O. no. L 65 du 21. 3.1970, p. 10;
 (3) J.O. no. L 76 du 31. 3.1971, p. 2.

b) Après la sous-position 23.02 A, insérer la sous-position ci-après :

No du tarif douanier commun	Désignation du produit	Produit de base	Coefficient	Elément fixe u.c./100 kg
23.03	Pulpes de betteraves, bagasses de cannes à sucres et autres déchets de sucrerie; dreches de brasserie et de distillerie; résidus d'ami- donnerie et résidus simi- laires : A. Résidus de l'amidonnerie du maïs (à l'exclusion des eaux de trempe concentrées), d'une teneur en protéines, calculée sur la matière sèche: I. supérieure à 40 % en poids	Maïs	2,00	15,00

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er janvier 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles

Par le Conseil,
Le Président

000016

00000003

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1370 final

Bruxelles, le 3 décembre 1971.

Annexe 7E/3

Proposition d'une
DIRECTIVE (CEE) DU CONSEIL

portant ième modification de la directive du Conseil
relative au rapprochement des législations des
Etats membres concernant les agents conservateurs
pouvant être employés dans les denrées destinées
à l'alimentation humaine

(présentée par la Commission au Conseil)

Proposition d'une directive du Conseil portant
... ième modification de la directive du Conseil
relative au rapprochement des législations des
Etats membres concernant les agents conservateurs
pouvant être employés dans les denrées destinées
à l'alimentation humaine.

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100,

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'en vertu de l'article 5 sous a) et de l'article 11 paragraphe 2 de la directive du Conseil, du 5 novembre 1963, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine(1), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil du 30 mars 1971(2), les Etats membres doivent interdire l'utilisation de certains agents conservateurs et que cette interdiction devra prendre effet le 1er janvier 1972 en vertu de la directive du Conseil du 20 décembre 1968, portant quatrième modification de la directive du Conseil, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (3);

considérant que la période supplémentaire prévue par la directive du 20 décembre 1968 pour l'aboutissement des recherches scientifiques et techniques concernant les agents conservateurs en question s'est révélée insuffisante et qu'il convient dès lors de la prolonger d'un an ,

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE :

.../...

(1) J.O. n° 12 du 27.1.1964, p. 161/64

(2) J.O. n° 87 du 17.4.1971, p. 12

(3) J.O. n° L 209 du 24.12.1968, p. 25

Article premier

A l'article 11 paragraphe 2 deuxième phrase de la directive du Conseil du 5 novembre 1963, la date du 1er janvier 1972 est remplacée par celle du 1er janvier 1973 .

Article 2

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président,

0000020

00000004

Historical Archives of the European Commission

000021

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1371 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

Bruxelles 7E/4

RÈGLEMENT (CEE) n° 2602/71 DE LA COMMISSION

du 6 décembre 1971

relatif aux communications des données nécessaires
à l'application du règlement (CEE) n° 727/70
portant établissement d'une organisation commune
des marchés dans le secteur du tabac brut

REGLEMENT (CEE) N° 2602 /71 DE LA COMMISSION
du 6 décembre 1971
relatif aux communications des données nécessaires
à l'application du règlement (CEE) n° 727/70
portant établissement d'une organisation commune
des marchés dans le secteur du tabac brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 727/70 du Conseil, du 21 avril 1970, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur du tabac brut (1), modifié par le règlement (CEE) n° 1574/71 (2), et notamment son article 15,

considérant que l'article 15 du règlement (CEE) n° 727/70 prévoit que les Etats membres et la Commission se communiquent réciproquement les données nécessaires à l'application de ce règlement;

considérant que chaque année, avant le 1er août, les prix d'objectif, les prix d'intervention et les prix d'intervention dérivés, ainsi que, avant le 1er novembre, les primes, doivent être fixés pour la récolte de l'année suivante ;

considérant que, pour préparer des propositions concernant les dites fixations, la Commission doit disposer des données définitives sur la production de l'année précédente ainsi que d'informations provisoires sur la récolte de l'année en cours; qu'il est indiqué que ces données et informations soient transmises régulièrement et notamment, tout en respectant le calendrier de la production, à des dates permettant la préparation des propositions visées;

./.

(1) J.O. n° L 94 du 28.4.1970, p.1

(2) J.O. n° L 167 du 26.7.1971, p.1

considérant qu'il convient également de tenir compte des dispositions de l'article 13 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 727/70 prévoyant qu'au cas où les quantités prises en charge par les organismes d'intervention dépassent, pour une variété et une récolte données, un pourcentage fixé de la production et en tout cas une quantité donnée, la Commission présente un rapport au Conseil, au plus tard le 30 avril de l'année civile suivant celle de la récolte; qu'il est par conséquent nécessaire de disposer, dans la mesure du possible, des données y afférentes;

considérant que l'appréciation des prix perçus par les producteurs pour le tabac en feuilles ayant bénéficié de la prime ne peut résulter que d'informations reprises au certificat prime institué par le règlement (CEE) n° 1726/70 de la Commission, du 25 août 1970, relatif aux modalités d'octroi de la prime pour le tabac en feuilles (3), modifié par le règlement (CEE) n° 2596/70 (4); qu'il est dès lors nécessaire que les Etats membres communiquent à la Commission, à l'issue de la mise sous contrôle du tabac en feuilles de la récolte concernée les informations nécessaires concernant les prix moyens payés par variété et par qualité ainsi que les quantités correspondantes;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion du tabac,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Les Etats membres communiquent à la Commission annuellement pour chacune des variétés de tabac

a) au plus tard le 15 avril

- les chiffres de la production de la récolte de l'année précédente et
- l'estimation des superficies prévue pour la culture de tabac pour l'année en cours.

Toutefois, pour autant que ces données ne peuvent être communiquées complètement à la date visée, elle sont complétées au plus tard le 15 juin;

./.

(3) J.O. n° L 191 du 27.8.1970, p.1

(4) J.O. n° L 277 du 22.12.1970, p.7

- b) au plus tard le 15 juillet l'estimation des superficies plantées pour l'année en cours;
- c) au plus tard le 15 septembre l'estimation prévisionnelle de la production de la récolte de l'année en cours.

2. Les chiffres de production sont exprimés en poids net de tabac en feuilles.

Article 2

Les Etats membres communiquent à la Commission aux dates visées à l'article premier paragraphe 1 sous a) par variété pour le tabac de la récolte de l'année précédente pour lequel la prime a été demandée :

- a) la moyenne des prix conformément à l'article 2 paragraphe 2 sous i) du règlement (CEE) no 1726/70;
- b) la différence moyenne constatée entre la moyenne des prix payés et le prix moyen payé pour la qualité de référence.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 6 décembre 1971

Par la Commission

Le Président

(s) Franco M. Malfatti

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1371 endg.

Brüssel, den 6. Dezember 1971

VERORDNUNG (EWG) NR. 2602/71 DER KOMMISSION

vom 6. Dezember 1971

betreffend die Übermittlung der zur Durchführung der
Verordnung (EWG) Nr. 727/70 über die Errichtung einer
gemeinsamen Marktorganisation für Rohtabak erforder-
lichen Angaben

VERORDNUNG (EWG) NR. 2602/71 DER KOMMISSION

vom 6. Dezember 1971

betreffend die Übermittlung der zur Durchführung
der Verordnung (EWG) Nr. 727/70 über die Errichtung
einer gemeinsamen Marktorganisation für Rohtabak
erforderlichen Angaben

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 727/70 des Rates vom 21. April 1970
über die Errichtung einer gemeinsamen Marktorganisation für Rohtabak (1)
in der Fassung der Verordnung (EWG) Nr. 1574/71 (2), insbesondere auf
Artikel 15,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 15 der Verordnung (EWG) Nr. 727/70 bestimmt, daß die Mitgliedstaaten
und die Kommission einander die zur Durchführung der Verordnung erforderlichen
Angaben mitteilen.

Alljährlich müssen vor dem 1. August die Zielpreise, die Interventionspreise
und die abgeleiteten Interventionspreise sowie vor dem 1. November die Prämien
für die Ernte des folgenden Jahres festgesetzt werden.

Um die Vorschläge für diese Festsetzungen ausarbeiten zu können, bedarf die
Kommission der endgültigen Angaben über die Erzeugung im Vorjahr sowie vor-
läufiger Informationen über die Ernte des laufenden Jahres. Diese Angaben und
Informationen müssen ihr regelmäßig und vor allem - unter Berücksichtigung der
Erntezeiten - rechtzeitig übermittelt werden, um die Ausarbeitung der Vorschläge
zu ermöglichen.

(1) ABl. Nr. L 94 vom 28.4.1970, S. 1
(2) ABl. Nr. L 167 vom 26.7.1971, S. 1

Darüber hinaus ist Artikel 13 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 727/70 zu berücksichtigen, wonach die Kommission dem Rat spätestens bis zum 30. April des auf die Ernte folgenden Kalenderjahres einen Bericht vorlegt, falls die von den Interventionsstellen übernommenen Mengen bei einer Sorte und für eine gegebene Ernte einen bestimmten Hundertsatz der Erzeugung oder eine bestimmte Menge überschreiten. Dazu ist es unerlässlich, daß die Kommission so weit wie möglich über die entsprechenden Angaben verfügt.

Die Beurteilung der von den Erzeugern für Tabakblätter, für welche die Prämie gewährt worden ist, erzielten Preise kann nur anhand von Angaben in der durch die Verordnung (EWG) Nr. 1726/70 der Kommission vom 25. August 1970 über Durchführungsbestimmungen für die Gewährung der Prämie für Tabakblätter in der Fassung der Verordnung (EWG) Nr. 2596/70 (4) eingeführten Prämienbescheinigung erfolgen. Es ist deshalb

erforderlich, daß die Mitgliedstaaten der Kommission die notwendigen Angaben über die je Sorte und Qualität erzielten Durchschnittspreise sowie über die entsprechenden Mengen übermitteln, nachdem alle Tabakblätter der betreffenden Ernte der vorgesehenen Kontrolle unterworfen worden sind.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Tabak -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

1. Die Mitgliedstaaten übermitteln der Kommission alljährlich für jede Tabaksorte

a) bis zum 15. April

- die Zahlen über die Erntemengen des Vorjahres und
- eine Schätzung der für das laufende Jahr vorgesehenen Tabakanbauflächen;

Können diese Angaben zum genannten Zeitpunkt nicht vollständig mitgeteilt werden, so sind sie spätestens bis zum 15. Juni zu ergänzen;

(3) ABl. Nr. L 191 vom 27. 8.1970, S. 1
(4) ABl. Nr. L 277 vom 22.12.1970, S. 7

- 3 -

- b) bis zum 15. Juli eine Schätzung der im laufenden Jahr tatsächlich bepflanzten Flächen;
 - c) bis zum 15. September eine Vorausschätzung der Erntemengen des laufenden Jahres.
2. Die Erntemengen werden in Eigengewicht der Tabakblätter angegeben.

Artikel 2

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission zu den in Artikel 1 Buchstabe a) genannten Terminen je Sorte für den Tabak der Vorjahresernte, für den die Prämie beantragt worden ist, mit :

- a) die gezahlten Durchschnittspreise gemäß Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe i) der Verordnung (EWG) Nr. 1726/70;
- b) den festgestellten durchschnittlichen Unterschied zwischen dem Mittel der gezahlten Preise und dem für die Bezugsqualität gezahlten Durchschnittspreis.

Artikel 3

Diese Verordnung tritt am dritten Tage nach
lichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 6. Dezember 1971
Für die Kommission
Der Präsident
(gez.) Franco M. MALFATTI

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1371 def.

Bruxelles, 6 dicembre 1971

REGOLAMENTO (CEE) N. 2602/71 DELLA COMMISSIONE

del 6 dicembre 1971

relative alle comunicazioni dei dati necessari per
l'applicazione del regolamento (CEE) n. 727/70
relativo all'attuazione di un'organizzazione comune
dei mercati nel settore del tabacco greggio

REGOLAMENTO (CEE) n. 2602 /71 DELLA COMMISSIONE
del 6 dicembre 1971

relativo alle comunicazioni dei dati necessari per
l'applicazione del regolamento (CEE) n. 727/70
relativo all'attuazione di un'organizzazione comune
dei mercati nel settore del tabacco greggio

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea,

Visto il regolamento (CEE) n. 727/70 del Consiglio, del 21 aprile
1970, relativo all'attuazione di un'organizzazione comune dei mercati
nel settore del tabacco greggio (1), modificato dal regolamento (CEE) no. 1574/71 (2);
in particolare l'articolo 15 ;

Considerando che l'articolo 15 del regolamento (CEE) n. 727/70 prevede
che gli Stati membri e la Commissione si comunichino reciprocamente i
dati necessari per l'applicazione di tale regolamento ;

Considerando che i prezzi d'obiettivo, i prezzi d'intervento e i prezzi
d'intervento derivati da un lato, e i premi, dall'altro, devono essere
fissati rispettivamente anteriormente al 1° agosto e al 1° novembre, di
ogni anno per il raccolto dell'anno successivo ;

Considerando che, per approntare le proposte concernenti tali fissazioni,
la Commissione deve disporre dei dati definitivi sulla produzione
dell'anno precedente, nonché d'informazioni provvisorie sul raccolto
dell'anno in corso ; che è opportuno che i dati e le informazioni vengano
trasmessi regolarmente, in particolare, pur tenendo conto di eventuali
differenze nel ciclo produttivo, a date che permettano la preparazione
delle proposte in causa ;

./.

(1) G.U. n. L 94 del 28.4.1970, pag. 1

(2) G.U. n. L 167 del 26.7.1971, Pag. 1

Considerando che è altresì opportuno tener conto delle disposizioni dell'articolo 13, paragrafo 1, del regolamento (CEE) n. 727/70, che prevede che, qualora i quantitativi presi a carico dagli organismi d'intervento superino, per una varietà e un raccolto dato una percentuale fissata della produzione e comunque un determinato quantitativo, la Commissione presenta una relazione al Consiglio entro il 30 aprile dell'anno civile successivo a quello del raccolto ; che è pertanto necessario disporre nei limiti del possibile dei relativi dati ;

Considerando che la valutazione dei prezzi ottenuti dai produttori per il tabacco in foglia che ha beneficiato del premio risulta unicamente dai dati iscritti nel certificato di premio istituito dal regolamento (CEE) n. 1726/70 della Commissione, del 25 agosto 1970, che fissa le modalità relative alla concessione del premio per il tabacco in foglia (3), modificato dal regolamento (CEE) n. 2596/70 (4) ; che è pertanto necessario che, dopo aver sottoposto a controllo il tabacco in foglia del raccolto in causa, gli Stati membri comunichino alla Commissione i dati necessari relativi ai prezzi medi pagati per varietà e qualità ed ai quantitativi corrispondenti ; dal

Considerando che le misure previste nel presente regolamento sono conformi al parere del Comitato di gestione per il tabacco,
HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

1. Gli Stati membri comunicano ogni anno alla Commissione per ciascuna varietà di tabacco
 - a) entro il 15 aprile,
 - le cifre di produzione del raccolto dell'anno precedente e
 - la stima delle superfici destinate alla cultura del tabacco per l'anno in corso .

Tuttavia, tali dati, se non possono essere integralmente comunicati alla data stabilita, devono comunque essere completati entro e non oltre il 15 giugno.

(3) G.U. n. L 191 del 27.8.1970, pag. 1

(4) G.U. n. L 277 del 22.12.1970, pag. 7

- b) entro il 15 luglio, la stima delle superfici investite a tabacco per l'anno in corso;
- c) entro il 15 settembre, la stima previsionale di produzione del raccolto dell'anno in corso.

2. Le cifre di produzione sono espresse in peso netto di tabacco in foglia.

Articolo 2

Gli Stati membri comunicano alla Commissione alle date di cui all'articolo 1, paragrafo 1, lettera a), per varietà per il tabacco del raccolto dell'anno precedente per il quale è stato chiesto il premio:

- a) la media dei prezzi pagati in conformità dell'articolo 2, paragrafo 2, lettera i), del regolamento (CEE) n. 1726/70;
- b) la differenza media constatata fra la media dei prezzi pagati e il prezzo medio pagato per la qualità di riferimento.

Articolo 3

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 6 dicembre 1971

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to) Franco M. MILFATTI

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1371 def.

Brussel, 6 december 1971

VERORDENING (EEG) No. 2602/71 VAN DE COMMISSIE

van 6 december 1971

betreffende de mededeling van de nodige gegevens voor de toepassing van Verordening (EEG) No. 727/70 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector ruwe tabak

VERORDENING (EEG) Nr. 2602/71 VAN DE COMMISSIE

van 6 december 1971

betreffende de mededeling van de nodige gegevens
voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 727/70
houdende de totstandbrenging van een gemeenschappe-
lijke ordening der markten in de sector ruwe tabak

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 727/70 van de Raad van 21 april 1970 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector ruwe tabak (1), gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1574/71 (2), inzonderheid op artikel 15,

Overwegende dat in artikel 15 van Verordening (EEG) nr. 727/70 is bepaald dat de Lid-Staten en de Commissie elkaar de voor de toepassing van die verordening benodigde gegevens verstrekken;

Overwegende dat de streefprijzen, de interventieprijzen en de afgeleide interventieprijzen jaarlijks vóór 1 augustus en de premiebedragen jaarlijks vóór 1 november moeten worden vastgesteld voor de oogst van het volgende kalenderjaar;

Overwegende dat, om de voorstellen inzake de vorenbedoelde vaststellingen te kunnen uitwerken, de Commissie moet beschikken over de definitieve gegevens betreffende de produktie van het voorafgaande jaar en over voorlopige inlichtingen betreffende de oogst van het lopende jaar; dat deze gegevens en inlichtingen regelmatig dienen te worden verstrekt, en met name, rekening houdend met het tijdschema van de produktie, op een tijdstip dat de uitwerking van de betrokken voorstellen mogelijk maakt;

./.

(1) PB nr. L 94 van 28.4.1970, blz.1
(2) PB nr. L 167 van 26.7.1971, blz.1

- 2 -

Overwegende dat eveneens rekening dient te worden gehouden met artikel 13, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 727/70, waarin is bepaald dat, in geval de door de interventiebureaus overgenomen hoeveelheden voor een bepaalde tabakssoort en voor een bepaalde oogst een vastgesteld percentage van de produktie en in elk geval een bepaalde hoeveelheid overschrijden, de Commissie uiterlijk op 30 april van het kalenderjaar volgende op het jaar van de oogst aan de Raad een rapport voorlegt; dat het derhalve nodig is er op betrekking habbende gegevens in de mate van het mogelijke ter beschikking te hebben;

Overwegende dat de prijzen, welke aan de producenten werden betaald voor tabaksbladeren waarvoor de premie werd verleend, slechts kunnen worden beoordeeld aan de hand van gegevens die zijn vermeld in het premiecertificaat ingesteld bij Verordening (EEG) nr. 1726/70 van de Commissie van 25 augustus 1970 betreffende de wijze van toekenning van de premie voor tabaksbladeren (3), gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2596/70 (4); dat het derhalve noodzakelijk is dat de lid-staten, nadat de tabaksbladeren van de betrokken oogst onder controle zijn geplaatst, aan de Commissie de nodige gegevens verstrekken over de per tabakssoort en per kwaliteit betaalde gemiddelde prijzen en over de overeenkomstige hoeveelheden;

Overwegende dat de in deze Verordening vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van het Comité van Beheer voor tabak;

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. De lid-staten delen jaarlijks voor elke tabakssoort de hiernavolgende gegevens aan de Commissie mede :

a) uiterlijk op 15 april,

- de cijfers betreffende de produktie van de oogst van het voorafgaande jaar en
- de raming van de oppervlakte waarop tabak zal worden geteeld voor het lopende jaar.

Voor zover deze gegevens niet volledig op de vastgestelde datum kunnen worden medegedeeld, worden deze uiterlijk op 15 juni aangevuld;

./.

(1) PB nr. L 191 van 27.8.1970, blz. 1

(2) PB nr. L 277 van 22.12.1970, blz. 7

- b) uiterlijk op 15 juli, de raming van de aangeplante oppervlakte voor het lopende jaar;
- c) uiterlijk op 15 september, de voorlopige raming van de produktie van de oogst van het lopende jaar.

2. De cijfers betreffende de produktie worden uitgedrukt in nettogewicht tabaksbladeren.

Artikel 2

Op de in artikel 1, lid 1 onder a) bedoelde data delen de lid-staten voor de tabak van de oogst van het voorafgaande jaar waarvoor de premie werd aangevraagd, aan de Commissie de volgende gegevens per soort mede :

- a) het gemiddelde van de betaalde prijzen overeenkomstig artikel 2, lid 2, sub i), van Verordening (EEG) nr. 1726/70;
- b) het gemiddelde verschil dat werd geconstateerd tussen het gemiddelde van de betaalde prijzen en de voor de referentiekwaliteit betaalde gemiddelde prijs.

Artikel 3

Deze verordening treedt in werking op de derde dag na die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lid-staat.

Brussel, 6 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

0000037

00000005

Historical Archives of the European Commission

000038

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1372 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

annexe 7c/5.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2603/71 DE LA COMMISSION

du 6 décembre 1971

relatif aux modalités de conclusion des contrats
de première transformation et conditionnement
des tabacs détenus par les organismes d'intervention

REGLEMENT (CEE) N° 2603 /71 DE LA COMMISSION

du 6 décembre 1971
relatif aux modalités de conclusion des contrats
de première transformation et conditionnement
des tabacs détenus par les organismes d'intervention

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 727/70 du Conseil, du 21 avril 1970, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur du tabac brut(1), modifié par le règlement (CEE) n° 1574/71 (2), et notamment son article 7 paragraphe 4,

considérant que l'article 1er du règlement (CEE) n° 327/71 du Conseil, du 15 février 1971, fixant certaines règles générales relatives aux contrats de première transformation et conditionnement, aux contrats de stockage ainsi qu'à l'écoulement des tabacs détenus par les organismes d'intervention (3), prévoit la conclusion des contrats de première transformation et conditionnement par adjudication qui ne peut être attribuée qu'aux offres les plus favorables et à condition que ces dernières ne dépassent pas un montant à fixer pour chaque variété; qu'il est dès lors nécessaire de déterminer les conditions d'adjudication et de fixer les montants;

considérant que la publication des avis d'adjudication doit comprendre un certain nombre d'indications aux intéressés, permettant à ceux-ci de préparer et de présenter leurs offres;

considérant que, pour maintenir un équilibre des prix du tabac bénéficiant de la prime, du tabac emballé acheté à l'intervention et du tabac soumis aux opérations de première transformation et de conditionnement, il convient de retenir, pour la fixation des montants, les critères visés à l'article 4 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 727/70 pour le calcul de la prime, et à l'article 6 paragraphe 2 du même règlement pour le calcul des prix d'intervention dérivés;

considérant que les frais de première transformation et de conditionnement sont différents, pour chaque variété de tabac, suivant les méthodes de séchage, de préparation des feuilles et de leur conditionnement, ainsi que suivant la durée de ces opérations;

./.

(1) J.O. n° L 94 du 28.4.1970, p.1

(2) J.O. n° L 167 du 26.7.1971, p.1

(3) J.O. n° L 39 du 17.2.1971, p.3

considérant que, l'adjudication portant sur l'ensemble des coûts de première transformation et de conditionnement ainsi que sur l'ensemble des frais de transport du lieu de prise en charge au lieu de stockage, il convient de majorer les coûts de transformation d'un montant correspondant aux frais courants de prise en charge et de transport; que ce montant peut être fixé sur la base d'une estimation des distances à considérer comme normales entre le lieu de prise en charge, l'entreprise concernée et le lieu de stockage;

considérant que l'article 4 du règlement (CEE) n° 327/71 prévoit que le tabac faisant l'objet des opérations de première transformation et de conditionnement dans le cadre des adjudications prévues par le même règlement est soumis au régime de contrôle prévu pour assurer la transformation des tabacs bénéficiant de la prime; que le système de contrôle a été instauré par le règlement (CEE) n° 1726/70 de la Commission, du 25 août 1970, relatif aux modalités d'octroi de la prime pour le tabac en feuilles (4), modifié par le règlement (CEE) n° 2596/70(5); qu'il y a lieu, dès lors, de rendre ce système applicable en l'adaptant aux exigences spécifiques des opérations effectuées dans le cadre des adjudications;

considérant que la publication au Journal officiel des Communautés, d'une communication relative à l'avis d'ouverture d'une adjudication peut assurer la participation du plus grand nombre d'intéressés et, par conséquent, rendre la procédure d'adjudication plus efficace;

considérant que l'application du régime des opérations de première transformation et de conditionnement du tabac en feuilles détenu par les organismes d'intervention exige une information continue et complète de la Commission sur les résultats obtenus;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion du tabac,

(4) J.O. n° L 191 du 27.8.1970, p.1

(5) J.O. n° L 277 du 22.12.1970, p. 7

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Les conditions de l'adjudication prévues à l'article 1er paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 327/71 comprennent au moins :

- a) la variété, la qualité et la quantité du tabac en feuilles,
- b) le lieu de prise en charge du tabac en feuilles,
- c) le lieu de livraison du tabac emballé aux fins de stockage,
- d) le cas échéant, le délai fixé pour effectuer les opérations,
- e) la présentation du tabac emballé à livrer,
- f) les pertes de poids maxima admises,
- g) le cas échéant, le montant de la caution visée à l'article 1er paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 327/71,
- h) le délai de présentation des offres.

Article 2

Le montant visé à l'article 1er paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 327/71 est fixé, pour chacune des variétés de tabac, à l'annexe.

Article 3

Pour le contrôle prévu à l'article 4 du règlement (CEE) n° 327/71, un document est établi, comportant au moins le nom et l'adresse de l'adjudicataire, ainsi que les indications visées à l'article 2 paragraphe 2 sous e), f), g), h), j), k), m), n) et o) du règlement (CEE) n° 1726/70.

En outre, ce document porte une des mentions

- "Interventionstabak",
- "tabac d'intervention",
- "tabacco d'intervento",
- "interventietabak".

Article 4

1. Le délai de présentation des offres à prévoir dans les conditions de l'adjudication est de 20 jours au minimum à compter du jour de la publication officielle de l'avis d'adjudication par l'Etat membre concerné.
2. L'Etat membre informe la Commission de l'ouverture de l'adjudication en temps utile pour lui permettre de faire publier, au plus tard quatre jours après la publication de l'avis visé au paragraphe 1, une communication au Journal Officiel des Communautés européennes relative à cet avis.
3. Au plus tard le quinze du deuxième mois suivant les Etats membres communiquent à la Commission les quantités de produits attribués et les prix auxquels les attributions ont été effectuées au cours de chaque mois.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 6 décembre 1971
Par la Commission
Le Président
(s) France M. Malfatti

Montant visé à l'article 1er paragraphe 6 du règlement (CEE) no 327/71

Numéro d'ordre	Variétés	Montant UC/kilogramme de tabac en feuilles
1	a) Badischer Geudertheimer b) Forchheimer Havanna II c	0,405
2	Badischer Burley E	0,406
3	Virgin SCR	0,214
4	a) Paraguay et ses hybrides b) Dragon vert et ses hybrides	0,192
5	Nijkerk	0,192
6	Burley (Burley x Bel)	0,316
7	a) Misionero et ses hybrides b) Rio Grande et ses hybrides	0,255
8	a) Philippin b) Petit Grammont (Flobecq) c) Burley(Ergox6410 et ErgoxBursana)	0,211
9	a) Senois b) Appelterre	0,213
10	Bright	0,213
11	a) Burley I b) Maryland	0,413
12	a) Kentucky et ses hybrides b) Moro di Cori c) Salento	0,251
13	a) Nostrano del Brenta b) Résistante 142 c) Gojano	0,430
14	Beneventano	0,311
15	Xanti-Yakà	0,716

000044

- 2 -

Montant visé à l'article 1er paragraphe 6 du règlement (CEE) no 327/71

Numéro d'ordre	Variétés	Montant
		UC/kilogramme de tabac en feuilles
16	Perustitza	0,484
17	Erzegovina et ses hybrides	0,420
18	a) Round Tip b) Scafati c) Sumatra I	2,846
19	a) Brasile Selvaggio b) autres variétés	0,279

000045

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1372 endg.

Brüssel, den 6. Dezember 1971

VERORDNUNG (EWG) NR. 2603/71 DER KOMMISSION

vom 6. Dezember 1971

über Einzelheiten bei der Vergabe von Verträgen betreffend
die erste Bearbeitung und Aufbereitung des im Besitz der
Interventionsstellen befindlichen Tabaks

KOM(71) 1372 endg.

VERORDNUNG (EWG) Nr. 2603 /71 DER KOMMISSION

vom 6. Dezember 1971

über Einzelheiten bei der Vergabe von Verträgen betreffend die erste Bearbeitung und Aufbereitung des im Besitz der Interventionsstellen befindlichen Tabaks

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 727/70 des Rates vom 21. April 1970 geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1574/71 (2), über die gemeinsame Marktorganisation für Rohtabak (1), insbesondere auf Artikel 7 Absatz 4,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 1 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 des Rates vom 15. Februar 1971 zur Festsetzung bestimmter Grundregeln für die Verträge über die erste Bearbeitung und Aufbereitung, für Lagerverträge sowie für den Absatz des im Besitz der Interventionsstellen befindlichen Tabaks (3) bestimmt, daß Verträge über die erste Bearbeitung und Aufbereitung im Ausschreibungsverfahren abzuschließen sind, wobei der Zuschlag nur für das günstigste Angebot und unter der Bedingung erteilt werden kann, daß dieses einen für jede Sorte festzusetzenden Höchstbetrag nicht überschreitet. Demnach ist es notwendig, die Ausschreibungsbedingungen festzulegen und die Höchstbeträge festzusetzen.

Die Veröffentlichung der Ausschreibungsbekanntmachung muß bestimmte Angaben für die Bieter enthalten, die ihnen die Vorbereitung und Einreichung ihrer Angebote ermöglicht.

Zur Sicherung des Preisgleichgewichts zwischen Tabak, für den die Prämie gewährt wird, sowie Tabakballen, die von den Interventionsstellen erworben werden, und Tabak, der der ersten Bearbeitung und Aufbereitung zugeführt wird, ist es erforderlich, bei der Festsetzung der Höchstbeträge die in Artikel 4 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 727/70 für die Berechnung der Prämie und die gemäß Artikel 6 Absatz 2 derselben Verordnung für die Berechnung der abgeleiteten Interventionspreise genannten Kriterien zu berücksichtigen.

Die Kosten der ersten Bearbeitung und Aufbereitung sind je nach Tabaksorte unterschiedlich; sie richten sich nach der Trocknungsmethode, nach der Vorbereitung und Aufbereitung der Blätter und nach der Dauer dieser Arbeitsvorgänge.

(1) ABl. Nr. L 94 vom 28.4.1970, S. 1, (2) ABl. Nr. L 167 vom 26.7.1971, S. 1
(3) ABl. Nr. L 39 vom 17.2.1971, S. 3

Die Ausschreibung bezieht sich auf sämtliche Kosten der ersten Bearbeitung und Aufbereitung sowie sämtliche Transportkosten vom Uebernahmeort zum Lagerort. Es empfiehlt sich daher, die Kosten für die Bearbeitung um einen den üblichen Kosten für Uebernahme und Transport entsprechenden Betrag zu erhöhen. Dieser Betrag kann auf der Grundlage einer als normal anzusehenden geschätzten Entfernung zwischen dem Uebernahmeort, dem betreffenden Unternehmen und dem Lagerort festgesetzt werden.

Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 bestimmt, daß Tabak, der Gegenstand einer ersten Bearbeitung und Aufbereitung im Rahmen eines in derselben Verordnung vorgesehenen Ausschreibungsverfahrens ist, dem Kontrollverfahren unterliegt, das vorgesehen ist, um die Bearbeitung von solchem Tabak zu sichern, für den ein Prämienanspruch besteht. Das Kontrollverfahren wurde durch die Verordnung (EWG) Nr. 1726/70 der Kommission vom 25. August 1970 betreffend Durchführungsbestimmungen für die Gewährung der Prämie für Tabakblätter (4), geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2596/70 (5), eingeführt. Um dieses Verfahren anwendbar zu machen, ist es den besonderen Verhältnissen des Ausschreibungsverfahrens anzupassen.

Die Veröffentlichung einer auf die Eröffnung einer Ausschreibung hinweisenden Bekanntmachung im Amtsblatt soll die Teilnahme einer möglichst großen Zahl von Bietern und damit die größere Wirksamkeit des Ausschreibungsverfahrens sichern.

Die Durchführung der Regelung über die erste Bearbeitung und Aufbereitung der im Besitz der Interventionsstellen befindlichen Tabakblätter erfordert, daß die Kommission über deren Ergebnisse laufend und vollständig unterrichtet wird.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Tabak -

(4) ABl. Nr. L 191 vom 27. 8.1970, S. 1.

(5) ABl. Nr. L 277 vom 22.12.1970, S. 7.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Die in Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 genannten Ausschreibungsbedingungen enthalten mindestens:

- a) die Sorte, die Qualität und die Menge der Tabakblätter,
- b) den Ort der Übernahme der Tabakblätter,
- c) den Ort der Anlieferung der Tabakballen zur Lagerung,
- d) gegebenenfalls die für die Durchführung der Arbeiten bestimmte Frist,
- e) die Aufmachung der zu liefernden Tabakballen,
- f) die höchstzulässigen Gewichtsverluste,
- g) gegebenenfalls die Höhe der in Artikel 1 Absatz 5 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 vorgesehenen Kautions,
- h) die Frist für die Abgabe der Angebote.

Artikel 2

Der in Artikel 1 Absatz 6 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 genannte Höchstbetrag für jede Tabaksorte wird im Anhang festgesetzt.

Artikel 3

Für die in Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71 vorgeschriebene Kontrolle ist ein Kontrollpapier auszustellen, das zumindest Name und Anschrift des Zuschlagempfängers sowie die in Artikel 2 Absatz 2 Buchstaben e), f), g), h), j), k), m), n) und o) der Verordnung (EWG) Nr. 1726/70 geforderten Angaben enthält.

Außerdem enthält das Kontrollpapier einen der Vermerke:

- "Interventionstabak",
- "tabac d'intervention",
- "tabacco d'intervento",
- "interventietabak".

Artikel 4

1. Die in den Ausschreibungsbedingungen vorzusehende Frist für die Abgabe der Angebot beträgt mindestens 20 Tage vom Tage der Veröffentlichung der Ausschreibung an.
2. Der Mitgliedstaat unterrichtet die Kommission so rechtzeitig über die Eröffnung der Ausschreibung, daß sie spätestens 4 Tage nach der in Absatz 1 genannten Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften einen Hinweis hierauf bekanntgeben kann.
3. Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission jeweils bis spätestens am 15. Tage des übernächsten Monats die im Verlaufe eines Monats zugeschlagenen Mengen und Preise, zu denen Zuschläge erteilt worden sind, mit.

Artikel 5

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach dem Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 6. Dezember 1971

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

Betrag gemäß Artikel 1 Absatz 6 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71

Laufende Nummer	Sorte	Betrag RE/Kilogramm Tabakblätter
1	a) Badischer Geudertheimer b) Forchheimer Havanna II c	0,405
2	Badischer Burley E	0,406
3	Virgin SCR	0,214
4	a) Paraguay und Hybriden b) Dragon Vert und Hybriden	0,192
5	Nijkerk	0,192
6	Burley (Burley x Bel)	0,316
7	a) Misionero und Hybriden b) Rio Grande und Hybriden	0,255
8	a) Philippin b) Petit Grammont (Flobecq) c) Burley (Ergo x 6410 und Ergo x Bursana)	0,211
9	a) Semois b) Appelterre	0,213
10	Bright	0,393
11	a) Burley I b) Maryland	0,413
12	a) Kentucky und Hybriden b) Moro di Cori c) Salento	0,251
13	a) Nostrano del Branta b) Resistente 142 c) Gojano	0,430
14	Beneventano	0,311
15	Xanti-Yakà	0,716

000051

-- 2 --

ANHANG

Betrag gemäß Artikel 1 Absatz 6 der Verordnung (EWG) Nr. 327/71

Laufende Nummer	Sorte	Betrag RE/Kilogramm Tabakblätter
16	Perustitza	0,484
17	Erzegovina und Hybriden	0,420
18	a) Round Tip b) Scafati c) Sumatra I	2,846
19	a) Brasile Selvaggio b) Andere Sorten	0,279

000052

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1372 def.

Bruxelles, 6 dicembre 1971

REGOLAMENTO (CEE) N. 2603/71 DELLA COMMISSIONE

del 6 dicembre 1971

relativo alle modalità di conclusione dei contratti
di prima trasformazione e di condizionamento dei
tabacchi detenuti dagli organismi di intervento

COM(71) 1372 def.

REGOLAMENTO (CEE) N. 2603/71 DELLA COMMISSIONE

del 6 dicembre 1971

relativo alle modalità di conclusione dei contratti
di prima trasformazione e di condizionamento dei
tabacchi detenuti dagli organismi di intervento

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea;

Visto il regolamento (CEE) n. 727/70 del Consiglio, del 21 aprile 1970, relativo all'attuazione di un'organizzazione comune dei mercati nel settore del tabacco greggio (1), modificato dal regolamento (CEE) n. 1574/71 (2), in particolare l'articolo 7, paragrafo 4;

Considerando che l'articolo 1 del regolamento (CEE) n. 327/71 del Consiglio, del 15 febbraio 1971, che fissa talune norme generali relative ai contratti di prima trasformazione e di condizionamento, ai contratti d'ammasso ed allo smercio dei tabacchi detenuti dagli organismi di intervento (3), prevede che i contratti di prima trasformazione e di condizionamento siano conclusi mediante gara e sia di chiarato aggiudicatario il maggiore offerente; purché le offerte non superino un importo che deve essere fissato per ciascuna varietà; che è quindi necessario determinare le condizioni di gara e fissare gli importi;

Considerando che la pubblicazione dei bandi di gara deve prevedere un certo numero di indicazioni destinate a consentire agli interessati di preparare e presentare le loro offerte;

Considerando che per mantenere un equilibrio dei prezzi del tabacco che beneficia del premio, del tabacco in colli acquistato presso gli organismi di intervento e del tabacco soggetto alle operazioni di prima trasformazione e di condizionamento, è necessario attenersi, per la determinazione dei suddetti importi, ai criteri di cui all'articolo 4, paragrafo 2, del regolamento (CEE) n. 727/70 e all'articolo 6, paragrafo 2, dello stesso regolamento relativi al calcolo dei prezzi d'intervento derivati;

(1) G.U. n. L 94 del 28.4.1970, pag. 1

(2) G.U. n. L 167 del 26.7.1971, pag. 1

(3) G.U. n. L 39 del 17.2.1971, pag. 3

Considerando che le spese di prima trasformazione e di condizionamento differiscono, per ciascuna varietà di tabacco, a seconda dei metodi di essicca-
mento, di preparazione delle foglie e di condizionamento, e a seconda della
durata di dette operazioni;

Considerando che, vertendo la gara sull'insieme delle opere di prima trasfor-
mazione e di condizionamento e sulla totalità delle spese di trasporto dal
luogo di presa di consegna al luogo d'immagazzinamento, è necessario maggio-
rare le spese di trasformazione di un importo corrispondente alle spese cor-
renti di presa in consegna e di trasporto; che tale importo può essere fis-
sato sulla base di una valutazione delle distanze considerate normali tra il
luogo di presa in consegna, l'impresa interessata e il luogo d'immagazzina-
mento;

Considerando che l'articolo 4, del regolamento (CEE) n. 327/71 prevede che
il tabacco che è oggetto delle operazioni di prima trasformazione e di con-
dizionamento del quadro delle gare previste dallo stesso regolamento sia sot-
toposto al regime di controllo previsto per assicurare la trasformazione dei
tabacchi che beneficiano del premio; che tale regime di controllo è stato
instaurato dal regolamento (CEE) n. 1726/70 della Commissione, del 25 ago-
sto 1970, relativo alle modalità di concessione del premio per il tabacco in
foglia (1), modificato dal regolamento (CEE) n. 2596/70 (2); che è quindi op-
portuno rendere applicabile detto sistema adattandolo alle specifiche esigen-
ze delle operazioni effettuate nel quadro delle gare;

Considerando che la pubblicazione di una comunicazione nella Gazzetta Uffi-
ciale delle Comunità annunciata l'indizione di una gara, può assicurare la
partecipazione del maggior numero di interessati e rendere quindi più effi-
cace la procedura di gara;

Considerando che l'applicazione del regime delle operazioni di prima trasfor-
mazione e di condizionamento del tabacco in foglia detenuto degli organismi
d'intervento rende necessaria un'informazione permanente e completa della
Commissione circa i risultati ottenuti;

Considerando che le misure previste dal presente regolamento sono conformi
al parere del Comitato di gestione per il tabacco;

(1) G.U. n. L 19L del 27. 8.1970, pag. 1

(2) G.U. n. L 277 del 22.12.1970, pag. 7

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Le condizioni e modalità di gara previste dall'articolo 1, paragrafo 2 del regolamento (CEE) n. 327/71 devono comportare almeno:

- a) la varietà, la qualità e la quantità del tabacco in foglia,
- b) il luogo della presa in consegna del tabacco in foglia,
- c) il luogo di consegna del tabacco in colli ai fini dell'immagazzinamento,
- d) se del caso, il tempo fissato per espletare le operazioni,
- e) la presentazione del tabacco in colli da consegnare,
- f) le perdite di peso massime ammesse,
- g) se del caso, l'importo della cauzione di cui all'articolo 1, paragrafo 5, del regolamento (CEE) n. 327/71,
- h) la data limite per la presentazione delle offerte.

Articolo 2

L'importo di cui all'articolo 1, paragrafo 6, del regolamento (CEE) n. 327/71 è fissato, per ciascuna varietà di tabacco, nell'allegato.

Articolo 3

Ai fini del controllo previsto dall'articolo 4 del regolamento (CEE) n. 327/71, è redatto un documento sul quale devono figurare almeno il nome e l'indirizzo dell'aggiudicatario, nonché le indicazioni di cui all'articolo 2, paragrafo 2, lettere e), f), g), h), j), k), m), n) e o) del regolamento (CEE) n. 1726/70.

Inoltre, il suddetto documento deve recare una delle seguenti menzioni:

- "Interventionstabak"
- "Tabac d'intervention"
- "Tabacco d'intervento"
- "Interventietabak"

Articolo 4

1. La data di presentazione delle offerte prevista nelle condizioni e modalità del bando di gara è di almeno 20 giorni a decorrere dal giorno della pubblicazione ufficiale del bando di gara da parte dello Stato interessato.
2. Lo Stato membro informa la Commissione dell'apertura della gara in tempo utile onde permettere che venga pubblicata, al più tardi quattro giorni dopo la pubblicazione del bando di gara di cui al paragrafo 1, una comunicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee relativa a tale bando di gara.
3. Gli Stati membri comunicano alla Commissione entro e non oltre il quindici del secondo mese successivo la quantità di prodotti aggiudicati e i prezzi ai quali le aggiudicazioni hanno avuto luogo nel corso di ogni mese.

Articolo 5

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 6 dicembre 1971

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to) Franco M. MALFATTI

ALLEGATO

Importo di cui all'articolo 1, paragrafo 6, del regolamento (CEE) no. 327/71

N. d'ordine	Varietà	Importo UC/kilogrammo di tabacco in foglia
1	a) Badischer Gaudertheimer b) Forchheimer Havanna II c	0,405
2	Badischer Burley E	0,406
3	Virgin SCR	0,214
4	a) Paraguay e Ibridi derivati b) Dragon vert e Ibridi derivati	0,192
5	Nijkerk	0,192
6	Burley (Burley x Bel)	0,316
7	a) Misionero e Ibridi derivati b) Rio Grande e Ibridi derivati	0,255
8	a) Philippin b) Petit Grammont (Flobecq) c) Burley (Ergo x 6410 e Ergo x Bursana)	0,211
9	a) Semois b) Appel terre	0,213
10	Bright	0,393
11	a) Burley I b) Maryland	0,413
12	a) Kentucky e Ibridi derivati b) Moro di Cori c) Salento	0,251
13	a) Nostrano del Brenta b) Resistente 142 c) Gojano	0,430
14	Beneventano	0,311
15	Xanti-Yakà	0,716

000058

- 2 -

Importo di cui all'articolo 1, paragrafo 6, del regolamento (CEE) no. 327/71

N. d'ordine	Varietà	Importo UC/kilogrammo di tabacco in foglia
16	Perustitza	0,434
17	Erzegovina e Ibridi derivati	0,420
18	a) Round Tip b) Scafati c) Sumatra I	2,846
19	a) Brasile Selvaggio b) altre varietà	0,279

000059

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1372 def.

Brussel, 6 december 1971

VERORDENING (EEG) No. 2603/71 VAN DE COMMISSIE

van 6 december 1971

houdende bepalingen voor het sluiten van contracten voor eerste bewerking en verpakking van tabak die in het bezit is van de interventiebureaus

COM(71) 1372 def.

VERORDENING (EEG) Nr. 2603 /71 VAN DE COMMISSIE
van 6 december 1971
houdende bepalingen voor het sluiten van contracten
voor eerste bewerking en verpakking van tabak die
in het bezit is van de interventiebureaus

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese economische gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 727/70 van de Raad van 21 april 1970 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector ruwe tabak (1), gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1574/71(2), inzonderheid op artikel 7, lid 4,

Overwegende dat in artikel 1 van Verordening (EEG) nr. 327/71 van de Raad van 15 februari 1971 houdende vaststelling van bepaalde algemene voorschriften betreffende de contracten voor eerste bewerking en verpakking, de opslagcontracten, alsmede de afzet van tabak die in het bezit is van de interventiebureaus (3) is bepaald dat de contracten voor eerste bewerking en verpakking worden gesloten door inschrijving, die slechts kan worden toegewezen aan de inschrijvers met de gunstigste aanbiedingen op voorwaarde dat deze niet hoger zijn dan het bedrag dat voor elke soort zal worden vastgesteld; dat het derhalve noodzakelijk is de inschrijvingsvoorwaarden en de bedragen vast te stellen;

Overwegende dat de publikatie van de aankondigingen van inschrijving een aantal aanwijzingen voor de belanghebbenden dienen te bevatten, teneinde deze in staat te stellen hun aanbiedingen voor te bereiden en voor te leggen;

Overwegende dat het, om een evenwicht te handhaven tussen de prijzen van tabak waarvoor de premie wordt ontvangen, van verpakte tabak welke voor de interventie wordt aangekocht en van tabak welke een eerste bewerking en verpakking ondergaat, voor de vaststelling van deze bedragen de criteria als bedoeld in artikel 4, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 727/70 voor de berekening van de premie, en in artikel 6, lid 2, van deze zelfde verordening voor de berekening van de afgeleide interventieprijzen dienen te worden aangehouden;

Overwegende dat de kosten voor eerste bewerking en verpakking voor elke tabaksoort verschillend zijn naar gelang van de wijze van drogen, bereiden en verpakken van de bladeren, alsmede naar gelang van de duur van deze bewerkingen;

./.

(1) PB nr. L 94 van 28.4.1970, blz.1

(2) PB nr. L 167 van 26.7.1971, blz.1

(3) PB nr. L 39 van 17.2.1971, blz. 3

Overwegende dat, aangezien de inschrijvingsprocedure betrekking heeft op alle kosten van eerste bewerking en verpakking, alsmede op alle vervoerkosten van de plaats van overname naar de plaats van opslag, de bewerkingskosten verhoogd dienen te worden met een bedrag dat overeenkomt met de gebruikelijke overname- en vervoerkosten; dat dit bedrag kan worden vastgesteld op basis van een raming van de afstanden die als normaal worden beschouwd tussen de plaats van overname, het betrokken bedrijf en de plaats van opslag;

Overwegende dat in artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 327/71 is bepaald dat tabak welke een eerste bewerking en verpakking ondergaat in het kader van de in deze zelfde verordening bedoelde inschrijvingsprocedure, onderworpen is aan de voorgeschreven controle op de bewerking van de tabak waarvoor de premie wordt ontvangen; dat deze controleregeling is ingevoerd bij Verordening (EEG) nr. 1725/70 van de Commissie van 25 augustus 1970 betreffende de wijze van toekenning van de premie voor tabaksbladeren (4), gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2596/70 (5); dat derhalve deze regeling van toepassing dient te worden gemaakt door haar aan te passen aan de bijzondere vereisten van de in het kader van de inschrijvingsprocedure verrichte bewerkingen;

Overwegende dat de publikatie in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen van een mededeling betreffende een aankondiging van de opening van een inschrijving de deelneming van het grootst mogelijk aantal belanghebbers kan waarborgen en derhalve de procedure van inschrijving meer doeltreffend maakt;

Overwegende dat de toepassing van de regeling met betrekking tot de eerste bewerking en verpakking van tabaksblad welke in het bezit is van de interventiebureaus vereist dat de Commissie voortdurend en volledig wordt ingelicht over de bereikte resultaten;

Overwegende dat de in deze Verordening vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van het Comité van beheer voor tabak,

./.

(4) PB. nr. L 191 van 27.8.1970, blz.1

(5) PB. nr. L 277 van 22.12.1970, blz. 7

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

De in artikel 1, lid 2 van Verordening (EEG) nr. 327/71 bedoelde inschrijvingen en voorwaarden behelzen ten minste :

- a) de variëteit, kwaliteit en hoeveelheid tabaksblad,
- b) de plaats van overname van de tabaksblad,
- c) de plaats van levering van de voor opslag verpakte tabak,
- d) eventueel, de voor het uitvoeren van de transactie vastgestelde termijn,
- e) de presentatie van de te leveren verpakte tabak,
- f) de maximale toegelaten gewichtsverliezen,
- g) eventueel, het bedrag van de waarborg bedoeld bij artikel 1, lid 5 van Verordening (EEG) nr. 327/71,
- h) de termijn voor het doen van aanbiedingen.

Artikel 2

Het bedrag als bedoeld in artikel 1, lid 6, van Verordening (EEG) nr. 327/71 wordt voor elk van de tabaksoorten vastgesteld in de bijlage.

Artikel 3

Voor de in artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 327/71 bedoelde controle wordt een document opgesteld dat tenminste bevat de naam en het adres van degene aan wie de toewijzing heeft plaatsgevonden, de datum van toewijzing, het bedrag per kilogram waarvoor de toewijzing heeft plaatsgevonden, alsmede de aanduidingen als bedoeld in artikel 2, lid 2, onder e), f), g), h), j), k), m), n) en o) van Verordening (EEG) nr. 1726/70.

Bovendien draagt dit document een van de volgende vermeldingen

- "Interventionstabak",
- "tabac d'intervention",
- "tabacco d' intervento",
- "interventietabak".

Artikel 4

1. De in de inschrijvingsvoorwaarden te bepalen termijn voor het doen van de aanbiedingen belooft ten minste 20 dagen vanaf de dag van de officiële publikatie van de aankondiging van inschrijving door de betrokken lid-staat.
2. De lid-staat deelt de opening van de inschrijving op zulk een tijdstip aan de Commissie mede dat zij uiterlijk vier dagen na de publikatie van de in lid 1 bedoelde aankondiging, een mededeling in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen betreffende deze aankondiging kan doen publiceren.
3. De lid-staten delen uiterlijk op de 15e dag van de tweede daaropvolgende maande de hoeveelheden van de toegewezen produkten en de prijzen van toewijding gedurende elke maand aan de Commissie mede.

Artikel 5

Deze verordening treedt in werking op de derde dag na die van haar bekendmaking in het publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lid-staat.

Brussel, 6 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

BIJLAGE

Bedrag bedoeld in artikel 1 lid 6 van verordening (EEG) Nr. 327/71

Volgnr.	Soort	Bedrag R.E./kg van tabak- bladeren
1	a) Badischer Geudertheimer b) Forchheimer Havanna II c	0,405
2	Badischer Burley E	0,406
3	Virgin SCR	0,214
4	a) Paraguay en hybriden daarvan b) Dragon vert en hybriden daarvan	0,192
5	Nijkerk	0,192
6	Burley (Burley x Bel)	0,316
7	a) Misionero en hybriden daarvan b) Rio Grande en hybriden daarvan	0,255
8	a) Philippin b) Petit Grammont (Flobecq) c) Burley (Ergo x 6410 en Ergo x Bursana)	0,211
9	a) Semois b) Appelterre	0,213
10	Bright	0,393
11	a) Burley I b) Maryland	0,413
12	a) Kentucky en hybriden daarvan b) Moro di Cori c) Salento	0,251
13	a) Nostrano del Brenta b) Resistente 142 c) Gojano	0,430
14	Beneventano	0,311
15	Xanti-Yakà	0,716

Bedrag bedoeld in artikel 1 lid 6 van verordening (EEG) Nr. 327/71

Volgnr.	Soort	Bedrag R.E./kg van tabak- bladeren
16	Perustitza	0,484
17	Erzegovina en hybriden daarvan	0,420
18	a) Round tip b) Scafati c) Sumatra I	2,846
19	a) Brasile Selvaggio b) andere soorten	0,279

000066

00000006

Historical Archives of the European Commission

000067

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1373 final

Bruxelles, le 7 décembre 1971

annex 7e/6

Projet

Décision du Conseil

prorogeant le délai prévu à l'article 36 de la
décision du Conseil, du 7 juin 1971, relative à la définition
de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération
administrative pour l'application de la décision du 29 septembre
1970 relative à l'association des pays et territoires d'outre-
mer à la Communauté économique
européenne

(71/ CEE)

(présenté par la Commission au Conseil)

EXPOSE DES MOTIFS

Certains Etats membres ont fait part aux services de la Commission qu'ils ne prévoient pas d'épuiser leurs stocks de certificats de circulation des marchandises A.B.1 qui sont conformes au modèle annexé à la décision du 5 mai 1966, pour le 31 décembre 1971.

Etant donné que selon l'article 36 de la décision du 7 juin 1971, ces certificats ne pourront être visés par les autorités douanières des Etats membres, pays et territoires d'exportation que jusqu'au 31 décembre 1971, il est proposé de proroger ce délai d'une durée de douze mois.

Tel est l'objet du projet de décision annexé.

P r o j e t
Décision du Conseil

prorogeant le délai prévu à l'article 36 de la
décision du Conseil, du 7 juin 1971, relative à la
définition de la notion de "produits originaires" et
aux méthodes de coopération administrative pour l'ap-
plication de la décision du 29 septembre 1970 relati-
ve à l'association des pays et territoires d'outre-
mer à la Communauté économique européenne (1)

(71/ /CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu la décision du Conseil, du 29 septembre 1970, relative à l'association
des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (2),
ci-après dénommés "pays et territoires", et notamment son article 9,

vu le projet de la Commission,

considérant que, par décision du 7 juin 1971, le Conseil a arrêté les règles
définissant la notion de produits originaires et les méthodes de coopération
administrative pour l'application de la décision du 29 septembre 1970 ;
qu'aux termes de la deuxième phrase de l'article 36 de cette décision, à
titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 1971 inclus, les certificats de
circulation des marchandises A.B.1 qui sont conformes au modèle annexé à la
décision du 5 mai 1966 relative à la définition de la notion de "produits
originaires" et aux méthodes de coopération administrative pour l'application
de la décision du 25 février 1964, peuvent être visés par les autorités doua-
nières de l'Etat membre, pays ou territoire d'exportation et être utilisés
dans les conditions fixées par la décision du 7 juin 1971 ;

(1) J O n° 141 du 27.6.1971, p. 47.

(2) J O n° L 282 du 28.12.1970 p. 83

considérant que le délai ainsi prévu est apparu insuffisant pour certains Etats membres ; qu'il convient de le proroger d'une durée de douze mois,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION

Article premier

A l'article 36, deuxième phrase, de la décision du 7 juin 1971 relative à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative pour l'application de la décision du 29 septembre 1970 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne, la date du 31 décembre 1971 est remplacée par la date du 31 décembre 1972.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le 1er janvier 1972.

Les Etats membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil

Le Président

000071

00000007

Historical Archives of the European Commission

000072

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1374 final

Bruxelles, le 3 décembre 1971

Annexe 7E/7.

AVIS DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

du 3 décembre 1971

adressé au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au sujet d'un projet de règlement grand-ducal fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route

COM(71) 1374 final

Avis de la Commission des Communautés Européennes

du 3 décembre 1971

adressé au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au sujet d'un projet de règlement grand-ducal fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

Conformément à l'article 18, paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969, le Gouvernement luxembourgeois a communiqué à la Commission par lettre du 31 juillet 1971, le texte d'un projet de règlement grand-ducal sur la fixation des sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969.

1. Le règlement grand-ducal en cause est pris sur base de la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports. Il complète par des sanctions appropriées le règlement grand-ducal du 25 novembre 1970 portant exécution du règlement CEE n° 543/69 dont il assure ainsi l'application effective et intégrale.

2. Le projet de règlement grand-ducal prévoit en son article premier que les infractions aux dispositions du règlement (CEE) 543/69 du Conseil seront punies des sanctions suivantes :

- d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et
- d'une amende de 501 à 50.000.- francs ou
- d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive, dans un délai de deux ans, les peines pourront être portées au double du maximum.

L'article 2 permet de déclarer l'employeur, personne physique ou morale, civilement responsable des amendes prononcées à charge de ses préposés.

L'exposé des motifs signale que ces sanctions seront appliquées pour les infractions aux dispositions suivantes du règlement communautaire :

- composition des équipages (article)
- durée de la conduite (article 7 paragraphes 1 et 9,a)
- interruption de la conduite (article 8)
- durée journalière de la conduite (article 7 paragraphes 2 et 3 et article 9b) et c)
- durée hebdomadaire de la conduite (article 7 paragraphe 4 et article 9d)
- repos journalier (article 11)
- repos hebdomadaire (article 12)
- livret de contrôle (article 14)
- contrôle des services réguliers (article 15)

3. La Commission constate qu'aux termes de son article premier, le projet de règlement grand-ducal couvre l'ensemble des infractions aux dispositions du règlement communautaire. Toutefois, si le Gouvernement grand-ducal estime devoir maintenir dans l'exposé des motifs la liste des prescriptions contre lesquelles une infraction est susceptible d'être commise il serait préférable d'y ajouter aussi celles qui concernent notamment l'âge des conducteurs et des convoyeurs (article 5)

4. En conclusion et sous réserve de l'observation indiquée au point 3 ci-dessus, la Commission émet un avis favorable.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 1971

Par la Commission.

Le Président

(s) Franco M. Malfatti

000075

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1374 endg.

Brüssel, den 3. Dezember 1971

STELLUNGNAHME DER KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

vom 3. Dezember 1971

an die Regierung des Großherzogtums Luxemburg zu dem Entwurf
einer Großherzoglichen Verordnung über die Ahndung von Zuwider-
handlungen gegen Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 543/69
des Rates vom 25. März 1969 über die Harmonisierung bestimmter
Sozialvorschriften im Straßenverkehr

KOM(71) 1374 endg.

STELLUNGNAHME DER KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

vom 3. Dezember 1971

an die Regierung des Großherzogtums Luxemburg
zu dem Entwurf einer Großherzoglichen Verordnung über die Ahndung von
Zu widerhandlungen gegen Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 543/69 des
Rates vom 25. März 1969 über die Harmonisierung bestimmter Sozialvor-
schriften im Straßenverkehr

Gemäß Artikel 18 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 543/69 des Rates vom 25. März 1969 unterbreitete die luxemburgische Regierung der Kommission mit Schreiben vom 31. Juli 1971 den Entwurf einer Großherzoglichen Verordnung über die Ahndung von Zu widerhandlungen gegen Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 543/69 des Rates vom 25. März 1969.

1. Die genannte Großherzogliche Verordnung gründet sich auf das Gesetz vom 9. August 1971 über die Durchführung von Entscheidungen und Richtlinien der Europäischen Gemeinschaften in den Bereichen Wirtschaft, Technik, Land- und Forstwirtschaft, Sozialwesen und Verkehr und die Ahndung bei Zu widerhandlungen sowie über Sanktionen bei Verstößen gegen Gemeinschaftsverordnungen in diesen Sektoren. Er ergänzt die Großherzogliche Verordnung vom 23. November 1970 zur Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 543/69 durch entsprechende Strafen und gewährleistet deren tatsächliche und vollständige Anwendung.

2. Der Großherzogliche Verordnungsentwurf sieht in Artikel 1 vor, daß die Zu widerhandlungen gegen die Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 543/69 des Rates mit folgenden Ahndungen bestraft werden:

- Haft von 8 Tagen bis 3 Monaten und
- Geldstrafe von 501 bis 50.000 frs oder
- nur eine dieser Strafen.

Bei Rückfall innerhalb von zwei Jahren kann das Strafmaß verdoppelt werden.

Nach Artikel 2 kann der Arbeitgeber als natürliche oder juristische Person für die seinen Untergebenen auferlegten Geldstrafen haftbar gemacht werden.

Die Begründung gibt an, daß diese Strafen für Zu widerhandlungen gegen nachstehende Bestimmungen der Gemeinschaftsverordnung angewendet werden:

- Zusammensetzung des Fahrpersonals (Artikel 6)
- Lenkzeit (Artikel 7 Absatz 1 und Artikel 9 Buchstabe a)
- Unterbrechungen der Lenkzeit (Artikel 8)
- tägliche Lenkzeit (Artikel 7 Absätze 2 und 3 und Artikel 9 b) und c)
- wöchentliche Lenkzeit (Artikel 7 Absatz 4 und Artikel 9 d)
- Tagesruhezeit (Artikel 11)
- wöchentliche Ruhezeit (Artikel 12)
- Kontrollbuch (Artikel 14)
- Überwachung im Linienverkehr (Artikel 15).

Die Kommission stellt fest, daß laut Artikel 1 der Großherzogliche Verordnungsentwurf sämtliche Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der Gemeinschaftsverordnung erfaßt.

Sollte jedoch die großherzogliche Regierung der Ansicht sein, die in der Begründung aufgeführten Vorschriften, gegen die Zuwiderhandlungen möglich sind, beibehalten zu müssen, wäre es angezeigt, auch die Vorschriften hinzuzufügen, die insbesondere das Alter der Fahrer und der Beifahrer betreffen (Artikel 5).

4. Abschließend gibt die Kommission vorbehaltlich der Bemerkungen unter Punkt 3 eine befürwortende Stellungnahme ab.

Brüssel, den 3. Dezember 1971

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

000078

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1374 def.

Bruxelles, 3 dicembre 1971

PARERE DELLA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE

del 3 dicembre 1971

al Governo del Granducato del Lussemburgo in merito ad un progetto di regolamento granducale concernente la determinazione delle sanzioni per le infrazioni alle disposizioni del regolamento (CEE) n. 543/69 del Consiglio del 25 marzo 1969 relativo all'armonizzazione di alcune disposizioni in materia sociale nel settore dei trasporti su strada

COM(71) 1374 def.

PARERE DELLA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE

del 3 dicembre 1971

al Governo del Granducato del Lussemburgo in merito ad un progetto di regolamento granducale concernente la determinazione delle sanzioni per le infrazioni alle disposizioni del regolamento (CEE) n. 543/69 del Consiglio del 25 marzo 1969 relativo all'armonizzazione di alcune disposizioni in materia sociale nel settore dei trasporti su strada

Conformemente all'articolo 18, paragrafo 1, del regolamento (CEE) n. 543/69 del Consiglio del 25 marzo 1969, il Governo lussemburghese, con lettera del 31 luglio 1971, ha comunicato alla Commissione il testo di un progetto di regolamento granducale concernente la determinazione delle sanzioni per le infrazioni alle disposizioni del regolamento (CEE) n. 543/69 del Consiglio del 25 marzo 1969.

1. Il regolamento granducale in parola è adottato sulla base della legge 9 agosto 1971 recante le norme d'esecuzione e le relative sanzioni in ordine alle decisioni e alle direttive nonché le sanzioni in ordine ai regolamenti delle Comunità europee in materia economica, tecnica, agricola, forestale, sociale e in materia di trasporti. Esso integra con sanzioni adeguate il regolamento granducale del 23 novembre 1970 concernente l'esecuzione del regolamento (CEE) n. 543/69 di cui assicura in tal modo l'effettiva ed integrale applicazione.

2. Il progetto di regolamento granducale prevede, all'articolo 1., che le infrazioni alle disposizioni del regolamento (CEE) n. 543/69 del Consiglio saranno soggette alle seguenti sanzioni:

- arresto da 8 giorni a 3 mesi e
- ammenda da 501 a 50.000 franchi, o
- una sola delle due pene suddette.

In caso di recidiva entro i due anni, le pene potranno essere portate al doppio del massimo previsto.

L'articolo 2 permette di dichiarare il datore di lavoro, persona fisica o giuridica, civilmente responsabile delle pene pecuniarie irrogate ai suoi dipendenti.

Nella relazione si precisa che dette sanzioni saranno applicate per le infrazioni alle disposizioni del regolamento comunitario che disciplinano:

- la composizione degli equipaggi (articolo 6)
- la durata della guida (articolo 7, paragrafi 1 e 9 a)
- l'interruzione della guida (articolo 8)
- la durata giornaliera della guida (articolo 7, paragrafi 2 e 3 e articolo 9, b) e c)
- la durata settimanale della guida (articolo 7, paragrafo 4 e articolo 9 d)
- il riposo giornaliero (articolo 11)
- il riposo settimanale (articolo 12)
- il libretto di controllo (articolo 14)
- il controllo dei servizi di linea (articolo 15).

3. La Commissione constata che, ai sensi dell'articolo 1, il progetto di regolamento granducale comprende la totalità delle infrazioni alle disposizioni del regolamento comunitario.

Tuttavia, qualora il Governo granducale ritenesse di dover continuare a far figurare nella relazione l'elenco delle prescrizioni contro le quali potrebbe essere commessa un'infrazione, sarebbe preferibile aggiungervi anche quelle che riguardano in particolare l'età dei conducenti e degli assistenti alla guida (articolo 5).

4. Concludendo, la Commissione, ferma restando l'osservazione formulata al precedente punto 3, esprime parere favorevole.

Fatto a Bruxelles, il 3 dicembre 1971

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to) Franco M. MALFATTI

000081

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1374 def.

Brussel, 3 december 1971

ADVIES VAN DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

van 3 december 1971

aan de regering van het Groothertogdom Luxemburg met betrekking tot een Groot-hertogelijke ontwerp-verordening tot vaststelling van sancties in geval van overtreding van de bepalingen van Verordening (EEG) No. 543/69 van de Raad van 25 maart 1969 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer

COM(71) 1374 def.

ADVIES VAN DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

van 3 december 1971

aan de regering van het Groothertogdom Luxemburg met betrekking tot een Groothertogelijke ontwerp-verordening tot vaststelling van sancties in geval van overtreding van de bepalingen van Verordening (EEG) No. 543/69 van de Raad van 25 maart 1969 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer

Overeenkomstig artikel 18, lid 1 van Verordening (EEG) No. 543/69 van de Raad van 25 maart 1969, heeft de Luxemburgse regering bij schrijven van 31 juli 1971 de Commissie mededeling gedaan van de tekst van een Groothertogelijke ontwerp-verordening inzake de vaststelling van toepasselijke sancties in geval van overtreding van de bepalingen van Verordening (EEG) No. 543/69 van de Raad van 25 maart 1969.

1. Betreffende Groothertogelijke verordening is gebaseerd op de wet van 9 augustus 1971 tot uitvoering en bekrachtiging van besluiten en richtlijnen en tot bekrachtiging van verordeningen van de Europese Gemeenschappen op het gebied van de economie, de techniek, de land- en bosbouw, sociale zaken en vervoer. De daarin vervatte passende sancties vormen een aanvulling op de Groothertogelijke verordening van 23 november 1970 inzake de uitvoering van Verordening EEG No. 543/69 en waarborgen op deze wijze de wezenlijke en volledige naleving daarvan.

2. Artikel 1 van de Groothertogelijke ontwerp-verordening voorziet in de volgende sancties tegen overtredingen van de bepalingen van Verordening (EEG) No. 543/69 van de Raad :

- gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden en
- een boete van 501 tot 50.000 Bfr. of
- slechts één van beide straffen.

Indien een overtreding wordt herhaald binnen een termijn van twee jaar, kunnen de maximumstraffen worden verdubbeld.

In artikel 2 wordt de werkgever, natuurlijke of rechtspersoon, burgerlijkrechtelijk aansprakelijk gesteld voor de boetes van zijn werknemers.

In de memorie van toelichting wordt vermeld dat deze sancties zullen worden toegepast ingeval inbreuk wordt gemaakt op de volgende bepalingen van de communautaire verordening :

.../...

- samenstelling van de bemanning (artikel 6);
- rijtijd (artikel 7, leden 1 en 9 a));
- onderbreking van de rijtijd (artikel 8);
- dagelijkse rijtijd (artikel 7, leden 2 en 3 en artikel 9 b) en c));
- wekelijkse rijtijd (artikel 7, lid 4 en artikel 9 d));
- dagelijkse rusttijd (artikel 11);
- wekelijkse rusttijd (artikel 12);
- controleboekje (artikel 14);
- controle op het regelmatig vervoer (artikel 15).

3. De Commissie constateert dat in overeenstemming met artikel 1, de Groothertogelijke ontwerp-verordening betrekking heeft op alle overtredingen van de bepalingen van de communautaire verordening.

Indien de Groothertogelijke regering het echter noodzakelijk acht in de memorie van toelichting de lijst van voorschriften te handhaven waartegen eventueel een overtreding kan worden gemaakt, zou het verkieselijk zijn hierbij ook die bepalingen te voegen welke met name betrekking hebben op de leeftijd van bestuurders en rijders (artikel 5).

4. Tenslotte brengt de Commissie, onder voorbehoud van de onder punt 3 gemaakte opmerking, een gunstig advies uit.

Brussel, 3 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

000084

00000008

Historical Archives of the European Commission

000085

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1375 final

Bruxelles, le 3 décembre 1971.

A NE PAS PUBLIER

annexe PE/8

DECISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1971

relative à une avance de fonds destinée à couvrir la
valeur au stade FOB des céréales fournies au titre
de l'aide en faveur des réfugiés bengalis en Inde

COM(71) 1375 final

(Les textes en langues française et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

A NE PAS PUBLIER

DECISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1971

relative à une avance de fonds destinée à couvrir la valeur au stade FOB des céréales fournies au titre de l'aide en faveur des réfugiés bengalis en Inde.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1552/71 du Conseil, du 19 juillet 1971, relatif au financement communautaire des dépenses résultant de l'action d'aide alimentaire en faveur des réfugiés bengalis en Inde (1) et notamment son article 4 paragraphe 1,

après consultation du Comité du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole,

considérant que la fourniture d'une fraction de cette aide constituée par l'équivalent de 7.000 tonnes de céréales sous forme de farine de froment tendre doit être adjugée en Belgique conformément au règlement (CEE) n° 1587/71 de la Commission du 22 juillet 1971 relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de farine de froment tendre destinée au Comité international de la Croix Rouge à titre d'aide (2),

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

(1) J O n° L 164 du 22.7.1971, p. 3

(2) J O n° L 166 du 24.7.1971, p. 26

Article premier

Une avance de 17,5 millions de francs belges, soit 350.000 unités de compte destinée à couvrir la valeur au stade FOB déduction faite du montant des restitutions à ce stade des céréales fournies par la Belgique sous forme de farine de froment tendre au titre de l'aide en faveur des réfugiés bengalis en Inde, est accordée au Royaume de Belgique.

Article 2

Le Royaume de Belgique est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 1971

Par la Commission

Le Président

(s) Franco M MALFATTI

000088

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1375 def.

Brussel, 3 december 1971

WORDT NIET GEPUBLICEERD

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 3 december 1971

betreffende een voorschot bestemd ter dekking van de waarde van het in fob
stadium geleverd graan uit hoofde van de hulp ten gunste van Bengaalse
vluchtelingen in India

COM(71) 1375 def.

(Slechts de tekst in de Franse en de Nederlandse taal is authentiek)

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 3 december 1971

betreffende een voorschot bestemd ter dekking van de waarde van het in fob stadium geleverd graan uit hoofde van de hulp ten gunste van Bengaalse vluchtelingen in India.

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, Gezien Verordening (EEG) nr 1552/71 van de Raad van 19 juli 1971 betreffende de communautaire financiering van de voedselhulpactie voor Bengaalse vluchtelingen in India (1) en met name artikel 4, lid 1,

Na raadpleging van het Comité van het Europees oriëntatie-en garantiefonds voor de landbouw,

Overwegende dat de levering van een deel van deze hulp, omvattende het equivalent van 7.000 ton granen in de vorm van meel van zachte tarwe, volgens verordening (EEG) nr 1587/71 van de Commissie van 22 juli 1971 betreffende de openstelling van een inschrijving voor het beschikbaar stellen van meel van zachte tarwe als voedselhulp, voor het Internationaal Comité van het Rode Kruis (2) in België aan een inschrijving moet worden onderworpen,

HEEFT DE VOLGENDE BESCHIKKING VASTGESTELD :

Artikel 1

Een voorschot van 17,5 miljoen belgische francs, zijnde 350.000 rekeneenheden bestemd ter dekking van de waarde na aftrek van het bedrag van de fob restitutie, van het in fob stadium door België in de vorm van meel van zachte tarwe geleverd graan uit hoofde van de hulp ten gunste van Bengaalse vluchtelingen in India wordt aan het Koninkrijk België verleend.

Artikel 2

Deze beschikking is tot het Koninkrijk België gericht.

Brussel, 3 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(1) PB nr L 164 van 22.7.1971, blz.3

(2) PB nr L 166 van 24.7.1971, blz.26

(w.g.) Franco M. MALFATTI

000090

00000009

Historical Archives of the European Commission

000091

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1376 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

annexe 75/9

REGLEMENT (CEE) N° 2604/71 DE LA COMMISSION

du 6 décembre 1971

portant deuxième modification du règlement (CEE) n° 1013/71
en ce qui concerne le respect de certains prix à l'importation
lors de l'application de montants compensatoires instaurés
dans le secteur agricole à la suite des mesures monétaires
de certains Etats membres

COM(71) 1376 final

REGLEMENT (CEE) N° 2604/71 DE LA COMMISSION

du 6 décembre 1971

portant deuxième modification du règlement (CEE) n° 1013/71 en ce qui concerne le respect de certains prix à l'importation lors de l'application de montants compensatoires instaurés dans le secteur agricole à la suite des mesures monétaires de certains Etats membres

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de politique de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres (1), et notamment son article 6,

considérant que lors de l'importation de certains produits agricoles soumis, à la suite des mesures monétaires de certains Etats membres, à l'application de montants compensatoires, le non-respect d'une limite inférieure de prix entraîne l'augmentation de la charge à l'importation,

considérant que ce système conduit, vu l'application obligatoire des parités déclarées au Fonds monétaire international, à un renchérissement des produits concernés; qu'en effet, la valeur du prix en cause exprimée en la monnaie des Etats membres ayant pris les mesures monétaires considérées se trouve augmentée par rapport à celle exprimée en monnaie des pays tiers et que, en sus, le montant compensatoire est perçu à l'importation;

considérant qu'il peut être remédié à cette difficulté par un système conduisant à considérer le prix en question comme respecté si le prix d'offre du produit fourni augmenté du montant compensatoire, n'y est pas inférieur ;

(1) J.O. n° L 106 du 12.6.1971, p. 1

qu'il y a lieu cependant de tenir compte dans une certaine mesure de l'incertitude relative au montant compensatoire valable le jour de l'importation; qu'il convient dès lors de compléter le règlement (CEE) n° 1013/71 de la Commission, du 17 mai 1971 (2), portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 974/71 relatif à certaines mesures de politique de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres, modifié par le règlement (CEE) n° 1871/71 (3);

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis des Comités de gestion de la viande de porc, de la viande de volaille et des oeufs, du lait et des produits laitiers ainsi que du vin

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 1013/71 est complété par l'article suivant :

"Article 3 bis

En ce qui concerne :

1. le secteur de la viande de porc, le secteur des oeufs, le secteur de la volaille et les albumines : les prix d'écluse
2. le secteur du lait et des produits laitiers : les valeurs franco-frontière des produits relevant des sous-positions 04.04 A I, 04.04 D I, 04.04 E I b) 2, 04.04 E I b) 3 et 04.04 E I b) 4
3. le secteur du vin : le prix de référence

sont considérés comme respectés lors de l'importation en provenance des pays tiers si pour le produit concerné le prix d'offre augmenté

- a) du montant compensatoire le plus élevé valable pendant la période de 14 jours précédant immédiatement le jour de l'importation,

et

(2) J.O. n° L 110 du 18. 5.1971, p. 8

(3) J.O. n° L 195 du 30. 8.1971, p. 1

b) dans le cas du vin, des droits de douane n'est pas inférieur au prix d'écluse, au prix de référence ou à la valeur franco-frontière concerné."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 6 décembre 1971

Par la Commission

Le Président

(s) Franco M. MALFATTI

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1376 endg.

Brüssel, den 6. Dezember 1971

VERORDNUNG (EWG) NR. 2604/71 DER KOMMISSION

vom 6. Dezember 1971

zur zweiten Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1013/71 über
die Einhaltung bestimmter Einfuhrpreise bei der Anwendung
von Ausgleichsbeträgen in der Landwirtschaft im Anschluß
an die Währungsmaßnahmen einiger Mitgliedstaaten

VERORDNUNG (EWG) Nr. 2604/71 DER KOMMISSION
vom 6. Dezember 1971

Zur zweiten Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1013/71 über die Einhaltung bestimmter Einfuhrpreise bei der Anwendung von Ausgleichsbeträgen in der Landwirtschaft im Anschluss an die Währungsmaßnahmen einiger Mitgliedstaaten

Die Kommission der Europäischen Gemeinschaften -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 974/71 des Rates vom 12. Mai 1971 über bestimmte konjunkturpolitische Massnahmen, die in der Landwirtschaft im Anschluss an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten zu treffen sind⁽¹⁾, insbesondere auf Artikel 6,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Bei der Einfuhr bestimmter Agrarerzeugnisse, auf die im Anschluss an die Währungsmassnahmen einiger Mitgliedstaaten Ausgleichsbeträge angewendet werden, bewirkt die Nichteinhaltung der unteren Preisgrenze eine Erhöhung der Einfuhrbelastung.

Angesichts der zwingend vorgeschriebenen Anwendung ^{gegenüber} der dem Internationalen Währungsfonds erklärten Paritäten führt dieses System zu einer Verteuerung der betreffenden Erzeugnisse. Der Preis, ausgedrückt in der Währung eines Mitgliedstaates, der die genannten Währungsmassnahmen getroffen hat, ist nämlich höher als der Preis eines Landes, das in der Währung eines Drittlandes ausgedrückt ^{und}, überdies wird bei der Einfuhr der Ausgleichsbetrag erhoben.

Dieser Schwierigkeit kann durch eine Regelung abgeholfen werden, nach welcher der fragliche Preis als eingehalten gilt, wenn der Angebotspreis des gelieferten Erzeugnisses zuzüglich Ausgleichsbetrag nicht darunter liegt. Jedoch sollte bis zu einem gewissen Grad der hinsichtlich des am Einfuhrtage geltenden Ausgleichsbetrages bestehenden Ungewißheit Rechnung getragen werden. Es empfiehlt sich daher eine Ergänzung der Verordnung (EWG) Nr. 1013/71 der Kommission vom 17. Mai 1971 (2) zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Verordnung (EWG) Nr. 974/71 über bestimmte konjunkturpolitische Massnahmen, die in der Landwirtschaft im Anschluss an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten zu treffen sind, in der Fassung der Verordnung (EWG) Nr. 1871/71 (3).

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Massnahmen entsprechen der Stellungnahme der Verwaltungsausschüsse für Schweinefleisch, für Geflügelfleisch und Eier, für Milch und Milcherzeugnisse sowie für Wein, ...
HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Verordnung (EWG) Nr. 1013/71 wird durch folgenden Artikel ergänzt :

Artikel 3 a

" Bei Einfuhren aus Drittländern gelten als eingehalten

1. in den Sektoren Schweinefleisch, Eier und Geflügel sowie Albumine :
die Einschleusungspreise,
 2. im Sektor Milch und Milcherzeugnisse : die Frei-Grenze-Werte der Erzeugnisse der Tarifstellen 04.04 A I, 04.04 D I, 04.04 E I b) 2, 04.04 E I b) 3 und 04.04 E I b) 4
 3. im Weinsektor : der Referenzpreis,
wenn für das betreffende Erzeugnis der Angebotspreis zuzüglich
- a) des höchsten Ausgleichsbetrages, der in dem unmittelbar vor dem Tag der Einfuhr liegenden Zeitraum von 14 Tagen gilt,
- und

(2) Abl. Nr. L 100 vom 18. 5.1971, S. 8

(3) Abl. Nr. L 195 vom 30. 8.1971, S. 1

b) für Wein : der Zölle

nicht unter dem entsprechenden Einschleusungspreis, wenn der Frei-Grenze-Wert bzw. Referenzpreis liegt."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 6. Dezember 1971

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1376 def.

Bruxelles, 6 dicembre 1971

REGOLAMENTO (CEE) N. 2604/71 DELLA COMMISSIONE

del 6 dicembre 1971

recante seconda modifica del regolamento (CEE) n. 1013/71 della
Commissione per quanto concerne l'osservanza di alcuni prezzi
all'importazione in sede di applicazione di importi di compensazione
istituiti nel settore agricolo in seguito a misure monetarie di
alcuni Stati membri

REGOLAMENTO (CEE) N. 2604/71 DELLA COMMISSIONE

del 6 dicembre 1971

recante seconda modifica del regolamento (CEE) n. 1013/71 della
Commissione per quanto concerne l'osservanza di alcuni prezzi
all'importazione in sede di applicazione di importi di compensazione
istituiti nel settore agricolo in seguito a misure monetarie di
alcuni Stati membri

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea;

Visto il regolamento (CEE) n. 974/71 del Consiglio, del 12 maggio 1971, relativo a talune misure di politica congiunturale da adottare nel settore agricolo in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione delle monete di alcuni Stati membri (1), in particolare l'articolo 6;

Considerando che all'importazione di alcuni prodotti agricoli soggetti, in seguito a misure monetarie di alcuni Stati membri, all'applicazione di importi di compensazione, la non osservanza di un limite inferiore dei prezzi determina l'aumento dell'onere all'importazione;

Considerando che, vista l'applicazione obbligatoria delle parità dichiarate al Fondo monetario internazionale, tale sistema porta a un ricarico dei prodotti in questione; che, infatti, il valore del prezzo di cui trattasi espresso nella moneta degli Stati membri che hanno preso le misure monetarie in oggetto risulta aumentato rispetto al valore espresso nella moneta dei paesi terzi e che, in più, l'ammontare di compensazione, è riscosso all'importazione;

(1) G.U. n. L 106 del 12.6.1971, pag. 1

Considerando che si può ovviare a tale difficoltà con un sistema secondo il quale si considera osservato il prezzo di cui trattasi se il prezzo d'offerta del prodotto fornito aumentato dell'importo di compensazione non è inferiore a tale prezzo; che occorre tuttavia tener conto, in una certa misura, dell'incertezza relativa all'importo di compensazione valido il giorno dell'importazione, che occorre pertanto completare il regolamento (CEE) n. 1013/71 della Commissione, del 17 maggio 1971 (1), recante modalità di applicazione del regolamento (CEE) n. 974/71 relativo a talune misure di politica congiunturale da adottare nel settore agricolo in seguito all'ampliamento temporaneo nei margini di fluttuazione delle monete di taluni Stati membri, modificato dal regolamento (CEE) n. 1871/71 (2);

Considerando che le misure previste dal presente regolamento sono conformi al parere dei Comitati di gestione per la carne suina, per il pollame e le uova, per il latte ed i prodotti lattiero-caseari e per il vino,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Il regolamento (CEE) n. 1013/71 è completato dall'articolo seguente:

Articolo 3 bis

"Per quanto concerne:

1. il settore della carne suina, quello delle uova, del pollame e delle albumine: il prezzo limite
 2. il settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari: il valore franco-frontiera dei prodotti appartenenti alle sottovoci 04.04 A I, 04.04 D I, 04.04 E I b)2, 04.04 E I b)3 e 04.04 E I b)4
 3. il settore del vino: il prezzo di riferimento
- sono considerati osservati all'atto dell'importazione dai paesi terzi se per il prodotto di cui trattasi il prezzo d'offerta maggiorato
- a) dell'importo di compensazione più alto valido durante il periodo di 14 giorni che precede immediatamente il giorno dell'importazione, e
 - b) nel caso del vino, dei dazi doganali,

(1) G.U. n. L 110 del 18.5.1971, pag. 8

(2) G.U. n. L 196 del 30.8.1971, pag. 1

non è inferiore al prezzo limite, al prezzo di riferimento o al valore franco-frontiera di cui trattasi."

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 6 dicembre 1971

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to) Franco M. MALFATTI

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1376 def.

Brussel, 6 december 1971

VERORDENING (EEG) No. 2604/71 VAN DE COMMISSIE

van 6 december 1971

houdende tweede wijziging van Verordening (EEG) No. 1013/71 voor wat betreft de inachtneming van bepaalde prijzen bij de invoer in het kader van de toepassing van de compenserende bedragen die in de landbouwsector naar aanleiding van de monetaire maatregelen van sommige lid-staten zijn ingevoerd

VERORDENING (EEG) No. 2604/71 VAN DE COMMISSIE

van 6 december 1971

houdende tweede wijziging van Verordening (EEG) N° 1013/71 voor wat betreft de inachtneming van bepaalde prijzen bij de invoer in het kader van de toepassing van de compenserende bedragen die in de landbouwsector naar aanleiding van de monetaire maatregelen van sommige lid-staten zijn ingevoerd

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gelet op Verordening (EEG) N° 974/71 van de Raad van 12 mei 1971 betreffende bepaalde conjunctuurpolitieke maatregelen welke naar aanleiding van de tijdelijke verriuming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten dienen te worden genomen in de landbouwsector(1), en met name op artikel 6,

overwegende dat bij de invoer van bepaalde landbouwprodukten waarop naar aanleiding van de monetaire maatregelen van sommige lid-staten compenserende bedragen worden toegepast, niet-inachtneming van een ondergrens van de prijzen leidt tot een verhoging van het totaalbedrag dat bij de invoer wordt geheven ;

overwegende dat, gezien de verplichte toepassing van de aan het Internationaal Monetair Fonds opgegeven pariteiten, dit systeem ertoe leidt dat de betrokken produkten duurder worden ; dat immers de desbetreffende prijs, uitgedrukt in de valuta van de lid-staten die de betrokken monetaire maatregelen hebben genomen, hoger komt te liggen dan dezelfde prijs, uitgedrukt in de valuta van de derde landen, en dat bovendien het compenserend bedrag wordt geheven bij de invoer ;

.../...

(1) P.B.N° L 106 van 12. 6.1971, blz. 1

overwegende dat deze moeilijkheid kan worden overwonnen door een systeem toe te passen waarbij wordt aangenomen dat de betrokken prijs in acht is genomen indien de aanbiedingsprijs van het geleverde produkt, vermeerderd met het compenserend bedrag, niet lager is dan die prijs; dat evenwel tot op zekere hoogte rekening moet worden gehouden met de onzekerheid met betrekking tot de op de dag van de invoer geldende compenserende bedragen; dat Verordening (EEG) n° 1013/71 van de Commissie van 17 mei 1971 (2) houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) n° 974/71 betreffende bepaalde conjunctuurpolitieke maatregelen welke naar aanleiding van de tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten dienen te worden genomen in de landbouwsector, gewijzigd bij Verordening (EEG) n° 1871/71 (3), derhalve dient te worden aangevuld;

overwegende dat de in deze verordening vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van de Comités van beheer voor varkensvlees, voor rundvlees, voor eieren en gevogelte, voor melk en zuivelprodukten, evenals voor wijn,

HEEFT VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Verordening (EEG) n° 1013/71 wordt met het volgende artikel aangevuld :

"Artikel 3 bis

Bij invoer uit derde landen wordt aangenomen dat

1. in de sector varkensvlees, de sector eieren, de sector slachtpluimvee en voor albumines: de sluisprijzen,
2. in de sector melk en zuivelprodukten : de waarde franco grens van de produkten van de onderverdelingen 04.04 A I, 04.04 D I, 04.04 E I b)2, 04.04 E I b)3 en 04.04 E I b)4
3. in de sector wijn: de referentieprijzen
in acht zijn genomen indien voor het betrokken produkt de aanbiedingsprijs, vermeerderd
 - a) met het hoogste compenserende bedrag dat gold tijdens de periode van 14 dagen onmiddellijk voorafgaande aan de dag van de invoer, en
 - b) voor wijn, met de douanerechten,

.../...

(2) PB n° 110 van 18.5.1971, blz.8

(3) PB n° 195 van 30.8.1971, blz. 1

niet lager ~~is~~ dan de betrokken sluisprijs, referentieprijs of waarde franco grens".

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lid-staat.

Brussel, 6 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

000107

00000010

Historical Archives of the European Commission

000108

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1377 final

Bruxelles, le 3 décembre 1971.

annexé Fe/10.

DECISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1971

relative à la non application de la taxe à l'exportation
prévue au règlement (CEE) n° 2227/71, à certaines livrai-
sons de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide
alimentaire

COM(71) 1377 final

(Les textes en langues allemande et française sont les seuls faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1971

relative à la non-application de la taxe à l'exportation prévue au règlement (CEE) n° 2227/71, à certaines livraisons de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

Vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1410/71 (2),

Vu le règlement (CEE) n° 2180/71 du Conseil, du 12 octobre 1971, définissant les règles générales à appliquer dans le secteur du lait et des produits laitiers en cas de difficultés d'approvisionnement (3), et notamment son article 2 paragraphe 1,

Considérant que, selon le règlement (CEE) n° 2227/71 de la Commission, du 18 octobre 1971, relatif à la perception d'une taxe à l'exportation pour le lait écrémé en poudre (4), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2470/71(5), cette taxe n'est pas applicable aux fournitures dudit produit dans le cadre de l'aide alimentaire communautaire aux pays en voie de développement;

Considérant que la République fédérale d'Allemagne et la République française ont communiqué à la Commission que certains organismes de bienfaisance de ces Etats membres ont livré des quantités déterminées de lait écrémé en poudre à l'Inde, à titre d'aide humanitaire pour les réfugiés du Pakistan oriental;

../..

(1) J.O. n° L 148 du 28. 6.1968, p. 13.

(2) J.O. n° L 148 du 3. 7.1971, p. 3.

(3) J.O. n° L 231 du 14.10.1971, p. 1.

(4) J.O. n° L 234 du 19.10.1971, p. 11.

(5) J.O. n° L 256 du 19.11.1971, p. 3.

Considérant qu'il convient d'exclure également ces fournitures de la perception de la taxe à l'exportation;

Considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

La République fédérale d'Allemagne et la République française sont autorisées à ne pas appliquer la taxe à l'exportation prévue au règlement (CEE) n° 2227/71 aux livraisons de lait écrémé en poudre désignées ci-dessous :

Organisme expéditeur	Embarquement	Destination	Quantité
a) en Allemagne :			
Diakonisches Werk	22./23.10.1971 avion Francfort	Inde	25 t
Deutscher Caritas- verband	18.11.1971 bateau Hambourg	Inde	56 t
b) en France :			
Terre des Hommes	2.11.1971 avion Francfort	Inde	24,7 t
Terre des Hommes	7.11.1971 avion Bâle	Inde	10 t
Terre des Hommes	7.11.1971 avion Mulhouse	Inde	26 t
Croix Rouge française	22.11.1971 avion Orly	Inde	34 t
Comité Mondial contre la Faim	Prévu pour fin novembre 1971 avion Marseille	Inde	10 t

000111

- 3 -

Article 2

La République fédérale d'Allemagne et la République française sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 1971

Par la Commission,

Le Président

(s) Franco M. MALFATTI

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1377 endg.

Brüssel, den 3. Dezember 1971

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 3. Dezember 1971

über die Nichtanwendung der in der Verordnung (EWG) Nr. 2227/71 vorgesehenen Ausfuhrabgabe für bestimmte Magermilchpulverlieferungen im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe

KOM(71) 1377 endg.

(Nur der deutsche und der französische Text sind verbindlich)

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 3. Dezember 1971

über die Nichtanwendung der in der Verordnung (EWG) Nr. 2227/71 vorgesehenen Ausfuhrabgabe für bestimmte Magermilchpulverlieferungen im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 804/68 des Rates vom 27. Juni 1968 über die gemeinsame Marktorganisation für Milch und Milcherzeugnisse (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1410/71 (2),

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 2180/71 des Rates vom 12. Oktober 1971 über die im Falle von Versorgungsschwierigkeiten auf dem Sektor Milch und Milcherzeugnisse anzuwendenden Grundregeln (3), insbesondere auf Artikel 2 Absatz 1,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach der Verordnung (EWG) Nr. 2227/71 der Kommission vom 18. Oktober 1971 über die Erhebung einer Ausfuhrabgabe für Magermilchpulver (4), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2470/71 (5), findet diese Ausfuhrabgabe auf Magermilchpulverlieferungen im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe der Gemeinschaft für Entwicklungsländer keine Anwendung.

Die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik haben der Kommission mitgeteilt, daß einige gemeinnützige Einrichtungen dieser Mitgliedstaaten bestimmte Mengen Magermilchpulver als humanitäre Hilfe für die ostpakistanischen Flüchtlinge an Indien geliefert haben.

-
- (1) ABl. Nr. L 148 vom 28. 6.1968, S. 13
 - (2) ABl. Nr. L 148 vom 3. 7.1971, S. 3
 - (3) ABl. Nr. L 231 vom 14.10.1971, S. 1
 - (4) ABl. Nr. L 234 vom 19.10.1971, S. 11
 - (5) ABl. Nr. L 256 vom 19.11.1971, S. 3

Es ist angebracht, auch diese Lieferungen von der Ausfuhrabgabe freizustellen.

Die in dieser Entscheidung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Milch und Milcherzeugnisse. -

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik werden ermächtigt, die in der Verordnung (EWG) Nr. 2227/71 vorgesehene Ausfuhrabgabe auf folgende Magermilchpulverlieferungen nicht anzuwenden:

Versendende Einrichtung	Versand	Festimmung	Menge
a) In Deutschland:			
Diakonisches Werk	22./23.10.1971 Flugzeug Frankfurt	Indien	25 t
Deutscher Caritaß- verband	18.11.1971 Schiff Hamburg	Indien	56 t
b) In Frankreich:			
Terre des Hommes	2.11.1971 Flugzeug Frankfurt	Indien	24,7 t
Terre des Hommes	7.11.1971 Flugzeug Basel	Indien	10 t
Terre des Hommes	7.11.1971 Flugzeug Mulhouse	Indien	26 t
Croix Rouge Française	22.11.1971 Flugzeug Orly	Indien	34 t
Comité Mondial contre la Faim	Vorgesehen Ende November 1971 Schiff Marseille	Indien	10 t

Artikel 2

Diese Entscheidung ist an die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik gerichtet.

Brüssel, den 3. Dezember 1971

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MILETTI

000116

00000011

Historical Archives of the European Commission

000117

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1378 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

annex 7E/11

Proposition d'un
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement n° 171/67/CEE relatif aux restitutions et
prélèvements applicables à l'exportation d'huile d'olive

(présentée par la Commission au Conseil)

Proposition d'un
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement n° 171/67/CEE relatif aux restitutions et
prélèvements applicables à l'exportation d'huile d'olive.

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant
établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des
matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° 2554/70 (2), et notamment son article 18 paragraphe 2,

vu le règlement n° 162/66/CEE du Conseil, du 27 octobre 1966, relatif
aux échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (3), et
notamment son article 8,

vu la proposition de la Commission,

considérant que le règlement n° 171/67/CEE du Conseil, du 27 juin 1967,
relatif aux restitutions et prélèvements applicables à l'exportation
d'huile d'olive (4), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° 2555/70 (5), fait référence, à son article 10 paragraphe 2, 2ème alinéa,
au règlement n° 166/66/CEE du Conseil, du 27 octobre 1966, relatif aux
prélèvements applicables à l'huile d'olive ayant subi un processus de
raffinage ainsi qu'à certains produits contenant de l'huile d'olive (6);

que ce dernier règlement a été remplacé par le règlement (CEE) n°...../71
du Conseil, du..... relatif aux prélèvements applicables à

(1) J.O. n° 172 du 30.9.1966, p. 3025/66.

(2) J.O. n° L275 du 19.12.1970, p. 5.

(3) J.O. n° 197 du 29.10.1966, p. 3393/66.

(4) J.O. n° 130 du 28.6.1967, p. 2600/67.

(5) J.O. n° L 275 du 19.12.1970, p. 6.

(6) J.O. n° 197 du 29.10.1966, p. 3400/66.

l'huile d'olive ayant subi un processus de raffinage ainsi qu'à certains produits contenant de l'huile d'olive (1); qu'il convient, par conséquent de modifier la référence en question,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT:

Article premier

Le texte de l'article 10 paragraphe 2, 2ème alinéa du règlement n° 171/67/CEE est remplacé par le texte suivant:

"En ce qui concerne les huiles d'olive ayant subi un processus de raffinage, le montant du prélèvement ne peut être supérieur au prix CAF visé à l'alinéa précédent, diminué du prix indicatif de marché, le montant de la différence étant affecté, selon les cas, du coefficient repris aux articles 2 et 3/^{du} règlement (CEE) n°...../71."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés Européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le.....

Par le Conseil

Le président

(1) J.O. n° L..... du..... P.

000120

00000012

Historical Archives of the European Commission

000121

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1379 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

annexée PE/12

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2114/71 relatif à l'aide pour les
graines oléagineuses

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(71) 1379 final

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2114/71 relatif à l'aide pour les graines oléagineuses.

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 135/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2554/70 (2), et notamment son article 27 paragraphe 3,

vu le règlement n° 162/66/CEE du Conseil, du 27 octobre 1966, relatif aux échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (3), et notamment son article 8,

vu la proposition de la Commission,

considérant que le règlement (CEE) n° 2114/71 du Conseil, du 28 septembre 1971, relatif à l'aide pour les graines oléagineuses, (4) est applicable à partir du 1er janvier 1972;

considérant que, compte tenu de certaines difficultés d'ordre technique, il s'est avéré que l'adoption et la mise en œuvre des modalités d'application de ce règlement ne pourront pas intervenir dans un bref délai; que par conséquent, il y a lieu de reporter la date de la mise en application dudit règlement au 1er avril 1972,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

-
- (1) J.O. n° 172 du 30.9.1966, p. 3025/66.
(2) J.O. n° L 275 du 19.12.1970, p. 5.
(3) J.O. n° 197 du 29.10.1966, p. 2393/66.
(4) J.O. n° L 222 du 2.10.1971, p. 2.

Article premier

Le texte des deuxième et troisième alinéas de l'article 12 du règlement (CEE) n° 2114/71 est remplacé par le texte suivant :

"Il est applicable à partir du 1er avril 1972.

"Le règlement n° 116/67/CEE est abrogé à la même date."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés Européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président.

000124

00000013

Historical Archives of the European Commission

000125

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BRUXELLES, LE 30 NOVEMBRE 1971.

COM (71) 1381 *final*
*annexe 7E/13.*RÈGLEMENT DE LA COMMISSION DU 30.11.1971
FIXANT LES PRIX MOYENS À LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR DU VINLE TEXTE DU RÈGLEMENT EST IDENTIQUE À CELUI DU RÈGLEMENT (CEE)
N° 2509/71 (J.O. N° L 259 DU 24.11.1971, PAGE 7).

ARTICLE 2

ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1.12.1971

PRIX MOYENS DES TYPES DE VIN DE TABLE SUR LES DIFFÉRENTES PLACES DE
COMMERCIALISATIONDURCHSCHNITTSPREISE FÜR TAFELWEINARTEN AUF DEN VERSCHIEDENEN
HANDELSPLÄTZENPREZZO MEDIO DEI TIPI DI VINO DA PASTO SUI DIFFERENTI CENTRI DI
COMMERCIALIZZAZIONEGEMIDDELDE PRIJZEN VAN TAFELWIJNSOORTEN OP DE VERSCHILLENDE
COMMERCIALISATIECENTRA

TYPE / ART / TIPO / SOORT

U.C. LE DEGRÉ/HL
R.E. JE GRAD ALKOHOL/HL
U.C. PER GRADO/HL
R.E. PER GRAAD/HL

R I

===

BEZIERS	1,244
MONTPELLIER	1,237
NARBONNE	1,298
NIMES	1,242
PERPIGNAN	1,215
ASTI	1,304
LECCE	1,104
PESCARA	1,120
REGGIO EMILIA	1,252
TREVISO	1,256
VERONA (POUR LES VINS LOCAUX / FÜR DIE DORT ERZEUGTEN WEINE / PER I VINI LOCALI / VOOR LOKALE WIJNEN)	1,264

R II

=====

BARI 1,220
 BARLETTA 1,240
 CAGLIARI

PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

LECCE 1,120
 TARANTO

PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

R III

=====

UC/HL - RE/HL

RHEINPFALZ 19,81
 RHEINHESSEN (HUEGELLAND)

PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

A I

=====

U.C. LE DEGRE/HL
 R.E. JE GRAD ALKOHOL/HL
 U.C. PER GRADO/HL
 R.E. PER GRAAD/HL

BORDEAUX 1,260
 MONTPELLIER 1,269
 NANTES 1,116
 CAGLIARI

PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

LECCE PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

RAVENNA (LUGO, FAENZA) 1,152
 ROMA 1,152
 TRAPANI (ALCAMO) 1,009

TREVISO 1,336

A II

=====

UC/HL - RE/HL

RHEINPFALZ (OBERHAARDT) 27,32
 RHEINHESSEN (HUEGELLAND) 32,73

LA REGION VITICOLE DE LA MOSELLE LUXEM-
 BOURGEOISE/DAS WEINBAUGEBIET DER LUXEM-
 BURGISCHEN MOSEL/LA REGIONE VITICOLA DELLA
 MOSELLA LUSSEMBURGHESE/DE WIJNBOWSTREEK
 VAN DE LUXEBURGSE MOEZEL 39,00

A III

=====

MOSEL 31,42
 RHEINGAU 40,98

LA REGION VITICOLE DE LA MOSELLE LUXEM-
 BOURGEOISE/DAS WEINBAUGEBIET DER LUXEM-
 BURGISCHEN MOSEL/LA REGIONE VITICOLA DELLA
 MOSELLA LUSSEMBURGHESE/DE WIJNBOWSTREEK
 VAN DE LUXEBURGSE MOEZEL

PAS DE COTATION/KEINE NO-
 TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
 NE/GEEN NOTIERINGEN

000127

00000314

Historical Archives of the European Commission

000128

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

BRUXELLES, LE 2 DECEMBRE 1971

COM (71) 1382

final
annexe 7e/14

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU 2.12.1971
ABROGEANT LE REGLEMENT (CEE) NO. 2544/71 PORTANT APPLICATION
DU DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN AUX IMPORTATIONS DE
MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES
HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES DE TURQUIE

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU 2.12.1971
ABROGEANT LE REGLEMENT (CEE) NO. 2544/71 PORTANT APPLICATION
DU DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN AUX IMPORTATIONS DE
MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES
HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES DE TURQUIE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

VU LE TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,

VU LE REGLEMENT (CEE) NO 1233/71 DU CONSEIL, DU 7 JUIN 1971,
RELATIF AUX IMPORTATIONS D'AGRUMES ORIGINAIRES DE TURQUIE (1),
ET NOTAMMENT SON ARTICLE 5,

CONSIDERANT QUE LE REGLEMENT (CEE) NO 2544/71 DE LA COMMISSION, DU
26 NOVEMBRE 1971, A APPLIQUE LE DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN
AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET
AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES DE TURQUIE (2),

CONSIDERANT QUE EN VERTU DE L'ARTICLE 4 DEUXIEME ALINEA DU REGLEMENT
(CEE) NO 1233/71, CE REGIME RESTE EN VIGUEUR JUSQU'AU MOMENT OU
LES COURS VISES A L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 DUDIT REGLEMENT,
AFFECTES DES COEFFICIENTS D'ADAPTATION ET DIMINUES DES FRAIS DE
TRANSPORT ET DES TAXES A L'IMPORTATION AUTRES QUE DROITS DE
DOUANE, DEMEURENT, SUR LES MARCHES REPRESENTATIFS DE LA COMMUNAUTE
AYANT LES COURS LES PLUS BAS, PENDANT TROIS JOURS DE MARCHE
CONSECUTIFS, EGaux OU SUPERIEURS AU PRIX DEFINI A L'ARTICLE 3 DU
MEME REGLEMENT,

CONSIDERANT QUE LES COEFFICIENTS D'ADAPTATION, LES FRAIS DE
TRANSPORT ET LES TAXES A L'IMPORTATION AUTRES QUE DROITS DE DOUANE
SONT CEUX PREVUS POUR LE CALCUL DES PRIX D'ENTREE VISES AU
REGLEMENT NO 23 PORTANT ETABLISSEMENT GRADUEL D'UNE ORGANISATION
COMMUNE DES MARCHES DANS LE SECTEUR DES FRUITS ET LEGUMES (3), QUE
LA METHODE DE CALCUL DES TAXES A L'IMPORTATION AUTRES QUE DROITS
DE DOUANE EST, POUR CERTAINS CAS, DEFINIE A L'ARTICLE 2
PARAGRAPHE 2 DU REGLEMENT (CEE) NO 1233/71,

CONSIDERANT QUE L'APPLICATION DE CES REGLES AUX COURS CONSTATES POUR LES MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES, HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES IMPORTEES DANS LA COMMUNAUTE ET ORIGINAIRES DE TURQUIE, CONDUIT A CONSTATER QUE LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE 4 DEUXIEME ALINEA DU REGLEMENT (CEE) NO 1233/71 SONT REMPLIES POUR LES PRODUITS EN CAUSE, QU'IL Y A LIEU, DES LORS, D'ABROGER LE REGLEMENT (CEE) NO 2544/71,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

ARTICLE PREMIER

LE REGLEMENT (CEE) NO 2544/71 DE LA COMMISSION, DU 26 NOVEMBRE 1971, PORTANT APPLICATION DU DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES DE TURQUIE EST ABROGE.

ARTICLE 2

LE PRESENT REGLEMENT ENTRE EN VIGUEUR LE JOUR DE SA PUBLICATION AU JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. IL PREND EFFET A PARTIR DU ~~10 FEVRIER~~ 1971.
2 Decembre

LE PRESENT REGLEMENT EST OBLIGATOIRE DANS TOUS SES ELEMENTS ET DIRECTEMENT APPLICABLE DANS TOUT ETAT MEMBRE.

FAIT A BRUXELLES, LE 2.12.1971

PAR LA COMMISSION

-
- (1) J.O. NO L 130 DU 16.6.1971, P. 51
 - (2) J.O. NO L 262 DU 27.11.1971, P. ...
 - (3) J.O. NO 30 DU 20 AVRIL 1962, P. 965/62

VERORDNUNG DER KOMMISSION VOM 2. DEZEMBER 1971
ZUR AUFHEBUNG DER VERORDNUNG (EWG) NR. 2544/71 ZUR ANWENDUNG DES
ZOLLSATZES DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF EINFUHREN VON
MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGERINEN UND ANDEREN
AEBNLIICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN TUERKEI

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN,

GESTÜTZT AUF DEN VERTRAG ZUR GRÜNDUNG DER EUROPÄISCHEN
WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,

GESTÜTZT AUF DIE VERORDNUNG (EWG) NR. 1233/71 DES RATES VOM 7.
JUNI 1971 ÜBER DIE EINFUHR VON ZITRUSFRÜCHTEN MIT URSPRUNG IN
TÜRKEI (1), INSBESONDERE AUF ARTIKEL 5,

IN ERWÄGUNG NACHSTEHENDER GRÜNDE :

MIT DER VERORDNUNG (EWG) NR. 2544/71 DER KOMMISSION VOM 26. NOVEMBER
1971 WURDE DER ZOLLSATZ DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF EINFÜHREN
VON MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGARINEN UND ANDEREN
AEBNLIICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN TUERKEI (2)
ABGEWANDT.

000129

GEMAESS ARTIKEL 4 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR. 1233/71
BLEIBT DIESE REGELUNG IN KRAFT, BIS DIE IN ARTIKEL 2 ABSATZ 1
DIESER VERORDNUNG GENANNTE NOTIERUNGEN - UNTER BERUECKSICHTIGUNG
DER ANPASSUNGSKOEFFIZIENTEN UND NACH ABZUG DER BEFOERDERUNGSKOSTEN
UND DER EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN - AUF DEN REPRESENTATIVEN
MAERKTEN DER GEMEINSCHAFT MIT DEN NIEDRIGSTEN NOTIERUNGEN AN DREI
AUEINANDERFOLGENDEN MARKTTAGEN MINDESTENS SO HOCH BLEIBEN WIE
DER IN ARTIKEL 3 DIESER VERORDNUNG FESTGESETZTE PREIS.

DIE ANPASSUNGSKOEFFIZIENTEN, DIE BEFOERDERUNGSKOSTEN UND DIE
EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN SIND DIE ELEMENTE, DIE FUER DIE
BERECHNUNG DER IN DER VERORDNUNG NR. 23 ZUR SCHRITTWEISEN
EINFUEHRUNG EINER GEMEINSAMEN MARKTORGANISATION FUER OBST UND GEMUESE
(3) GENANNTE EINFUHRPREISE VORGESEHEN SIND. DIE BERECHNUNGSMETHODE
FUER DIE EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN IST FUER BESTIMMTE FAELE
IN ARTIKEL 2 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR. 1233/71 FESTGELEGT.
DIE ANWENDUNG DIESER REGELN AUF DIE NOTIERUNGEN, DIE FUER DIE IN DIE
GEMEINSCHAFT EINGEFUEHRTEN MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN,
TANGARINEN UND ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN
MIT URSPRUNG IN TUERKEI FESTGESTELLT WURDEN, ZEIGT, DASS DIE IN
ARTIKEL 4 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR. 1233/71 VORGESEHENEN
VORAUSSETZUNGEN FUER DIE BETREFFENDEN ERZEUGNISSE ERFUELLT SIND.
DESWEGEN IST ES ANGEBRACHT, DIE VERORDNUNG (EWG) NR. 2544/71
AUFZUHEBEN.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

ARTIKEL 1

DIE VERORDNUNG (EWG) NR. 2544/71 DER KOMMISSION VOM 26. NOVEMBER 1971
ZUR ANWENDUNG DES ZOLLSATZES DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF
EINFUEHREN VON MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGARINEN UND
ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN
TUERKEI WIRD AUFGEHOBEN.

ARTIKEL 2

DIESE VERORDNUNG TRITT AM TAG IHRER VEROEFFENTLICHUNG IM AMTSBLATT
DER EUROPAEISCHEN GEMEINSCHAFTEN IN KRAFT. SIE WIRD WIRKSAM AB
2. DEZEMBER 1971.

DIESE VERORDNUNG IST IN ALLEN IHREN TEILEN VERBINDLICH UND GILT
UNMITTELBAR IN JEDEM MITGLIEDSTAAT.

BRUESSEL, DEN 2.12.1971

FUER DIE KOMMISSION

-
- (1) X ABL. NR. L 130 VOM 16.6.1971, S. 51
 - (2) ABL. NR. L 262 VOM 27.11.1971, S. ...
 - (3) ABL. NR. 30 VOM 20.4.1962, S. 965/62

REGOLAMENTO DELLA COMMISSIONE DEL 2.12.1971
CHE ABROGA IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2544/71 RELATIVO ALL'APPLICAZIONE
DEL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI
MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDO
SIMILARI D'AGRUMI ORIGINARI DELLA TURCHIA

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE,

000130

VISTO IL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITA ECONOMICA EUROPEA,

VISTO IL REGOLAMENTO (CEE) N. 1233/71 DEL CONSIGLIO, DEL 7 GIUGNO 1971, RELATIVO ALLE IMPORTAZIONI DEGLI AGRUMI ORIGINARI DELLA TURCHIA (1), IN PARTICOLARE L'ARTICOLO 5,

CONSIDERANDO CHE IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2544/71 DELLA COMMISSIONE, DEL 26 NOVEMBRE 1971, HA APPLICATO IL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI D'AGRUMI ORIGINARI DELLA TURCHIA(2)

CONSIDERANDO CHE, IN VIRTU DELL'ARTICOLO 4, SECONDO CAPOVERSO, DEL REGOLAMENTO N. 1233/71, TALE REGIME RESTA IN VIGORE FINO AL MOMENTO IN CUI I CORSI DI CUI ALL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 1, DI DETTO REGOLAMENTO, MOLTIPLICATI PER I COEFFICIENTI DI ADATTAMENTO E DIMINUITI DELLE SPESE DI TRASPORTO E DELLE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI, RESTINO, SUI MERCATI RAPPRESENTATIVI DELLA COMUNITA CHE PRESENTANO I CORSI PIU BASSI, PER TRE GIORNI CONSECUTIVI DI MERCATO, UGUALI O SUPERIORI AL PREZZO DI CUI ALL'ARTICOLO 3 DI DETTO REGOLAMENTO,

CONSIDERANDO CHE I COEFFICIENTI DI ADATTAMENTO, LE SPESE DI TRASPORTO E LE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI SONO QUELLI PREVISTI PER IL CALCOLO DEI PREZZI D'ENTRATA DI CUI AL REGOLAMENTO N. 23 RELATIVO ALLA GRADUALE ATTUAZIONE DI UN'ORGANIZZAZIONE COMUNE DEI MERCATI NEL SETTORE DEGLI ORTOFRUTTICOLI (3), CHE IL METODO DI CALCOLO DELLE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI E DEFINITO, PER ALCUNI CASI, NELL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 2, DEL REGOLAMENTO (CEE) N. ~~XXXXXX~~ 1233/71

CONSIDERANDO CHE L'APPLICAZIONE DI TALI NORME AI CORSI COSTATATI PER I MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI DI AGRUMI IMPORTATI NELLA COMUNITA E ORIGINARI DELLA TURCHIA INDUCE A COSTATARE CHE SONO OSSERVATE LE CONDIZIONI DI CUI ALL'ARTICOLO 4, SECONDO CAPOVERSO, DEL REGOLAMENTO (CEE) N. 1233/71 PER I PRODOTTI IN CAUSA, CHE E PERTANTO OPPORTUNO ABROGARE IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2544/71,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

ARTICOLO 1

E ABROGATO IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2544/71 DELLA COMMISSIONE, DEL 26 NOVEMBRE 1971, RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DEL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI DI AGRUMI ORIGINARI DELLA TURCHIA.

ARTICOLO 2

IL PRESENTE REGOLAMENTO ENTRA IN VIGORE IL GIORNO DELLA PUBBLICAZIONE NELLA GAZZETTA UFFICIALE DELLE COMUNITA EUROPEE.

E' APPLICABILE A DECORRERE DAL 2 DICEMBRE 1971.

IL PRESENTE REGOLAMENTO E OBBLIGATORIO IN TUTTI I SUOI ELEMENTI E DIRETTAMENTE APPLICABILE IN CIASCUNO DEGLI STATI MEMBRI.

FATTO A BRUXELLES, IL 2.12.1971

PER LA COMMISSIONE

- (1) G.U. N. L 130 DEL 16.6.1971, PAG. 51
 (2) G.U. N. L 262 DEL 27.11.1971, PAG. ...
 (3) G.U. N. 30 DEL 20.4.1962, PAG. 965/62

VERORDENING VAN DE COMMISSIE VAN 2.12.1971
 TOT INTREKKING VAN VERORDENING (EEG) NR. 2544/71 HOUDENDE TOEPASSING
 VAN HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANETARIEF OP DE INVOER
 VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S, CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE
 DERGELIJKE KRUISINGEN VAN CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT TURKIJE

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

GELET OP HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE
 GEMEENSCHAP,

GELET OP VERORDENING (EEG) NR. 1233/71 VAN DE RAAD VAN 7 JUNI
 1971 BETREFFENDE DE INVOER VAN CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT
 TURKIJE (1), INZONDERHEID OP ARTIKEL 5,

OVERWEGENDE DAT BIJ VERORDENING (EEG) NR. 2544/71 VAN DE COMMISSIE
 VAN 26 NOVEMBER 1971 HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANETARIEF
 VAN TOEPASSING IS VERKLAARD OP DE INVOER VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S
 CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN
 CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT TURKIJE (2)

OVERWEGENDE DAT OP GROND VAN ARTIKEL 4, TWEEDE ALINEA, VAN VERORDE-
 NING (EEG) NR. 1233/71 DEZE REGELING BLIJFT GELDEN TOT DE IN ARTIKEL
 2, LID 1, VAN GENOEMDE VERORDENING BEDOELDE NOTERINGEN, VERMINDERD
 MET DE AANPASSINGSCOEFFICIENTEN EN VERMINDERD MET DE VERVOER-
 KOSTEN EN DE ANDERE BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN, OP DE
 REPRESENTATIVE MARKTEN VAN DE GEMEENSCHAP MET DE LAAGSTE NOTERINGEN,
 GEDURENDE DRIE OPEENVOLGENDE MARKTDAGEN GELIJK ZIJN AAN OF HOGER
 ZIJN DAN DE IN ARTIKEL 3 VAN DEZELFDE VERORDENING OMSCHREVEN
 PRIJS,

OVERWEGENDE DAT DE AANPASSINGSCOEFFICIENTEN, DE VERVOERKOSTEN EN DE
 ANDERE BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN DIE ZIJN WELKE
 WERDEN VASTGESTELD VOOR DE BEREKENING VAN DE INVOERPRIJZEN BEDOELD
 IN VERORDENING NR. 23 HOUDENDE DE GELEIDELIJKE TOTSTANDBRENGING VAN
 EEN GEMEENSCHAPPELIJKE ORDENING DER MARKTEN IN DE SECTOR GROENTEN
 EN FRUIT (3), DAT DE METHODE VAN DE BEREKENING VAN DE ANDERE
 BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN, VOOR BEPAALDE GEVALLEN,
 IS OMSCHREVEN IN ARTIKEL 2, LID 2, VAN VERORDENING (EEG) NR. 1233/71

OVERWEGENDE DAT DE TOEPASSING VAN DEZE VOORSCHRIFTEN OP DE
 NOTERINGEN DIE ZIJN VASTGESTELD VOOR MANDARIJNEN, SATSUMA'S,
 CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN
 CITRUSVRUCHTEN DIE IN DE GEMEENSCHAP WORDEN INGEVOERD EN VAN OOR-
 SPRONG ZIJN UIT TURKIJE LEIDT TOT DE VASTSTELLING DAT VOOR BEDOELDE
 PRODUCTEN AAN DE IN ARTIKEL 4, TWEEDE ALINEA, VAN VERORDENING (EEG)
 NR. 1233/71 VASTGESTELDE VOORWAARDEN IS VOLDAAN, DAT VERORDENING
 (EEG) NR. 2544/71 DERHALVE DIENST TE WORDEN INGETROKKEN,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

ARTIKEL 1

VERORDENING (EEG) NR. 2544/71 VAN DE COMMISSIE VAN 26 NOVEMBER 1971
 HOUDENDE TOEPASSING VAN HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANE-
 TARIEF OP DE INVOER VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S, CLEMENTINES, TANGERI-
 NES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN CITRUSVRUCHTEN VAN
 OORSPRONG UIT TURKIJE WORDT INGETROKKEN.

ARTIKEL 2

DEZE VERORDENING TREEDT IN WERKING OP DE DAG VAN HAAR BEKENDMAKING IN HET PUBLIKATIEBLAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN. ZIJ IS GELDIG VANAF 2 DECEMBER 1971.

DEZE VERORDENING IS VERBINDEND IN AL HAAR ONDERDELEN EN IS RECHTSTREEKS TOEPASSELIJK IN ELKE LID-STAAT.

BRUSSEL, 2.12.1971

VOOR DE COMMISSIE

- (1) PB NR. L 130 VAN 16.6.1971, BLZ. 51
- (2) PB NR. L 262 VAN 27.11.1971, BLZ. ...
- (3) PB NR. 30 VAN 20.4.1962, BLZ. 965/62.

000134

00000315

Historical Archives of the European Commission

000135

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

BRUXELLES, LE 3 DECEMBRE 1971

COM (71) 1383

final
annexe 7E/15

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU ..3./12/1971
FIXANT LES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION DANS LE SECTEUR
DES FRUITS ET LEGUMES.

LE TEXTE DU REGLEMENT EST IDENTIQUE A CELUI DU REGLEMENT
(CEE) N. 2433/71 (J.O. NO. L 251 DU 12.11.1971, PAGE 22), AVEC
LES MODIFICATIONS SUIVANTES :

SEME CONSIDERANT

CE CONSIDERANT EST REMPLACE PAR LE TEXTE SUIVANT :

CONSIDERANT QUE LES ORANGES DOUCES FRAICHES, LES MANDARINES
FRAICHES, LES CITRONS FRAIS ET LES POMMES DES CATEGORIES EXTRA, I
ET II DES NORMES COMMUNES DE QUALITE, LES RAISONS DE SERRES ET
DES CATEGORIES EXTRA ET I, LES AMANDES ET LES NOISETTES DECORTIQUEES
AINSI QUE LES NOIX EN COQUE PEUVENT ACTUELLEMENT FAIRE L'OBJET
D'EXPORTATIONS ECONOMIQUEMENT IMPORTANTES.,

ARTICLE PREMIER, PARAGRAPHE 3

REPLACER: "... SONT APPLICABLES AUX EXPORTATIONS DES NOIX EN
COQUE ET POMMES DEFINIES A L'ANNEXEM

PAR : "... SONT APPLICABLES AUX EXPORTATIONS DES ORANGES DOUCES,
MANDARINES, NOIX EN COQUE ET POMMES DEFINIES A L'ANNEXE.

ARTICLE 2

LE PRESENT REGLEMENT ENTRE EN VIGUEUR LE JOUR DE SA PUBLICATION AU
JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

AVIS DU COMITE DE GESTION : FAVORABLE PAR 13 POUR ET 4 CONTRE (FRANCE)

LA FRANCE CONSIDERE QUE LA SITUATION SUR LE MARCHE DES POMMES EN
FRANCE NE JUSTIFIE PLUS L'OCTROI D'UNE RESTITUTION POUR CE
PRODUIT.

000136

ANNEXE DU REGLEMENT DE LA COMMISSION DU ...3/12/1971
FIXANT LES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION DANS LE SECTEUR DES FRUITS
ET LEGUMES

VALABLE A PARTIR DU ..4./12/1971

(U.C./100 KG NET)

NO. DU TARIF DOUA- NIER COMMUN	DESIGNATION DES MARCHANDISES	MONTANT DE LA RESTITUTION
EX 08.02 A I	ORANGES DOUCES, FRAICHES DES CATEGORIES EXTRA, I ET II	4,00
EX 08.02 B	MANDARINES, FRAICHES DES CATEGORIES EXTRA, I ET II	4,00
EX 08.02 C	CITRONS FRAIS DES CATEGORIES EXTRA, I ET II	1,44
EX 08.04 A I	RAISINS DE TABLE FRAIS, PRODUITS EN SERRE DES CATEGORIES EXTRA ET I	16,00
EX 08.05 A II	AMANDES SANS COQUE	4,00
EX 08.05 B	NOIX EN COQUE	8,00
EX 08.05 F	NOISETTES SANS COQUE	4,00
EX 08.06 A II	POMMES DES CATEGORIES EXTRA, I ET II, AUTRES QUE LES POMMES A CIDRE :	
XXXX	- POUR DES EXPORTATIONS VERS LES PAYS ET TERRITOIRES D'AFRIQUE, A L'EXCEPTION DE L'AFRIQUE DU SUD, LES PAYS DE LA PENINSULE ARA- BIQUE, LA SYRIE, LA BULGARIE, LA HONGRIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LA TCHECOSLOVAQUIE, L'URSS ET LA YUGOSLAVIE	3,00

ANHANG ZUR VERORDNUNG DER KOMMISSION VOM .3./12/1971
ZUR FESTSETZUNG DER AUSFUHRERSTATTUNGEN BEI OBST UND GEMUESE.

GUELTIG AB .4./12/1971

(R.E./100 KG NETTO)

NUMMER DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS	UMSCHREIBUNG DER WARE	ERSTATTUNGS- BETRAG
EX 08.02 A I	SUSSORANGEN, FRISCH DER GUETE- KLASSEN EXTRA, I UND II	4,00
EX 08.02 B	MANDARINEN, FRISCH DER GUETE- KLASSEN EXTRA, I UND II	4,00
EX 08.02 C	ZITRONEN, FRISCH, DER GUETE- KLASSEN EXTRA, I UND II	1,44

EX 08.04 A I	TAFELTRAUBEN FRISCH, UNTER GLAS KULTIVIERT, DER GUETEKLASSEN EXTRA UND I	16,00
EX 08.05 A II	MANDELN, OHNE AEUSSERE SCHALE	4,00
EX 08.05 B	WALNUESSE, MIT DER SCHALE	8,00
EX 08.05 F	HASELNUESSE, OHNE AEUSSERE SCHALE	4,00
EX 08.06 A II	AEPFEL DER GUETEKLASSEN EXTRA, I UND II, ANDERE ALS MOSTAEPFEL :	
	- FUER AUSFUHREN NACH DEN AFRIKA- NISCHEN LAENDERN UND GEBIETEN MIT AUSNAHME VON SUEDAFRIKA, LAENDERN DER ARABISCHEN HALBINSEL, NACH SYRIEN, BULGARIEN, UNGARN, POLEN, RUMAENIEN, DER TSCHESCHOSLO- WAKEI, DER UDSSR UND JUGOSLAWIEN	3,00

000137

ALLEGATO AL REGOLAMENTO DELLA COMMISSIONE DEL 3./12/1971 CHE FISSA
LE RESTITUZIONI ALL'ESPORTAZIONE NEL SETTORE DEGLI ORTOFRUTTICOLI

VALIDI A DECORRERE DAL 4./12/1971 (U.C./100 KG PESO NETTO)

NUMERO DELLA TARIFFA DOGANALE COMMUNE	DESIGNAZIONE DELLE MERCI	AMMONTARE DELLA RES- TITUZIONE
EX 08.02 A I	ARANCE DOLCI, FRESCHE DELLE CATEGORIE EXTRA, I E II	4,00
EX 08.02 B	MANDARINI FRESCI DELLE CATEGORIE EXTRA, I E II	4,00
EX 08.02 C	LIMONI FRESCI DELLE CATEGORIE EXTRA, I E II	1,44
EX 08.04 A I	UVE DA TAVOLA FRESCHE, PRODOTTE IN SERRA, DELLE CATEGORIE EXTRA E I	16,00
EX 08.05 A II	MANDORLE SGUSCIATE	4,00
EX 08.05 B	NOCI IN GUSCIO	8,00
EX 08.05 F	NOCCIOLE SGUSCIATE	4,00
EX 08.06 A II	MELE DELLE CATEGORIE EXTRA, I E II, ESCLUSE LE MELE DA SIDRO :	
	- PER LE ESORTAZIONI VERSO I PAESI E TERRI- TORI AFRICANI ECCETTUATO IL SUDAFRICA, I PAESI DELLA PENISOLA ARABICA, LA SIRIA, LA BULGARIA, L'UNGHERIA, LA POLONIA, LA ROMA- NIA, LA CECOSLOVACCHIA, L'URSS E LA JUGOS- LAVIA	3,00

000138

BIJLAGE BIJ DE VERORDENING VAN DE COMMISSIE VAN .3./12/1971 HOUDENDE
VASTSTELLING VAN DE RESTITUTIES IN DE SECTOR GROENTEN EN FRUIT

GELDIG VANAF .4./12/1971

(R.E./100 KG NETTO)

NUMMER VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANETARIEF	OMSCHRIJVING VAN DE WAAR	BEDRAG VAN DE RESTITU- TIE

EX 08.02 A I	ZOETE SINAASAPPELEN, VERS, VAN DE KLASSEN EXTRA, I EN II	4,00
EX 08.02 B	MANDARIJENEN, VERS VAN DE KLASSEN EXTRA, I EN II	4,00
EX 08.02 C	CITROENEN, VERS, VAN DE KLASSEN EXTRA, I EN II	1,44
EX 08.04 A I	DRUIVEN VOOR TAFELGEBRUIK VERS, IN KASSEN GETEELD, VAN DE KLASSEN EXTRA EN I	16,00
EX 08.05 A II	AMANDELEN, ZONDER DOP OF SCHAAL	4,00
EX 08.05 B	WALNOTEN, IN DE DOP	8,00
EX 08.05 F	HAZELNOTEN, ZONDER DOP OF SCHAAL	4,00
EX 08.06 A II	APPELEN VAN DE KLASSEN EXTRA, I EN II, MET UITZONDERING VAN CIDERAPPELEN :	
	- VOOR UITVOER NAAR DE LANDEN EN GEBIEDEN VAN AFRIKA MET UITZONDERING VAN ZUID AFRIKA, DE LANDEN VAN HET ARABISCH SCHIEREILAND, SYRIE, BULGARIJE, HONGARIJE, POLEN, ROEMENIE, TSJE- CHOSLOWAKIJE, DE USSR EN JOEGOSLAVIE	3,00

000139

00000016

Historical Archives of the European Commission

000140

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

BRUXELLES, LE 7 DECEMBRE 1971.

COM (71) 1384

final.
annexe 2e/16.

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU 7.12.1971 ABROGEANT LE
REGLEMENT (CEE) NO 2543/71 PORTANT APPLICATION DU DROIT DU
TARIF DOUANIER COMMUN AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES,
SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES HYBRIDES
SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES D'ESPAGNE

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU 7.12.1971 ABROGEANT LE REGLEMENT (CEE)
NO 2543/71 PORTANT APPLICATION DU DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN
AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET
AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES D'ESPAGNE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

VU LE TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,

VU LE REGLEMENT (CEE) NO 2047/70 DU CONSEIL, DU 13 OCTOBRE 1970,
RELATIF AUX IMPORTATIONS D'AGRUMES ORIGINAIRES D'ESPAGNE (1), ET
NOTAMMENT SON ARTICLE 5,

CONSIDERANT QUE LE REGLEMENT (CEE) NO 2543/71 DE LA COMMISSION, DU
26 NOVEMBRE 1971, A APPLIQUE LE DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN
AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET
AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES D'ESPAGNE (2),

CONSIDERANT QUE, EN VERTU DE L'ARTICLE 4 DEUXIEME ALINEA DU REGLE-
MENT (CEE) NO 2047/70, CE REGIME RESTE EN VIGUEUR JUSQU'AU MOMENT OU
MS COURS VISES A L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 DUDIT REGLEMENT,
AFFECTES DES COEFFICIENTS D'ADAPTATION ET DIMINUES DES FRAIS DE
TRANSPORT ET DES TAXES A L'IMPORTATION, AUTRES QUE DROITS DE
DOUANE, DEMEURENT, SUR LES MARCHES REPRESENTATIFS DE LA COMMUNAUTE
AYANT LES COURS LES PLUS BAS, PENDANT TROIS JOURS DE MARCHE
CONSECUTIFS, EGaux OU SUPERIEURS AU PRIX DEFINI A L'ARTICLE 3 DU
MEME REGLEMENT,

CONSIDERANT QUE LES COEFFICIENTS D'ADAPTATION, LES FRAIS DE
TRANSPORT ET LES TAXES A L'IMPORTATION AUTRES QUE DROITS DE DOUANE
SONT CEUX PREVUS POUR LE CALCUL DES PRIX D'ENTREE VISES AU
REGLEMENT NO 23 PORTANT ETABLISSEMENT GRADUEL D'UNE ORGANISATION
COMMUNE DES MARCHES DANS LE SECTEUR DES FRUITS ET LEGUMES (3), QUE
LA METHODE DE CALCUL DES TAXES A L'IMPORTATION AUTRES QUE DROITS
DE DOUANE EST, POUR CERTAINS CAS, DEFINIE A L'ARTICLE 2
PARAGRAPHE 2 DU REGLEMENT (CEE) NO 2047/70;

CONSIDERANT QUE L'APPLICATION DE CES REGLES AUX COURS CONSTATES POUR LES MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES IMPORTES DANS LA COMMUNAUTE ET ORIGINAIRES D'ESPAGNE, CONDUIT A CONSTATER QUE LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE 4 DEUXIEME ALINEA DU REGLEMENT (CEE) NO 2047/70 SONT REMPLIES POUR LES PRODUITS EN CAUSE, QU'IL Y A LIEU, DES LORS, D'ABROGER LE REGLEMENT (CEE) NO 2543/71.

A ARRÊTE LE PRESENT REGLEMENT :

ARTICLE PREMIER

LE REGLEMENT (CEE) NO 2543/71 DE LA COMMISSION, DU 26 NOVEMBRE 1971, PORTANT APPLICATION DU DROIT DU TARIF DOUANIER COMMUN AUX IMPORTATIONS DE MANDARINES, SATSUMAS, CLEMENTINES, TANGERINES ET AUTRES HYBRIDES SIMILAIRES D'AGRUMES ORIGINAIRES D'ESPAGNE EST ABROGE.

ARTICLE 2

LE PRESENT REGLEMENT ENTRE EN VIGUEUR LE JOUR DE SA PUBLICATION AU JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

IL PREND EFFET A PARTIR DU 6 DECEMBRE 1971.

LE PRESENT REGLEMENT EST OBLIGATOIRE DANS TOUS SES ELEMENTS ET DIRECTEMENT APPLICABLE DANS TOUT ETAT MEMBRE.

FAIT A BRUXELLES, LE 7 DECEMBRE 1971

PAR LA COMMISSION

- (1) JO NO L 228 DU 15.12.1970, P. 2
- (2) JO NO L 262 DU 27.11.1971, P. 6
- (3) JO NO L 30 DU 20. 1.1962, P. 955/62

VERORDNUNG DER KOMMISSION VOM 7.12.1971 ZUR AUFHEBUNG DER VERORDNUNG (EWG) NR 2543/71 ZUR ANWENDUNG DES ZOLLSATZES DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF EINFUHREN VON MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGERINEN UND ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN SPANIEN

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN,

GESTÜTZT AUF DEN VERTRAG ZUR GRÜNDUNG DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,

GESTÜTZT AUF DIE VERORDNUNG (EWG) NR 2047/70 DES RATES VOM 13. OKTOBER 1970 ÜBER DIE EINFUHR VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN SPANIEN (1), INSBESONDERE AUF ARTIKEL 5,

IN ERWÄGUNG NACHSTEHENDER GRÜNDE :

MIT DER VERORDNUNG (EWG) NR 2543/71 DER KOMMISSION VOM 26. NOVEMBER 1971 WURDE DER ZOLLSATZ DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF EINFUHREN VON MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGARINEN UND ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN SPANIEN (2) ANGEWANDT.

GEMAESS ARTIKEL 4 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR 2047/70 BLEIBT DIESE REGELUNG IN KRAFT, BIS DIE IN ARTIKEL 2 ABSATZ 1 DIESER VERORDNUNG GENANNTE NOTIERUNGEN - UNTER BERUECKSICHTIGUNG DER ANPASSUNGSKOEFFIZIENTEN UND NACH ABZUG DER BEFOERDERUNGSKOSTEN UND DER EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN - AUF DEN REPRESENTATIVEN MAERKTEN DER GEMEINSCHAFT MIT DEN NIEDRIGSTEN NOTIERUNGEN AN DREI AUEINANDERFOLGENDEN MARKTTAGEN MINDESTENS SO HOCH BLEIBEN WIE DER IN ARTIKEL 3 DIESER VERORDNUNG FESTGESETZTE PREIS.

DIE ANPASSUNGSKOEFFIZIENTEN, DIE BEFOERDERUNGSKOSTEN UND DIE EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN SIND DIE ELEMENTE, DIE FUER DIE BERECHNUNG DER IN DER VERORDNUNG NR. 23 ZUR SCHRITTWEISEN EINFUEHRUNG EINER GEMEINSAMEN MARKTORGANISATION FUER OBST UND GEMUESE (3) GENANNTE EINFUHRPREISE VORGESEHEN SIND. DIE BERECHNUNGSMETHODE FUER DIE EINGANGSABGABEN AUSSER ZOELLEN IST FUER BESTIMMTE FAELE IN ARTIKEL 2 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR. 2047/70 FESTGELEGT. DIE ANWENDUNG DIESER REGELN AUF DIE NOTIERUNGEN, DIE FUER DIE IN DIE GEMEINSCHAFT EINGEFUEHRTEN MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGARINEN UND ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN SPANIEN FESTGESTELLT WURDEN, ZEIGT, DASS DIE IN ARTIKEL 4 ABSATZ 2 DER VERORDNUNG (EWG) NR 2047/70 VORGESEHENEN VORAUSSETZUNGEN FUER DIE BETREFFENDEN ERZEUGNISSE ERFUELLT SIND. DESWEGEN IST ES ANGEBRACHT, DIE VERORDNUNG (EWG) NR 2543/71 AUFZUHEBEN.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

ARTIKEL 1

DIE VERORDNUNG (EWG) NR 2543/71 DER KOMMISSION VOM 26. NOVEMBER 1971 ZUR ANWENDUNG DES ZOLLSATZES DES GEMEINSAMEN ZOLLTARIFS AUF EINFUEHREN VON MANDARINEN, SATSUMAS, CLEMENTINEN, TANGARINEN UND ANDEREN AEHNLICHEN KREUZUNGEN VON ZITRUSFRUECHTEN MIT URSPRUNG IN SPANIEN WIRD AUFGEHOEBEN.

ARTIKEL 2

DIESE VERORDNUNG TRITT AM TAG IHRER VEROEFFENTLICHUNG IM AMTSBLATT DER EUROPAEISCHEN GEMEINSCHAFTEN IN KRAFT. SIE WIRD WIRKSAM AB 7. DEZEMBER 1971.

DIESE VERORDNUNG IST IN ALLEN IHREN TEILEN VERBINDLICH UND GILT UNMITTELBAR IN JEDEM MITGLIEDSTAAT.

BRUESSEL, DEN 6. DEZEMBER 1971 FUEER DIE KOMMISSION

- (1) ABL NR L 228 VOM 15.10.1970, S. 2
- (2) ABL NR. L 262 VOM 27.11.1971, S.
- (3) ABL NR 30 VOM 20. 4.1962, S. 965/62

REGOLAMENTO DELLA COMMISSIONE DEL 7.12.1971 CHE ABROGA IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2543/71 RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DEL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI D'AGRUMI ORIGINARI DELLA SPAGNA

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

VISTO IL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITA ECONOMICA EUROPEA,

000142

VISTO IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2047/70 DEL CONSIGLIO, DEL 13.10.1971, RELATIVO ALLE IMPORTAZIONI DEGLI AGRUMI ORIGINARI DELLA SPAGNA (1), IN PARTICOLARE L'ARTICOLO 5,

CONSIDERANDO CHE IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2543/71 DELLA COMMISSIONE, DEL 26 NOVEMBRE 1971, HA APPLICATO IL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI, D'AGRUMI ORIGINARI DELLA SPAGNA (2)

CONSIDERANDO CHE, IN VIRTU' DELL'ARTICOLO 4, SECONDO CAPOVERSO, DEL REGOLAMENTO N. 2047/70, TALE REGIME RESTA IN VIGORE FINO AL MOMENTO IN CUI I CORSI DI CUI ALL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 1, DI DETTO REGOLAMENTO, MOLTIPLICATI PER I COEFFICIENTI DI ADATTAMENTO E DIMINUITI DELLE SPESE DI TRASPORTO E DELLE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI, RESTINO, SUI MERCATI RAPPRESENTATIVI DELLA COMUNITA' CHE PRESENTANO I CORSI PIU' BASSI, PER TRE GIORNI CONSECUTIVI DI MERCATO, UGUALI O SUPERIORI AL PREZZO DI CUI ALL'ARTICOLO 3 DI DETTO REGOLAMENTO,

CONSIDERANDO CHE I COEFFICIENTI DI ADATTAMENTO, LE SPESE DI TRASPORTO E LE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI SONO QUELLI PREVISTI PER IL CALCOLO DEI PREZZI D'ENTRATA DI CUI AL REGOLAMENTO N. 23 RELATIVO ALLA GRADUALE ATTUAZIONE DI UN'ORGANIZZAZIONE COMUNE DEI MERCATI NEL SETTORE DEGLI ORTOFRUTTICOLI (3), CHE IL METODO DI CALCOLO DELLE TASSE ALL'IMPORTAZIONE DIVERSE DAI DAZI DOGANALI E' DEFINITO, PER ALCUNI CASI, NELL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 2, DEL REGOLAMENTO (CEE) N. 2047/70,

CONSIDERANDO CHE L'APPLICAZIONE DI TALI NORME AI CORSI COSTATATI PER I MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI DI AGRUMI IMPORTATI NELLA COMUNITA' E ORIGINARI DELLA SPAGNA INDUCE A COSTATARE CHE SONO OSSERVATE LE CONDIZIONI DI CUI ALL'ARTICOLO 4, SECONDO CAPOVERSO, DEL REGOLAMENTO (CEE) N. 2047/70 PER I PRODOTTI IN CAUSA, CHE E' PERTANTO OPPORTUNO ABROGARE IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2543/71,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

ARTICOLO 1

E' ABROGATO IL REGOLAMENTO (CEE) N. 2543/71 DELLA COMMISSIONE, DEL 26 NOVEMBRE 1971, RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DEL DAZIO DELLA TARIFFA DOGANALE COMUNE ALLE IMPORTAZIONI DI MANDARINI, SATSUMA, CLEMENTINE, TANGERINI E ALTRI IBRIDI SIMILARI DI AGRUMI ORIGINARI DELLA SPAGNA.

ARTICOLO 2

IL PRESENTE REGOLAMENTO ENTRA IN VIGORE IL GIORNO DELLA PUBBLICAZIONE NELLA GAZZETTA UFFICIALE DELLE COMUNITA EUROPEE.

E' APPLICABILE A DECORRERE DAL 6 DICEMBRE 1971.

IL PRESENTE REGOLAMENTO E' OBBLIGATORIO IN TUTTI I SUOI ELEMENTI E DIRETTAMENTE APPLICABILE IN CIASCUNO DEGLI STATI MEMBRI.

FATTO A BRUXELLES, IL 7.12.1971

PER LA COMMISSIONE

- (1) GU N. L 228 DEL 15.10.1970, PAG 2
(2) GU N. L 262 DEL 27.11.1971, PAG
(3) GU N. 30 DEL 20. 4.1962, PAG 965/52

000143

VERORDENING VAN DE COMMISSIE VAN 7.12.1971
TOT INTREKKING VAN VERORDENING (EEG) NR 2543/71 HOUDENDE TOEPASSING
VAN HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANETARIEF OP DE INVOER
VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S, CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE
DERGELIJKE KRUISINGEN VAN CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT SPANJE

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

GELET OP HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE
GEMEENSCHAP,

GELET OP VERORDENING (EEG) NR 2047/70 VAN DE RAAD VAN 13.10.1971
BETREFFENDE DE INVOER VAN CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT SPANJE
(1), INZONDERHEID OP ARTIKEL 5,

OVERWEGENDE DAT BIJ VERORDENING (EEG) NR 2543/71 VAN DE COMMISSIE
VAN 26 NOVEMBER 1971 HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANETARIEF
VAN TOEPASSING IS VERKLAARD OP DE INVOER VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S
CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN
CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG UIT SPANJE (2)

OVERWEGENDE DAT OP GROND VAN ARTIKEL 4, TWEEDE ALINEA, VAN VERORDE-
NING (EEG) NR 2047/70 DEZE REGELING BLIJFT GELDEN TOT DE IN ARTIKEL
2, LID 1, VAN GENOEMDE VERORDENING BEDOELDE NOTERINGEN, VERMENIGVUL-
DIED MET DE AANPASSINGSCOEFFICIENTEN EN VERMINDERD MET DE VERVOER-
KOSTEN EN DE ANDERE BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN, OP DE
REPRESENTATIVE MARKTEN VAN DE GEMEENSCHAP MET DE LAAGSTE NOTERINGEN,
GEDURENDE DRIE OPEENVOLGENDE MARKTDAGEN GELIJK ZIJN AAN OF HOGER
ZIJN DAN DE IN ARTIKEL 3 VAN DEZELFDE VERORDENING OMSCHREVEN
PRIJS,

OVERWEGENDE DAT DE AANPASSINGSCOEFFICIENTEN, DE VERVOERKOSTEN EN DE
ANDERE BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN DIE ZIJN WELKE
WERDEN VASTGESTELD VOOR DE BEREKENING VAN DE INVOERPRIJZEN BEDOELD
IN VERORDENING NR. 23 HOUDENDE DE GELEIDELIJKE TOTSTANDBRENGING VAN
EEN GEMEENSCHAPPELIJKE ORDENING DER MARKTEN IN DE SECTOR GROENTEN
EN FRUIT (3), DAT DE METHODE VAN DE BEREKENING VAN DE ANDERE
BELASTINGEN BIJ INVOER DAN DOUANERECHTEN, VOOR BEPAALDE GEVALLEN,
IS OMSCHREVEN IN ARTIKEL 2, LID 2, VAN VERORDENING (EEG) NR 2047/70,

OVERWEGENDE DAT DE TOEPASSING VAN DEZE VOORSCHRIFTEN OP DE
NOTERINGEN DIE ZIJN VASTGESTELD VOOR MANDARIJNEN, SATSUMA'S,
CLEMENTINES, TANGERINES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN
CITRUSVRUCHTEN DIE IN DE GEMEENSCHAP WORDEN INGEVOERD EN VAN OOR-
SPRONG ZIJN UIT SPANJE LEIDT TOT DE VASTSTELLING DAT VOOR BEDOELDE
PRODUKTEN AAN DE IN ARTIKEL 4, TWEEDE ALINEA, VAN VERORDENING (EEG)
NR 2047/70 VASTGESTELDE VOORWAARDEN IS VOLDAAN, DAT VERORDENING
(EEG) NR 2543/71 DERHALVE DIEN'T TE WORDEN INGETROKKEN,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

ARTIKEL 1

VERORDENING (EEG) NR 2543/71 VAN DE COMMISSIE VAN 26 NOVEMBER 1971
HOUDENDE TOEPASSING VAN HET RECHT VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK DOUANE-
TARIEF OP DE INVOER VAN MANDARIJNEN, SATSUMA'S, CLEMENTINES, TANGERI-
NES EN ANDERE DERGELIJKE KRUISINGEN VAN CITRUSVRUCHTEN VAN OORSPRONG
UIT SPANJE WORDT INGETROKKEN.

ARTIKEL 2

DEZE VERORDENING TREEDT IN WERKING OP DE DAG VAN HAAR BEKENDMAKING
IN HET PUBLIKATIEBLAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.
ZIJ IS GELDIG VANAF 6 DECEMBER 1971.

DEZE VERORDENING IS VERBINDEND IN AL HAAR ONDERDELEN EN IS
RECHTSTREEKS TOEPASSELIJK IN ELKE LID-STAAT.

BRUSSEL, 7.12.1971

VOOR DE COMMISSIE

- (1) PB NR L 228 VAN 15.10.1970, BLZ 2
- (2) PB NR L 262 VAN 27.11.1971, BLZ
- (3) PB NR 30 VAN 20. 4.1952, BLZ 955/52

000146

00000017

Historical Archives of the European Commission

000147

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

BRUXELLES, LE 7 DECEMBRE 1971.

COM (71) 1385 *final*

annexe PE/17

REGLEMENT DE LA COMMISSION DU 7.12.1971
FIXANT LES PRIX MOYENS A LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR DU VIN

LE TEXTE DU REGLEMENT EST IDENTIQUE A CELUI DU REGLEMENT (CEE)
NO 2549/71 (J.O. NO. L 264 DU 1.12.1971, PAGE 7), AVEC LES
MODIFICATIONS SUIVANTES :

2EME VISA :

LA REFERENCE AU REGLEMENT (CEE) NO. 2312/71 EST REMPLACEE PAR CELLE
AU REGLEMENT (CEE) NO. 2504/71

ARTICLE 2

ENTREE EN VIGUEUR LE 8.12.1971

PRIX MOYENS DES TYPES DE VIN DE TABLE SUR LES DIFFERENTES PLACES DE
COMMERCIALISATION

DURCHSCHNITTSPREISE FUER TAFELWEINARTEN AUF DEN VERSCHIEDENEN
HANDELSPLAETZEN

PREZZO MEDIO DEI TIPI DI VINO DA PASTO SUI DIFFERENTI CENTRI DI
COMMERCIALIZZAZIONE

GEMIDDELDE PRIJZEN VAN TAFELWIJNSOORTEN OP DE VERSCHILLENDE
COMMERCIALISATIECENTRA

TYPE / ART / TIPO / SOORT

U.C. LE DEGRE/HL
R.E. JE GRAD ALKOHOL/HL
U.C. PER GRADO/HL
R.E. PER GRADO/HL

R I

BEZIERS	1,228
MONTPELLIER	1,269
NARBONNE	1,281
NIMES	1,242
PERPIGNAN	1,273

ASTI	1,304
LECCE	1,104
PESCARA	1,120
REGGIO EMILIA	1,252
TREVISO	1,256
VERONA (POUR LES VINS LOCAUX / FUER DIE DORT ERZEUGTEN WEINE/PER I VINI LOCALI/VOOR LOKALE WIJNEN)	1,264

R II

=====

BARI	1,220
BARLETTA	1,240
CAGLIARI	

PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

LECCE	1,120
TARANTO	

PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

R III

=====

UC/HL - RE/HL

RHEINPFALZ	20,49
RHEINHESSEN (HUEGELLAND)	

PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

A I

=====

U.C. LE DEGRE/HL
R.E. JE GRAD ALKOHOL/HL
U.C. PER GRADO/HL
R.E. PER GRAAD/HL

BORDEAUX	1,304
MONTPELLIER	1,269
NANTES	

PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

CAGLIARI	
	PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

LECCE	
	PAS DE COTATION/KEINE NOTIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIONE/GEEN NOTIERINGEN

RAVENNA (LUGO, FAENZA)	1,152
ROMA	1,152
TRAPANI (ALCAMO)	1,003

TREVISO	1,336

A II

=====

UC/HL - RE/HL

RHEINPFALZ (OBERHAARDT)	30,05
RHEINHESSEN (HUEGELLAND)	32,10
LA REGION VITICOLE DE LA MOSELLE LUXEMBOURGEOISE/DAS WEINBAUGEBIET DER LUXEMBURGISCHEN MOSEL/LA REGIONE VITICOLA DELLA MOSELLA LUSSEMBURGHESE/DE WIJNBOWSTREEK VAN DE LUXEMBURGSE MOEZEL	39,00

000149

A III

MOSEL 34,15

RHEINGAU 40,93

LA REGION VITICOLE DE LA MOSELLE LUXEM-

BOURGEOISE/DAS WEINBAUGEBIET DER LUXEM-

BURGISCHE MOSEL/LA REGIONE VITICOLA DELLA

MOSELLA LUSSEMBURGHESE/DE WIJNBOWSTREEK

VAN DE LUXEBURGSE MOEZEL

PAS DE COTATION/KEINE NO-
TIERUNGEN/NESSUNA QUOTAZIO-
NE/GEEN NOTERINGEN

Historical Archives of the European Commission

000150

00000018

Historical Archives of the European Commission

000151

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1386 final

Bruxelles, le 6 décembre 1971

Annexe 75/18

Troisième authentification en langue anglaise
des réglementations communautaires existantes

COM(71) 1386 final

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

REGULATION No 164/67/EEC OF THE COMMISSION

of 26 June 1967

fixing the factors for calculating levies and sluice-gate prices for derived egg products

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to Council Regulation No 122/67/EEC⁽¹⁾ of 13 June 1967 on the common organisation of the market in eggs, and in particular Articles 5(2) and 7(4) thereof;

WHEREAS as regards the products listed in Article 1(1)(b) of Regulation No 122/67/EEC the levy must be derived from the levy on eggs in shell on the basis of a coefficient expressing:

- in respect of whole products, the quantity of eggs in shell used in the manufacture of one kilogramme of such products; and
- in respect of separated products, the quantity of eggs in shell used in the manufacture of one kilogramme of such products

and of the average ratio between the market values of the egg constituents;

WHEREAS the coefficient to be used in calculating the levy on whole eggs, fresh or preserved, is based on the average weight of the egg constituents, account being taken of the weight of the shell; whereas the coefficient for whole dried products is based, moreover, on the average percentage of dry matter contained in the liquid constituents of the egg;

WHEREAS the coefficient to be used in calculating the levy on separated products is based on the abovementioned factors and the average ratio of the market value of egg yolk to that of white of egg which may be estimated at 4:1;

WHEREAS as regards the products listed in Article 1(1)(b) of Regulation No 122/67/EEC the sluice-gate prices must be derived from the sluice-gate price for eggs in shell; whereas when these prices are being derived account must be taken of the coefficients to be used in calculating the levies on these products; whereas, moreover, account must also be taken, among other things, of a standard amount representing overhead costs of production and marketing;

WHEREAS overhead costs of production and marketing for whole products include the costs of breaking, pasteurising, freezing, drying and packing, as well as the costs of labour, insurance, depreciation, analysis, transport and the trading margin; whereas these costs may be assessed at flat rates of:

⁽¹⁾ OJ No 117, 19 June 1967, p 2293/67

2 EEC Reg 164/67/EEC of 26.6.67

- 0.1600 u.a./kg for whole eggs, fresh or preserved;
- 0.4935 u.a./kg for whole dried eggs;

WHEREAS overhead costs of production and marketing for separated products include the factors used for whole products; whereas such costs must be divided up according to the constituents of the egg; whereas such division can be made on the basis of the weight ratio and the market value of the liquid constituents of the egg; whereas these costs may be assessed at flat rates of:

- 0.2891 u.a./kg for liquid egg yolks;
- 0.3150 u.a./kg for frozen egg yolks;
- 0.5667 u.a./kg for dried egg yolks;

WHEREAS the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Management Committee for Poultrymeat and Eggs;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

The coefficients expressing the quantities and the ratio mentioned in Article 5(1) of Regulation No 122/67/EEC are fixed as shown in column 3 of the Annex to this Regulation.

Article 2

The standard amount mentioned in Article 7(4) of Regulation No 122/67/EEC is fixed as shown in column 4 of the Annex to this Regulation.

Article 3

This Regulation shall enter into force on 1 July 1967.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 26 June 1967.

For the Commission

The President

Walter HALLSTEIN

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

REGULATION No 199/67/EEC OF THE COMMISSION

of 28 June 1967

fixing the coefficients for calculating levies on derived poultrymeat products

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to Council Regulation No. 123/67/EEC ⁽¹⁾ of 13 June 1967 on the common organisation of the market in poultrymeat, and in particular Article 5(3) thereof;

WHEREAS as regards the products listed in Article 1(2)(d) of Regulation No 123/67/EEC, the levy must be derived from the levy on slaughtered poultry, on the basis of a coefficient expressing the weight ratio of these various products to slaughtered poultry and, where necessary, expressing the average ratio between their market values; whereas this coefficient must also be applied when the sluice-gate price for such products is being fixed;

WHEREAS when the levy on live poultry is being calculated account must be taken of the yield at slaughter of such poultry according to the market presentation of slaughtered poultry of corresponding kinds; whereas it is advisable to use as a basis for the weight ratio the most frequently marketed type of presentation of slaughtered poultry, ie:

- for live cocks, hens and chickens, 70% chickens within the meaning of Council Regulation No 146/67/EEC ⁽²⁾ of 21 June 1967 laying down rules for calculating the levy and the sluice-gate price for poultrymeat;
- for live ducks, 70% ducks;
- for live geese, however, 82% geese should be used as the basis in view of the need to take into account the value of the liver;

WHEREAS poultry halves and quarters are sold without edible offals; whereas the coefficients to be used for calculating the levy on such products must enable a levy to be fixed equal to that on slaughtered poultry without offals, ie:

- for halves or quarters of cocks, hens and chickens, the levy on 65% chickens;
- for halves or quarters of ducks, the levy on 70% ducks;

⁽¹⁾ OJ No 117, 19 June 1967, p 2301/67

⁽²⁾ OJ No 125, 26 June 1967, p 2470/67

2 EEC Reg 199/67/EEC of 28.6.67

- for halves or quarters of geese, the levy on 75% geese;

WHEREAS the market value of breasts and cuts of breasts of turkeys is substantially higher than that of whole slaughtered turkeys; whereas, however, account must be taken of the inedible parts of drumsticks and cuts of drumsticks which depreciates these products as compared with whole slaughtered turkeys; whereas, therefore, in both cases, coefficients should be used which express not only the weight ratios but also the market value ratios;

WHEREAS the market value of boned or boneless poultry cuts, of other prepared or preserved meat or meat offal, of poultry liver other than foie gras (goose or duck), of poultry fat, of breasts and legs other than turkey breasts and drumsticks, included with similar types of presentation under "other", is substantially higher than that of whole slaughtered poultry of corresponding kinds; whereas the abovementioned products when placed on the market may come from any of the kinds of poultry in question; whereas, therefore, the levies on such products should be derived from the average of the levies on 70% chickens, 70% ducks, 75% geese, slaughtered turkeys and slaughtered guinea fowls; whereas, in view of the higher value the levies should be derived by means of coefficients expressing both the weight and the market value ratios of these poultry cuts to slaughtered poultry of the types of presentation mentioned above;

WHEREAS unboned poultry cuts, in the form of whole wings, with or without tips, backs, necks, backs with necks attached, rumps and wing tips as well as edible offals, are used more particularly in the food processing industry, and whereas their market value is substantially lower than that of whole slaughtered poultry; whereas these products may come from any of the kinds of poultry in question; whereas, therefore, the levies on them should be derived from the abovementioned average and coefficients should be fixed expressing both the weight and the market value ratios of these poultry cuts to slaughtered poultry;

WHEREAS foie gras (goose and duck) comes from poultry farms using expensive production techniques; whereas these luxury products have a very much higher market value than that of whole slaughtered poultry; whereas the foie gras placed on the market comes almost exclusively from the livers of geese subjected to intensive fattening; whereas, therefore, the levy on such products should be derived from the levy on 82% geese by means of a coefficient expressing both the weight and the market value ratios of these products to slaughtered poultry;

WHEREAS the market value of the products mentioned above should be determined on the basis of average offer prices for imports into the Community and on the basis of wholesale prices on Community markets recorded over a given period;

WHEREAS the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Management Committee for Poultrymeat and Eggs;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

The coefficients expressing the ratio mentioned in Article 5(1) of

Regulation No 123/67/EEC are fixed as shown in column 3 of the Annex to this Regulation.

Article 2

The terms used in this Regulation to describe the various types of market presentation of slaughtered poultry are those used in Regulation No 146/67/EEC.

Article 3

This Regulation shall enter into force on 1 July 1967.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 28 June 1967.

For the Commission

The President

Walter HALLSTEIN

ANNEX

CCT heading No	Description of derived products	Coefficients	Description of products used for derivation
1	2	3	4
01.05	Live Poultry, that is to say, fowls, ducks, geese, turkeys and guinea fowls		
	B. Other:		
	I. Fowls	0.70	70% chickens
	II. Ducks	0.70	70% ducks
	III. Geese	0.70	82% geese
	IV. Turkeys	0.70	Dead turkeys
	V. Guinea Fowls	0.70	Dead guinea fowls
02.02	B. Poultry cuts (excluding offals):		
	I. Boned or boneless	1.85	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
	II. Unboned:		
	(a) Halves or quarters:		
	1. Of fowls	1	65% chickens
	2. Of ducks	1	70% ducks
	3. Of geese	1	75% geese
	4. Of turkeys	1	Dead turkeys
	5. Of guinea fowls	1	Dead guinea fowls
	(b) Whole wings, with or without tips	0.70	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls

CCT heading No	Description of derived products	Coefficients	Description of products used for derivation
1	2	3	4
02.02 (cont'd)	(c) Backs, necks, backs with necks attached, rumps and wing tips	0.47	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
	(d) Breasts and cuts of breasts of turkeys	1.85	Dead turkeys
	(e) Drumsticks and cuts of drumsticks of turkeys	0.70	Dead turkeys
	(f) Other	1.85	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
	C. Edible poultry offal	0.44	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
02.03	Poultry liver, fresh, chilled, frozen, salted or in brine:		
	A. Foie gras (goose or duck)	8.00	82% geese
	B. Other	1.15	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
ex 02.05	Unrendered poultry fat, fresh, chilled, frozen, salted, in brine, dried or smoked	1.20	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls
15.01	Lard and other rendered pig fat; rendered poultry fat:		
	B. Rendered poultry fat	1.20	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls

CCT heading No	Description of derived products	Coeffi- cients	Description of products used for derivation
1	2	3	4
ex 16.02	Other prepared or pre- served meat or meat offal: B. Other I. Game, poultry or rabbit meat or offal: (a) Poultrymeat or offal: 1. Containing 80% or more by weight of meat, boned or un- boned 2. Other	2.50 1.20	70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls 70% chickens, 70% ducks, 75% geese, dead turkeys, dead guinea fowls

THE EUROPEAN COMMUNITIES

COMMISSION DIRECTIVE

of 30 September 1969

Setting a time limit for the processing of certain agricultural products under inward processing arrangements

(69/354/EEC)

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to the Council Directive of 4 March 1969 ⁽¹⁾ on the harmonisation of provisions laid down by law, regulation or administrative action in respect of inward processing and in particular Article 28 thereof;

WHEREAS Council Regulation (EEC) No 441/69 ⁽²⁾ laid down supplementary general rules for granting export refunds on products subject to a single price system exported in the natural state or in the form of goods not listed in Annex II to the Treaty;

WHEREAS Commission Regulation (EEC) No 1957/69 ⁽³⁾ of 30 September 1969 set out certain supplementary implementing provisions for granting export refunds on products subject to a single price system;

WHEREAS the purpose of the Regulations referred to is to ensure that a balance is maintained between the use of Community basic products in the manufacture of processed products for export to third country basic products brought in under inward processing arrangements on the other;

WHEREAS a general time limit of six months from the date when the basic products were placed under customs control was set by Article 3(3) of Regulation (EEC) No 1957/69 for the export from Community territory of products processed under the arrangements introduced by Regulation (EEC) No 441/69;

WHEREAS it is appropriate, in order to ensure the desired balance between use of Community basic products referred to in Article 1 of Regulation (EEC) No 441/69 and use of products of the same kind imported under inward processing arrangements, to limit in respect of the latter products the period referred to in Article 9(b) of the above Directive;

WHEREAS the provisions of this Directive are in accordance with the Opinion of the Committee on Inward Processing;

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE:

⁽¹⁾ OJ No L 58, 8 March 1969, p 1

⁽²⁾ OJ No L 59, 10 March 1969, p 1

⁽³⁾ OJ No L 250, 4 October 1969, p 1

2 Directive (69/354/EEC) of 30.9.69

Article 1

For the purposes of application of Article 9(b) of the Council Directive of 4 March 1969 on the harmonisation of provisions laid down by law, regulation or administrative action in respect of inward processing the period within which goods imported under inward processing arrangements must be dealt with in any one of the ways specified in Article 13 of that Directive is hereby fixed at a maximum of six months for agricultural products listed in Annex I to that Regulation.

Member States may, however, extend the period for reasons arising out of the inward processing.

Any extension of the period shall be notified to the Commission, which shall inform the Member States thereof.

Article 2

Time limits fixed by authorisations to which Article 33 of the above Directive of 4 March 1969 applies shall remain operative for the period laid down in that Article.

Article 3

Member States shall bring into force not later than 1 October 1969 the measures necessary to comply with this Directive.

Article 4

Each Member State shall inform the Commission of the measures which it adopts to apply this Directive.

The Commission shall communicate the information to the other Member States.

Article 5

This Directive is addressed to the Member States.

Done at Brussels, 30 September 1969

For the Commission

The President

Jean REY

THE EUROPEAN COMMUNITIES

REGULATION (EEC) No 571/70 OF THE COMMISSION

of 26 March 1970

determining the list of egg products covered by the provisions for the advance fixing of export refunds and the destination of such products

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to Council Regulation No 122/67/EEC ⁽¹⁾ of 13 June 1967 on the common organisation of the market in eggs, as last amended by Regulation (EEC) No 436/70 ⁽²⁾, and in particular Article 9(3) thereof;

WHEREAS Article 9(2) of Regulation No 122/67/EEC provides for the advance fixing of export refunds; whereas Article 5(3) of Council Regulation No 175/67/EEC ⁽³⁾ of 27 June 1967 laying down general rules for granting export refunds on eggs and criteria for fixing the amount of such refunds, as amended by Regulation (EEC) No 437/70 ⁽⁴⁾, provides that such advance fixing may cover all products listed in Article 1(1)(b) of Regulation No 122/67/EEC;

WHEREAS Council Regulation (EEC) No 204/69 ⁽⁵⁾ of 28 January 1969 laying down general rules for granting export refunds on certain agricultural products exported in the form of goods not covered by Annex II to the Treaty and criteria for fixing the amount of such refunds, as last amended by Regulation (EEC) No 489/70 ⁽⁶⁾, provides that the system for fixing the rate of the refund in advance may be made to apply to eggs in shell exported as ovalbumin;

WHEREAS the export opportunities for these products make it advisable to provide for fixing refunds for each of these products in advance;

WHEREAS exports to certain third countries which are distant from the Community are subject to special transport conditions and to the staggering of deliveries so that it is necessary to fix refunds for these destinations in advance; whereas, therefore, the list of these third countries should be determined;

- ⁽¹⁾ OJ No 117, 19 June 1967, p 2293/67
- ⁽²⁾ OJ No L 55, 10 March 1970, p 1
- ⁽³⁾ OJ No 130, 28 June 1967, p 2610/67
- ⁽⁴⁾ OJ No L 55, 10 March 1970, p 2
- ⁽⁵⁾ OJ No L 29, 8 February 1969, p 1
- ⁽⁶⁾ OJ No L 62, 18 March 1970, p 1

2 EEC Reg No 571/70/EEC of 26.3.70

WHEREAS the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Management Committee for Poultrymeat and Eggs;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

The export refund provided for in Article 9 of Regulation No 122/67/EEC shall be fixed in advance, on application, for products listed in Annex I and exported to the countries listed in Annex II.

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 April 1970.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 26 March 1970.

For the Commission

The President

Jean REY

ANNEX I.

CCT Heading No	Description of products
04.05	Birds' eggs and egg yolks, fresh, dried or otherwise preserved, sweetened or not: A Eggs in shell, fresh or preserved: I. Poultry eggs: (b) Other (than eggs for hatching) 1. Exported as dried ovalbumin 2. Exported as liquid or frozen ovalbumin B Eggs, not in shell; egg yolks: 1. <u>Suitable for human consumption:</u> (a) Eggs, not in shell: 1. Dried 2. Other (b) Egg yolks: 1. Liquid 2. Frozen 3. Dried

ANNEX II

Asian countries east of Iran and islands of the Indian and Pacific Oceans situated between longitudes 60° East and 180°, except Australia, New Zealand and the USSR.

THE EUROPEAN COMMUNITIES

REGULATION (EEC) No. 2314/69 OF THE COMMISSION

of 19 November 1969

on the forms for transit advice notes provided for under the Community transit system

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to Council Regulation (EEC) No 542/69 ⁽¹⁾ of 18 March 1969 on Community transit, and in particular Article 60 thereof;

WHEREAS in order to ensure standardisation of the forms to be used in preparation of transit advice notes under the Community transit system and to facilitate their use by the customs authorities, it is necessary to specify the requirements which they must satisfy; whereas, for that purpose, it is appropriate to establish a specimen to which they must conform;

WHEREAS the provisions laid down in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Community Transit Committee;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Sole Article

1 The forms used as transit advice notes under the Community transit system shall conform to the specimen set out in the Annex to this Regulation.

2 White paper shall be used with a mechanical pulp content of not more than 10%; it shall be dressed for writing purposes and weigh between 55 and 65 grammes per square metre.

3 The size of the forms shall be 148 x 210 millimetres. They shall be in one of the official languages of the Community.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 19 November 1969.

For the Commission

The President

Jean REY

⁽¹⁾ OJ No L 77, 29 March 1969, p 1

000167

2 Reg (EEC) No 2314/69 of 19.11.69

ANNEX

C.E. (E.C.) E.C.	
(Transit Advice Note) AVIS DE PASSAGE COMMUNITY TRANSIT AVVISO DI PASSAGGIO GRENZUBERGANGSCHEIN KENNISGEVING VAN DOORGANG	
Identification of vehicle	
Transit document	OFFICE OF TRANSIT INTENDED (AND COUNTRY):
Type (T1 or T2) and number	Office of departure
Space reserved for customs use	
Date of transit:	
Signature	
Official stamp	

SPECIMEN

Name and address of printer

THE EUROPEAN COMMUNITIES

REGULATION (EEC) No 1970/70 OF THE COMMISSION

of 30 September 1970

on the Canadian dollar exchange rate to be applied in determining value for customs purposes

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

HAVING REGARD to the Treaty establishing the European Economic Community;

HAVING REGARD to Council Regulation (EEC) No 803/68 ⁽¹⁾ of 27 June 1968 on the valuation of goods for customs purposes, and in particular Article 12(3) thereof;

WHEREAS because of the monetary measures taken by the Government of Canada the variations in value of the Canadian dollar exceed the limits fixed by the rules of the International Monetary Fund;

WHEREAS, as a result, the conditions of application of Article 12(3) of that Regulation are satisfied as regards the Canadian dollar;

WHEREAS the latest selling rate recorded for the Canadian dollar on the most representative exchange market or markets of the Member States is the most appropriate rate of exchange for determining the value of goods for customs purposes, in whatever Member State the valuation is made;

WHEREAS the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Customs Valuation Committee;

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

Where the factors used in determining the value for customs purposes of any goods are expressed in Canadian dollars, the rate of exchange to be applied shall be the latest selling rate recorded on the most representative exchange market or markets of the Member State in which the valuation is made.

Article 2

This Regulation shall apply during such time as the variations in value of the Canadian dollar exceed the limits fixed by the rules of the International Monetary Fund.

Article 3

This Regulation shall enter into force on 1 October 1970.

(¹) OJ No L 148, 28 June 1968, p 6

2 Reg (EEC) No 1970/70 of 30.9.70

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 20 September 1970.

For the Commission

The President

Franco M MALFATTI

Historical Archives of the European Commission

000170

00000019

Historical Archives of the European Commission

000171

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1387 final

Bruxelles, le 9 décembre 1971

annexe 7c/19.

REGLEMENT (CEE) N° 2622/71 DE LA COMMISSION

du 9 décembre 1971

relatif aux modalités concernant les importations de seigle de Turquie

COM(71) 1387 final

REGLEMENT (CEE) N° 2622/71 DE LA COMMISSION

du 9 décembre 1971

relatif aux modalités concernant les importations de seigle de Turquie

- - - - -

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1234/71 du Conseil, du 7 juin 1971, relatif aux importations de certaines céréales de Turquie (1), et notamment son article 4,

considérant que, par le règlement (CEE) n° 1234/71, le Conseil a arrêté des règles d'application du régime spécial à l'importation de seigle de Turquie prévu dans l'accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la Turquie et dans le protocole additionnel à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie;

considérant que ce régime spécial prévoit sous certaines conditions une diminution du prélèvement à percevoir lors de l'importation de seigle en provenance de la Turquie; qu'à cet effet, d'une part l'origine du seigle et le transport direct de celui-ci de la Turquie dans la Communauté doivent être prouvés, et que d'autre part la preuve doit être apportée qu'une taxe spéciale à l'exportation à payer par l'exportateur a été acquittée effectivement;

considérant que les méthodes de coopération administrative et notamment la preuve de l'origine et du transport direct du seigle de la Turquie dans un Etat membre ont été réglées par les décisions du conseil d'association n° 4/71 (2) et n° 5/71 (3), dont les dispositions ont été rendues applicables par le règlement (CEE) n° 1885/71 du Conseil, du 1^{er} septembre 1971, (4); qu'il suffit dès lors de fixer au titre de l'article 3 du règlement (CEE) n° 1234/71 les modalités concernant la preuve de l'acquittement de la taxe spéciale à l'exportation en utilisant le certificat de circulation des marchandises A. TR. 1; qu'il convient donc d'abroger le règlement (CEE) n° 2019/71 de la Commission, du 20 septembre 1971, relatif aux modalités concernant les importations de seigle de Turquie (5) et de le remplacer par le présent règlement;

.../...

- (1) J.O. n° L 130 du 16.6.1971, p. 53;
(2) J.O. n° L 197 du 1.9.1971, p. 2;
(3) J.O. n° L 197 du 1.9.1971, p. 11;
(4) J.O. n° L 197 du 1.9.1971, p. 1;
(5) J.O. n° L 213 du 21.9.1971, p. 7.

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de Gestion des Céréales;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

La preuve, que la taxe spéciale à l'exportation visée aux articles 2 et 3 du règlement (CEE) n° 1234/71 a été acquittée, est apportée à l'autorité compétente de l'Etat membre importateur par la présentation du certificat de circulation des marchandises A. TR. 1. Dans ce cas, l'une des mentions ci-après est apposée dans la rubrique "Observations" par l'autorité compétente :

"Taxe spéciale à l'exportation selon règlement (CEE) n° 1234/71 acquittée pour un montant de".

"Besondere Ausfuhrabgabe gemäß Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 in Höhe von entrichtet".

"Tassa speciale per l'esportazione pagata, secondo regolamento (CEE) n° 1234/71, per un importo di".

"Speciale heffing bij uitvoer bedoeld in Verordening (EEG) nr. 1234/71 ten bedrage van voldaan".

Article 2

Le règlement (CEE) n° 2019/71 de la Commission, du 20 septembre 1971, est abrogé.

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 9 décembre 1971

Par la Commission,

Le Président

(s.) Franco M. MALFATTI

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1387 endg.

Brüssel, den 9. Dezember 1971

VERORDNUNG (EWG) NR. 2622/71 DER KOMMISSION

vom 9. Dezember 1971

über die Einzelheiten der Einfuhr von Roggen aus der Türkei

KOM(71) 1387 endg.

VERORDNUNG (EWG) Nr. 2622/71 DER KOMMISSION

vom 9. Dezember 1971

über die Einzelheiten der Einfuhr von Roggen aus der Türkei

- - - - -

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 des Rates vom 7. Juni 1971 über
die Einfuhr bestimmter Getreidearten aus der Türkei (1), insbesondere auf
Artikel 4,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Mit der Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 hat der Rat Durchführungsvorschriften zu
dem Interimsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und
der Türkei und im Zusatzprotokoll zum Abkommen zur Gründung einer Assoziation
zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei vorgesehenen
besonderen Regelung für die Einfuhr von Roggen aus der Türkei erlassen.

Diese besondere Regelung sieht unter bestimmten Voraussetzungen eine Verringerung
der zu erhebenden Abschöpfung für die Einfuhr von Roggen aus der Türkei vor.
Zu diesem Zweck muß einerseits der Ursprung des Roggens und die unmittelbare
Beförderung desselben aus der Türkei in die Gemeinschaft nachgewiesen werden,
andererseits muß der Nachweis erbracht werden, daß eine vom Exporteur zu ent-
richtende besondere Ausfuhrabgabe auch tatsächlich gezahlt worden ist.

Die Methoden der Zusammenarbeit der Verwaltungen und insbesondere der Nachweis
über den Ursprung und die unmittelbare Beförderung des Roggens aus der Türkei
in einen Mitgliedstaat sind in den Beschlüssen des Assoziationsrats Nr. 4/71 (2)
und Nr. 5/71 (3) geregelt worden, deren Bestimmungen durch die Verordnung (EWG)
Nr. 1885/71 des Rates vom 1. September 1971 (4) anwendbar geworden sind. Es
genügt daher, gemäß Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 die näheren
Einzelheiten über den Nachweis der Entrichtung der besonderen Ausfuhrabgabe
durch Verwendung der Warenverkehrsbescheinigung A. TR. 1 festzulegen. Es
erscheint deshalb angezeigt, die Verordnung (EWG) Nr. 2019/71 der Kommission
vom 20. September 1971 über die Einzelheiten der Einfuhr von Roggen aus der
Türkei (5) aufzuheben und durch die vorliegende Verordnung zu ersetzen.

.../...

- (1) ABl. Nr. L 130 vom 16.6.1971, S. 53;
(2) ABl. Nr. L 197 vom 1.9.1971, S. 2;
(3) ABl. Nr. L 197 vom 1.9.1971, S. 11;
(4) ABl. Nr. L 197 vom 1.9.1971, S. 1;
(5) ABl. Nr. L 213 vom 21.9.1971, S. 7.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Getreide -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Der Nachweis, daß die in den Artikeln 2 und 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 genannte besondere Ausfuhrabgabe entrichtet worden ist, erfolgt durch die Vorlage der Warenverkehrsbescheinigung nach Formblatt A. TR. 1 bei der zuständigen Behörde des einführenden Mitgliedstaates. In diesem Fall ist in der Rubrik "Bemerkungen" eine der folgenden Angaben durch die zuständige Behörde einzutragen :

"Besondere Ausfuhrabgabe gemäß Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 in Höhe von entrichtet".

"Taxe spéciale à l'exportation selon règlement (CEE) n° 1234/71 acquittée pour un montant de".

"Tassa speciale per l'exportazione pagata, secondo regolamento (CEE) n° 1234/71, per un importo di".

"Speciale heffing bij uitvoer bedoeld in Verordening (EEG) nr. 1234/71 ten bedrage van voldaan".

Artikel 2

Die Verordnung (EWG) Nr. 2019/71 der Kommission vom 20. September 1971 wird aufgehoben.

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 9. Dezember 1971

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALATTI

000177

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1387 def.

Bruxelles, il 9 dicembre 1971

REGOLAMENTO (CEE) N° 2622/71 DELLA COMMISSIONE

del 9 dicembre 1971

relative alle modalità concernenti le importazioni di segala dalla Turchia

COM(71) 1387 def.

REGOLAMENTO (CEE) N° 2622/71 DELLA COMMISSIONE

del 9 dicembre 1971

relativo alle modalità concernenti le importazioni di segala dalla Turchia

- - - -

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n° 1234/71 del Consiglio, del 7 giugno 1971, relativo alle importazioni di alcuni cereali dalla Turchia (1), in particolare l'articolo 4,

considerando che con il regolamento (CEE) n° 1234/71, il Consiglio ha adottato delle regole di applicazione del regime speciale all'importazione di segala dalla Turchia, previsto dall'accordo interinale tra la Comunità economica europea e la Turchia e dal protocollo addizionale dell'accordo che crea un'associazione tra la Comunità economica europea e la Turchia;

considerando che detto regime speciale prevede, a talune condizioni, una diminuzione del prelievo da percepirsi nella Comunità all'atto dell'importazione di segala in provenienza dalla Turchia; che a tal uopo si deve provare, da un lato, l'origine della segala e il trasporto diretto di quest'ultima dalla Turchia nella Comunità, e dall'altro l'avvenuto versamento da parte dell'esportatore di una tassa speciale all'esportazione;

considerando che i metodi di cooperazione amministrativa e particolarmente la prova dell'origine e del trasporto diretto della segala dalla Turchia in uno Stato membro sono stati regolati dalle decisioni di associazione del Consiglio n° 4/71 (2) e n° 5/71 (3), le cui disposizioni sono ^{state} rese applicabili dal regolamento (CEE) n° 1885/71 del Consiglio, del 1° settembre 1971 (4); che è sufficiente dunque fissare secondo l'articolo 3 del regolamento (CEE) n° 1234/71 le modalità concernenti la prova del pagamento della tassa speciale all'esportazione, utilizzando il certificato per la circolazione delle merci A. T.R. 1; che occorre pertanto abrogare il regolamento (CEE) n° 2019/71 della Commissione, del 20 settembre 1971, relativo alle modalità per le importazioni di segala dalla Turchia (5) e sostituirlo col presente regolamento;

- (1) G.U. n° L 130 del 16.6.1971, pag. 53;
 (2) G.U. n° L 197 del 1.9.1971, pag. 2;
 (3) G.U. n° L 197 del 1.9.1971, pag. 11;
 (4) G.U. n° L 197 del 1.9.1971, pag. 1;
 (5) G.U. n° L 213 del 21.9.1971, pag. 7.

.../...

considerando che le misure previste dal presente regolamento sono conformi al parere del Comitato di Gestione per i Cereali;

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

La prova che la tassa speciale all'esportazione di cui alle disposizioni degli articoli 2 e 3 del regolamento (CEE) n° 1234/71, è stata pagata è fornita all'autorità competente dello Stato membro importatore mediante presentazione del certificato di circolazione delle merci A.T.R. 1. In tale caso una delle diciture seguenti è apposta nella casella "Osservazioni"/^{a cura} dell'autorità competente :
"Taxe spéciale à l'exportation selon règlement n° 1234/71 acquittée pour un montant de "

"Besondere Ausfuhrabgabe gemäss Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 in Höhe von entrichtet".

"Tassa speciale per l'esportazione pagata, secondo regolamento n. 1234/71 per un importo di "

"Speciale heffing bij uitvoer bedoeld in Verordening (EEG) nr. 1234/71 ten bedrage van voldaan".

Articolo 2

Il regolamento (CEE) n° 2019/71 della Commissione, del 20 settembre 1971, è abrogato.

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla ^{sua} pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 9 dicembre 1971

Per la Commissione,

Il Presidente

(F.to) Franco M. ALFATTI

000180

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1387 def.

Brussel, 9 december 1971

VERORDENING (EEG) Nr. 2622/71 VAN DE COMMISSIE

van 9 december 1971

houdende nadere bepalingen met betrekking tot invoer van rogge
van Turkije

COM(71) 1387 def.

VERORDENING (EEG) Nr. 2622/71 VAN DE COMMISSIE

van 9 december 1971

houdende nadere bepalingen met betrekking tot invoer van rogge
uit Turkije

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
Gelet op Verordening (EEG) Nr. 1234/71 van de Raad van 7 juni 1971 met betrekking tot de invoer van bepaalde graansoorten uit Turkije (1), en met name op artikel 4,

Overwegende dat de Raad bij Verordening (EEG) Nr. 1234/71 uitvoeringsbepalingen heeft vastgesteld voor de bijzondere regeling bij invoer van rogge uit Turkije, zoals voorzien in de Interimovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije en in het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst waarbij een Associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije;

Overwegende dat deze bijzondere regeling onder bepaalde voorwaarden in een vermindering van de bij invoer van rogge afkomstig uit Turkije in de Gemeenschap te innen heffing voorziet; dat hiertoe enerzijds moet worden bewezen dat de rogge afkomstig en rechtstreeks vervoerd is uit Turkije naar de Gemeenschap en anderzijds het bewijs moet worden bijgebracht, dat een door de exporteur te betalen speciale heffing bij uitvoer inderdaad werd voldaan;

Overwegende dat de methoden van administratieve samenwerking en met name die voor het leveren van het bewijs inzake de oorsprong en het rechtstreeks vervoer van de rogge vanuit Turkije naar een Lid-Staat vastgelegd zijn in de besluiten nr. 4/71 (2) en nr. 5/71 (3) van de Associatieraad, waarvan de bepalingen van toepassing zijn geworden door Verordening (EEG) Nr. 1885/71 van de Raad van 1 september 1971 (4); dat het derhalve voldoende is overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EEG) Nr. 1234/71 de nadere bepalingen vast te stellen inzake het leveren van het bewijs van bepaling van de speciale heffing bij uitvoer, waarbij gebruik wordt gemaakt van het certificaat inzake goederenverkeer A. TR. 1; dat het dus noodzakelijk is Verordening (EEG) nr. 2019/71 van de Commissie van 20 september 1971 met betrekking tot de bepalingen bij invoer van rogge uit Turkije (5) in te trekken en hem door deze verordening te vervangen;

.../...

(1) PB. nr. L 130 van 16-6-1971, blz. 53.

(2) PB. nr. L 197 van 1-9-1971, blz. 2.

(3) PB. nr. L 197 van 1-9-1971, blz. 11.

(4) PB. nr. L 197 van 1-9-1971, blz. 1.

(5) PB. nr. L 213 van 21-9-1971, blz. 7.

Overwegende dat de in deze beschikking vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het Comité van beheer voor granen,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Het bewijs, dat de exporteur de speciale heffing bij uitvoer bedoeld in de artikelen 2 en 3 van Verordening (EEG) Nr. 1234/71 heeft voldaan wordt aan de bevoegde autoriteit geleverd door overlegging van het certificaat inzake goederenverkeer A. TR. 1. In dit geval moet de bevoegde autoriteit onder het hoofd "Opmerkingen" een van de volgende vermeldingen opnemen :

"Speciale heffing bij uitvoer bedoeld in Verordening (EEG) nr. 1234/71 ten bedrage van voldaan".

"Taxe spéciale à l'exportation selon règlement (CEE) n° 1234/71 acquittée pour un montant de".

"Besondere Ausfuhrabgabe gemäss Verordnung (EWG) Nr. 1234/71 in Höhe von entrichtet".

"Tassa speciale per l'esportazione pagata, secondo regolamento (CEE) n° 1234/71, per un importo di".

Artikel 2

Verordening (EEG) nr. 2019/71 van de Commissie van 20 september 1971 wordt ingetrokken.

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Brussel, 9 december 1971

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

000183

00000020

Historical Archives of the European Commission

000184

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1388 final

Bruxelles, le 1er décembre 1971

Annexe 7E/20.

DECISION DE LA COMMISSION

du 1er décembre 1971

autorisant la République française à exclure du traitement communautaire les préparations et conserves de baies sylvestres et pulpes de fruits rouges, des positions ex 08.10, 08.11 ex D, 20.06 B II ex a 7, 20.06 B II ex c 1 cc du Tarif douanier commun, originaires de Roumanie et mises en libre pratique dans les autres États membres

COM(71) 1388 final

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION
du 1er décembre 1971

autorisant la République française à exclure du traitement communautaire les préparations et conserves de baies sylvestres et pulpes de fruits rouges des positions ex 08.10, 08.11 ex D, 20.06 B II ex a 7, 20.06 B II ex c 1 cc du Tarif douanier commun, originaires de Roumanie et mises en libre pratique dans les autres Etats membres

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 115 premier alinéa,

Vu le recours à l'article 115 alinéa 1 du Traité que le Gouvernement français a introduit auprès de la Commission par télex de sa Représentation permanente auprès des Communautés européennes, le 26 novembre 1971, en vue d'être autorisé à exclure du traitement communautaire les préparations et conserves de baies sylvestres et pulpes de fruits rouges des positions ex 08.10, 08.11 ex D, 20.06 B II ex a 7 et 20.06 B II ex c 1 cc du Tarif douanier commun, originaires de Roumanie et mises en libre pratique dans les autres Etats membres,

Considérant que les disparités dans les mesures de politique commerciale appliquées pour ces produits à l'égard de la Roumanie par la France, d'une part, et les autres Etats membres, d'autre part, provoquent des détournements de trafic,

Considérant que ces détournements de trafic empêchent l'exécution des mesures de politique commerciale adoptées par la France à l'égard de la Roumanie,

- 2 -

Considérant qu'il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de mettre en oeuvre les méthodes par lesquelles les autres Etats membres apporteraient la coopération nécessaire,

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser, pour une période limitée, l'application de mesures de protection, au titre de l'article 115 premier alinéa, dans les conditions qui sont définies par la décision de la Commission du 12 mai 1971 notamment en son article premier (1),

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

La République française est autorisée à exclure du traitement communautaire les importations des produits suivants :

N° T.D.C.	Désignation des produits
ex 08.10	Baies sylvestres et pulpes de fruits rouges, cuites ou non, à l'état congelé, sans addition de sucre
08.11 ex D	Baies sylvestres et pulpes de fruits rouges conservées provisoirement, mais impropres à la consommation en l'état
20.06 B II	Préparations et conserves de baies sylvestres et pulpes de fruits rouges, sans addition d'alcool
ex a 7	avec addition de sucre - en emballages immédiats d'un contenu net de plus de 1 kg
ex c 1 cc	sans addition de sucre - en emballages immédiats d'un contenu net de 4,5 kg ou plus

(1) 71/202/CEE, J.O. L 121 du 3 juin 1971.

- 3 -

originaires de Roumanie et mis en libre pratique dans les autres Etats membres, pour lesquelles la date de dépôt des demandes de titres d'importation est postérieure au 16 novembre 1971.

Article 2

La présente décision est applicable jusqu'au 31.12.1971.

Article 3

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1er décembre 1971

Par la Commission

Le Président

(s.) Franco M. Malfatti

000188

00000021

Historical Archives of the European Commission

000189
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1389 final

Bruxelles, le 1er décembre 1971

Bruxelles 76/21

DECISION DE LA COMMISSION

du 1er décembre 1971

autorisant la République française à exclure du traitement
communautaire les appareils d'enregistrement et de reproduction du
son, de la position 92.11 A III du Tarif douanier
commun, originaires du Japon et mis en libre pratique dans les
autres États membres

COM(71) 1389 final

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION

du 1er décembre 1971

autorisant la République française à exclure du traitement communautaire les appareils d'enregistrement et de reproduction du son, de la position 92.11 A III du Tarif douanier commun, originaires du Japon et mis en libre pratique dans les autres Etats membres

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 115 premier alinéa,

Vu le recours à l'article 115 premier alinéa du Traité que le Gouvernement français a introduit auprès de la Commission par télex de sa Représentation permanente auprès des Communautés européennes, le 26 novembre 1971, en vue d'être autorisé à exclure du traitement communautaire les appareils d'enregistrement et de reproduction du son, de la position 92.11 A III du Tarif douanier commun, originaires du Japon et mis en libre pratique dans les autres Etats membres,

Considérant que les disparités dans les mesures de politique commerciale appliquées pour ces produits à l'égard du Japon par la France, d'une part, et les autres Etats membres, d'autre part, provoquent des détournements de trafic,

Considérant que ces détournements de trafic empêchent l'exécution des mesures de politique commerciale adoptées par la France à l'égard du Japon,

Considérant qu'il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de mettre en oeuvre les méthodes par lesquelles les autres Etats membres apporteraient la coopération nécessaire,

- 2 -

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser, pour une période limitée, l'application de mesures de protection, au titre de l'article 115 premier alinéa, dans les conditions qui sont définies par la décision de la Commission du 12 mai 1971, notamment en son article premier (1),

Considérant que, pour les produits en question, un régime uniforme d'importation pourrait être adopté dans le cadre d'une politique commerciale commune à l'égard du Japon et que la validité de ces mesures devrait être limitée à l'application d'un tel régime,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

La République française est autorisée à exclure du traitement communautaire les importations d'appareils d'enregistrement et de reproduction du son, de la position 92.11 A III du Tarif douanier commun, originaires du Japon et mis en libre pratique dans les autres Etats membres, pour lesquelles la date de dépôt des demandes de titres d'importation est postérieure au 16 novembre 1971.

Article 2

La validité de la présente décision est limitée à la mise en application d'un régime uniforme d'importation dans le cadre d'une politique commerciale commune à l'égard du Japon et au plus tard au 31.3.1972.

.../.

(1) Décision 71/202/CEE - J.O. L 121 du 3.6.1971.

Article 3

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1er décembre 1971

Par la Commission

Le Président

(s.) Franco M. Malfatti

Historical Archives of the European Commission

000193

00000022

Historical Archives of the European Commission

000194

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1396 final

Bruxelles, le 7 décembre 1971

Annexe PE/22

Proposition d'un

RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 1599/71 fixant les
conditions supplémentaires auxquelles doivent répondre les
vins importés destinés à la consommation humaine directe

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(71) 1396 final

Exposé des Motifs

La mise en application du règlement (CEE) n° 1599/71 du Conseil fixant des conditions supplémentaires auxquelles doivent répondre les vins importés destinés à la consommation humaine directe est fixée pour le 1er janvier 1972.

En raison des difficultés rencontrées pour l'élaboration des modalités d'application et des délais nécessaires pour arrêter certaines dispositions avec les pays tiers, il s'avère que la date prévue ne pourra pas être respectée. Pour cette raison, la Commission propose au Conseil de reporter la date du 1er janvier 1972 au 1er avril 1972.

Proposition d'un
RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 1599/71 fixant les conditions supplémentaires auxquelles doivent répondre les vins importés destinés à la consommation humaine directe

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté Economique Européenne,

vu le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil, du 28 avril 1970, portant dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2312/71 (2), et notamment son article 28 paragraphe 1 sous b),

vu la proposition de la Commission,

considérant que le règlement (CEE) n° 1599/71 du Conseil, du 20 juillet 1971 (3), a fixé les conditions supplémentaires auxquelles doivent répondre les vins importés destinés à la consommation humaine directe; que l'article 4 de ce règlement prévoit la mise en application de ces conditions supplémentaires à partir du 1er janvier 1972; qu'en égard à la complexité des problèmes posés en la matière, il n'apparaît pas possible de respecter le délai prescrit et qu'il y a lieu, dès lors, de reporter la date du 1er janvier 1972,

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La date du 1er janvier 1972 figurant à l'article 4 du règlement n° 1599/71 est remplacée par celle du 1er avril 1972.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés Européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

(1) J.O. N° L 59 du 5.5.1970, p. 1
(2) J.O. N° L 244 du 30.10.1971, p. 9
(3) J.O. N° L 168 du 27.7.1971, p. 3

000197

00000023

Historical Archives of the European Commission

000198

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(71) 710 final

Bruxelles, le 16 décembre 1971

Annexe 7E/23.

Coopération avec la Commission américaine de l'Energie
atomique (USAEC) en matière de documentation nucléaire

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

PROJET D'ACCORD

E N T R E

LES ÉTATS-UNIS, LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE (EURATOM), LE ROYAUME DE BELGIQUE, LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, LE GRAND-
DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS EN MATIÈRE
D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES NUCLÉAIRES

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Objet : Coopération avec la Commission américaine de l'Energie atomique (USAEC) en matière de documentation nucléaire

Sur la base des directives du Conseil (*) et en liaison avec les experts de cinq Etats membres pour ce qui concerne la documentation issue des programmes de recherche nucléaire effectués dans le cadre national, la Commission a négocié avec la Commission américaine de l'Energie atomique le projet d'accord ci-joint d'échange de documentation nucléaire.

La Commission est d'avis que le résultat de ces négociations est conforme aux intérêts de la Communauté comme des pays membres concernés. En conséquence, elle demande au Conseil d'approuver la conclusion, par la Commission, au nom de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, de l'accord joint en annexe. En outre, elle demande aux Etats membres qui n'ont pas encore conclu d'accord à ce sujet avec l'USAEC et qui sont disposés à accepter les clauses du projet d'accord envisagé, de signer conjointement avec la Commission le même document, lequel engagerait, respectivement, la Communauté pour ce qui est de la documentation issue de son propre programme de recherche, et chacun des cinq Etats membres en cause pour ce qui concerne la documentation issue des programmes de recherche effectués dans le cadre national.

(*) cf. PV de la 81ème session du Conseil en date du 6.10.1969 et doc. R/1720 (ATO 113).

PROJET D'ACCORD

E N T R E

LES ETATS-UNIS, LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (EURATOM), LE ROYAUME DE BELGIQUE, LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LA REPUBLIQUE ITALIENNE, LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS EN MATIERE D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES NUCLEAIRES

Préambule

Considérant que les informations en matière de recherche et de développement dans le domaine nucléaire font l'objet d'une volumineuse documentation aux Etats-Unis d'Amérique et dans les Communautés Européennes et que des efforts considérables ont été consacrés par la Commission américaine de l'Energie Atomique (ci-après dénommée U.S.A.E.C.) et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM) à la mise au point de systèmes d'information afin d'assurer toute facilité d'accès à la documentation nucléaire;

Considérant que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et EURATOM ont conclu, le 8 novembre 1958 et le 11 juin 1960, des accords de coopération pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, englobant l'échange d'informations "non classifiées";

Considérant que les Etats-Unis, représentés par l'USAEC, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM), représentée par la Commission des Communautés Européennes (ci-après dénommée la Commission Européenne), le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, ci-après dénommés les parties, désirent coopérer en favorisant la diffusion efficace d'information d'ordre scientifique et technique en matière nucléaire;

les parties sont convenues des dispositions suivantes :

Article IDéfinitions

Aux fins du présent accord, on entend par :

1. "Documentation" : les publications scientifiques et techniques non classifiées, paraissant sous quelque forme que ce soit, y compris livres, articles de journaux, textes de conférence, thèses, brevets et rapports, cette énumération n'étant pas limitative.
2. "Documentation non courante" : les formes de documentation non disponibles pour la vente au public, y compris textes et thèses, brevets et rapports, cette énumération n'étant pas limitative.

3. "Domaine considéré" : un nombre limité de secteurs spécifiques de la science, choisis dans l'ensemble des disciplines scientifiques comportant les sujets ou matières à propos desquels une documentation doit être rassemblée et échangée conformément au présent accord.
4. "Stock d'informations" : les citations bibliographiques, résumés et répertoires établis à partir de la documentation relative au domaine considéré et emmagasinés sous forme lisible mécaniquement, d'ordinaire sur une bande magnétique d'ordinateur.

Article II

Responsabilité des parties

1. Les parties s'engagent à coordonner leurs efforts pour recueillir, évaluer, traiter et diffuser la documentation nucléaire élaborée sur leurs territoires respectifs ou, dans le cas d'Euratom, dans l'exécution de son programme de recherche.
2. Les parties uniront tous leurs efforts pour faire en sorte que la collecte et le traitement de la documentation pertinente soient assurés complètement et sans retard.
3. Les méthodes de travail et les aspects techniques ayant trait à l'exécution du présent accord, y compris la délimitation du domaine considéré, le format des bandes, les thésaurus et les normes destinées à permettre l'entrée des informations dans les systèmes de l'une et de l'autre partie, cette énumération n'étant pas limitative, devront faire l'objet d'un accord entre l'USAEC et EURATOM agissant en son nom propre et pour le compte des autres parties. Les parties reconnaissent que ces méthodes de travail et ces aspects techniques devront être réexaminées périodiquement et seront sujets à révision afin de tenir compte des modifications éventuelles survenues dans les intérêts des parties, des nouveaux développements de la science et de la technologie, ou pour les harmoniser avec les accords d'échange similaires à ceux qui sont prévus par le présent accord et que les parties pourraient conclure avec d'autres pays ou organisations. Les parties estiment que les examens et révisions susvisés pourraient être effectués par des comités, des groupes de travail, ou par d'autres moyens de consultation entre elles et avec les parties à d'autres accords d'échange similaires.
4. En mettant au point les méthodes de travail et les aspects techniques ayant trait à l'exécution du présent accord, les parties ne perdront pas de vue le programme de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de Vienne, qui vise à développer un système international d'information nucléaire, ni le fait que d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux sont en cours d'élaboration par divers pays en vue d'une coopération dans les échanges d'informations nucléaires. En conséquence, les parties veilleront à s'assurer que les méthodes de travail et les aspects techniques mis au point dans le cadre d'une telle coopération bilatérale et multilatérale sont compatibles et favoriseront une transition souple et effective vers le système international d'informations nucléaires.

5. La Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM) agissant à cette fin par la Commission Européenne
- a) examinera toute la documentation rendant compte des travaux ayant bénéficié d'une aide financière totale ou partielle de la part des Communautés Européennes et publiés à l'origine dans les Communautés Européennes, et sélectionnera dans celle-ci toute la documentation entrant dans le domaine considéré;
 - b) établira des résumés en langue anglaise de la documentation ainsi choisie;
 - c) dressera un index en langue anglaise de la documentation choisie en utilisant le thésaurus de mots-clés convenu;
 - d) fournira à l'USAEC des résumés et des index de la documentation choisie, ainsi que des citations bibliographiques appropriées (initialement sous forme dactylographiée, à remplacer dès qu'il sera possible, par une forme lisible mécaniquement, adoptée d'un commun accord) et des copies de toute documentation non courante sous forme imprimée ou sous forme microfiches.
6. Les gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas
- a) examineront toute la documentation publiée à l'origine respectivement en Belgique, dans la République fédérale d'Allemagne, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas et sélectionneront dans celle-ci toute celle qui entre dans le domaine considéré;
 - b) établiront des résumés en langue anglaise de la documentation ainsi choisie;
 - c) dresseront un index en langue anglaise de la documentation choisie en utilisant le thésaurus de mots-clés convenu;
 - d) fourniront à l'USAEC des résumés et des index de la documentation choisie, ainsi que des citations bibliographiques appropriées (initialement sous forme dactylographiée, à remplacer dès qu'il sera possible, par une forme lisible mécaniquement, adoptée d'un commun accord) et des copies de toute documentation non courante sous forme imprimée ou sous forme de microfiches.
7. L'U.S.A.E.C.
- a) examinera toute la documentation publiée à l'origine aux Etats-Unis d'Amérique et sélectionnera dans celle-ci toute celle qui entre dans le domaine considéré;
 - b) établira des résumés en langue anglaise de la documentation ainsi choisie;
 - c) dressera un index en langue anglaise de la documentation choisie en utilisant le thésaurus de mots-clés convenu;

- a) fournira aux autres parties des résumés et des index de la documentation choisie, ainsi que des citations bibliographiques appropriées (initialement sous forme dactylographiée, à remplacer dès qu'il sera possible par une forme lisible mécaniquement, adoptée d'un commun accord) et des copies de toute documentation non courante sous forme imprimée ou sous forme de microfiches.
8. Chacune des parties supportera les dépenses entraînées par ses activités au titre du présent accord.

Article III

1. Chacune des parties aura le droit exclusif de fixer les conditions et modalités d'utilisation du stock d'informations à l'intérieur de son territoire.
2. Chacune des parties aura le droit exclusif de fixer les conditions et modalités d'utilisation en dehors du territoire des autres parties des éléments du stock d'informations qu'elle aura fournies.
3. Si l'une des parties négocie un accord visant à la contribution d'un autre pays ou d'une autre organisation internationale au stock d'informations, elle veillera à ce que les autres parties au présent accord obtiennent le droit d'utiliser, à l'intérieur de leurs territoires, les informations complémentaires ainsi apportées au stock existant.
4. L'application ou l'utilisation de toute information échangée ou transmise entre les parties en vertu du présent accord se fera sous la responsabilité des parties qui auront reçu l'information et l'autre partie ne sera pas garante de l'exactitude ou de l'état complet de cette information, ni de la pertinence de cette information pour une utilisation ou application particulière quelle qu'elle soit.

Article IV

Durée de validité

Le présent accord demeurera en vigueur pendant une période de trois ans à compter de sa signature par les parties; la durée de validité pourra être prorogée par accord mutuel des parties. Chaque partie pourra mettre fin à sa participation au titre du présent accord moyennant un préavis de six mois.

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
BETWEEN THE UNITED STATES
THE EUROPEAN ATOMIC ENERGY COMMUNITY (EURATOM), THE
KINGDOM OF BELGIUM, THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY,
THE ITALIAN REPUBLIC, THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG
AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS IN THE FIELD OF
NUCLEAR SCIENCE AND TECHNOLOGY INFORMATION

Preamble

WHEREAS, nuclear research and development information is reported in a large body of documentation within the United States of America and the European Communities, and considerable effort has been devoted by the United States Atomic Energy Commission (hereinafter referred to as USAEC) and the European Atomic Energy Community (EURATOM) to the development of information systems to ensure ready access to nuclear documentation; and

WHEREAS, the Government of the United States of America and EURATOM entered into agreements on November 8, 1958, and June 11, 1960, which provide for cooperation in the peaceful uses of atomic energy, including the exchange of unclassified information; and

WHEREAS, the United States, represented by the USAEC, the European Atomic Energy Community (EURATOM), represented by the Commission of the European Communities (hereinafter referred to as the European Commission), the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, the Grand-Duchy of Luxemburg and the Kingdom of the Netherlands (together hereinafter referred to as the parties) desire to cooperate in promoting the effective dissemination of scientific and technical information in the nuclear field;

The parties therefore agree as follows :

Article I

Definitions

For the purposes of this Memorandum :

1. "Documentation" means unclassified scientific and technical literature appearing in any form, including but not limited to books, journal articles, conference papers, theses, patents and reports.
2. "Non-conventional documentation" means forms of documentation not readily available for sale to the public, including but not limited to such forms as theses, patents and reports.
3. "Subject scope" means a limited number of specific areas of fields of science selected from the total range of scientific disciplines which delineate the topics of subject matter on which documentation is to be collected and exchanged pursuant to this Memorandum.

4. "Data file" means bibliographic citations, abstracts and indexes compiled from documentation within the subject scope and stored in machine-readable form, usually on magnetic computer tape.

Article II

Responsibilities of the Parties

1. The parties undertake to coordinate their efforts in the collection, evaluation, processing, and dissemination of nuclear documentation generated in their respective territories, or, in the case of EURATOM, in the execution of its research program.
2. The parties shall exercise their best efforts to ensure that the collection and processing of relevant documentation are complete and timely.
3. The operational procedures and technical aspects relating to the implementation of this Memorandum, including but not limited to subject scope, tape formats, thesauri, and standards for preparing input into each other's information systems, shall be subject to agreement between the USAEC and EURATOM acting for itself and on behalf of the other parties. The parties recognize that such operational procedures and technical aspects will require periodic review and will be subject to revision to reflect changing interests of the parties, to take account of new developments in science and technology, or to achieve conformity with exchange arrangements similar to those provided for under this Memorandum which the parties may make with other countries or organizations. The parties expect that the reviews and revisions referred to above may be achieved through committees, task forces, or by other means of consultation among the parties of this and like exchange arrangements.
4. In developing the operational procedures and technical aspects relating to the implementation of this Memorandum, the parties will bear in mind the program of the International Atomic Energy Agency to develop an International Nuclear Information System and the fact that other arrangements of a bilateral or multilateral nature are being undertaken by various nations for cooperation in the exchange of nuclear information. Accordingly, the parties shall seek to assure that the operational procedures and technical aspects developed through such bilateral and multilateral cooperation are compatible and will be conducive to a smooth and effective transition into the International Nuclear Information System.
5. The European Atomic Energy Community (EURATOM), represented by the European Commission, shall :

- i) Scan all documentation reporting work supported in whole or in part with European Communities funds originally published in the European Communities, and selected therefrom all documentation which falls within the subject scope;
 - ii) Prepare abstracts in the English language of the documentation thus selected;
 - iii) Index the selected documentation in the English language using the agreed-upon thesaurus of keywords;
 - iv) Provide to the USAEC abstracts and indexes of the selected documentation, along with appropriate bibliographic citations (initially in typed form, to be changed as soon as practical into a mutually agreed-upon machine-readable form), and copies of all non-conventional documentation in printed or microfiche form.
6. The Governments of the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, the Grand-Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands shall :
- i) Scan all documentation originally published respectively in Belgium, in the Federal Republic of Germany, in Italy, in Luxembourg and in the Netherlands, and select therefrom all documentation which falls within the subject scope.
 - ii) Prepare abstracts in the English language of the documentation thus selected;
 - iii) Index the selected documentation in the English language using the agreed-upon thesaurus of keywords;
 - iv) Provide to the USAEC abstracts and indexes of the selected documentation along with appropriate bibliographic citations (initially in typed form, to be changed as soon as practical into a mutually agreed-upon machine-readable form), and copies of all non-conventional documentation in printed or microfiche form.
7. The USAEC shall :
- i) Scan all documentation originally published in the United States of America and select therefrom all documentation which falls within the subject scope;
 - ii) Prepare abstracts in the English language of the documentation thus selected.
 - iii) Index the selected documentation in the English language using the agreed-upon thesaurus of keywords;

- iv) Provide to the other parties abstracts and indexes of the selected documentation, along with appropriate bibliographic citations (initially in typed form, to be changed as soon as practical into a mutually agreed-upon machine-readable form), and copies of all non-conventional documentation in printed or microfiche form.
8. Each of the parties shall bear the expense of its activities under this Memorandum.

Article III

Use of the data file

1. Each party has the exclusive right to establish terms and conditions for use of the data file within its territory.
2. Each party has the exclusive right to establish terms and conditions for use of its own contributions to the data file outside the territories of the other parties.
3. Should any of the parties negotiate an arrangement for input to the data file by another country or international organization, the negotiating party shall employ its best efforts to assure that the other parties to this Memorandum have the right to use within their territories such additional input to the data file.
4. The application or use of any information exchanged or transferred between the parties under this Memorandum shall be the responsibility of the parties receiving it, and the other party does not warrant the accuracy or completeness of such information, nor the suitability of such information for any particular use or application.

Article IV

Duration

This Memorandum shall remain in force for a period of three years after signature by the parties and may be extended by mutual agreement of the parties. Any party may, upon six months' notice, terminate its participation under this Memorandum.

000208

00000024

Historical Archives of the European Commission

000209

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(71) 4376 final

Bruxelles, le 10 décembre 1971

annexe 7E/24

SUPPLEMENT AU TREIZIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL
SUR LES ADAPTATIONS TECHNIQUES DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES A
LA SITUATION DE LA COMMUNAUTE ELARGIE
("AFFAIRES SOCIALES")

SUPPLEMENT AU 13ème RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL SUR
LES ADAPTATIONS TECHNIQUES DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES A LA SITUATION
DE LA COMMUNAUTE-ELARGIE ("AFFAIRES SOCIALES")

1. La Commission présente un supplément au 13ème Rapport Intérimaire de la Commission au Conseil sur les adaptations techniques des réglementations communautaires à la situation de la Communauté élargie ("Affaires sociales" - DOC. SEC(71) 2162 final du 16 juillet 1971).

Ce supplément se réfère aux adaptations à apporter au règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. (1).

J.O. n° L 149/2 du 5 juillet 1971

2. Ces adaptations ont été rédigées à la demande soit des délégations des pays candidats soit de la délégation de la Commission. Il s'agit d'appliquer aux législations du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège, les principes du Traité en la matière, c'est-à-dire, égalité de traitement, totalisation des périodes et paiement des prestations sur le territoire de tous les Etats membres, ainsi que les dispositions qui les précisent, dans le récent règlement 1408 du 14 juin 1971 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants. Des adaptations sont nécessaires du fait notamment que ces législations ont sur plusieurs points des fondements différents : par exemple certains risques sont couverts pour tous les habitants mais les prestations ne sont servies que si le bénéficiaire réside dans l'Etat considéré.

3. Il fallait également déterminer par quel moyen distinguer pour chaque pays les travailleurs qui sont, sauf exception, les seuls bénéficiaires du règlement communautaire. De même les conditions de résidence devaient être levées ou réputées remplies par la résidence dans un autre Etat membre.

(1) cf. point 2 du 13ème Rapport Intérimaire.

4. Enfin, certaines prestations qualifiées de prestations d'assistance posaient le problème du champ d'application matériel du règlement. Ce dernier point fait l'objet du chapitre I des observations générales ci-après. Selon leur nature les adaptations techniques sont proposées soit comme une modification limitée d'un article du règlement soit sous forme d'inscriptions dans les diverses annexes, comme cela a été fait pour les six Etats membres.

5. De surcroît, a été reprise en annexe de ce rapport, la décision du Conseil du 14 juin 1971 portant application aux départements français d'outre-mer de l'article 51 du Traité; cet acte ne nécessite aucune adaptation technique.

6. L'acte juridique qui n'appelle pas d'adaptation technique a été repris en annexe I.

Le règlement n° 1408 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale a été repris dans l'annexe II de ce rapport.

A. OBSERVATIONS GENERALES

I. Champ d'application matériel du règlement

Au cours des travaux préparatoires, les délégations des Etats candidats ont posé plusieurs questions au sujet du champ d'application matériel du règlement (articles 4 et 5 du règlement).

En vertu de l'article 4, le règlement s'applique à toutes les législations relatives aux branches de sécurité sociale concernant les prestations énumérées au paragraphe 1 dudit article et ne s'applique pas à l'assistance sociale et médicale. En l'absence, dans les règlements communautaires et dans d'autres instruments internationaux d'une définition des notions de sécurité sociale et d'assistance sociale, la Commission estime que la distinction des prestations relevant de l'une ou de l'autre catégorie doit être opérée de façon pragmatique.

Toute prestation de sécurité sociale a été instituée pour apporter une aide en espèces ou en nature aux personnes ou à certaines catégories de personnes qui, du fait de l'une ou l'autre des éventualités visées aussi bien par la Convention 102 de l'O.I.T. sur la norme minimum de sécurité sociale que par l'article 4 du règlement 1408/71, doit faire face à des dépenses accrues ou subir une diminution de ses moyens d'existence.

Pour la détermination des prestations d'assistance sociale, la Commission a retenu essentiellement les critères suivants :

- la prestation doit être destinée à pallier un état de besoin manifeste de l'intéressé établi après une enquête en due forme sur ses ressources et compte tenu des conditions de vie dans le pays de résidence. S'il s'agit de prestations en espèces, leur montant doit être fixé, cas par cas, en fonction de la situation particulière et des moyens d'existence de l'intéressé;
- l'octroi de la prestation ne doit pas être subordonné à une condition de durée d'emploi ou de durée de résidence.

Le fait qu'une prestation soit non contributive n'est pas suffisant pour lui attribuer le caractère de prestation d'assistance sociale et la soumettre aux règles établies par le règlement 1408/71; ceci résulte de l'article 4 paragraphe 2 dudit règlement.

De même, le fait que l'octroi d'une prestation soit lié à une condition de ressources ne suffit pas à lui seul pour lui conférer le caractère de prestation d'assistance sociale.

L'évolution des législations et des conceptions dans le domaine social a fait apparaître des prestations qui se situent à la frontière de ce que l'on peut considérer comme sécurité sociale et assistance sociale et pour lesquelles, compte tenu de l'esprit des dispositions des articles 7 et 48 à 51 du Traité, il serait normal de traiter sur un pied d'égalité les nationaux et les ressortissants des Etats membres, ainsi que les apatrides et les réfugiés. Toutefois, une exportation de certaines de ces prestations est difficilement réalisable.

En vertu de l'article 5 du règlement 1408/71, il appartient aux Etats membres de mentionner les législations et régimes visés à l'article 4 paragraphes 1 et 2 dans des déclarations notifiées et publiées conformément aux dispositions de l'article 96. Les indications ainsi fournies n'ont qu'un effet indicatif et la Cour de Justice des Communautés Européennes saisie conformément à l'article 177 du Traité pourrait, dans un cas d'espèce, décider que telle ou telle prestation non notifiée rentre quand même dans le champ d'application du règlement.

Compte tenu de ce qui vient d'être exposé et à la lumière des indications fournies par les délégations des Etats candidats et des échanges de vues qui ont eu lieu, la Commission a examiné la nature de certaines prestations prévues par les législations des pays candidats.

Les conclusions auxquelles a abouti cet examen, sont les suivantes:

- a) en ce qui concerne le Danemark et la Norvège, il n'y a pas de divergence de vues sur la non-inclusion dans le champ d'application du règlement des prestations considérées par ces pays comme relevant de l'assistance sociale;
- b) en ce qui concerne l'Irlande,
 1. la Commission estime que le régime d'assistance chômage doit être inclus dans le champ d'application du règlement. Il en est de même pour les régimes non contributifs de vieillesse, de veuves, d'orphelins et pour aveugles.
 2. Toutefois, étant donné les dispositions transitoires qui sont envisagées pour l'Irlande en matière de libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, et compte tenu des observations présentées par la délégation irlandaise, la Commission propose que l'octroi de ces prestations soit réservé pendant la période prévue par les dispositions susmentionnées, aux personnes résidant en Irlande, étant entendu que l'égalité de traitement est garantie aux ressortissants des autres Etats membres.
 3. A l'expiration de cette période, il est convenu que le Conseil procédera à un nouvel examen de cette question.

La délégation de l'Irlande a marqué son accord sur les points 2 et 3 ci-dessus;
- c) en ce qui concerne le Royaume-Uni, compte tenu des caractéristiques des prestations supplémentaires et des suppléments de revenu familial, prévus par la législation du Royaume-Uni, la Commission serait d'accord pour admettre que ces prestations ne rentrent pas dans le champ d'application du règlement, sous réserve de ce qui suit:

Le Royaume-Uni devra prendre l'engagement:

- d'assurer l'égalité de traitement aux ressortissants des Etats membres, aux réfugiés et aux apatrides, même si ultérieurement cette égalité de traitement ne découlait plus de la législation interne du Royaume-Uni;

- que ce problème fasse l'objet d'un réexamen si l'un ou l'autre des Etats membres déclarait, conformément aux dispositions de l'article 5 du Règlement n° 1408/71, qu'en ce qui le concerne, des prestations similaires sont à considérer comme couvertes par le règlement, ou si le Royaume-Uni, soit par une modification législative prévoyant l'exportation de ces prestations en faveur des ressortissants d'un Etat quelconque, soit par voie d'accord avec un Etat membre ou un Etat tiers, réglait cette exportation.

La délégation du Royaume-Uni a marqué son accord sur les termes de cette proposition.

II. Annexe

Le texte des adaptations techniques à apporter au Règlement n° 1408/71 figure dans l'annexe ci-jointe. Les observations particulières (partie B du présent rapport) comportent un commentaire relatif à ces adaptations et à celles proposées par les délégations des pays candidats ou par la Commission qui n'ont pu faire l'objet d'un accord.

Ces adaptations correspondent à la situation juridique telle qu'elle se présente dans les pays candidats au 19 novembre 1971. De ce fait, étant donné qu'une réforme générale de la sécurité sociale est en cours au Danemark, les adaptations qui découlent de la législation danoise n'ont qu'un caractère provisoire. Les problèmes qui se posent à propos de cette législation, notamment en matière d'assurance maladie et de pensions, feront l'objet d'un réexamen au cours de la période intérimaire. Il s'agit particulièrement des points 4,5 et 6 de l'annexe V B Danemark.

B. OBSERVATIONS PARTICULIERESArticle 1, alinéa j)

Compte tenu du fait que le régime norvégien d'assurance maladie complémentaire institué par la Convention collective de 1956 est géré par la même institution que celle qui administre le régime légal de base et qu'il s'applique à la quasi-totalité des travailleurs, il serait opportun, ainsi que le prévoit déjà l'article 1, alinéa j) pour le régime français d'assurance chômage (UNEDIC), de faire une exception au principe posé par cette disposition selon lequel les dispositions conventionnelles sont exclues du champ d'application du règlement. Il est à noter que le gouvernement norvégien ne fera une déclaration à cet effet, conformément à ladite disposition, qu'après accord des parties à la convention collective de 1956.

Article 15, paragraphe 1

Compte tenu du caractère exclusivement volontaire de l'assurance chômage au Danemark, il est nécessaire de faire une exception au principe posé par l'article 15 paragraphe 1 du règlement, selon lequel les dispositions des articles 13 et 14 (déterminant la législation applicable) ne sont pas applicables en matière d'assurance volontaire ou facultative continuée.

Articles 18, paragraphe 1, 51 bis nouveau et 72

Compte tenu du fait que la législation danoise subordonne le droit à certaines prestations en espèces en cas de maladie, de maternité ou d'accidents du travail à l'accomplissement d'une période déterminée d'emploi, il est nécessaire de compléter dans ce sens l'article 18, paragraphe 1 et d'insérer au début du chapitre 4 "accidents du travail et maladies professionnelles" un article 51bis nouveau. Il est de même nécessaire de compléter l'article 72 pour tenir compte du fait que la législation norvégienne subordonne le droit à certaines prestations familiales à l'accomplissement de périodes d'assurance.

Articles 19 paragraphe 2, 20, 22 paragraphe 3, 25 paragraphe 3,
27, 28 paragraphe 1, 29, 31, 33 et 34

La législation des quatre pays candidats prévoit une allocation forfaitaire de maternité; en outre, la législation danoise prévoit des indemnités en espèces pour les femmes au foyer n'ayant pas d'emploi rémunéré. Une adaptation des dispositions précitées est nécessaire du fait qu'elles ne prévoient pas la possibilité pour les membres de famille, de percevoir des prestations en espèces sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat compétent.

Articles 37 paragraphe 1, 38 paragraphe 1, 45 paragraphe 1, 46 paragraphes 1 et 2, 47 paragraphes 1 et 2, 48 paragraphes 1 et 3, 49 paragraphe 1, 50, 57 paragraphe 3 alinéa (c) et 79 paragraphes 1, alinéa (a) et 4 nouveau

La législation danoise en matière de pensions d'invalidité, de vieillesse et de survivants subordonne le droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence. Il est donc nécessaire de compléter ces dispositions pour en tenir compte.

Article 45 paragraphe 4 nouveau

La législation danoise subordonne l'octroi des prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants à la condition que l'intéressé ait résidé au Danemark pendant l'année précédant immédiatement la réalisation du risque. Une disposition est donc nécessaire pour que soit prise en compte par l'institution danoise la résidence pendant cette période sur le territoire d'un autre Etat membre à la condition que l'intéressé, pendant ladite période, ait été soumis à la législation d'un Etat membre ou ait été titulaire d'une pension ou d'une rente au titre de la législation d'un Etat membre.

Article 82, paragraphe 1

Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une adaptation technique, la Commission saisit l'occasion de poser le problème du nombre des membres du Comité Consultatif.

Elle estime que le nombre de soixante membres titulaires et de trente membres suppléants auquel on parvient en procédant seulement à la multiplication des représentants de chaque Etat membre par 10, est trop élevé pour un Comité consultatif chargé de traiter des problèmes aussi complexes et qui, en outre, n'a aucune expérience de son propre fonctionnement. Elle se demande s'il ne conviendrait pas de réduire la représentation par Etat membre à 2 représentants (1 titulaire et 1 suppléant) de chaque catégorie, étant entendu que le membre titulaire représentant du gouvernement serait le membre titulaire de la Commission administrative. Cette solution aurait pour effet de limiter à trente membres titulaires et trente membres suppléants l'effectif du Comité consultatif.

Les délégations des pays candidats partagent cet avis.

Il appartient à la Conférence de prendre une décision sur ce point.

Article 94

L'entrée en vigueur du règlement est prévue pour une date antérieure à celle de son application aux nouveaux Etats membres. En conséquence, il est nécessaire de faire mention dans cet article, non seulement de la date d'entrée en vigueur du règlement mais également de la date d'application du règlement sur le territoire de l'Etat membre intéressé.

*

*

*

ANNEXE I

Aucune inscription n'est proposée.

ANNEXE II

A. Dispositions de conventions de sécurité sociale qui restent applicables nonobstant l'article 6 du règlement.

Paragrapes 1, 4, 8 et 9

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre la Belgique et le Danemark, l'Irlande, la Norvège ou le Royaume-Uni.

Paragraphe 10

Dans les relations entre le Danemark et l'Allemagne les dispositions suivantes sont à maintenir en vigueur:

- a) l'article 3, paragraphe 4 de la convention de sécurité sociale du 14 août 1953. Cette disposition règle le service des prestations sans restriction aux ressortissants des deux Etats contractants qui résident sur le territoire de l'un d'entre eux, en ce qui concerne les rachats en capital et autres prestations uniques. Elle est plus claire que la disposition correspondante du règlement 1408/71, c'est-à-dire l'article 10.
- b) le point 15 du protocole final à la convention précitée du 14 août 1953. Il s'agit d'une disposition particulière applicable aux anciens employés des chemins de fer du Schleswig du Nord et relative au paiement de pensions complémentaires par le département B de la Compagnie de chemins de fer précédemment dénommée Preussisch-Preussische Eisenbahngesellschaft.

- c) l'accord complémentaire du 14 août 1953 à la convention précitée.
Cet accord : concerne le paiement de pensions pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la convention et comporte des dispositions particulières relatives à certaines catégories de personnes.

Paragraphe 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre le Danemark et la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège ou le Royaume-Uni.

Paragraphe 19 et 23

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre l'Allemagne et l'Irlande ou la Norvège.

Paragraphe 24

Dans les relations entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, les dispositions suivantes sont à maintenir en vigueur :

- a) les articles 3, paragraphe 6 et 7, paragraphes 2 à 6 de la convention sur la sécurité sociale du 20 avril 1960. Ces dispositions concernent les membres des forces armées britanniques stationnées en Allemagne et leur personnel civil, y compris les membres de la famille des intéressés et les institutions compétentes pour l'assurance de certaines catégories de personnes comme le personnel des services publics, des forces armées, etc...
- b) les articles 2 à 7 du protocole final à la convention précitée du 20 avril 1960. Ces dispositions concernent les arriérés de pension ou de rente pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la convention.

- c) les articles 2 paragraphe 5, et 5 paragraphes 2 à 6 de la convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1960. Il s'agit de dispositions particulières concernant le personnel des services publics et des forces armées stationnées en Allemagne; elles correspondent à celles de la convention de sécurité sociale (voir a) et b) ci-dessus).

Paragraphe 25 et 29

Dans les relations entre la France et l'Irlande ou la Norvège, aucune disposition n'est à maintenir en vigueur.

Paragraphe 30

Ces dispositions règlent la situation particulière d'une catégorie déterminée de personnes.

Paragraphe 31, 32, 33, 34 et 35

Dans les relations entre l'Irlande et les Etats membres ou pays candidats aucune disposition n'est à maintenir en vigueur.

Paragraphe 38 et 39

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre l'Italie et la Norvège ou le Royaume-Uni.

Paragraphe 41 et 42

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre le Luxembourg et la Norvège ou le Royaume-Uni.

Paragraphe 43 et 44

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre les Pays-Bas et la Norvège ou le Royaume-Uni.

Paragraphe 45

Aucune disposition n'est à maintenir en vigueur dans les relations entre la Norvège et le Royaume-Uni.

B. Dispositions de conventions dont le bénéfice n'est pas étendu à toutes les personnes auxquelles s'applique le règlement.

Paragraphe 1, 4, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 23, 25, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 41, 42, 43, 44 et 45

Voir le paragraphe correspondant sous A ci-dessus.

Paragraphe 10, 24 et 30

Le bénéfice de ces dispositions ne peut être étendu à toutes les personnes auxquelles s'applique le règlement, du fait qu'elles règlent la situation particulière d'une catégorie déterminée de personnes.

*

*

*

ANNEXE III

Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni ont une législation selon laquelle le montant des prestations d'invalidité est indépendant de la durée des périodes d'assurance ou de résidence.

*

*

*

Annexe IV

L'établissement éventuel de nouveaux tableaux de concordance ainsi que des compléments aux tableaux existants exigent des études approfondies et le concours des experts de tous les Etats intéressés. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de faire des propositions à ce sujet.

*

*

*

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE VB. DANEMARK

1. A l'exception des régimes d'assurance-chômage et d'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, les régimes danois de sécurité sociale s'appliquent à tous les résidents. Pour distinguer, dans le cadre de ces derniers régimes, les personnes auxquelles est applicable le règlement, il est nécessaire de se référer à un régime organisé au bénéfice des travailleurs salariés auquel lesdites personnes sont également affiliées.

Etant donné que le régime d'assurance-chômage ne couvre pas la totalité des travailleurs salariés, c'est le régime d'assurance accidents du travail et maladies professionnelles qui a été choisi comme régime de référence. Toutefois, comme certains travailleurs indépendants sont également affiliés à titre obligatoire à ce régime, ne sont visées que les personnes affiliées à ce régime du fait de l'exercice d'une activité salariée.

2. Cette disposition est nécessaire compte tenu du caractère exclusivement volontaire de l'assurance-chômage au Danemark.
3. La législation danoise subordonne l'admission aux caisses agréées de chômage en qualité de membre adhérent à l'accomplissement d'une période d'emploi de cinq semaines. Seuls les membres adhérents ont droit aux indemnités journalières à la condition qu'ils aient cotisé en cette qualité pendant au moins douze mois.
4. Les membres adhérents d'une caisse danoise de maladie sont répartis selon leurs revenus, en catégories A ou B, ce qui détermine l'étendue du droit aux prestations. Etant donné qu'il n'est pas possible d'effectuer, dans tous les cas, un contrôle des ressources des personnes qui séjournent au Danemark ou qui y résident,

il est nécessaire de préciser à quelle catégorie les personnes qui ont droit aux prestations en vertu de la législation d'un autre Etat membre, doivent être assimilées pour le service des prestations en nature. La Commission estime que, compte tenu du fait que la charge des prestations servies n'incombe pas au Danemark, les intéressés doivent bénéficier des mêmes conditions que les membres de la catégorie A, à savoir l'octroi gratuit des prestations par la voie de l'assistance directe.

La délégation danoise a émis une réserve d'attente sur ce dernier point.

5. La législation danoise d'assurance maladie prévoit que le conjoint et les enfants âgés de plus de 16 ans sont assurés personnellement, à la différence des autres législations, qui pour ces personnes, prévoient un droit dérivé de celui du chef de famille. L'affiliation aux caisses danoises d'assurance maladie est subordonnée à une condition de résidence. Il est donc nécessaire de lever cette condition de résidence pour les membres de la famille à la charge d'un travailleur soumis à la législation danoise ou d'un titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation danoise, qui ne résident pas au Danemark et qui, sans cela, ne seraient pas couverts contre les risques de maladie et de maternité. Il est à noter, par ailleurs, que en vertu de l'article 1 alinéa f) du règlement, les membres de famille sont ceux définis ou admis comme tels par la législation du pays où ils résident. La Commission propose donc l'inscription suivante :

"5. Pour l'application du titre III, chapitre 1 du règlement, les membres de la famille autres que les enfants âgés de moins de 16 ans :

- 1°) d'un travailleur soumis à la législation danoise, ou,
- 2°) d'un titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation danoise résidant au Danemark,

qui sont principalement à la charge de ce travailleur ou de ce titulaire et qui résident dans un Etat membre autre que le Danemark sont affiliés d'office à la caisse de maladie à laquelle est affilié ledit travailleur ou ledit titulaire, dans les mêmes conditions (membre adhérent ou cotisant, catégorie A ou B) que ce dernier."

La délégation danoise a formulé une réserve d'attente sur ce point.

6. La délégation danoise a proposé l'inscription de la disposition suivante:

"Nonobstant les dispositions de l'article 10 paragraphe 1 du règlement, les suppléments de pension et les allocations aux pensionnés mariés (marriage allowance) prévus par la loi de 1965 sur les pensions de vieillesse (old age pension act 1965) modifié (bulletin législatif n° 155, du 15 avril 1970) et par la loi de 1965 sur les pensions d'invalidité (invalidity pension act 1965) modifié (bulletin législatif n° 156, du 15 avril 1970), ainsi que les suppléments de pension prévus par le chapitre 1 de la loi de 1959 sur les pensions de veuve et l'assistance aux veuves (widow's pension and assistance act 1959) modifié (bulletin législatif n° 157, du 15 avril 1970), ne seront pas dus aux titulaires de pension qui ont leur lieu de résidence sur le territoire d'un Etat membre autre que le Danemark".

Elle fait valoir que l'octroi de ces prestations est subordonné à une condition de ressources et que leur service est lié à un contrôle très strict desdites ressources. Elle doute que ce contrôle puisse être exercé efficacement au cas où ces prestations seraient exportées. Par ailleurs, les dispositions de l'article 12 paragraphe 3 s'opposeraient à la prise en considération des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle sur le territoire d'un Etat membre autre que le Danemark si l'intéressé est titulaire d'une pension non anticipée de vieillesse ou de survivant.

La Commission estime que la nature de ces prestations ne justifie pas une restriction à leur exportation. En ce qui concerne le contrôle des ressources des bénéficiaires, il s'agit d'un problème pratique qui peut être résolu par l'entraide administrative prévue par l'article 84 du règlement et, si nécessaire, par le règlement d'application.

E. IRLANDE

1. Le régime irlandais d'allocations familiales ainsi que le service national de santé s'appliquent à tous les résidents sans qu'il soit possible de distinguer, dans le cadre de ces régimes, les travailleurs auxquels s'applique le règlement. Il est donc nécessaire, à cet effet, de se référer à la loi sur la sécurité sociale et les services sociaux (Social Welfare Act, 1966) qui détermine quels sont les travailleurs salariés au regard de la législation irlandaise.

2. En vertu de l'article 9 paragraphe 2 du règlement, les travailleurs qui se rendent en Irlande pour y occuper un emploi qui leur procure, dès leur arrivée, un salaire supérieur au plafond d'admission à l'assurance obligatoire irlandaise, pourront faire valoir les périodes d'assurance qu'ils ont accomplies dans un autre Etat membre pour satisfaire aux conditions d'assujettissement (trois années d'assurance obligatoire) à l'assurance volontaire.

L'inscription d'une disposition particulière dans l'annexe V est nécessaire pour inclure les personnes ainsi admises à l'assurance volontaire irlandaise dans le champ d'application du règlement, étant donné qu'elles ne remplissent pas la condition prévue à l'article 1 a) iii) du règlement d'avoir été soumises antérieurement dans le même Etat membre à l'assurance obligatoire.

3. cf. ci-dessous.

4. Cette disposition vise à assimiler l'accident^{de trajet}/survenu hors du territoire des Etats membres (haute mer ou territoire d'un Etat tiers), au cours de son emploi, à un travailleur soumis à la législation irlandaise (travailleur détaché, voyageur de commerce, etc...), à un accident du travail survenu en Irlande.

La même inscription a été faite pour le Royaume-Uni (cf. sous J. Royaume-Uni, paragraphe 8).

3. L'étendue du droit aux prestations en nature de l'assurance-maladie et maternité, en Irlande, varie selon le montant des ressources. Etant donné que les prestations servies par une institution irlandaise à des personnes qui séjournent ou résident en Irlande et qui ont droit aux prestations en vertu de la législation d'un autre Etat membre, sont remboursées à cette institution par cet Etat membre et compte tenu du fait qu'il serait très difficile d'établir le montant des ressources dont disposent les intéressés, la solution la plus appropriée consiste à les assimiler aux personnes qui, aux termes de la législation irlandaise, bénéficient de la gratuité des soins pour l'ensemble des prestations.

I. NORVEGE

1. Le régime norvégien d'allocations familiales s'applique à tous les résidents sans qu'il soit possible de distinguer, dans le cadre de ce régime, les travailleurs auxquels s'applique le règlement. Il est donc nécessaire, à cet effet, de se référer à la loi sur l'assurance nationale qui s'applique également à tous les résidents, mais qui permet de distinguer les travailleurs salariés des autres catégories d'assurés.
2. L'allocation compensatoire prévue par la loi du 19 décembre 1969 est une allocation complémentaire accordée aux titulaires de pension ou aux bénéficiaires d'une prestation de réadaptation pour compenser le supplément de charges résultant, pour ces personnes, de l'introduction en Norvège, à partir du 1er janvier 1970, de la taxe à la valeur ajoutée. Compte tenu du caractère particulier de cette allocation, il semble normal d'en réserver le bénéfice aux personnes qui résident en Norvège.
3. La loi sur l'assurance nationale, entrée en vigueur le 1er janvier 1967, prévoit, en ce qui concerne les prestations de vieillesse, l'octroi d'une pension de base proportionnelle à la durée des périodes d'assurance et d'une pension complémentaire proportionnelle à la durée des périodes d'assurance et au revenu. La pension complémentaire complète est due si l'intéressé justifie, pendant chacune des quarante années précédant la demande de prestation, d'un revenu supérieur à un certain montant.

A titre transitoire, pour les personnes nées entre 1898 et 1917, cette condition doit être remplie pendant vingt années au lieu de quarante; pour les personnes nées entre 1918 et 1936, cette condition doit être remplie pendant vingt années, plus une, deux, trois, etc... années au lieu de quarante.

Ces dispositions ont donc pour objet d'accorder aux personnes visées une pension complémentaire plus avantageuse que celle qu'elles auraient pu normalement obtenir compte tenu de leur âge.

Etant donné que depuis 1959, les Etats membres avaient la faculté de réserver le bénéfice des avantages spéciaux de l'assurance-vieillesse accordés aux travailleurs dont l'âge était trop élevé au moment de l'entrée

en vigueur de leurs législations aux personnes résidant sur leur territoire, il semble normal de faire droit à la demande norvégienne de subordonner l'application des dispositions transitoires pour le calcul des pensions complémentaires à une certaine période de résidence sur le territoire norvégien.

4. La législation norvégienne prévoit pour les mères célibataires deux catégories de prestations. Les premières (allocation de naissance et allocation transitoire pendant les deux derniers mois de la grossesse) ont pour objet d'aider les mères célibataires à faire face aux frais résultant de leur incapacité de travail et de l'accouchement. Les secondes (allocation de recours, allocation d'éducation et allocation transitoire après la naissance) ont pour objet d'aider les mères célibataires à suivre un enseignement général ou professionnel pour être en état de subvenir partiellement ou totalement à leurs besoins. L'octroi de ces dernières prestations est lié à l'exercice d'une tutelle des services sociaux de l'Etat. Pour cette raison, ces prestations ne sont pas exportables et il paraît justifié d'en subordonner le bénéfice à une condition de résidence. En ce qui concerne les prestations de la première catégorie, afin d'éviter les spéculations éventuelles, il est proposé d'en subordonner l'exportation à une condition de 10 mois de résidence avant la date prévue pour l'accouchement.

5. La nouvelle législation norvégienne prévoit que l'assimilation des périodes accomplies avant le 1.1.1967, date de son entrée en vigueur, à des périodes accomplies en vertu de cette nouvelle législation est subordonnée à la condition que l'intéressé réside en Norvège au moment de sa demande de pension. Cette condition doit, de l'avis de la Commission, être levée, car elle aurait pour effet de priver les personnes qui ne résident pas en Norvège au moment de leur demande de pension, des droits en cours d'acquisition résultant des périodes accomplies par ces personnes sous la législation norvégienne avant le 1er janvier 1967.

Toutefois, la Commission ^{ayant} été informée de l'intention du gouvernement norvégien, de modifier la législation sur ce point, la question devra par conséquent être réexaminée pendant la période intérimaire.

6. La délégation norvégienne a proposé l'inscription de la disposition suivante :

"Conformément aux dispositions du chapitre 10, section 5, de la loi sur l'assurance nationale du 17 juin 1966, la pension d'un conjoint survivant qui dispose, ou dont il est prévu qu'il disposera, d'un revenu annuel salarié supérieur à 50 % du montant de base, est réduite selon les modalités fixées par cette loi".

La délégation norvégienne estime, en effet, que les dispositions de l'article 12 § 3 doivent également s'appliquer aux titulaires de pensions de survivants.

La Commission estime par contre, que les travaux préparatoires au règlement et son exposé des motifs montrent sans équivoque que les dispositions anti-cumul prévues par la législation d'un Etat membre ne sont applicables, en cas d'exercice d'une activité professionnelle hors de l'Etat compétent, qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité ou d'une pension anticipée de vieillesse, bien que la législation de certains Etats membres prévoit, comme la législation norvégienne, des dispositions anti-cumul applicables aux titulaires de pensions de survivants qui exercent une activité professionnelle.

J. ROYAUME-UNI

1. Le règlement inclut dans son domaine d'application comme "travailleur" toute personne qui est assurée à titre volontaire dans un Etat membre contre une ou plusieurs éventualités couvertes par le règlement si elle a été antérieurement assurée contre la même éventualité dans le cadre d'un régime organisé au bénéfice des travailleurs salariés du même Etat membre.

Dans le Royaume-Uni, une telle personne serait assurée obligatoirement en qualité de travailleur indépendant ou de personne non active. La disposition proposée peut être considérée comme l'équivalent de l'assurance volontaire prévue par l'article 1 a) iii) du règlement et comme assurant l'égalité de traitement entre les ressortissants de tous les Etats membres.

2. Ces inscriptions sont prévues par souci de clarté. L'insertion, à l'alinéa a), des mots "ou sont considérées comme ayant été versées" est destinée à couvrir les cas dans lesquels l'employeur ayant négligé de verser les cotisations, celles-ci sont néanmoins considérées comme ayant été versées afin de sauvegarder le droit du travailleur aux prestations.
3. Selon la législation du Royaume-Uni, des cotisations fictives sont portées au compte des assurés qui, en cas d'incapacité de travail, de congé de maternité ou de chômage involontaire, sont exemptés du versement de cotisations.

Pour bénéficier de ces cotisations fictives, il faut avoir cotisé réellement pendant 10 semaines avant l'interruption du travail. Ces cotisations fictives servent à établir le droit à la pension. Cette inscription permet la prise en compte des périodes d'emploi dans un autre Etat membre si l'intéressé n'a pas été occupé pendant dix semaines au Royaume-Uni au moment où il demande l'exemption du versement des cotisations.

4. a) Sous la législation du Royaume-Uni, les femmes mariées ont le choix entre, premièrement verser des cotisations pour acquérir un droit aux prestations en vertu de leur propre assurance et deuxièmement, ne pas verser de cotisations; dans ce dernier cas, elles ont un droit dérivé de celui de leur mari mais les prestations sont moins élevées que dans le premier cas.

Lorsque le mariage a pris fin par divorce ou annulation, l'intéressée n'a plus le choix entre ces deux possibilités et est obligée de verser des cotisations. Lorsque le mariage a pris fin par le décès du mari, la veuve a la possibilité de ne verser que des cotisations proportionnelles.

L'objet de cette inscription est de permettre de prendre en considération des périodes d'assurance accomplies dans un autre Etat membre par le mari pour déterminer les droits à pension de sa femme.

- b) Les pensions proportionnelles ont été introduites pour la première fois dans le Royaume-Uni en 1961. Le montant de la pension qui est relativement petit est directement lié au montant des cotisations versées, mais n'est pas fonction des périodes d'assurance qui constituent la base des calculs de pension en vertu de l'article 46 du règlement. En outre, le paiement de cotisations proportionnelles ne coïncide pas toujours avec le paiement des cotisations pour la "Standard United Kingdom flatrate pension" (pension normale à taux uniforme du Royaume-Uni). En effet d'une part les travailleurs touchant un salaire très modeste ne paient pas de cotisations proportionnelles et, d'autre part parce qu'elles ont la faculté de ne pas payer de cotisations au taux uniforme alors qu'elles sont astreintes au paiement des cotisations proportionnelles, certaines veuves et de nombreuses femmes mariées ne versent que des cotisations proportionnelles. Par conséquent, une veuve peut, par exemple, toucher une pension de retraite à taux uniforme découlant de l'assurance de son mari décédé, augmentée de la moitié de la pension proportionnelle qu'il aurait pu toucher et d'une pension proportionnelle basée sur ses propres cotisations proportionnelles.

Pour ces raisons, en vertu des accords de sécurité sociale bilatéraux en vigueur, la pension proportionnelle n'est pas soumise à des calculs pro rata temporis et le Royaume-Uni en paie le montant plein. Cette pratique ne porte pas atteinte au principe de l'égalité de traitement pour les personnes se déplaçant d'un Etat membre dans un autre et, en outre, elle est plus avantageuse pour l'assuré.

5. La législation du Royaume-Uni prévoit une condition de résidence pour l'ouverture du droit aux prestations de chômage en Irlande du Nord. L'article 67 du règlement prévoit la totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi, mais pas des périodes de résidence.
6. Le droit aux allocations familiales prévues dans la législation du Royaume-Uni ne dépend ni de l'assurance ni des conditions d'emploi. D'une façon générale, les allocations ne sont payables qu'aux familles vivant dans le Royaume-Uni moyennant certaines conditions de résidence liées à la citoyenneté britannique et au lieu de naissance. L'inscription en annexe V est destinée à garantir aux ressortissants des Etats membres visés par le règlement le droit aux allocations familiales sans les restrictions qui sinon pourraient s'appliquer.
7. Sous la législation du Royaume-Uni, le droit aux allocations d'aide est subordonné à une condition de résidence au Royaume-Uni et de présence effective sur le territoire de cet Etat pendant 26 semaines au cours des 12 derniers mois. Des conditions de résidence plus strictes sont, en outre, imposées aux personnes qui sont nées en dehors du territoire du Royaume-Uni et aux étrangers.

L'inscription est destinée à garantir, sans ces restrictions, aux ressortissants des Etats membres visés par le règlement, le droit à ces allocations.

8. Cette disposition vise à assimiler l'accident de trajet survenu hors du territoire des Etats membres (haute mer ou territoire d'un Etat tiers), au cours de son emploi, à un travailleur soumis à la législation du Royaume-Uni (travailleur détaché, voyageur de commerce, etc...), à un accident du travail survenu au Royaume-Uni.

La même inscription a été faite pour l'Irlande (cf. sous E. Irlande, paragraphe 4).

9. Chaque accord bilatéral conclu par le Royaume-Uni est intégré dans la législation de ce pays par un "Order in Council" pris par Sa Majesté la Reine. Certains de ces accords, spécialement ceux passés avec les pays du Commonwealth, donnent des droits aux prestations dans le Royaume-Uni aux personnes ayant résidé dans ces pays qui s'établissent dans le Royaume-Uni, les périodes de résidence dans l'autre pays comptant comme périodes d'assurance dans le Royaume-Uni pour l'ouverture du droit aux prestations du Royaume-Uni. Ces droits sont perdus lorsque l'intéressé cesse de résider dans le Royaume-Uni. L'objet de cette inscription est de maintenir cette condition de résidence nonobstant les dispositions de l'article 10 du règlement.
10. Un navire peut être immatriculé comme navire britannique et battre pavillon britannique, mais n'avoir aucun contact avec le Royaume-Uni, par exemple s'il s'agit de navires ayant leur base en Australie, à Chypre, à Hong-Kong, à Malte, etc.

La soumission à la législation britannique est liée à l'emploi à bord des seuls navires immatriculés au Royaume-Uni ou de tout autre navire britannique dont l'armateur (ou l'armateur gérant s'il y a plusieurs armateurs) ou le gérant a son siège principal d'activité dans le Royaume-Uni.

Cette inscription vise à garantir que les navires non soumis à la législation en matière d'assurance nationale du Royaume-Uni ne soient pas inclus dans le domaine d'application du règlement.

Cette inscription devrait aussi garantir que les travailleurs occupés sur un hovercraft faisant la traversée de la Manche (ou ailleurs) à partir du Royaume-Uni soient couverts par le règlement.

La Commission estime que cette disposition est acceptable compte tenu des modalités d'octroi du pavillon britannique, et souligne qu'en vertu de l'article 13 paragraphe 2 alinéa (b), la condition de résidence ou de domicile au Royaume-Uni pour l'admission à l'assurance n'est pas opposable aux gens de mer ayant leur résidence ou leur domicile sur le territoire d'un autre Etat membre.

000237

- 24 bis -

A N N E X E I

ACTE COMMUNAUTAIRE EN MATIERE DES AFFAIRES SOCIALES NE
NECESSITANT PAS D'ADAPTATION TECHNIQUE

- Décision n° 71/238/CEE du Conseil, du 14 juin 1971, portant application aux départements français d'outre-mer de l'article 51 du Traité

J.O. n° L 149/I du 5 juillet 1971

ANNEXE IIACTE COMMUNAUTAIRE NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté

J.O. n° L 149/2 du 5 juillet 1971.

Il y a lieu de compléter les articles ainsi que les annexes de la manière suivante : (les différences sont soulignées)

Article 1, alinéa j)

"j) Le terme "législation" désigne, pour chaque Etat membre, les lois, les règlements, les dispositions statutaires et toutes autres mesures d'application, existants ou futurs, qui concernent les branches et régimes de sécurité sociale visés à l'article 4 paragraphes 1 et 2.

Ce terme exclut les dispositions conventionnelles existantes ou futures, qu'elles aient fait ou non l'objet d'une décision des pouvoirs publics les rendant obligatoires ou étendant leur champ d'application. Toutefois, en ce qui concerne les dispositions conventionnelles :

- i) servant à la mise en oeuvre d'une obligation d'assurance résultant des lois ou règlements visés au sous-alinéa précédent, ou
- ii) créant un régime dont la gestion est assurée par la même institution que celle qui administre les régimes institués par des lois ou règlement visés au sous-alinéa précédent,

Cette limitation peut à tout moment être levée par une déclaration faite par l'Etat membre intéressé mentionnant les régimes de cette nature auxquels le présent règlement est applicable. Cette déclaration est notifiée et publiée conformément aux dispositions de l'article 96.

Les dispositions du sous-alinéa précédent ne peuvent pas avoir pour effet de soustraire du champ d'application du présent règlement les régimes auxquels le Règlement n° 3 a été appliqué".

Article 15, paragraphe 1"Article 15

.....

1. Les dispositions des articles 13 et 14 ne sont pas applicables en matière d'assurance volontaire ou facultative continuée, sauf si pour l'une des branches visées à l'article 4, il n'existe dans un Etat membre qu'un régime d'assurance volontaire,

2.

3. "

Article 18, paragraphe 1

"Article 18

Totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi

1. L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance ou d'emploi, tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance ou d'emploi accomplies sous la législation de tout autre Etat membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.

2. "

Article 19, paragraphe 2

"Article 19

.....

1.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables par analogie aux membres de la famille qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat compétent, pour autant qu'ils n'aient pas droit à ces prestations en vertu de la législation de l'Etat sur le territoire duquel ils résident."

Article 20

"Article 20

.....

Le travailleur frontalier peut également obtenir les prestations sur le territoire de l'Etat compétent. Ces prestations sont servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation de cet Etat comme si le travailleur résidait dans celui-ci. Les membres de sa famille peuvent

bénéficier des prestations dans les mêmes conditions; toutefois, le bénéfice de ces prestations est, sauf en cas d'urgence, subordonné à un accord entre les Etats intéressés ou entre les autorités compétentes de ces Etats ou, à défaut, à l'autorisation préalable de l'institution compétente."

Article 22, paragraphe 3

"Article 22

.....

1.

2.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont applicables par analogie aux membres de la famille d'un travailleur.

4. "

Article 25, paragraphe 3

"Article 25

.....

1.

2.

3. Lorsqu'un chômeur satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat membre auquel incombe la charge des prestations de chômage pour que soit ouvert le droit aux prestations de maladie et de maternité, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18, les membres de sa famille bénéficient de ces prestations quel que soit l'Etat membre sur le territoire duquel ils résident ou séjournent. Ces prestations sont servies :

i) en ce qui concerne les prestations en nature, par l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, pour le compte de l'institution compétente de l'Etat membre auquel incombe la charge des prestations de chômage;

ii) en ce qui concerne les prestations en espèces, par cette dernière institution selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

4. "

Article 27"Article 27

Pensions ou rentes dues en vertu de la législation de plusieurs Etats, un droit aux prestations existant dans le pays de résidence

Le titulaire de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Etats membres, qui a droit aux prestations au titre de la législation de l'Etat membre sur le territoire duquel il réside, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18 et de l'annexe V, ainsi que les membres de sa famille obtiennent ces prestations de l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution, comme si l'intéressé était titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la seule législation de ce dernier Etat."

Article 28"Article 28

Pensions ou rentes dues en vertu de la législation d'un seul ou de plusieurs Etats, un droit aux prestations n'existant pas dans le pays de résidence

1. Le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'un Etat membre ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Etats membres qui n'a pas droit aux prestations au titre de la législation de l'Etat membre sur le territoire duquel il réside bénéficie néanmoins de ces prestations pour lui-même et les membres de sa famille, dans la mesure où il y aurait droit en vertu de la législation de l'Etat membre ou de l'un au moins des Etats membres compétents en matière de pension, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18 et de l'annexe V, s'il résidait sur le territoire de l'Etat concerné, Le service des prestations est assuré dans les conditions suivantes :
 - a) les prestations en nature sont servies pour le compte de l'institution visée au paragraphe 2 par l'institution du lieu de résidence, comme si l'intéressé était titulaire d'une pension ou d'une rente en vertu de la législation de l'Etat sur le territoire duquel il réside et avait droit aux prestations;

- b) les prestations en espèces sont servies ^{le cas échéant} par l'institution compétente déterminée conformément aux dispositions du paragraphe 2, selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, ces prestations peuvent être servies par cette dernière institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent.

2."

Article 29

"Article 29

.....

1. Les membres de la famille du titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'un Etat membre ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Etats membres qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que celui où réside le titulaire, bénéficient des prestations comme si le titulaire résidait sur le même territoire qu'eux, pour autant qu'il ait droit aux prestations au titre de la législation d'un Etat membre. Le service des prestations est assuré dans les conditions suivantes :
 - a) les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence des membres de la famille, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution du lieu de résidence du titulaire;
 - b) les prestations en espèces sont servies ^{le cas échéant} par l'institution compétente déterminée conformément aux dispositions des articles 27 ou 28 paragraphe 2, selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence des membres de famille, ces prestations peuvent être servies par cette dernière institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent.

2. Les membres de famille visés au paragraphe 1 qui transfèrent leur résidence sur le territoire de l'Etat membre où réside le titulaire, bénéficient :

- a) des prestations en nature selon les dispositions de la législation de cet Etat, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité, avant le transfert de leur résidence;
- le cas échéant
- b) des prestations en espèces servies par l'institution compétente déterminée conformément aux dispositions des articles 27 ou 28 paragraphe 2, selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence du titulaire, ces prestations peuvent être servies par cette dernière institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent."

Article 31

"Article 31

.....

Le titulaire visé aux articles 27 ou 28, ainsi que les membres de sa famille qui séjournent sur le territoire d'un Etat membre autre que celui où ils résident, bénéficient :

- a) des prestations en nature servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, à la charge de l'institution du lieu de résidence du titulaire;
- le cas échéant
- b) des prestations en espèces servies par l'institution compétente déterminée conformément aux dispositions des articles 27 ou 28 paragraphe 2, selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de séjour, ces prestations peuvent être servies par cette dernière institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent."

Article 33"Article 33

L'institution d'un Etat membre débitrice d'une pension ou d'une rente qui applique une législation prévoyant des retenues de cotisations à la charge du titulaire d'une pension ou d'une rente, pour la couverture des prestations de maladie et de maternité est autorisée à opérer ces retenues, calculées suivant ladite législation en cause, sur la pension ou la rente due par elle, dans la mesure où les prestations servies en vertu des articles 27, 28, 29, 31 et 32 sont à la charge d'une institution dudit Etat membre".

Article 34"Article 34

Les dispositions des articles 27 à 33 ne sont pas applicables au titulaire d'une pension ou d'une rente ni aux membres de sa famille qui ont droit aux prestations au titre de la législation d'un Etat membre du fait de l'exercice d'une activité professionnelle. Dans ce cas, l'intéressé est considéré comme travailleur ou membre de la famille d'un travailleur pour l'application des dispositions du présent chapitre."

Article 27"Section 1

Travailleurs soumis exclusivement à des législations selon lesquelles le montant des prestations d'invalidité est indépendant de la durée des périodes d'assurance ou de résidence.

Article 37

.....

1. Le travailleur qui a été soumis successivement ou alternativement aux législations de deux ou plusieurs Etats membres et qui a accompli des périodes d'assurance ou des périodes de résidence exclusivement sous des législations selon lesquelles le montant des prestations d'invalidité est indépendant de la durée ^{respectivement} /des périodes d'assurance ou des périodes de résidence bénéficie des prestations conformément aux dispositions de l'article 39. Cet article ne concerne pas les majorations ou suppléments de pension pour enfants qui sont accordés conformément aux dispositions du chapitre 8.

2."

Article 38. paragraphe 1"Article 38

Totalisation des périodes d'assurance ou de résidence

1. L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance ou de périodes de résidence tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de tout autre Etat membre, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de 16 ans sous la législation de tout autre Etat membre qui subordonne le droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.

2."

Titre de la Section 2 du chapitre 3 du titre III"Section 2

Travailleurs soumis soit exclusivement à des législations selon lesquelles le montant de la prestation d'invalidité dépend de la durée des périodes d'assurance ou de résidence, soit à des législations de ce type et du type visé à la section 1".

Article 45, paragraphes 1 et 4"Article 45

Prise en considération des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations auxquelles le travailleur a été assujetti pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit à prestations.

1. L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance ou de périodes de résidence tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de tout autre Etat membre, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de 16 ans sous la législation de tout autre Etat membre qui subordonne le droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.
2.
3.
4. Si la législation d'un Etat membre subordonne l'octroi des prestations à la condition que l'intéressé ait résidé immédiatement avant la réalisation du risque, pendant une période déterminée, sur le territoire de cet Etat membre, cette condition est censée être remplie si, pendant cette même période, l'intéressé résidait sur le territoire d'un autre Etat membre et était soumis à la législation d'un Etat membre ou bénéficiait d'une pension ou d'une rente au titre de la législation d'un Etat membre".

Article 46, paragraphes 1 et 2"Article 46

1. L'institution compétente de chacun des Etats membres à la législation desquels le travailleur a été assujetti et dont il remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit aux prestations, sans qu'il soit nécessaire de faire application des dispositions de l'article 45, détermine, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, le montant de la prestation correspondant à la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence à prendre en compte en vertu de cette législation.

Cette institution procède aussi au calcul du montant de prestation qui serait obtenu par application des règles prévues au paragraphe 2 alinéas a) et b). Le montant le plus élevé est seul retenu.

2. L'institution compétente de chacun des Etats membres à la législation desquels le travailleur a été assujetti applique les règles suivantes si les conditions requises pour l'ouverture du droit aux prestations ne sont remplies que compte tenu des dispositions de l'article 45 :
 - a) l'institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle l'intéressé pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance et de résidence accomplies sous les législations des Etats membres auxquelles il a été assujetti avaient été accomplies dans l'Etat en cause et sous la législation qu'elle applique à la date de la liquidation de la prestation. Si, selon cette législation, le montant de la prestation est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au présent alinéa;
 - b) l'institution établit ensuite le montant effectif de la prestation sur la base du montant théorique visé à l'alinéa précédent, au prorata de la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies avant la réalisation du risque sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies avant la réalisation du risque sous les législations de tous les Etats membres en cause;

- c) si la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies, avant la réalisation du risque, sous les législations de tous les Etats membres en cause est supérieure à la durée maximale requise par la législation d'un de ces Etats pour le bénéfice d'une prestation complète, l'institution compétente de cet Etat prend en considération cette durée maximale au lieu de la durée totale desdites périodes, pour l'application des dispositions du présent paragraphe; cette méthode de calcul ne peut avoir pour effet d'imposer à ladite institution la charge d'une prestation d'un montant supérieur à celui de la prestation complète prévue par la législation qu'elle applique;
- d) pour l'application des règles de calcul visées au présent paragraphe, les modalités de prise en compte des périodes qui se superposent sont fixées dans le règlement d'application visé à l'article 97.

3.

4."

Article 47, paragraphes 1 et 2

"Article 47

1. Pour le calcul du montant théorique visé à l'article 46 paragraphe 2 alinéa a), les règles suivantes sont appliquées :

- a) l'institution compétente d'un Etat membre dont la législation prévoit que le calcul des prestations repose sur un salaire moyen, une cotisation moyenne, une majoration moyenne ou sur la relation ayant existé, pendant les périodes d'assurance, entre le salaire brut de l'intéressé et la moyenne des salaires bruts de tous les assurés à l'exclusion des apprentis détermine ces chiffres moyens ou proportionnels sur la base des seules périodes d'assurance accomplies sous la législation dudit Etat ou du salaire brut perçu par l'intéressé pendant ces seules périodes;

- b) l'institution compétente d'un Etat membre dont la législation prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant des salaires, des cotisations ou des majorations détermine les salaires, les cotisations ou les majorations à prendre en compte au titre des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations d'autres Etats membres, sur la base de la moyenne des salaires, des cotisations ou des majorations, constatée pour les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique;
- c) l'institution compétente d'un Etat membre dont la législation prévoit que le calcul des prestations repose sur un salaire ou montant forfaitaire considère que le salaire ou montant à prendre en compte au titre des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations d'autres Etats membres est égal au salaire ou montant forfaitaire ou, le cas échéant, à la moyenne des salaires ou montants forfaitaires correspondant aux périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique;
- d) l'institution compétente d'un Etat membre dont la législation prévoit que le calcul des prestations repose, pour certaines périodes, sur le montant des salaires et, pour d'autres périodes, sur un salaire ou montant forfaitaire prend en compte, au titre des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations d'autres Etats membres, les salaires ou montants déterminés conformément aux dispositions de l'alinéa b) ou c) ou la moyenne de ces salaires ou montants, selon le cas; si, pour toutes les périodes accomplies sous la législation que cette institution applique, le calcul des prestations repose sur un salaire ou montant forfaitaire, elle considère que le salaire à prendre en compte au titre des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations d'autres Etats membres est égal au salaire fictif correspondant à ce salaire ou montant forfaitaire.
2. Les règles de la législation d'un Etat membre concernant la revalorisation des éléments pris en compte pour le calcul des prestations sont applicables, le cas échéant, aux éléments pris en compte par l'institution compétente de cet Etat, conformément aux dispositions du paragraphe 1, au titre des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations d'autres Etats membres.

3."

Article 48, paragraphes 1 et 3

"Article 48

Périodes d'assurance ou de résidence inférieures à une année

1. Nonobstant les dispositions de l'article 46 paragraphe 2, si la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'un Etat membre n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit aux prestations n'est acquis en vertu des dispositions de cette législation, l'institution de cet Etat n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.
2.
3. Au cas où l'application des dispositions du paragraphe 1 aurait pour effet de décharger de leurs obligations toutes les institutions des Etats concernés, les prestations sont accordées exclusivement au titre de la législation du dernier de ces Etats dont les conditions se trouvent satisfaites, comme si toutes les périodes d'assurance et de résidence accomplies et prises en compte conformément aux dispositions de l'article 45 paragraphes 1 et 2 avaient été accomplies sous la législation de cet Etat."

Article 49, paragraphe 1

"Article 49

Calcul des prestations lorsque l'intéressé ne réunit pas simultanément les conditions requises par toutes les législations sous lesquelles des périodes d'assurance, ou de résidence ont été accomplies

1. Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises pour le service des prestations par toutes les législations des Etats membres auxquelles il a été assujetti, compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 45, mais satisfait seulement aux conditions de l'une ou de plusieurs d'entre elles, les dispositions suivantes sont applicables:

- a) chacune des institutions compétentes appliquant une législation dont les conditions sont remplies calcule le montant de la prestation due, conformément aux dispositions de l'article 46;
- b) toutefois :
- i) si l'intéressé satisfait aux conditions de deux législations au moins sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations dont les conditions ne sont pas remplies, ces périodes ne sont pas prises en compte pour l'application des dispositions de l'article 46 paragraphe 2;
 - ii) si l'intéressé satisfait aux conditions d'une seule législation sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations dont les conditions ne sont pas remplies, le montant de la prestation due est calculé conformément aux dispositions de la seule législation dont les conditions sont remplies et compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation.

2.

3."

Article 50

"Article 50

Le bénéficiaire de prestations auquel le présent chapitre a été appliqué ne peut, dans l'Etat sur le territoire duquel il réside et au titre de la législation duquel une prestation lui est due, percevoir un montant de prestations inférieur à celui de la prestation minimale fixée par ladite législation pour une période d'assurance ou de résidence égale à l'ensemble des périodes prises en compte pour la liquidation conformément aux dispositions des articles précédents. L'institution compétente de cet Etat lui verse éventuellement,

pendant toute la durée de sa résidence sur le territoire de cet Etat, un complément égal à la différence entre la somme des prestations due en vertu du présent chapitre et le montant de la prestation minimale".

Article 51 bis

"Chapitre 4

Section 1

Disposition commune

Article 51bis

Totalisation des périodes d'assurance et d'emploi

L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'emploi, tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance ou d'emploi accomplies, sous la législation de tout autre Etat membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique".

Article 57, paragraphe 3, alinéa c)

"Article 57

.....

1.

2.

3.

a)

b)

- c) la charge des prestations en espèces, y compris les rentes, est répartie entre les institutions compétentes des Etats membres sur le territoire desquels la victime a exercé une activité susceptible de provoquer cette maladie. Cette répartition est effectuée au prorata de la durée des périodes d'assurance vieillesse ou des périodes de résidence visées à l'article 45 paragraphe 1, accomplies sous la législation de chacun de ces Etats, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de tous ces Etats, à la date à laquelle ces prestations ont pris cours.

4."

Article 72

"Article 72

Totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi

L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance ou d'emploi tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance ou d'emploi accomplies sur le territoire de tout autre Etat membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique".

Article 79, paragraphes 1, alinéa a) et 4 nouveau

"Article 79

.....

1.

Toutefois :

- a) si cette législation prévoit que l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations dépend de la durée des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence, cette durée est déterminée compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 45 ou de l'article 72 selon le cas;

b)

2.

3.

4. Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 ainsi que des dispositions des articles 77, paragraphe 2, alinéa b) ii), et 78, paragraphe 2, alinéa b) ii), les périodes de résidence accomplies après l'âge de 16 ans sous une législation qui subordonne le droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence sont considérées comme des périodes d'assurance."

Article 82"Article 82

1. Il est institué un Comité consultatif pour la sécurité sociale des travailleurs migrants, ci-après dénommé "Comité consultatif", composé de soixante membres titulaires, à raison, pour chacun des Etats membres, de

a)

b)

c)

.....

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8."

Article 94" Article 94

.....

1. Le présent règlement n'ouvre aucun droit pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur ou à la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé.
2. Toute période d'assurance ainsi que, le cas échéant, toute période d'emploi ou de résidence accomplie sous la législation d'un Etat membre avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou à la date de son application sur le territoire de cet Etat membre est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions du présent règlement.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, un droit est ouvert, en vertu du présent règlement, même s'il se rapporte à une éventualité réalisée antérieurement à la date d'entrée en vigueur de ce règlement ou à la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé.
4. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue en raison de la nationalité ou de la résidence de l'intéressé est, à la demande de celui-ci, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement ou de la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé, sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital.
5. Les droits des intéressés qui ont obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement ou à la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé la liquidation d'une pension ou d'une rente peuvent être révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de ce règlement. Cette disposition s'applique également aux autres prestations visées à l'article 78.
6. Si la demande visée au paragraphe 4, ou au paragraphe 5 est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou de la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé, les droits ouverts en vertu de ce règlement sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de tout Etat membre relatives à la déchéance ou la prescription des droits puissent être opposables aux intéressés.
7. Si la demande visée au paragraphe 4, ou au paragraphe 5 est présentée après l'expiration du délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent règlement ou suivant la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits sont acquis à partir de la date de la demande sous réserve de dispositions plus favorables de la législation de tout Etat membre.

8. En cas de pneumoconiose sclérogène, la disposition de l'article 57 paragraphe 3 alinéa c) est applicable aux prestations en espèces de maladie professionnelle dont la charpe, faute d'un accord entre les institutions intéressées, n'a pu être répartie entre ces dernières avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
9. L'application des dispositions de l'article 73 paragraphe 2 ne peut avoir pour effet de réduire les droits dont bénéficient les intéressés à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ou à la date de son application sur le territoire de l'Etat membre intéressé. Pour les personnes qui bénéficient à cette date de prestations plus favorables en vertu d'accords bilatéraux conclus avec la France, ces accords continuent, en ce qui les concerne, à s'appliquer aussi longtemps qu'elles sont soumises à la législation française. Il n'est pas tenu compte des interruptions d'une durée inférieure à un mois, ni des périodes de perception de prestations pour maladie et chômage. Les modalités d'application de ces dispositions sont fixées par le règlement d'application visé à l'article 97".

ANNEXE I

(Article 1er, alinéa u) du règlement)

Allocations spéciales de naissance exclues du champ d'application du règlement en vertu de l'article 1er, alinéa u)

.....

B. Danemark

Néant

.....

E. Irlande

Néant

.....

I. Norvège

Néant

J. Royaume-Uni

Néant

ANNEXE II

.....

A. Dispositions de conventions de sécurité sociale qui restent applicables
nonobstant l'article 6 du règlement
(Article 7 paragraphe 2 alinéa c) du règlement)

1. Belgique - Danemark

Néant

.....

4. Belgique - Irlande

Néant

.....

8. Belgique - Norvège

Néant

9. Belgique - Royaume-Uni

Néant

10. Danemark - Allemagne

a) l'article 3 paragraphe 4 de la convention sur les assurances sociales
du 14 août 1953

b) le point 15 du protocole final à la convention précitée

c) l'accord complémentaire du 14 août 1953 à la convention précitée

11. Danemark - France

Néant

12. Danemark - Irlande

Néant

13. Danemark - Italie

Néant

14. Danemark - Luxembourg

Néant

15. Danemark - Pays-Bas

Néant

16. Danemark - Norvège

Néant

17. Danemark - Royaume-Uni

Néant

19. Allemagne - Irlande

Néant

.....

23. Allemagne - Norvège

Néant

24. Allemagne - Royaume-Uni

a) les articles 3 paragraphe 6, et 7, paragraphes 2 à 6 de la Convention sur la sécurité sociale du 20 avril 1960

b) les articles 2 à 7 du protocole final à la Convention de sécurité sociale du 20 avril 1960

c) les articles 2 paragraphe 5, et 5, paragraphes 2 à 6 de la Convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1960

25. France - Irlande

Néant

.....

29. France - Norvège

Néant

30. France - Royaume-Uni

L'échange de notes des 27 et 30 juillet 1970 relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des professeurs britanniques exerçant temporairement leur activité dans le cadre de la Convention culturelle du 2 mars 1948

31. Irlande - Italie

Néant

32. Irlande - Luxembourg

Néant

33. Irlande - Pays-Bas

Néant

34. Irlande - Norvège

Néant

35. Irlande - Royaume-Uni

Néant.

.....

38. Italie - Norvège

Néant

39. Italie - Royaume-Uni

Néant

.....

41. Luxembourg - Norvège

Néant

42. Luxembourg - Royaume-Uni

Néant

43. Pays-Bas - Norvège

Néant

44. Pays-Bas - Royaume-Uni

Néant

45. Norvège - Royaume-Uni

Néant

B. Dispositions de conventions dont le bénéfice n'est pas étendu à toutes
les personnes auxquelles s'applique le règlement
(Article 3 paragraphe 3 du règlement)

1. Belgique - Danemark

Néant

.....

4. Belgique - Irlande

Néant

.....

8. Belgique - Norvège

Néant

9. Belgique - Royaume-Uni

Néant

10. Danemark - Allemagne

a) l'article 3 paragraphe 4 de la Convention sur les assurances sociales
du 14 août 1953

b) le point 15 du protocole final à la convention précitée

c) l'accord complémentaire du 14 août 1953 à la convention précitée

11. Danemark - France

Néant

12. Danemark - Irlande

Néant

13. Danemark - Italie

Néant

14. Danemark - Luxembourg

Néant

15. Danemark - Pays-Bas

Néant

16. Danemark - Norvège

Néant

17. Danemark - Royaume-Uni

Néant

.....

19. Allemagne - Irlande

Néant

.....

23. Allemagne - Norvège

Néant

24. Allemagne - Royaume-Uni

a) les articles 3 paragraphe 6, et 7 paragraphes 2 à 6 de la Convention sur la sécurité sociale du 20 avril 1960

b) les articles 2 paragraphe 5, et 5 paragraphes 2 à 6 de la Convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1960

25. France - Irlande

Néant

.....

29. France - Norvège

Néant

30. France - Royaume-Uni

L'échange de notes des 27 et 30 juillet 1970 relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des professeurs britanniques exerçant temporairement leur activité en France dans le cadre de la Convention culturelle du 2 mars 1948

31. Irlande - Italie

Néant

32. Irlande - Luxembourg

Néant

33. Irlande - Pays-Bas

Néant

34. Irlande - Norvège

Néant

35. Irlande - Royaume-Uni

Néant.

.....

38. Italie - Norvège

Néant

39. Italie - Royaume-Uni
Néant

.....

41. Luxembourg - Norvège
Néant

42. Luxembourg - Royaume-Uni
Néant

43. Pays-Bas - Norvège
Néant

44. Pays-Bas - Royaume-Uni
Néant

45. Norvège - Royaume-Uni
Néant

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE III

(Article 37 paragraphe 2 du règlement)

Législations visées à l'article 37 paragraphe 1 du règlement selon lesquelles le montant des prestations d'invalidité est indépendant de la durée des périodes d'assurance ou de résidence

.....

B. Danemark

La loi sur les pensions d'invalidité (promulguée le 15 avril 1970)

.....

E. Irlande

La section 6 de la loi sur la sécurité sociale et les services sociaux (Social welfare act) du 29 juillet 1970

.....

I. Norvège

Néant

J. Royaume-Uni

La loi sur les prestations d'invalidité du 14 juillet 1971

ANNEXE V

(Article 89 du règlement)

MODALITES PARTICULIERES D'APPLICATION DES LEGISLATIONS DE CERTAINS
ETATS MEMBRESB - DANEMARK

1. Est considérée comme travailleur, au sens de l'article 1 alinéa a) lettre ii) du règlement, la personne qui, du fait de l'exercice d'une activité salariée, est soumise à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.
2. La condition d'avoir été antérieurement assuré à titre obligatoire contre la même éventualité dans le cadre d'un régime organisé au bénéfice des travailleurs salariés du même Etat membre, prévue à l'article 1, alinéa a) iii) du règlement, n'est pas applicable aux personnes qui sont affiliées à une caisse agréée d'assurance-chômage.
3. Les périodes d'assurance ou d'emploi accomplies dans un Etat membre autre que le Danemark sont prises en compte pour l'admission en qualité de membre adhérent à une caisse agréée d'assurance-chômage comme s'il s'agissait de périodes d'emploi accomplies au Danemark.
4. Les travailleurs, les demandeurs et titulaires de pension ou de rente, ainsi que les membres de leur famille qui sollicitent des prestations en nature en application des articles 19, 22, 25 paragraphes 1 et 3, 26, 28, 29 et 31 du règlement, bénéficient de ces prestations dans les mêmes conditions que celles prévues par la législation danoise pour les membres de la catégorie A / B, lorsque la charge desdites prestations incombe à l'institution d'un Etat membre autre que le Danemark.

E. IRLANDE

1. Est considérée comme travailleur au sens de l'article 1 (a) (ii) du règlement, la personne qui est assurée ^{à titre} obligatoire ou volontaire conformément aux dispositions de la section 4 de la loi de 1952 sur la sécurité sociale et les services sociaux (Social welfare act 1952).
2. La condition d'avoir été antérieurement assurée à titre obligatoire contre la même éventualité dans le cadre d'un régime organisé au bénéfice des travailleurs salariés du même Etat membre, prévue à l'article 1 (a) (iii), n'est pas applicable aux personnes qui sont affiliées à titre volontaire aux régimes d'assurance de pensions de retraite, de vieillesse et de veuves ainsi qu'au régime d'allocation de décès.
3. Les travailleurs, demandeurs et titulaires de pensions ou de rentes, ainsi que les membres de leur famille qui sollicitent des soins de santé en application des articles 19, 22, 25 paragraphes 1 et 3, 26, 28, 29 et 31 du règlement, bénéficient gratuitement de l'ensemble des soins médicaux lorsque la charge de ces prestations incombe à l'institution d'un Etat membre autre que l'Irlande.
4. Si un travailleur soumis à la législation irlandaise est victime d'un accident après avoir quitté le territoire d'un Etat membre pour se rendre, au cours de son emploi, sur le territoire d'un autre Etat membre, mais avant d'y être arrivé, son droit aux prestations pour cet accident sera établi:
 - a) comme si cet accident s'était produit sur le territoire irlandais et,
 - b) en ne tenant pas compte de son absence du territoire irlandais pour déterminer si, en vertu de son emploi, il était assuré sous ladite législation.

I - NORVEGE

1. Est considérée comme travailleur, au sens de l'article 1 a) ii) du règlement, la personne dont le revenu pris en compte pour la pension entre dans la catégorie des revenus énumérés dans le chapitre 6, section 4, paragraphe 1 de la loi n° 12 du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.
2. L'allocation compensatoire prévue par la loi du 19 décembre 1969 n'est accordée, dans les conditions prévues par cette loi, qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité, de vieillesse ou de décès ou aux bénéficiaires d'une prestation de réadaptation due au titre de la loi sur l'assurance nationale, qui résident sur le territoire norvégien.
3. Les dispositions transitoires pour le calcul des pensions complémentaires prévues par le chapitre 7, section 5 de la loi sur l'assurance nationale n° 12 du 17 juin 1966 sont applicables à un travailleur qui n'est pas ressortissant norvégien ou réfugié résidant en Norvège à la condition qu'il ait résidé sur le territoire norvégien :
 - i) pendant au moins dix ans après son seizième anniversaire et avant le 1er janvier 1967,
 - et
 - ii) pendant au moins vingt ans après son seizième et avant son soixante-dixième anniversaire, ou avant son décès si celui-ci survient avant cette dernière date.

4. a) Les prestations aux mères célibataires prévues par le chapitre 12, section 2 et section 3 deuxième alinéa de la loi sur l'assurance nationale n° 12 du 17 juin 1966 sont servies sur le territoire d'un autre Etat membre pour autant que l'intéressée justifie de dix mois de résidence sur le territoire norvégien avant la date prévue pour l'accouchement.
- b) Les prestations aux mères célibataires prévues par le chapitre 12, section 3 premier alinéa de la loi sur l'assurance nationale n° 12 du 17 juin 1966 ne sont accordées que si l'intéressée réside en Norvège.

J. ROYAUME - UNI

1. Est considérée comme travailleur, au sens de l'article 1 a) ii) du règlement, toute personne qui est tenue de cotiser en qualité de travailleur salarié, ainsi que toute personne qui, ayant été antérieurement tenue de cotiser en cette qualité, est tenue de cotiser en qualité de travailleur indépendant ou de personne non active.
2. Pour l'application de la législation du Royaume-Uni, il faut entendre :
 - a) par "période d'assurance", toute période pour laquelle des cotisations ont été versées ou sont considérées comme ayant été versées par une personne visée au paragraphe 1;
 - b) par "période assimilée", toute période pour laquelle des cotisations ont été portées au compte d'une personne visée au paragraphe 1;
 - c) par "prestation de vieillesse", une pension contributive de vieillesse ou une pension de retraite (contributory old age pension or retirement pension);
 - d) par "prestation de survivant", l'allocation de veuve (widow's allowance), l'allocation de mère veuve (widowed mother's allowance), la pension de veuve (widow's pension), la pension de base de veuve (widow's basic pension), l'allocation de tuteur (guardian's allowance) et l'allocation spéciale d'enfant (child's special allowance)
3. Lorsqu'une personne réside habituellement sur le territoire du Royaume-Uni ou a été, depuis sa dernière arrivée sur ce territoire, tenue de cotiser sous la législation du Royaume-Uni en qualité de travailleur salarié, et qu'elle demande, en raison d'incapacité de travail, de maternité ou de chômage, à être exemptée du versement des cotisations pour une certaine période et que des cotisations soient portées à son compte pour ladite période, toute période pendant laquelle elle a été occupée sur le territoire d'un autre Etat membre sera, aux fins de cette demande, considérée comme une période durant laquelle elle a été occupée sur le territoire du Royaume-Uni et pour laquelle elle a cotisé en qualité de travailleur salarié en application de la législation du Royaume-Uni.

4. Pour l'application des dispositions du titre III, chapitre 3 du règlement:
- a) lorsque, en vertu de la législation du Royaume-Uni, une femme sollicite une pension de vieillesse
 - i) au titre de l'assurance de son mari, ou
 - ii) au titre de son assurance personnelle et que, son mariage ayant pris fin par le décès de son mari ou autrement, les cotisations de ce dernier sont prises en compte pour la détermination de ses droits à pensiontoute référence à une période d'assurance accomplie par elle sera considérée, pour établir la moyenne annuelle des cotisations versées par son mari ou portées au compte de celui-ci, comme incluant référence à une période d'assurance accomplie par le mari;
 - b) il ne sera pas tenu compte des cotisations proportionnelles (graduated contributions) versées par l'assuré sous la législation du Royaume-Uni ni des prestations proportionnelles de retraite (graduated retirement benefits) payables sous la même législation. Ces prestations s'ajouteront au montant de la prestation due en vertu de cette législation, déterminé conformément aux dispositions dudit chapitre, pour constituer la prestation effectivement due à l'intéressé.
5. Aux fins du droit aux prestations de chômage en vertu de la législation du Royaume-Uni, tout assuré sera censé avoir résidé sur le territoire du Royaume-Uni durant toute période antérieure à la date de sa demande de prestations pendant laquelle il aura résidé sur le territoire d'un autre Etat membre.
6. Si, conformément aux dispositions du titre II du règlement, la législation du Royaume-Uni est applicable à un travailleur, il sera traité, aux fins du droit aux allocations familiales:
- a) comme si son lieu de naissance ou celui de ses enfants ou des personnes à sa charge était situé sur le territoire du Royaume-Uni, si ce lieu est situé sur le territoire d'un autre Etat membre et,
 - b) comme s'il avait été présent sur le territoire du Royaume-Uni, antérieurement à sa demande de prestations, pendant toute période d'assurance, période assimilée ou période d'emploi qu'il a accomplie sur le territoire ou sous la législation d'un autre Etat membre.

7. Si, conformément aux dispositions du titre II du règlement, la législation du Royaume-Uni est applicable à un travailleur, il sera traité, aux fins du droit à l'allocation d'aide (attendance allowance) :
- a) comme si son lieu de naissance était situé sur le territoire du Royaume-Uni, si ce lieu est situé sur le territoire d'un autre Etat membre, et
 - b) comme s'il avait résidé de façon habituelle au Royaume-Uni et y avait été présent pendant toute période d'assurance, période assimilée ou période d'emploi qu'il a accomplie sur le territoire ou sous la législation d'un autre Etat membre.
8. Si un travailleur soumis à la législation du Royaume-Uni est victime d'un accident après avoir quitté le territoire d'un Etat membre pour se rendre, au cours de son emploi, sur le territoire d'un autre Etat membre, mais avant d'y être arrivé, son droit aux prestations pour cet accident sera établi;
- a) comme si cet accident s'était produit sur le territoire du Royaume-Uni, et
 - b) en ne tenant pas compte de son absence du territoire du Royaume-Uni pour déterminer si, en vertu de son emploi, il était assuré sous la dite législation.
9. Le règlement ne s'applique pas aux dispositions de la législation du Royaume-Uni destinées à mettre en vigueur un accord de sécurité sociale conclu entre le Royaume-Uni et un pays tiers antérieurement à la date d'entrée en vigueur du Traité d'adhésion aux Communautés Européennes.
10. Aux fins de l'application du règlement, il faut entendre par "navire battant pavillon d'un Etat membre", en ce qui concerne le Royaume-Uni, un navire ou hovercraft immatriculé au Royaume-Uni ou tout autre navire britannique dont l'armateur (ou l'armateur gérant s'il y a plusieurs armateurs) ou le gérant, a son siège principal d'activité sur le territoire du Royaume-Uni.

000273

00000025

Historical Archives of the European Commission

000274

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

SEC(71) 4481 final

Bruxelles, le 10 décembre 1971

annexe 15/25.

SUPPLEMENT AU VINGT-HUITIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA
COMMISSION AU CONSEIL SUR LES ADAPTATIONS TECHNIQUES
DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES A LA SITUATION DE
LA COMMUNAUTE ELARGIE

"DELAIS CONCERNANT LE SECTEUR AGRICULTURE"

Supplément au vingt-huitième rapport intérimaire de la commission au conseil sur les adaptations techniques des réglementations communautaires à la situation de la communauté élargie.

"DELAIS CONCERNANT LE SECTEUR AGRICULTURE"

1. On mentionnait au point 2 du 28ème rapport intérimaire "Délais" (Doc.SEC (71) 3743 final du 20.10.1971) que les délais concernant les actes du secteur agricole seraient communiqués ultérieurement.

La Commission présente à ce sujet un supplément à ce rapport.

2. A l'égard des demandes formulées par les Etats candidats, la Commission peut répéter les observations qui figurent aux points 4 et 5 dans le 28ème rapport, notamment en ce qui concerne les règlements relatifs aux organisations communes de marchés.

3. Il est à noter que la demande des délégations norvégienne et britannique a été faite en excluant de ce délai la participation aux délibérations des Comités du type Comité de gestion.

Il paraît également à la Commission que cette participation est nécessaire dès la date d'adhésion. Elle est en effet justifiée par la nécessité pour les nouveaux Etats membres de participer à l'élaboration des décisions qui leur seront applicables.

Les mêmes considérations sont valables pour les autres Comités prévoyant des procédures, tels que le Comité vétérinaire Permanent.

Une disposition appropriée devrait être insérée dans le texte d'adhésion.

A N N E X E

Liste des délais demandés par les pays candidats concernant
la reprise des réglementations communautaires en matière
d'agriculture

I. REGLEMENTS

	R. U.	Irlande	Danemark	Norvège
Ensemble des règlements du secteur agricole	3 mois	-	-	3 mois

II - DECISIONS

	R. U.	Irlande	Danemark	Norvège
D. 69/100	-	-	-	-
D. 68/276	-	-	-	-
D. 70/313	-	-	-	-
Décision 4/12/62	-	-	-	-
D. 68/183	-	-	-	-
Décision 12/9/60	-	-	-	-
Décisions concernant comités consultatifs et autres	-	-	-	-

..../..

III - DIRECTIVES

	R. U	Irlande	Danemark	Norvège
a) <u>Législation des denrées alimentaires</u>				
Dir. 23.10.62	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 64/54	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 67/427	6 mois	-	6 mois	6 mois
Dir. 65/66	6 mois	-	6 mois	6 mois
Dir. 70/357	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
b) <u>Législation forestière</u>				
Dir. 66/404	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 68/39	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 71/161	6 mois	-	-	6 mois
c) <u>Législation des semences et plants</u>				
Dir. 66/400	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 66/401	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 66/402	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 66/403	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 68/193	6 mois	-	-	-
Dir. 69/205	6 mois	6 mois	-	6 mois
Dir. 70/457	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Dir. 70/458	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
d) <u>Législation des aliments des animaux</u>				
Dir. 70/373	6 mois	6 mois	-	6 mois
Dir. 70/504	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 71/250	6 mois	-	-	6 mois
e) <u>Législation vétérinaire</u>				
Dir. 64/432	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 64/433	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 65/276	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 65/277	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 71/118	6 mois	-	-	6 mois

III - DIRECTIVES (suite)

	R. U	Irlande	Danemark	Norvège
f) <u>législation phytosanitaire</u>				
Dir. 69/464	6 mois	6 mois	-	6 mois
Dir. 69/465	6 mois	6 mois	-	6 mois
Dir. 69/466	6 mois	6 mois	-	6 mois
g) <u>Structures</u>				
Dir. 68/161	6 mois	-	-	6 mois
Dir. 69/400	-	-	-	-

Dans les tableaux ci-dessus, un tiret signifie qu'aucun délai n'a été demandé.

000279

00000026

Historical Archives of the European Commission

000280
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(71) 4550 final

Bruxelles, le 17 décembre 1971

annexe 7E/26

DEUXIEME SUPPLEMENT AU
TREIZIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL
SUR LES ADAPTATION TECHNIQUES DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES
A LA SITUATION DE LA COMMUNAUTE ELARGIE ("AFFAIRES SOCIALES")

2ème SUPPLEMENT AU TREIZIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL
SUR LES ADAPTATIONS TECHNIQUES DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES A LA SITUATION
DE LA COMMUNAUTE ELARGIE ("AFFAIRES SOCIALES").

1) La Commission présente un 2ème Supplément au treizième rapport intérimaire (doc. SEC(7I) 2762 final du 16 juillet 1971). Ce Supplément se réfère aux adaptations techniques à apporter à la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil Spécial de Ministres du 9 juillet 1957, concernant le mandat et le règlement intérieur de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille.

2) Etant donné que la représentation des Etats membres dans l'Organe permanent ne dépend pas forcément de la présence des mines de houille dans les Etats concernés, la Commission propose, comme il a été indiqué dans l'annexe ci-joint, d'augmenter le nombre des membres de l'Organe de façon proportionnelle.

2ème SUPPLEMENT AU TREIZIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL.

Ajouter à l'Annexe II (Liste des actes communautaires nécessitant des adaptations techniques) :

- Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil spécial de Ministres du 9 juillet 1957, concernant le mandat et le règlement intérieur de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille

J.O. n° 487/57 du 31 août 1957

modifié par :

- Décision du 11 mars 1965 des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil spécial de Ministres, portant modification de la décision du 9 juillet 1957

J.O. n° 698/65 du 22 mars 1965

Il y a lieu d'apporter les adaptations techniques suivantes aux articles énumérés ci-dessous du Règlement intérieur de l'Organe permanent :

article 3 :

Le chiffre "24", indiquant le nombre des membres de l'Organe, doit être modifié en "40".

article 5 :

à supprimer(ainsi que son titre).(1)

article 9 :

Le chiffre "trois", indiquant le nombre minimum des Gouvernements représentés ayant droit de demander une réunion du Comité restreint, doit être modifié en "cinq".

(1) Par la suite, la numération des articles suivants est à adapter.

article 13 § 3 :

Le chiffre "quatre", indiquant les langues dans lesquelles les documents sont rédigés, doit être modifié en "sept".

article 15 § 1 :

A supprimer les mots : "ainsi qu'aux observateurs du Royaume-Uni".

article 18 § 1 :

Le chiffre "seize", indiquant le nombre des membres qui doivent au moins être présents pour délibérer valablement au sein de l'Organe, doit être modifié en "vingt-six".

article 18 § 2 :

Le chiffre "treize", indiquant la majorité de voix requises pour les propositions de l'Organe permanent, doit être modifié en "vingt et un".

000284

00000027

Historical Archives of the European Commission

000285

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(71) 4606 final

Bruxelles, le 23 décembre 1971

annex 7E/17.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU D'INFORMATION
COMPTABLE AGRICOLE DE LA C.E.E.

(Communication de la Commission au Conseil)

COMMUNICATION DE LA COMMISSION
AU CONSEIL

Concerne : Réseau d'information comptable agricole de la C.E.E.

Objet : Délai supplémentaire pour la présentation du rapport complet sur le fonctionnement du Réseau.

Conformément aux dispositions de l'article 23 du règlement N° 79/65/CEE, la Commission devait soumettre au Conseil avant le 1er Janvier 1970 un rapport complet sur le fonctionnement du réseau d'information comptable agricole de la C.E.E., accompagné le cas échéant d'une proposition en vue d'amender les dispositions de ce règlement.

La Commission a présenté un tel rapport en date du 23 Décembre 1969; ce rapport n'avait cependant qu'un caractère intérimaire, eu égard au retard technique intervenu dans la mise en oeuvre du réseau jusqu'en 1968.

Considérant que le rapport complet prévu à l'article 23 du règlement N° 79/65/CEE devait tenir compte de l'expérience acquise dans le domaine, non seulement de la sélection des exploitations comptables, mais aussi du dépouillement des données comptables et de la présentation des résultats comptables, le Conseil lors de sa 117^e session les 8/9 Juin 1970, prenait acte du rapport intérimaire de la Commission et invitait celle-ci à lui présenter le rapport complet pour le 1er Janvier 1972 au plus tard.

Pour des causes multiples d'ordre technique qui se sont manifestées au niveau de la collecte des données comptables et de leur dépouillement et malgré les efforts méritoires déployés tant par les instances responsables des Etats membres que par ses propres services, la Commission n'a

été en mesure de procéder au traitement mécanographique des premières données comptables qu'à partir du milieu de l'année 1971.

Actuellement les résultats comptables "1968" et "1969" sont disponibles; ils ont été transmis pour examen aux Etats membres courant Novembre 1971. Les résultats "1970" sont en cours de dépouillement. Les retards techniques enregistrés quant à la collecte des données comptables et au dépouillement de celles-ci, sont ainsi en bonne voie de rattrapage.

La Commission n'est cependant pas en mesure de présenter au Conseil pour le 1er Janvier 1972, le rapport complet prévu à l'article 23 du règlement N° 79/65/CEE, car le Comité communautaire du réseau d'information n'a pu jusqu'à ce jour procéder à l'examen critique et à l'appréciation des premiers résultats comptables prévus à l'article 20 § 1 b) du règlement N° 79/65/CEE. C'est là une étape ultime essentielle, dont il convient de tenir compte dans l'établissement du rapport en question.

Pour ne pas encombrer les travaux du Conseil en lui présentant le 1er Janvier 1972 un nouveau rapport intérimaire qui précéderait de quelques mois seulement le rapport complet, la Commission estime opportun d'attendre de disposer de tous les éléments nécessaires à l'établissement du rapport complet en question. Elle entend d'ailleurs saisir ce nouveau délai pour examiner les implications de l'élargissement prochain des Communautés Européennes sur l'organisation même du réseau d'information, afin de consacrer à cette question un chapitre spécial de son rapport complet.

Ce rapport complet de la Commission sera présenté au Conseil, en tout état de cause avant le 1er Août 1972, en même temps que les résultats comptables des trois premiers exercices "1968", "1969" et "1970".

000288

00000028

Historical Archives of the European Commission

000289

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(71) 4634 final

Bruxelles, le 20 décembre 1971

annexe PE/28

Deuxième rapport intérimaire de la Commission
au Conseil concernant la mise au point des textes
en langue norvégienne des
Traités et de réglementations communautaires existantes

1. Suite à son premier rapport intérimaire [voir document SEC (71) 3985 final], la Commission soumet au Conseil son deuxième rapport intérimaire concernant la mise au point des textes en langue norvégienne des Traités et réglementations communautaires existantes.

2. Sur base des traductions déjà effectuées dans la capitale norvégienne l'équipe de linguistes réviseurs norvégiens a préparé les textes ci-joints de la version en langue norvégienne du Traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et documents annexes, du Traité du 22 avril portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes (y compris les deux Décisions annexes du 21 avril 1970), du Traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique (Euratom), et des annexes du Traité CEE. Ces versions révisées des Traités ont été faites en étroite collaboration avec les services intéressés de la Commission, et tant les représentants de la Commission que ceux du Danemark y ont donné leur accord.

3. Dans ces travaux, le groupe de réviseurs s'est fondé sur les quatre textes officiels du Traité qui font également foi. Il a également bénéficié des études et travaux qui ont été effectués pour préparer la nouvelle version anglaise du Traité.

4. Les textes visés ci-dessus sont joints en annexe à la présente communication. La Commission les soumet au Conseil et propose qu'ils soient transmis à la Conférence pour y être adoptés comme versions danoises faisant foi.

000291

00000029

Historical Archives of the European Commission

000292

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(71) 4682 final

Bruxelles, le 23 décembre 1971

annex PE/29

SIXIEME RAPPORT SUR L'APPLICATION
DU REGLEMENT (CEE) n° 974/71

(présenté par la Commission au Conseil)

SIXIEME RAPPORT SUR L'APPLICATION
DU REGLEMENT (CEE) No 974/71

(présenté par la Commission au Conseil)

I

Aux termes de l'article 8 paragraphe 3 du règlement (CEE) no 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres (J.O. du 12 mai 1971 p. 1) la Commission doit soumettre, chaque mois, un rapport au Conseil sur les conditions d'application dudit règlement.

Le présent rapport - le sixième - couvre la période allant du 8 novembre au 5 décembre 1971.

II

1. Pendant la période faisant l'objet du présent rapport, une modification des montants compensatoires s'est avérée nécessaire. En effet, au cours de la semaine du 18 au 24 novembre les cours se sont développés de telle façon (cf. annexe II) que le taux retenu pour la fixation précédente des montants compensatoires applicables à partir du 4 octobre aux pays du Benelux (6,5 %) a été dépassé de 1,4 points (moyenne entre les taux effectifs pour le florin - 8,1 % - et le franc belge - 7,6%). Il a été dès lors nécessaire de procéder, conformément à l'article 3 du règlement (CEE) no 974/71 à une modification des montants compensatoires applicables dans les échanges avec les pays du Benelux à partir du 29 novembre 1971 (règlement (CEE) no 2535 /71 du 25 novembre 1971, J.O. no L 262 du 27.11.1971 p.5).
2. Une autre modification a été apportée, au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, au régime des montants compensatoires.

Dans certains secteurs (viande de porc, oeufs, viande de volaille, albumines, vin, lait et produits laitiers) si les pays tiers exportateurs respectent un prix minimum ("prix d'écuse" "prix de référence" ou "valeur franco frontière") la charge à l'importation est limitée à un certain montant. Dans le cas où le prix d'offre à l'importation dans un Etat membre dont la monnaie "flotte" est exprimé dans la monnaie de cet Etat membre et comparé avec le prix minimum exprimé dans la même monnaie, le pays tiers exportateur devrait respecter un prix qui dans la monnaie de l'Etat membre importateur n'a pas subi de modifications, tout en étant augmenté en général, lorsqu'il est exprimé en la monnaie du pays tiers exportateur.

De ce fait, le respect du prix minimum en question conduit, dans le cas précité, à une augmentation du prix du produit à importer dans une mesure correspondant à l'effet de la flottaison. En sus le produit importé est frappé du montant compensatoire.

Afin d'éviter ce résultat, la Commission avait déjà déclaré (cf. premier rapport sur l'application du règlement (CEE) no 974/71 - sous II. B 3 b) que l'on pouvait considérer le prix minimum comme respecté lorsque le vendeur prenait en charge le montant compensatoire perçu à l'importation. L'expérience a démontré qu'une précision dans la législation communautaire était utile. A cette fin, la Commission a soumis aux Comités de gestion concernés, un projet de règlement indiquant que le prix minimum était considéré comme respecté lorsque le prix d'offre augmenté du montant compensatoire n'y était pas inférieur. Etant donné les possibilités de modification des montants compensatoires il a paru utile de créer une règle permettant aux opérateurs de tenir compte d'un montant compensatoire connu lorsqu'ils établissent leur prix d'offre franco frontière. Cette règle consiste dans la disposition selon laquelle l'augmentation du prix d'offre précitée se fait à l'aide du montant compensatoire le plus élevé valable pendant la période de 14 jours précédant immédiatement le jour de l'importation.

Les dispositions en question ont été introduites comme article 3 bis dans le règlement (CEE) no 1013/71 (règlement (CEE) no 2604 /71 J.O. no L 269 du 8.12.1971 p. 14).

3. La Commission a été saisie pendant la période en question de plaintes faisant état de difficultés qui résultent du fait que les montants compensatoires ne suivent pas exactement le développement des cours mais sont fixés d'une manière forfaitaire. Ce n'est pas la première fois que des tendances se font jour dans le commerce intéressé visant à compléter et perfectionner le système. La Commission n'a pas pu suivre de telles demandes ne correspondant pas aux principes du règlement (CEE) no 974/71, qui comporte des éléments de calcul forfaitaire.
4. En ce qui concerne les difficultés d'ordre administratif, provenant de l'application faite dans un Etat membre, dont il a été fait référence dans le cinquième rapport sur l'application du règlement (CEE) no 974/71 que la Commission a présenté au Conseil le 22 novembre 1971, les services de la Commission ont pris les contacts nécessaires et ont organisé une réunion avec les autorités compétentes de l'Etat membre importateur concerné. Ces difficultés paraissent désormais surmontées.

TAUX RETENUS

Fixation des montants compen- satoires valables à partir du	Cours effectifs constatés les	Taux retenus en %			
		DM	Fl.	F.B./flux	moyenne Fl. et F.B.
12/5/71	12,13 mai 1971	3	2		-
21/6/71	11,14,15,16 juin 1971	4,2	2		-
2/8/71	28 juillet 1971	5,4	1,8		-
16/8/71	5,6,9,10,11 août 1971	6,4	3		-
24/8/71	24 août 1971 (pour le calcul en FB)	6,4	3	3	3
30/8/71	23,24,25 août 1971	7	4,4	2,9	3,6
27/9/71	16,17,20,21,22 septembre 1971	8,2	5,6	4,6	5,1
4/10/71	23,24,27,28,29 septembre 1971	9,4	7,0	5,9	6,5
29/11/71	18,19,22,23,24 novembre 1971	9,4	8,1	7,6	7,9

ANNEXE II

EVOLUTION DES COURS DE CHANGE AU COMPTANT

Dates	DM. parité - \$: 3,66		Hfl. : parité - \$: 3,62		FB. : parité - \$: 50,0	
	Cours effectifs	Taux en %	Cours effectifs	Taux en %	Cours effectifs	Taux en %
28.10	3,3371	8,82	3,35375	7,35	46,645	6,71
29.10.	3,3364	8,84	3,348125	7,51	46,62	6,76
1.11.	3,3390	8,77	3,351875	7,41	jour férié	-
2.11.	3,3357	8,86	3,35	7,46	46,57875	6,84
3.11.	3,3370	8,83	3,349375	7,48	46,51	6,98
Moyenne	3,33704	8,8	3,350625	7,4	46,5884375	6,8
4.11.	3,3387	8,78	3,3475	7,53	46,43625	7,13
5.11.	3,3382	8,79	3,3425	7,67	46,395	7,21
8.11.	3,3420	8,69	3,34	7,73	46,3675	7,27
9.11.	3,3448	8,61	3,340625	7,72	46,41	7,18
10.11.	3,3472	8,55	3,343125	7,65	46,4575	7,09
Moyenne	3,34218	8,7	3,34275	7,7	46,41325	7,2
11.11.	3,3488	8,50	3,343125	7,65	jour férié	-
12.11.	3,3380	8,80	3,33625	7,84	46,46	7,08
15.11.	3,3382	8,79	3,3375	7,80	46,46	7,08
16.11.	3,3382	8,79	3,338125	7,79	46,4875	7,03
17.11.	jour férié	-	3,338125	7,79	46,46375	7,07
Moyenne	3,3408	8,7	3,338625	7,8	46,4678125	7,1
18.11.	3,3424	8,68	3,343125	7,65	46,4325	7,14
19.11.	3,3275	9,08	3,32875	8,05	46,21	7,58
22.11.	3,3280	9,07	3,329375	8,03	46,17	7,66
23.11.	3,3276	9,08	3,32625	8,11	46,11	7,78
24.11.	3,3160	9,40	3,31000	8,56	45,96875	8,06
Moyenne	3,3283	9,1	3,3275	8,1	46,17825	7,6

000298

000000030

Historical Archives of the European Commission

000299

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

SEC(71) 4684 final

Bruxelles, le 20 décembre 1971

Annexe PE/30.

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'implantation des services communautaires à Bruxelles et à Luxembourg

Situation à la fin du troisième trimestre 1971

000300

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'implantation des services communautaires à Bruxelles et à Luxembourg.

Situation à la fin du troisième trimestre 1971

Conformément à l'article 10 de la décision des représentants des Gouvernements des Etats Membres, relative à l'installation provisoire de certaines Institutions et de certains services des Communautés (Traité de fusion) la Commission est invitée "à présenter chaque année un rapport sur la situation existante en ce qui concerne l'installation des organismes et services communautaires et sur les possibilités de prendre de nouvelles mesures dans le sens de cette disposition en tenant compte des nécessités du bon fonctionnement des Communautés".

En application de ces dispositions, la Commission a présenté au Conseil un premier rapport, le 25.10.1968 (doc. SEC(68) 3350 final), un deuxième rapport le 17.12.1969 (doc. SEC(69) 4897 final) et un troisième rapport le 27.10.1970 (doc. SEC(70) 3681 final).

Le quatrième rapport, constitué par le présent document, a pour objet de porter à la connaissance du Conseil la situation, telle qu'elle apparaît à fin novembre 1971.

* *
* *

I. EFFECTIFS EN POSTE A BRUXELLES

A fin novembre 1971, les effectifs attribués aux différents services de la Commission affectés d'une manière permanente à Bruxelles sont de 4743 fonctionnaires et agents locaux (Budget de fonctionnement et Budget de recherches), soit :

Catégorie A	1378
Cadre linguistique	469
Catégorie B	821
Catégorie C	1670
Catégorie D	242
Agents locaux	163
Total	4743

.../...

II. EFFECTIFS EN POSTE A LUXEMBOURG

A fin novembre 1971, les effectifs attribués aux différents services de la Commission affectés d'une manière permanente à Luxembourg sont de 1098 fonctionnaires et agents locaux (Budget de fonctionnement et Budget de recherches), soit :

Catégorie A	221
Cadre linguistique	72
Catégorie B	252
Catégorie C	406
Catégorie D	58
Agents locaux	89
Total	1098

III. SERVICE DE LA COMMISSION IMPLANTES A LUXEMBOURG

Les effectifs des directions générales et services de la Commission implantés à Luxembourg se répartissent comme suit :

1. l'Office Statistique (à l'exception d'une antenne groupant quelques agents installée à Bruxelles). Les effectifs présents à Luxembourg s'élèvent à 200 fonctionnaires (73 A, 67 B et 60 C);
2. la Direction "Protection sanitaire" (direction V - E) et la Direction "Médecine du travail" (direction V - F) de la Direction générale des Affaires sociales, soit 64 fonctionnaires (29 A, 12 B et 23 C);
3. la Direction générale de la Diffusion des connaissances (à l'exception d'une antenne de la Bibliothèque scientifique qui a dû être maintenue à Bruxelles pour les besoins des directions générales compétentes en matière de recherche et de technologie), soit 110 fonctionnaires (39 A, 18 B, 49 C et 4 D);
4. la Direction générale du Crédit et des Investissements, soit 61 fonctionnaires (24 A, 19 B et 18 C);
5. la Direction du Contrôle de Sécurité, soit 63 fonctionnaires (21 A, 24 B et 18 C);

6. le Bureau de liaison entre la Commission et la Banque Européenne d'Investissements faisant partie de la Direction générale des Affaires économiques et Financières, soit 2 fonctionnaires (1 A et 1 C);
7. le Bureau de Presse et d'Information de Luxembourg (de la Direction générale "Presse et Information"), soit 3 fonctionnaires (1 A, 1 B et 1 C);
8. les services administratifs dépendant de la Direction générale du Personnel et de l'Administration, soit 414 fonctionnaires et agents (16 A, 72 LA, 53 B, 173 C, 49 D et 51 agents locaux). Parmi ces services, il faut signaler :
 - le Service spécialisé "Centre de Calcul", à l'exception de l'antenne du Terminal à Bruxelles, est chargé des travaux émanant aussi bien des services implantés à Luxembourg que de ceux installés à Bruxelles;
 - le "Service de Traduction à moyen et à long terme", dont le rattachement à l'Office des Publications a été décidé en exécution de l'article 8 de la décision du 8 avril 1965 des représentants des Gouvernements des Etats Membres relative à l'installation provisoire de certaines institutions et certains services des Communautés. Ce rattachement a pour effet de permettre à la Commission comme par le passé, et également à d'autres Institutions et organismes de la Communauté, de faire appel, via l'office, à ce service de traduction. Il a été prévu en effet que la Commission, à la demande de l'office, lui garantirait l'exécution de tous travaux de traduction, soit pour son propre compte, soit pour compte des autres Institutions de la Communauté. Ces travaux sont assurés par les effectifs du service de traduction à moyen et à long terme de la Commission installé à Luxembourg, dont les effectifs continuent à être gérés par la Commission dans le cadre général des dispositions applicables à son personnel.
9. certains services implantés à Bruxelles ont affecté à Luxembourg quelques-uns de leurs collaborateurs afin d'assurer de meilleurs contacts avec les services installés à Luxembourg. Il s'agit de 23 fonctionnaires ainsi répartis :

Secrétariat Général	: 5
Service Juridique	: 7
Bureau de Sécurité	: 3
Direction générale des Budgets	: 4
Direction générale du Contrôle financier	: 3
Direction générale des Affaires industrielles, technologiques et scientifiques	: 1

Si l'augmentation globale des effectifs de la Commission sans compter le personnel de l'Office des Publications qui sera traité sous le point IV, a été, par rapport à l'exercice 1970, de 18 unités seulement (les effectifs sont passé de 1080 à 1098), on doit en rechercher la raison dans le transfert au Parlement Européen de 26 fonctionnaires LA (interprètes) et de 1 fonctionnaire C de la Commission.

IV. OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Conformément à l'article 8 de la décision des représentants des Gouvernements des Etats Membres, un "Office des Publications officielles des Communautés Européennes" a été établi. En application de la décision du 16 janvier 1969 prise par les institutions et organes européens, l'Office des Publications officielles est dirigé par un Comité de direction composé de représentants des cinq institutions et organes.

L'Office s'est vu attribuer pour l'exercice 1971 une augmentation des effectifs de 21 postes supplémentaires (1 A, 7 B, 12 C et 1 D), plus 1 emploi d'agent local.

De ce fait, l'Office dispose actuellement d'un effectif de 158 fonctionnaires et agents ainsi répartis :

Catégorie A	8
Catégorie B	53
Catégorie C	54
Catégorie D	5
Agents locaux	38

Total	158

V. IMPLANTATION DES SERVICES A LUXEMBOURG

Le nombre des locaux occupés à fin novembre 1970 par les services installés à Luxembourg s'élève à 12 immeubles avec 696 locaux à usage de bureaux pour les services de la Commission et de 2 immeubles avec 76 bureaux pour l'Office des Publications.

VI. BILAN ET PERSPECTIVES

Pour être complet, il y a lieu d'ajouter aux effectifs de la Commission et de l'Office des Publications, les effectifs des autres institutions et organismes installés à Luxembourg : le Parlement européen compte 553 fonctionnaires permanents, la Cour de Justice 126 et la Banque Européenne d'Investissements 218, au total 897 fonctionnaires, soit, par rapport à 1970, une augmentation de 102 fonctionnaires permanents, auxquels s'ajoute un certain nombre d'agents temporaires, auxiliaires et locaux.

Il est d'ores et déjà acquis que l'accroissement des effectifs des organismes et services communautaires installés à Luxembourg se poursuivra en 1972 du fait, notamment, de la création d'emplois nouveaux autorisés par le Conseil au titre du budget 1972.

Les perspectives d'élargissement des Communautés permettent également de prévoir que la croissance des effectifs des institutions de la Communauté installés à Luxembourg se confirmera en 1973.

000306

193

Historical Archives of the European Commission

Projet d'Ordre du Jour 193 vers F2

000307

Historical Archives of the European Commission

000308

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat Général

COM(72) OJ 193

Bruxelles, le 20 janvier 1972

PROJET D'ORDRE DU JOUR

de la 193e réunion de la Commission
à tenir à Bruxelles
200, rue de la Loi (Berlaymont)
le mercredi 26 janvier 1972
(matin à 10 h et après-midi à 15 h)

1. Approbation du projet d'ordre du jour

doc. COM(72) OJ 193

2. Approbation des projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 189e réunion de la Commission (réunion du 15 décembre 1971)

doc. COM(71) FV 189
COM(71) PV 189, 2e partie

3. Approbation des projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 191e réunion de la Commission (réunion des 10 et 12 janvier 1972)

doc. COM(72) PV 191
COM(72) PV 191, 2e partie

4. Résultats de la réunion hebdomadaire des Chefs de cabinet

doc. SEC(72) 235

5. Conclusions de la 628e réunion du Comité des Représentants permanents et questions à l'ordre du jour de la 629e réunion du Comité

doc. SEC(72) 257

Première partie

6. Situation monétaire internationale

7. Négociations commerciales avec les
Etats-Unis8. Relations de la Communauté avec
des pays tiers

- Communications verbales de
M. DAHRENDORF et de M. DENIAU

9. Déroulement de la 185e session du
Conseil et de la cérémonie de signature
du Traité d'adhésion de la
Grande-Bretagne, de l'Irlande, du
Danemark et de la Norvège (Bruxelles,
22 janvier 1972)

- Communication verbale de M. DENIAU

10. Organisation des travaux inté-
rieures après la signature du
Traité d'adhésion

- Communication verbale de M. DENIAU

11. Problèmes relatifs à la politique
agricole commune

- Communication de M. MANSHOET

12. Problèmes intéressant différents
Comités

a) Communication de M. le Président

doc. SEC(71) 4184
SEC(71) 4184/2

b) Note de M. SPINELLI

doc. SEC(71) 4184/3

Deuxième partie

13. Déroulement de la 186e session du Conseil consacrée à l'agriculture (Bruxelles, 24 et 25 janvier 1972)

- Communication verbale de M. MANSHOLT

14. Préparation de la 187e session du Conseil (Bruxelles, 31 janvier 1972 et 1er février 1972)

15. Déroulement de la session du Parlement Européen (Luxembourg, 17 et 18 janvier 1972)

16. Dispositions à prendre à la suite de la 183e session du Conseil (Euratom) (Bruxelles, 20 et 21 décembre 1971)

- Communication verbale de M. SPINELLI

17. Organisation de la Conférence "industrie-société"

- Communication de M. SPINELLI

document à diffuser
ultérieurement

18. Concours du FEOGA - Section garantie - Période 1966-1967

- Communication de M. MANSHOLT

doc. COM(71) 1554
COM(71) 1554/2

19. Lutte contre la drogue

- Communication verbale de M. HAFFERKAMP

20. Questions administratives diverses

doc. SEC(71) 286

21. Infractions aux Traités

- a) Cas particulier dans le secteurs des affaires industrielles, scientifiques et technologiques, des affaires sociales, et du marché intérieur et du rapprochement des législations

- Communication de M. SPINELLI, de M. COPPE et de M. HAERKAMP

doc. SEC(72) 94

- b) Cas particulier dans les secteurs de la gestion de l'union douanière et de l'agriculture

- Communication de M. SPINELLI et de M. MANSHOLT

doc. SEC(72) 71

- c) Cas particulier dans les secteurs des affaires sociales et des transports

- Communication de M. COPPE

doc. SEC(72) 90

- d) Cas particuliers dans les secteurs des affaires sociales, et du marché intérieur et du rapprochement des législations

- Communication de M. COPPE et de M. HAERKAMP

doc. SEC(72) 72

- Communication de M. COPPE et de M. HAERKAMP

doc. SEC(72) 73

- e) Cas particulier dans le secteur de l'agriculture

- Communication de M. MANSHOLT

doc. SEC(72) 85

doc. SEC(72) 145

- f) Cas particuliers dans le secteur des transports

- Communication de M. COPPE

doc. SEC(72) 91

- Communication de M. COPPE

doc. SEC(71) 4745

22. Cas particuliers d'application de la procédure de l'article 93 § 2 CEE

- Communication de M. MANSHOLT

doc. SEC(72) 145

- Communication de M. MANSHOLT

doc. SEC(72) 140

23. Réponses de la Commission à des questions écrites de Membres du Parlement Européen

a) Question n° 450 de M. SPENALE et de M. VALS

- Communication de M. MANSCHOLT

doc. SEC(71) 4657

b) Question n° 453 de M. FELLERMAIER

- Communication de M. SPINELLI

doc. SEC(71) 4656

c) Question n° 458 de M. DURIEUX

- Communication de M. SPINELLI

doc. SEC(71) 4653

d) Question n° 459 de M. DURIEUX

- Communication de M. SPINELLI

doc. SEC(71) 4652

e) Question n° 461 de M. GLEISNER

- Communication de M. BARRE

doc. SEC(71) 4722

f) Question n° 463 de M. COUSSE

- Communication de M. DAHRENDORF

doc. SEC(71) 4724

g) Question n° 464 de M. BENKHOUER

- Communication de M. BENJAU

doc. SEC(71) 4725

h) Question n° 468 de M. VREDELING

- Communication de M. MANSCHOLT

doc. SEC(71) 4727

i) Question n° 469 rev. de M. SEEFELD

- Communication de M. COPPE

doc. SEC(72) 1

j) Question n° 474 de M. RICHARDS

- Communication de M. MANSCHOLT

doc. SEC(71) 4737

24. Questions diverses

P.V. 193

vers: FR

000314

Historical Archives of the European Commission

000315

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

—
Secrétariat général

COM(72) PV 193 final

Strasbourg, le 9 février 1972

R E S T R E I N T

PROCES-VERBAL

de la cent nonante-troisième réunion de la Commission
tenue à Bruxelles,
200, rue de la Loi (Berlaymont)
le mercredi 26 janvier 1972
(matin et après-midi)

Le présent procès-verbal a été adopté par la Commission
lors de sa 195ème réunion tenue à Strasbourg, le 9 février 1972.
Il comprend 40 pages, 2 annexes, 58 pages PE, 99 annexes PE et
5 réponses Q.E.

Franco Maria Malfatti

Président



Emile Noël

Secrétaire général

Etaient présents : M. MALFATTI,

Président

M. MANSHOLT,

Vice-Président

M. BARRE,

Vice-Président (sauf pour les points I à XII et pour les points XVIII à XX)

M. HAFFERKAMP,

Vice-Président (sauf pour les points I à XI, pour la fin du point XXI et pour le point XXII)

M. COPPE

(sauf pour les points XX à XXII)

M. DENIAU

M. SPINELLI

M. BORSCHETTE

(sauf pour le point XVII)

M. DAHRENDORF

(sauf pour les points XVII et XVIII)

Le secrétariat était assuré par M. E. NOEL, Secrétaire Général, assisté de M. F. DE KOSTER, Chef de la division du Greffe au Secrétariat Général.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
I. Approbation du projet d'ordre du jour (doc. COM(72) OJ 193/4)	6
II. Approbation des projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 189e réunion de la Commission (doc. COM(71) PV 189, COM(71) PV 189, 2e partie et SEC(72) 307.....	6
III. Approbation des projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 191e réunion de la Commission (doc. COM(72) PV 191 et COM(72) PV 191, 2e partie.....	6
IV. Résultats de la réunion hebdomadaire des chefs de cabinet (doc. SEC(72) 285 et SEC(72) 285/2)...	7
V. Conclusions de la 628e réunion du Comité des Représentants permanents et questions à l'ordre du jour de la 629e réunion du Comité (doc. SEC(72) 257 à SEC(72) 257/5, SEC(72) 274, SEC(72) 277 et SEC(72) 279).....	7
VI. Secteur des matières grasses - montants compensatoires (doc. COM(72) 71, COM(72) 71/2, COM(72) 71/3, SEC(72) 285, point 11 bis, COM(72) 71 final, repris en annexe 1 du présent procès-verbal)...	8
VII. Concours du FEOGA - Section garantie - période 1966/1967 (doc. COM(71) 1554, COM(71) 1554/2, COM(71) 1554/3, SEC(72) 285, § 18, COM(71) 1554 final, repris en annexe 2 du présent procès-verbal).....	9
VIII. Questions administratives diverses.....	11
- Procédure de promotion à l'intérieur des carrières pour 1972 - Catégorie A (doc. SEC(72) 285/2, § 10)...	11
IX. Infractions aux Traités	13
A. Cas particulier dans le secteur des affaires industrielles, technologiques et scientifique, et du marché intérieur et du rapprochement des législations (doc. SEC(72) 294)	13
B. Cas particulier dans les secteurs de la gestion de l'union douanière et de l'agriculture (doc. SEC(72) 71).....	13
C. Cas particulier dans les secteurs des affaires sociales et des transports (doc. SEC(72) 90).....	14

D. Cas particuliers dans les secteurs des affaires sociales, et du marché intérieur et du rapprochement des législations (doc. SEC(72) 72 et SEC(72) 73).....	14
E. Cas particuliers dans le secteur des transports (doc. SEC(72) 91, SEC(72) 285, § 21).....	14
F. Cas particulier dans le secteur du marché intérieur et du rapprochement des législations (doc. SEC(72) 19).....	15
X. Cas particulier d'application de la procédure de l'article 93 CEE (doc. SEC(72) 140).....	15
XI. Réponses de la Commission à des questions écrites de Membres du Parlement Européen	15
XII. Consultation du Parlement Européen sur des propositions de la Commission (doc. SEC(72) 274).....	16
XIII. Horaire de la 195e réunion de la Commission.....	16
XIV. Situation générale de la politique européenne.....	16
A. Travaux de la Commission politique du Parlement Européen.....	17
B. Travaux internes de la Commission relatifs aux problèmes institutionnels (doc. COM(71) PV 181, 2e partie, § XXIV).....	17
XV. Négociations commerciales avec les Etats-Unis (doc. SEC(72) 322 et SEC(72) 322 final).....	18
XVI. Troisième session de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (Santiago du Chili, avril/mai 1972) (doc. SA(71) 8063).....	18
XVII. Politique agricole commune - Fixation des prix pour la prochaine campagne - Octroi d'aides aux revenus à certaines catégories d'exploitants agricoles.....	19
XVIII. Perfectionnement actif (doc. COM(72) 7, COM(72) 7/2, COM(72) 7/3, SEC(72) 278).....	20

XIX. Préparation du prochain programme pluriannuel de recherche et d'enseignement (doc. COM(72) PV 193, 2e partie).....	21
XX. Développement des procédures des contacts avec les futurs Etats membres (doc. SEC(72) 278)....	21
XXI. Politique agricole commune - Fixation des prix pour la prochaine campagne - octroi d'aides aux revenus à certaines catégories d'exploitants agricoles (suite)...	22
XXII. Questions administratives diverses (suite).....	22
- Réorganisation de la Direction Générale de l'aide au développement (doc. SEC(72) 296, SEC(72) 285/2, §20)...	22

Annexes : 1. doc. COM(72) 71 final
2. doc. COM(71) 1554 final

Première séance : mercredi, 26 janvier 1972 (matin)

La séance est ouverte à 10 heures 25, sous la présidence de M. Malfatti, Président.

M. Barre, Vice-Président (points I à XII), M. Haferkamp, Vice-Président (points I à XI), et M. Borschette (point XVII), se sont fait excuser pour une partie de la séance. M. Paye, Chef de cabinet de M. Barre, et M. Sunnen, Chef de cabinet de M. Borschette, assistent à cette partie de la séance.

M. Much, Directeur Général du Service Juridique, M. Meyer, Secrétaire général adjoint, M. Olivi, Porte-parole, M. Ruggiero, Chef de cabinet de M. le Président, et M. Pizzutti, Conseiller principal au cabinet de M. le Président, assistent à la séance.

I. APPROBATION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR (doc. COM(72) OJ 193/4)

Le projet d'ordre du jour est adopté.

II. APPROBATION DES PROJETS DE PROCES-VERBAL ET DE PROCES-VERBAL SPECIAL DE LA 189e REUNION DE LA COMMISSION (doc. COM(71) PV 189, COM(71) PV 189, 2e partie et SEC(72) 307)

La Commission renvoie à sa prochaine réunion l'approbation des projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 189e réunion de la Commission.

III. APPROBATION DES PROJETS DE PROCES-VERBAL ET DE PROCES-VERBAL SPECIAL DE LA 191e REUNION DE LA COMMISSION (doc. COM(72) PV 191 et COM(72) PV 191, 2e partie)

La Commission adopte les projets de procès-verbal et de procès-verbal spécial de la 191e réunion de la Commission.

IV. RESULTATS DE LA REUNION HEBDOMADAIRE DES CHEFS DE CABINET (doc. SEC(72) 285 et SEC(72) 285/2)

M. DONA', Chef de division au Secrétariat Général, assiste à la séance.

La Commission est informée du déroulement de la réunion hebdomadaire des chefs de cabinet, tenue le 25 janvier 1972.

La Commission procède à l'examen des rapports contenant les résultats de cette réunion (doc. SEC(72) 285 et SEC(72) 285/2) et adopte notamment les dispositions reprises aux points V à XI ci-après.

V. CONCLUSIONS DE LA 628e REUNION DU COMITE DES REPRESENTANTS PERMANENTS ET QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR DE LA 629e REUNION DU COMITE (doc. SEC(72) 257 à SEC(72) 257/5, SEC(72) 274, SEC(72) 277 et SEC(72) 279)

La Commission est informée des conclusions de la 628e réunion du Comité des Représentants permanents. Elle procède également à la préparation de la 629e réunion du Comité. La Commission examine plus particulièrement le point suivant (voir également point XII ci-après) :

- Memorandum français sur l'environnement (doc. SEC(72) 277)

La Commission prend note de ce que le Représentant permanent de la France a remis au Comité des représentants permanents, le 20 janvier 1972, un mémorandum du gouvernement français, relatif au développement d'une coopération européenne pour la protection de l'environnement (doc. SEC(72) 277).

La Commission note plus particulièrement les points suivants :

- a) La position du comité, dont la création est proposée dans le mémorandum, devra être examinée par la Commission dans le cadre plus général de l'examen des problèmes intéressant différents comités. La Commission note l'intention de M. SPINELLI d'évoquer cette question lorsque le problème viendra en discussion, si possible à la 194e réunion de la Commission, le 2 février 1972.

- b) La question du rôle de la Commission, en ce qui concerne son droit d'initiative pour des modifications à apporter à la directive sur la réduction des nuisances des véhicules automobiles (page 12, point 2, 5ème tiret du memorandum joint au document SEC(72) 277), soulève un problème institutionnel qui devra faire l'objet d'un examen attentif.
- c) Il y a lieu d'accélérer l'élaboration de propositions concrètes en vue de leur transmission, dans les meilleurs délais possibles, au Conseil. M. SPINELLI réunira le Groupe des Membres de la Commission pour les questions d'environnement, de manière à ce que les instructions convenables soient données aux services compétents.

VI. SECTEUR DES MATIERES GRASSES - MONTANTS COMPENSATOIRES (doc. COM(72) 71, COM(72) 71/2 et COM(72) 71/3)

Par note en date du 19 janvier 1972, sous la référence COM(72) 71, le Secrétariat Général a soumis à l'approbation de la Commission, par la procédure écrite accélérée, un projet, présenté par M. MANSCHOLT, de règlement de la Commission abrogeant les montants compensatoires applicables dans le secteur des matières grasses à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres.

Le Secrétaire Général donne acte de ce que, à la demande de M. BARRE et de M. DENIAU, la procédure écrite a été suspendue avant l'expiration de son délai. Sur instruction de M. MANSCHOLT, la question a été inscrite à l'ordre du jour de la présente réunion de la Commission. En conséquence, la procédure écrite C/153/72 est close.

La Commission est informée des résultats de l'examen de cette question par les Chefs de cabinet (doc. SEC(72) 285, point 11 bis).

Sur proposition de M. MANSCHOLT, comme suggéré par les Chefs de cabinet, la Commission adopte les dispositions suivantes :

1. Le deuxième considérant est modifié et adopté dans la version suivantes :
"Considérant que la situation actuelle du marché est telle que l'application de ces montants compensatoires ne s'avère plus indispensable pour éviter des perturbations dans les échanges des produits précités".

2. A l'issue de l'examen de cette question, la Commission adopte, dans le texte du document COM(72) 71 final, repris en annexe 1 du présent procès-verbal, un règlement de la Commission abrogeant les montants compensatoires applicables dans le secteur des matières grasses à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres.

Le règlement de la Commission sera publié dans les meilleurs délais au Journal Officiel.

3. En approuvant le règlement en cause, la Commission convient de réexaminer le problème, en tenant compte de la situation monétaire et de la situation du marché des graines de colza et de navette, dans un délai permettant qu'une décision soit prise avant le 30 juin 1972, date de la fin de la campagne de commercialisation en cours pour ces produits.

VII. CONCOURS DU FEOGA - SECTION GARANTIE - PERIODE 1966-1967 (doc. COM(71) 1554, COM(71) 1554/2 et COM(71) 1554/3).

Sur proposition de M. MANSCHOLT, comme suggéré par les Chefs de cabinet doc. SEC(72) 285, point 18), la Commission adopte les dispositions suivantes :

1. La Commission prend note de ce que le Contrôleur financier a visé le projet de décompte définitif du concours de la section garantie du FEOGA pour la période 1966/1967, dans les termes qui font l'objet du document COM(71) 1554/3.

2. A l'issue de l'examen de cette question, la Commission adopte dans le texte du document COM(72) 1554 final, repris en annexe 2 du présent procès-verbal, les dispositions suivantes :

- a) une décision de la Commission portant détermination des restitutions moyennes les plus basses pour le financement des restitutions à l'exportation vers les pays tiers de la période 1966/1967.
- b) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du Royaume de Belgique pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

- c) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses de la République française pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.
- d) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses de la République italienne pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.
- e) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du Grand-duché de Luxembourg pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.
- f) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du Royaume des Pays-Bas pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.
- g) Une décision de la Commission concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses de la République fédérale d'Allemagne pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

Les décisions ci-dessus seront notifiées dans les meilleurs délais aux Etats membres en cause.

3. La Commission note que, à l'initiative de M. MANSHOLT et de M. COPPE, une réunion ad-hoc des Chefs de Cabinet sera organisée pour l'examen en détail des modalités du contrôle financier pour les opérations du FEOGA, compte tenu notamment des observations présentées par le Contrôleur financier sur le projet de décompte pour la période 1966/1967 (doc. COM(71) 1554/3 visé ci-dessus). Les conclusions de cette réunion ad hoc des Chefs de cabinet seront soumises à la Commission pour décision.

VIII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES

- PROCEDURE DE PROMOTION A L'INTERIEUR DES CARRIERES POUR 1972 - CATEGORIE A

Sur proposition de M. COPPE, comme suggéré par les Chefs de cabinet (doc. SEC(72) 285/2, point 10), la Commission adopte les dispositions suivantes :

1. La Commission prend expressément note de la communication que M. COPPE lui a faite à sa 192^e réunion, le 19 janvier 1972, au sujet des demandes formulées par les organisations syndicales et professionnelles, en vue d'obtenir la composition paritaire du Comité de promotion de la catégorie A.
2. La Commission décide de maintenir sans changement, conformément à la proposition de M. COPPE, la procédure en vigueur pour préparer les promotions dans les carrières de la catégorie A.
3. La Commission fixe comme suit la composition du Comité de promotion pour la catégorie A en ce qui concerne les membres désignés par la Commission et pour les fonctionnaires rémunérés sur les crédits de fonctionnement :

Directions générales ou Services	Membres (*)
CABINETS	M. CARDON DE LICHTBUER
SECRETARIAT GENERAL	M. NOEL (Président) M. VERHEYDEN
SERVICE JURIDIQUE	M. MUCH (M. OLIVIER)
OFFICE STATISTIQUE	M. DUMAS (M. PARETTI)
GROUPE PORTE-PAROLE	M. OLIVI (M. COLLOWALD)
DIRECTION GENERALE I	M. SIGRIST (M. LOEFF)

(*) - Entre parenthèses figurent les noms des suppléants.

Directions générales ou Services	Membres
DIRECTION GENERALE II	M. MOSCA (M. WISSELS)
DIRECTION GENERALE III	M. TOULEMON (M. BRAUN)
DIRECTION GENERALE IV	M. SCHLIEDER (M. VERGES)
DIRECTION GENERALE V	M. RIFFLET (M. RECHT)
DIRECTION GENERALE VI	M. RABOT (M. HERINGA)
DIRECTION GENERALE VII	M. RHO (M. KRAUSS)
DIRECTION GENERALE VIII	M. KROHN (M. FERRANDI)
DIRECTION GENERALE IX	M. LAMBERT (Président suppléant) (M. STRASSER)
DIRECTION GENERALE X	M. RABIER (M. JANZ)
DIRECTION GENERALE XI	M. HLJZEN (M. ERNST)
DIRECTION GENERALE XIII	M. BREE (M. LANNON)
DIRECTION GENERALE XIV	M. VOGELAAR (M. Y. SCHWARTZ)
DIRECTION GENERALE XVI	M. CROS (M. DUTILLEUL)
DIRECTION GENERALE XVII	M. SPAAK (M. BRONDEL)
DIRECTION GENERALE XVIII	M. GILLET (M. du CASTEL)

Directions Générales ou Services	Membres
DIRECTION GENERALE XIX	M. VAN GRONSVELD (M. FACINI)
DIRECTION GENERALE XX	M. EHRLING
AGENCE D'APPROVISIONNEMENT	M. OBOUSSIER
OFFICE DES PUBLICATIONS	M. REICHLING (M. LECLERC)
BUREAU DE SECURITE	M. NOYON (M. KIST)
DELEGATION DE LA COMMISSION POUR LES NEGOCIATIONS SUR L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE	M. WELLENSTEIN (M. DE KERGORLAY)
SERVICE "GESTION DE L'UNION DOUANIERE"	M. PINGEL (M. ADRIAANSE)
TOTAL DES MEMBRES TITULAIRES	28

IX. INFRACTIONS AUX TRAITESA. CAS PARTICULIER DANS LE SECTEUR DES AFFAIRES INDUSTRIELLES, TECHNOLOGIQUES ET SCIENTIFIQUES, ET DU MARCHE INTERIEUR ET DU RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS- Belgique - A.147 - Libre circulation des travailleurs (doc. SEC(72) 294)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. SPINELLI, de M. COPPE et de M. HAFERKAMP sera soumise à son approbation par la procédure écrite avant la fin du mois de mars. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 202e réunion de la Commission, le 12 avril 1972.

B. CAS PARTICULIER DANS LES SECTEURS DE LA GESTION DE L'UNION DOUANIERE ET DE L'AGRICULTURE- Pays-Bas - A.231 - Harengs salés (doc. SEC(72) 71)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. SPINELLI et de M. MANSHOLT sur ce dossier sera incessamment soumise à son approbation par la

procédure écrite. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 196e réunion de la Commission, le mercredi 16 février 1972.

C. CAS PARTICULIER DANS LES SECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES ET DES TRANSPORTS

- Italie - Luxembourg - A.209/210 - Harmonisation sociale dans le domaine des transports par route (doc. SEC(72) 90)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. COPPE sur ce dossier sera prochainement soumise à son approbation par la procédure écrite. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 199e réunion de la Commission, les 8 et 9 mars 1972.

D. CAS PARTICULIERS DANS LES SECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES, ET DU MARCHE INTERIEUR ET DU RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS

1. Allemagne - A.239 - Visite médicale (doc. SEC(72) 72)

La Commission insiste pour que le projet de l'avis motivé soit soumis dans les tout prochains jours par M. COPPE et M. HAERKAMP à l'approbation de la Commission par la procédure écrite. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 195e réunion de la Commission, le 9 février 1972.

2. Luxembourg - A.240 - Visite médicale (doc. SEC(72) 73)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. COPPE et de M. HAERKAMP sur ce dossier sera prochainement soumise à son approbation par la procédure écrite. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 196e réunion de la Commission, le 16 février 1972.

E. CAS PARTICULIERS DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

1. France - A.211 - Tarifs SNCF (doc. SEC(72) 91)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. COPPE sur ce dossier sera soumise à son approbation par la procédure écrite avant la fin du mois de mars. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 201e réunion de la Commission, les 12 et 13 avril 1972.

2. Allemagne - Italie - A.174-175 - Transports de charbons et d'acier

Sur proposition de M. COPPE, comme suggéré par les Chefs de cabinet (doc. SEC(72) 285, point 21), la Commission décide de poursuivre la procédure de l'article 88 CECA. Elle charge le Service Juridique de rédiger d'urgence, en liaison avec les autres services intéressés, un projet de décision motivée. Celui-ci sera ensuite soumis par M. COPPE à l'approbation de la Commission par la procédure écrite. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 195e réunion de la Commission, le 9 février 1972.

F. CAS PARTICULIER DANS LE SECTEUR DU MARCHÉ INTERIEUR ET DU RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS- Italie - A.160 - Liberté d'établissement et libre prestation des services - Industrie extractive (doc. SEC(72) 19)

La Commission prend note de ce qu'une communication de M. HAFERKAMP sur ce dossier sera soumise à son approbation par la procédure écrite avant la fin février. Si tel n'était pas le cas, la question serait à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la 199e réunion, les 8 et 9 mars 1972.

X. CAS PARTICULIER D'APPLICATION DE LA PROCEDURE DE L'ARTICLE 93 CEE- Pays-Bas - C.61 - subventions - dégâts occasionnés par la grêle - pommes et poires (doc. SEC(72) 140)

La Commission renvoie cette question à sa 194e réunion, le 2 février 1972.

XI. REPONSES DE LA COMMISSION A DES QUESTIONS ECRITES DE MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN- Questions n° 450, 458, 459, 461, 464, 468, 469 rev., 474, 430 et 438

La Commission prend note de ce que les projets de réponses aux questions écrites mentionnées en rubrique sont actuellement soumis à son approbation par la procédure écrite ou le seront au cours des prochains jours.

XII. CONSULTATION DU PARLEMENT EUROPEEN SUR DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION
(doc. SEC(72) 274)

M. CARDON DE LICHTBUER, Chef de cabinet de M. COPPE, M. SCHWED, Chef de division au Secrétariat Général, et M. KRENZLER, Administrateur principal au cabinet de M. DAHRENDORF, assistent à la séance.

La Commission prend note du rapport du Secrétariat général sur la discussion qui a eu lieu dans le Comité des Représentants permanents, le 19 janvier 1972, sur la question de la consultation du Parlement Européen sur des propositions de la Commission prévoyant une base juridique comportant la consultation du Parlement (doc. SEC(72) 274).

La Commission procède à une discussion d'ensemble sur divers problèmes liés à la consultation du Parlement, notamment la procédure dans le Conseil à la suite d'une demande de consultation introduite par la Commission et les conditions dans lesquelles les travaux préliminaires sont entrepris dans le Conseil, dans certains cas avant que le Parlement ait rendu son avis. Elle convient de poursuivre la discussion à sa 194e réunion, le 2 février 1972. Le Secrétariat Général établira une note reprenant les positions sur lesquelles la Commission pourrait se prononcer

XIII. HORAIRES DE LA 195e REUNION DE LA COMMISSION

La Commission décide de tenir sa 195e réunion, à Strasbourg (Maison de l'Europe) le mercredi 9 février 1972 (après-midi de 15 heures à 17 heures).

XIV. SITUATION GENERALE DE LA POLITIQUE EUROPEENNE

M. CARDON DE LICHTBUER, Chef de cabinet de M. COPPE, M. SCHWED, Chef de division au Secrétariat Général, et M. KRENZLER, Administrateur principal au cabinet de M. DAHRENDORF, assistent à la séance.

La Commission entend un exposé de M. le Président, d'une part, sur les travaux de la Commission politique du Parlement Européen pour la préparation de la prochaine Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres et des Etats candidats et, d'autre part, sur les dispositions de procédure interne que la Commission pourrait prendre.

La Commission aboutit aux conclusions suivantes :

A. TRAVAUX DE LA COMMISSION POLITIQUE DU PARLEMENT EUROPEEN

Comme proposé par M. le Président, la Commission convient que, lors de la réunion de la Commission politique du Parlement Européen du 27 janvier 1972, M. le Président se limitera à communiquer quelques orientations générales actuelles de la Commission, étant entendu que la position de fond de la Commission ne peut être engagée à ce stade. Ces orientations porteront principalement sur les points suivants :

- il demeure essentiel pour le développement de la Communauté d'aboutir à un renforcement des pouvoirs du Parlement Européen, cette question demeurant liée à celle de l'élection directe des Membres du Parlement Européen ;
- la capacité de décision du Conseil doit être sauvegardée et renforcée (notamment dans la perspective de l'élargissement) ;
- il est fondamental d'empêcher toute détérioration des caractéristiques institutionnelles qui font l'originalité de la Communauté (cela concernant notamment le rôle et les pouvoirs de la Commission).

M. le Président fournira en outre à la Commission politique du Parlement des indications sur le calendrier de travail (cf. point B ci-après).

B. TRAVAUX INTERNES DE LA COMMISSION RELATIFS AUX PROBLEMES INSTITUTIONNELS

1. La Commission prend note de l'état des travaux du Groupe présidé par le Professeur VEDEL. Le rapport final sera remis à la Commission vers la fin mars ou le début avril.
2. La Commission est informée par M. le Président de l'état d'avancement des travaux entrepris sous son autorité et celle de M. DENIAU (cf. doc. COM(71) PV 181, 2e partie, § XXIV), sur la contribution de la Commission à la préparation de la prochaine Conférence au sommet. Un premier rapport sera disponible prochainement.
3. La Commission prend note de ce que M. le Président a donné instruction au Secrétariat Général d'élaborer un document sur l'état actuel des discussions sur les différentes propositions et suggestions qui ont été faites sur les problèmes institutionnels de la Communauté.

4. La Commission convient de porter l'ensemble de ces problèmes à l'ordre du jour de la 198e réunion (1er mars 1972) et de consacrer principalement cette réunion à leur discussion. Compte tenu de l'importance du dossier institutionnel, la Commission demandera au Professeur VEDEL d'avoir un rapport intérimaire sur les travaux de son Groupe pour cette réunion.

5. Les travaux de la Commission devront ensuite être conduits de manière telle qu'elle soit en mesure d'arrêter les propositions sur le renforcement des pouvoirs du Parlement Européen, en liaison avec les autres problèmes institutionnels de la Communauté (rôle politique de la Commission, mécanismes de décision, sauvegarde et renforcement des caractéristiques de la Communauté), dans le courant du mois de mai 1972, en sorte que le Parlement Européen puisse porter cette question à l'ordre du jour de ses sessions de juin et/ou juillet 1972 et puisse ainsi apporter en temps utile sa contribution à la préparation du "Sommet" sur la base des propositions de la Commission.

XV. NEGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC LES ETATS-UNIS (doc. SEC(72) 322)

M. KRENZLER, Administrateur principal au cabinet de M. DAHRENDORF, assiste à la séance.

1. Sur proposition de M. DAHRENDORF, la Commission adopte, dans le texte du document SEC(72) 322 final, un rapport au Conseil sur les négociations commerciales engagées avec les Etats-Unis.

Le rapport de la Commission sera immédiatement transmis au Conseil.

2. La Commission convient de consacrer la séance spéciale de sa 194e réunion, qu'elle tiendra le lundi 31 janvier 1972 (après-midi de 15 heures à 16 heures), à la préparation de la discussion de cette question dans le Conseil.

XVI. TROISIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES NATIONS-UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (SANTIAGO DU CHILI, AVRIL/MAI 1972) (doc. SA(71) 8063)

La Commission prend note de ce que M. le Président et M. DENIAU participeront à une partie de la 3e session de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui se tiendra à Santiago du Chili, en avril/mai 1972.

XVII. POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE - FIXATION DES PRIX POUR LA PROCHAINE CAMPAGNE - OCTROI
D'AIDES AUX REVENUS A CERTAINES CATEGORIES D'EXPLOITANTS AGRICOLES

Les délibérations de la Commission sur cette question font l'objet d'un procès-verbal spécial (cf. doc. COM(72) PV 193, 2e partie).

La séance est levée à 12 heures 45.

Dernière séance : mercredi 26 janvier 1972 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 heures 35, sous la présidence de
M. MALFATTI, Président.

M. BARRE, Vice-Président (points XVIII à XX), M. HAERKAMP, Vice-Président (fin du point XXI et point XXII), M. COPPE (points XXI & XXII), et M. DAHRENDORF (point XVIII), se sont fait excuser pour une partie de la séance. M. DEGIMBE, Conseiller principal au cabinet de M. BARRE, M. CARDON DE LICHTBUER, Chef de cabinet de M. COPPE, M. FROSCHMAIER, Chef de cabinet adjoint de M. HAERKAMP, et M. HAMMER, Chef de cabinet adjoint de M. DAHRENDORF, assistent à cette partie de la séance.

M. MUCH, Directeur Général du Service Juridique, M. MEYER, Secrétaire Général adjoint, M. OLIVI, Porte-parole (points XXI et XXII), M. RUGGIERO, Chef de cabinet de M. le Président, M. PIZZUTI, Conseiller principal au cabinet de M. le Président, et M. COLLOWALD, Porte-parole adjoint (points XVIII à XX), assistent à la séance.

IV. PERFECTIONNEMENT ACTIF (doc. COM(72) 7, COM(72) 7/2 et COM(72) 7/3)

Sur proposition de M. SPINELLI, la Commission renvoie cette question à une prochaine réunion dans le courant du mois de février , à l'initiative de M. SPINELLI. Celui-ci fait connaître qu'il a donné des instructions au Service de la Gestion de l'Union douanière pour rechercher avec le Service Juridique des solutions aux difficultés de divers ordres liées à la procédure engagée au mois de septembre dernier devant le Comité du perfectionnement actif.

COM(72) PV 193 final
(séance du 26 janvier 1972)

XIX. PREPARATION DU PROCHAIN PROGRAMME PLURIANNUEL DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT

Les délibérations de la Commission sur cette question font l'objet d'un procès-verbal spécial (cf. doc. COM(72) PV 193, 2e partie).

XX. DEVELOPPEMENT DES PROCEDURES DES CONTACTS AVEC LES FUTURS ETATS MEMBRES

M. WELLENSTEIN, Chef de la Délégation de la Commission pour les négociations sur l'élargissement, M. VOGELAAR, Directeur Général du Marché intérieur et du Rapprochement des législations, et M. LENG, Administrateur principal au cabinet de M. DENIAU, assistent à la séance.

1. La Commission est informée par M. DENIAU de l'échange de vues qui a eu lieu dans le Comité des Représentants permanents sur la procédure de consultation entre la Communauté et les pays candidats à l'adhésion, ainsi que d'un échange de lettres entre le Chef de la Mission britannique et le Président du Comité des Représentants permanents (voir rapport du Secrétariat Général, doc. SEC(72) 278).

2. La Commission procède à un échange de vues sur les problèmes relatifs à l'organisation intérieure des contacts avec les futurs Etats membres. Elle adopte les dispositions suivantes de procédure interne :

- a) La Commission charge le Chef de la délégation de la Commission pour les négociations sur l'élargissement de convoquer dans les prochains jours une réunion des Directeurs Généraux et Chefs de service (ou de leurs représentants) en vue d'examiner le développement des procédures de contact avec les futurs Membres.
- b) La réunion devra permettre d'examiner les différents problèmes relatifs aux contacts et consultations pendant l'année 1972 avec les futurs Membres (association éventuelle d'experts des futurs Etats membres aux activités de certains groupes ou comités, préparation des nouvelles propositions de la Commission au Conseil ; appréciation des possibilités d'adoption par le Conseil, au cours de l'année 1972, des propositions déjà déposées par la Commission ; modalités de contact y relatives, etc...) en vue de faciliter l'élaboration, sous l'autorité de M. DENIAU, d'un projet d'instructions internes (reprenant et complétant les instructions déjà arrêtées par la Commission antérieurement).
- c) La réunion devra être tenue en temps utile pour que son rapport et les conclusions de M. DENIAU puissent être discutés par la Commission au cours de sa 194ème réunion, le 2 février 1972.

XXI. POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE - FIXATION DES PRIX POUR LA PROCHAINE CAMPAGNE - OCTROI D'AIDES AUX REVENUS A CERTAINES CATEGORIES D'EXPLOITANTS AGRICOLES (SUITE)

Les délibérations de la Commission sur cette question font l'objet d'un procès-verbal spécial. (cf. doc. COM(72) PV 193, 2e partie).

XXII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES (SUITE)

REORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT
(doc. SEC(72) 296)

Sur proposition de M. DENIAU et M. COPPE, comme suggéré par les Chefs de cabinet (doc. SEC(72) 285/2, point 20), la Commission arrête les dispositions suivantes en ce qui concerne la réorganisation de la Direction Générale de l'aide au développement :

1. La Commission adopte l'organigramme suivant de la Direction Générale de l'aide au développement :

Directeur Général

Directeur Général Adjoint chargé de la coordination des activités

Conseiller

Assistants du Directeur Général

Rattachée au Directeur Général

Division	Rapports Périodiques

Rattachés au Directeur Général Adjoint

Division	Questions financières du FED
Service Spécial	Secrétariat du Comité du FED

Direction A - AFFAIRES GENERALES ET FORMATION

Division 1	Questions générales, juridiques et institutionnelles
Division 2	Formation, stages et colloques

Direction B - ECHANGES COMMERCEAUX ET DEVELOPPEMENT

Division 1	Promotion et Régimes des Echanges
Division 2	Marchés et Produits
Division 3	Politique et Etudes de Développement
Division 4	Aide alimentaire

Direction C - PROGRAMMES ET PROJETS DU FED

Conseiller	
Division 1	Secteur géographique I
Division 2	Secteur géographique II
Service Spécial	Coordination des Aides

Direction D - OPERATIONS TECHNIQUES DU FED

Division 1	Constructions et Travaux urbains
Division 2	Infrastructure routière
Division 3	Infrastructure générale et Industrie
Division 4	Agriculture et Elevage

2. Dans le cadre de cette restructuration, les affectations de Directeurs et Chefs de Division sont modifiées comme suit :

- Direction B	Echanges commerciaux et Développement	M. DURIEUX
- Direction D	Opérations techniques du FED	M. UGO
- Division	Questions financières du FED (rattachée au Directeur Général Adjoint)	M. AUCLERT
- Division B-1	Promotion et Régimes des Echanges	M. CELLERIER
- Division B-2	Marchés et Produits	M. MULLER
- Division B-3	Politique et Etudes de Développement	M. FRISCH
- Division B-4	Aide alimentaire	M. PORCASTI
- Division D-1	Constructions et Travaux urbains	M. CORNELLI
- Division D-2	Infrastructure routière	M. DERRENS

3. Les deux services spécialisés nouvellement créés sont confiés aux fonctionnaires suivants :

- Service spécialisé	Secrétariat du Comité du FED	M. CRISTOFINI
- Service spécialisé	Coordination des Aides	M. VAN DER VAEREN

4. La Commission rappelle qu'elle a décidé, le 15 décembre 1971 (P.E. 3030/71) de pourvoir à l'emploi de Directeur de la Direction C "Programmes et Projets du FED" (avis de vacance COM/965/71). Jusqu'à la nomination du Directeur de cette nouvelle unité administrative, M. FERRANDI, Directeur Général Adjoint, est chargé de la diriger.

5. La Commission rappelle qu'elle a décidé, le 15 décembre 1971 (P.E. 3030/71) de pourvoir aux emplois de Chefs des Divisions D-3 "Infrastructure générale et Industrie" et D-4 "Agriculture et Elevage" (avis de vacance COM/966/71 et COM/967/71). Jusqu'à la nomination de ces deux nouvelles unités administratives, M. CORNELLI, Chef de division, est chargé de les diriger.

La réunion est close à 18 heures 45.

S O M M A I R E

APPROBATION PAR LA PROCEDURE ECRITE

	<u>Pages</u>
1. Application en 1972 des préférences tarifaires généralisées en faveur des pays en voie de développement - Approbation par la procédure écrite C/3044/71 (doc. COM(71) 1380, COM(71) 1380 final - Annexe PE/1 du présent procès-verbal)	PE/2
2. Huile d'olive - Remplacement du règlement n° 166/66/CEE du Conseil - Approbation par la procédure écrite C/3003/71 (doc. COM(71) 1395, COM(71) 1395 final (Annexe PE/2 du présent procès-verbal)	PE/2
3. Fixation de contingents quantitatifs communautaires à l'exportation pour certains déchets et cendres de métaux non ferreux (cuivre, plomb, aluminium) - Approbation par la procédure écrite C/3012/71 (doc. COM(71) 1397, COM(71) 1397/2, COM(71) 1397 final - Annexe PE/3 du présent procès-verbal)	PE/2
4. Adaptation des rémunérations et pensions des fonctionnaires des Communautés européennes, ainsi que des rémunérations des autres agents de ces Communautés - Approbation par la procédure écrite C/3022/71 (doc. COM(71) 1398, COM(71) 1398/3, COM(71) 1398 final - Annexe PE/4 du présent procès-verbal)	PE/3
5. Recommandation de la Commission au Conseil en vue de la prorogation du délai prévu pour la mise en vigueur de l'accord concernant principalement les produits chimiques - Approbation par la procédure écrite C/3021/71 (doc. COM(71) 1399, COM(71) 1399/2, COM(71) 1399 final - Annexe PE/5 du présent procès-verbal)	PE/4
6. Aide alimentaire - Autorisation de cinq actions nationales de l'Allemagne portant sur la fourniture de froment tendre - Approbation par la procédure écrite C/3017/71 (doc. COM(71) 1400, COM(71) 1400 final, COM(71) 1401 final, COM(71) 1402 final, COM(71) 1403 final, COM(71) 1404 final - Annexes PE/6, PE/7, PE/8, PE/9 et PE/10)	PE/4
7. Secteur viti-vinicole : bilan prévisionnel pour la campagne 1971/1972 - Approbation par la procédure écrite C/3013/71 (doc. COM(71) 1405, COM(71) 1405/2, COM(71) 1405 final - Annexe PE/11 du présent procès-verbal)	PE/5

	<u>Pages</u>
8. Restitutions pour les produits céréaliers fournis à titre d'aide alimentaire au mois de décembre 1971 - Approbation par la procédure écrite C/3018/71 (doc. COM(71) 1406, COM(71) 1406 final - Annexe PE/12 du présent procès-verbal)	PE/5
9. Régime communautaire des interventions des Etats membres en faveur de l'industrie houillère - Approbation par la procédure écrite C/3005/71 (doc. COM(71) 1407, COM(71) 1407/2, COM(71) 1407 final - Annexe PE/13 du présent procès-verbal)	PE/6
10. Contingents tarifaires communautaires pour des tissus de soie ou de coton tissés sur métiers à main et pour certains produits faits à la main - Approbation par la procédure écrite C/3023/71 (doc. COM(71) 1410, COM(71) 1410 final - Annexe PE/14 du présent procès-verbal)	PE/6
11. Lait écrémé en poudre - Elargissement à certains produits de la taxe à l'exportation - Approbation par la procédure écrite C/3028/71 (doc. COM(71) 1411, COM(71) 1411/2, COM(71) 1411 final - Annexe PE/15 du présent procès-verbal)	PE/7
12. Secteur de la pêche - Compensation financière pour les produits retirés en 1972 : fixation de la valeur forfaitaire - Approbation par la procédure écrite C/3025/71 (doc. COM(71) 1412, COM(71) 1412 final - Annexe PE/16 du présent procès-verbal)	PE/8
13. Secteur de la pêche : augmentation des contingents tarifaires pour certains produits originaires du Maroc et de la Tunisie - Approbation par la procédure écrite C/3026/71 (doc. COM(71) 1413, COM(71) 1413/2, COM(71) 1413 final - Annexe PE/17 du présent procès-verbal)	PE/8
14. Prix d'achat minimum et compensation financière pour les oranges livrées à l'industrie - Approbation par la procédure écrite C/3040/71 (doc. COM(71) 1414, COM(71) 1414 final - Annexe PE/18 du présent procès-verbal)	PE/9
15. Prix de référence pour les oranges douces - Approbation par la procédure écrite C/3042/71 (doc. COM(71) 1415, COM(71) 1415 final - Annexe PE/19 du présent procès-verbal)	PE/9
16. Modalités d'application des mesures visant à promouvoir la commercialisation des oranges et mandarines communautaires - Approbation par la procédure écrite C/3041/71 (doc. COM(71) 1417, COM(71) 1417 final - Annexe PE/20 du présent procès-verbal)	PE/10

	<u>Pages</u>
17. Remboursement des primes pour l'abattage des vaches et pour la non-commercialisation du lait et des produits laitiers - Approbation par la procédure écrite C/3056/71 (doc. COM(71) 1418, COM(71) 1418 final, COM(71) 1419 final, COM(71) 1420 final et COM(71) 1421 final - Annexes PE/21, PE/22, PE/23 et PE/24 du présent procès-verbal)	PE/10
18. Remboursement aux 6 Etats membres des frais entraînés par les enquêtes sur le cheptel porcin - Approbation par la procédure écrite (doc. COM(71) 1422, COM(71) 1422 final, COM(71) 1423 final, COM(71) 1424 final, COM(71) 1425 final, COM(71) 1426 final et COM(71) 1427 final - Annexes PE/25, PE/26, PE/27, PE/28, PE/29 et PE/30 du présent procès-verbal)	PE/11
19. Autorisation à la République fédérale d'Allemagne à différer l'application des droits du tarif douanier commun en ce qui concerne certains produits - Approbation par la procédure écrite C/3029/71 (doc. COM(71) 1428 et COM(71) 1428 final - Annexe PE/31 du présent procès-verbal) ..	PE/12
20. Modalités concernant les importations de l'huile d'olive du Maroc - Approbation par la procédure écrite C/3066/71 (doc. COM(71) 1431 et COM(71) 1431 final - Annexe PE/32 du présent procès-verbal)	PE/13
21. Sucre - Classement douanier des mélasses et des sirops - Approbation par la procédure écrite C/3081/71 (doc. COM(71) 1433 et COM(71) 1433 final - Annexe PE/33 du présent procès-verbal)	PE/13
22. Aide à l'huile d'olive - Modification du règlement n° 2311/71 du Conseil - Approbation par la procédure écrite C/3070/71 (doc. COM(71) 1435 et COM(71) 1435 final - Annexe PE/34 du présent procès-verbal)	PE/14
23. Aide aux graines oléagineuses - Modification d'une proposition soumise au Conseil (art. 149, § 2 CEE) - Approbation par la procédure écrite C/3080/71 (doc. COM(71) 1436 et COM(71) 1436 final - Annexe PE/35 du présent procès-verbal) ..	PE/14
24. Définition de la notion de produits originaires pour l'application des préférences tarifaires généralisées en faveur des pays en voie de développement - Approbation par la procédure écrite C/3067/71 (doc. COM(71) 1437, COM(71) 1437/2 et COM(71) 1437 final - Annexe PE/36 du présent procès-verbal)	PE/15

Pages

25. Pêche - Importation de certains produits originaires du Maroc et de la Tunisie - Approbation par la procédure écrite C/3077/71 (doc. COM(71) 1438, COM(71) 1438 final - Annexe PE/37 du présent procès-verbal) PE/15
26. Recours de la France à l'article 115 du traité en date du 8 décembre 1971 relatif aux vêtements de dessus en matières textiles autres que le coton, originaires de Hong-Kong et mis en libre pratique dans les autres Etats membres - Approbation par la procédure écrite accélérée des clauses de sauvegarde C/3102/71 (doc. COM(71) 1440 et COM(71) 1440 final - Annexe PE/38 du présent procès-verbal) PE/16
27. Fixation des restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de porc pour la période débutant le 15 décembre 1971 - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3091/71 (doc. COM(71) 1441 et COM(71) 1441 final - Annexe PE/39 du présent procès-verbal) PE/16
28. Fixation des montants supplémentaires pour certains produits dans le secteur de la viande de porc - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3092/71 (doc. COM(71) 1442 et COM(71) 1442 final - Annexe PE/ 40 du présent procès-verbal) PE/17
29. Fixation du prix minimum du lait écrémé en poudre pour l'adjudication visée au règlement (CEE) n° 2483/71 - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3093/71 (doc. COM(71) 1443 et COM(71) 1443 final - Annexe PE/41 du présent procès-verbal) PE/17
30. Fourniture de butteroil destiné à certains pays tiers à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3094/71 (doc. COM(71) 1444 et COM(71) 1444 final - Annexe PE/42 du présent procès-verbal) PE/18
31. Fourniture de butteroil destiné à certains pays tiers à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3095/71 (doc. COM(71) 1445 et COM(71) 1445 final - Annexe PE/43 du présent procès-verbal) PE/18

Pages

32. Rétablissement de la perception des droits du tarif douanier commun applicable au verre étrié ou soufflé, originaire de la Yougoslavie, bénéficiaire de préférences tarifaires - Approbation par la procédure écrite C/3072/71 (doc. COM(71) 1447 et COM(71) 1447 final - Annexe PE/44 du présent procès-verbal) PE/19
33. Octroi d'une attestation négative en vertu de l'article 85 § 1 du traité CEE à l'égard des statuts et de l'activité de la S.A. de fabricants de conserves alimentaires (SAFCO) à La Gorgue (France) - (IV/23514 SAFCO) - Approbation par la procédure écrite C/3061/71 (doc. COM(71) 1448, COM(71) 1448 final - Annexe PE/45 du présent procès-verbal) PE/20
34. Rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'aménagement intérieur des véhicules à moteur - Approbation par la procédure écrite C/3073/71 (doc. COM(71) 1450 et COM(71) 1450 final - Annexe PE/46 du présent procès-verbal) PE/20
35. Matières grasses - Fixation des limites de tolérances pour certains produits ayant fait l'objet d'intervention - Approbation par la procédure écrite C/3088/71 (doc. COM(71) 1451 et COM(71) 1451 final - Annexe PE/47 du présent procès-verbal) PE/21
36. Proposition de directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux poids de précision - Approbation par la procédure écrite C/3071/71 (doc. COM(71) 1433 et COM(71) 1433 final - Annexe PE/48 du présent procès-verbal) PE/22
37. Produits sidérurgiques - Application en 1972 des préférences tarifaires généralisées en faveur des pays en voie de développement - Approbation par la procédure écrite C/3109/71 (doc. COM(71) 1455 et COM(71) 1455 final - Annexe PE/49 du présent procès-verbal) PE/22
38. E.A.M.A. - Application des décisions n°s 40/71 et 41/71 concernant l'origine des produits - Approbation par la procédure écrite C/3106/71 (doc. COM(71) 1456, COM(71) 1456 final - Annexe PE/50 du présent procès-verbal) PE/23

	<u>Pages</u>
39. Viande de porc - Amendements suite à l'évolution des techniques de production et d'analyses - Approbation par la procédure écrite C/3101/71 (doc. COM(71) 1457 et COM(71) 1457 final - Annexe PE/51 du présent procès-verbal)	PE/24
40. Suspension du droit du tarif douanier commun pour les colophanes dans le cadre d'un contingent tarifaire communautaire - Approbation par la procédure écrite C/3098/71 (doc. COM(71) 1463 et COM(71) 1463 final - Annexe PE/52 du présent procès-verbal)	PE/24
41. F.E.O.G.A. - Section garantie : avance de fonds aux Etats membres - Approbation par la procédure écrite C/3122/71 (doc. COM(71) 1464 et COM(71) 1464 final - Annexe PE/53 du présent procès-verbal)	PE/25
42. Méthode de détermination de la peroxydase dans certains produits transformés de céréales - Approbation par la procédure écrite C/3107/71 (doc. COM(71) 1465 et COM(71) 1465 final - Annexe PE/54 du présent procès-verbal)	PE/26
43. Rapprochement des législations relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses (solvants) - Approbation par la procédure écrite C/3111/71 (doc. COM(71) 1466 et COM(71) 1466 final - Annexe PE/55 du présent procès-verbal)	PE/26
44. Fourniture de butteroil destiné à certains pays tiers à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3131/71 (doc. COM(71) 1471 et COM(71) 1471 final - Annexe PE/56 du présent procès-verbal)	PE/27
45. Suppression de la conclusion des contrats de stockage privé pour le vin de table du type R 111 - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3132/71 (doc. COM(71) 1472, COM(71) 1472/2 et COM(71) 1472 final - Annexe PE/57 du présent procès-verbal)	PE/27
46. Fixation des prix moyens à la production dans le secteur du vin - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3133/71 (doc. COM(71) 1473 et COM(71) 1473 final - Annexe PE/58 du présent procès-verbal)	PE/28

	<u>Pages</u>
47. Fixation des montants supplémentaires pour les produits du secteur de la viande de volaille - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3134/71 (doc. COM(71) 1474 et COM(71) 1474 final - Annexe PE/59 du présent procès-verbal)	PE/28
48. Règlement de la Commission fixant un montant supplémentaire pour les oeufs en coquille - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3135/71 (doc. COM(71) 1475 et COM(71) 1475 final - Annexe PE/60 du présent procès-verbal)	PE/29
49. Vins - Prix de références valables du 16 décembre 1971 au 15 décembre 1972 - Approbation par la procédure écrite C/3126/71 (doc. COM(71) 1476 et COM(71) 1476 final - Annexe PE/61 du présent procès-verbal)	PE/29
50. Critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire dans le cadre de la nouvelle convention - Approbation par la procédure écrite C/3127/71 (doc. COM(71) 1477 et COM(71) 1477 final - Annexe PE/62 du présent procès-verbal)	PE/30
51. Proposition modifiée d'un règlement du Conseil (article 149 du Traité CEE) - Application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants - Approbation par la procédure écrite C/3146/71 (doc. COM(71) 1481 et COM(71) 1481 final - Annexe PE/63 du présent procès-verbal)	PE/30
52. Augmentation du volume du contingent tarifaire communautaire ouvert pour l'année 1971, pour le magnésium brut - Approbation par la procédure écrite C/3089/71 (doc. COM(71) 1482 et COM(71) 1482 final - Annexe PE/64 du présent procès-verbal)	PE/31
53. Céréales - Adaptations de la nomenclature tarifaire de deux règlements concernant les produits transformés - Approbation par la procédure écrite C/3138/71 (doc. COM(71) 1483, COM(71) 1483/2 et COM(71) 1483 final - Annexe PE/65 du présent procès-verbal)	PE/32

Pages

54. Rapprochement des législations relatives aux mesures à prendre contre les émissions de polluants provenant des moteurs Diesel des véhicules à moteur - Approbation par la procédure écrite C/3137/71 (doc. COM(71) 1484 et COM(71) 1484 final - Annexe PE/66 du présent procès-verbal) PE/32
55. Céréales - Fixation d'une durée spéciale de validité pour un certificat d'exportation relatif à une livraison de farine de froment tendre à l'Egypte - Approbation par la procédure écrite C/3144/71 (doc. COM(71) 1485 et COM(71) 1585 final - Annexe PE/66bis du présent procès-verbal) PE/33
56. Rapprochement de la législation relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - Modification de la directive du 27 juin 1967 - Approbation par la procédure écrite C/3113/71 (doc. COM(71) 1487 et COM(71) 1487 final - Annexe PE/67 du présent procès-verbal) PE/34
57. FEOGA, section orientation - Approbation définitive des décisions positives et négatives rentrant dans le cadre de la 3ème tranche 1970 - approbation par la procédure écrite C/3142/71 (doc. COM(71) 1489 et COM(71) 1489 final - Annexe PE/68 du présent procès-verbal) PE/34
58. Recours de la France à l'article 115 du Traité CEE en date du 9 décembre 1971 relatif aux asperges préparées ou conservées sans vinaigre ou acide acétique de la position 20.02 D du T.D.C., originaires de Taïwan et mises en libre pratique dans les autres pays membres - Approbation par la procédure écrite accélérée des clauses de sauvegarde C/3157/71 (doc. COM(71) 1490 et COM(71) 1490 final - Annexe PE/69 du présent procès-verbal) PE/35
59. Article 26 CEE - Autorisation à la France de différer l'application du titre pour les pommes de terre de semences - Approbation par la procédure écrite C/3158/71 (doc. COM(71) 1492 et COM(71) 1492 final - Annexe PE/70 du présent procès-verbal) PE/36
60. Rapprochement des législations relatives aux engrais - Approbation par la procédure écrite C/3100/71 (doc. COM(71) 1500 et COM(71) 1500 final - Annexe PE/71 du présent procès-verbal) PE/36

	<u>Pages</u>
61. Modification en matière de nomenclature tarifaire relative aux régimes applicables aux produits transformés à base de céréales et de riz en provenance des Etats africains associés - Approbation par la procédure écrite C/3164/71 (doc. COM(71) 1503 et COM(71) 1503 final - Annexe PE/72 du présent procès-verbal)	PE/37
62. Décision de la Commission au sujet du plan français d'adaptation économique et sociale de la batellerie - Approbation par la procédure écrite C/3172/71 (doc. COM(71) 1504)	PE/38
63. Fixation des montants supplémentaires pour les produits d'oeufs - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3196/71 (doc. COM(71) 1506 et COM(71) 1506 final - Annexe PE/73 du présent procès-verbal)	PE/39
64. Règlement de la Commission relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de produits transformés destinés au Comité international de la Croix-Rouge à titre d'aide - Approbation par la procédure écrite de type spécial accélérée C/3197/71 (doc. COM(71) 1507 et COM(71) 1507 final - Annexe PE/74 du présent procès-verbal)	PE/40
65. Règlement de la Commission relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de 28.000 tonnes de froment tendre destiné au Royaume du Maroc à titre d'aide - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3198/71 (doc. COM(71) 1508 et COM(71) 1508 final - PE/75 du présent procès-verbal)	PE/41
66. Fixation du montant maximum pour la livraison FOB de butteroil au programme alimentaire mondial dans le cadre de la procédure d'adjudication visée au règlement (CEE) n° 2518/71 - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3199/71 (doc. COM(71) 1509 et COM(71) 1509 final - Annexe PE/76 du présent procès-verbal)	PE/42
67. Fixation du montant maximum pour la livraison FOB de butteroil au programme alimentaire mondial dans le cadre de la procédure d'adjudication visée au règlement (CEE) n° 2519/71 - Approbation par la procédure écrite de type spécial C/3200/71 (doc. COM(71) 1510 et COM(71) 1510 final - Annexe PE/77 du présent procès-verbal)	PE/42

Pages

68. 4ème décision en matière d'authentification des versions en langue anglaise des réglementations communautaires existantes - Approbation par la procédure écrite accélérée C/3177/71 (doc. COM(71) 1513, COM(71) 1513/2 et COM(71) 1513 final - Annexe PE/78 du présent procès-verbal) PE/43
69. Consultation de la Commission au sujet du projet de loi du Gouvernement allemand relatif au financement complémentaire de mesures destinées à améliorer les conditions de transport dans les communes et la construction de routes fédérales de grande communication - Approbation par la procédure écrite C/3162/71 (doc. COM(71) 1516 et COM(71) 1516 final - Annexe PE/78bis du présent procès-verbal de la Commission..... PE/44
70. 5ème décision en matière d'authentification des versions en langue anglaise des réglementations communautaires existantes - Approbation par la procédure écrite accélérée C/3178/71 (doc. COM(71) 1513, COM(71) 1513/2 et COM(71) 1513 final - Annexe PE/79 du présent procès-verbal) PE/44
71. Sucre : cotisation à la production - Montant définitif pour la campagne 1970/1971 - Montant provisoire pour la campagne 1971/1972 - Approbation par la procédure écrite C/3236/71 (doc. COM(71) 1532, COM(71) 1532 final et COM(71) 1533 final - Annexes PE/80 et PE/81 du présent procès-verbal) PE/46
72. Sucre : montant à payer par les fabricants pour les betteraves produites hors du quota de base (campagne 1970/1971) - Approbation par la procédure écrite C/3237/71 (doc. COM(71) 1535 et COM(71) 1535 final - Annexe PE/82 du présent procès-verbal) PE/46
73. Modification de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux à ISPRA - Approbation définitive - Approbation par la procédure écrite C/3246/71 (doc. COM(71) 1537 et COM(71) 1537 final - Annexe PE/83 du présent procès-verbal) PE/47
74. Modification de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à La Haye - Approbation définitive - Approbation par la procédure écrite C/3248/71 (doc. COM(71) 1538, COM(71) 1538/2 et COM(71) 1538 final - Annexe PE/84 du présent procès-verbal) PE/47

Pages

75. Adaptation des accords créant une association entre la CEE et Malte/Espagne/Israël en raison de l'élargissement de la Communauté - Approbation par la procédure écrite C/3241/71 (doc. COM(71) 1539 et COM(71) 1539 final - Annexe PE/85 du présent procès-verbal) PE/48
76. Stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers - Modification d'une proposition de directive du Conseil en vertu de l'article 149, alinéa 2 du Traité CEE - Approbation par la procédure écrite C/3251/71 (doc. COM(71) 1540 et COM(71) 1540 final - Annexe PE/86 du présent procès-verbal) PE/49
77. Modification de la réglementation fixant les conditions d'emploi des agents locaux en service à PETTEN - Approbation définitive - Approbation par la procédure écrite C/3247/71 (doc. COM(71) 1541 et COM(71) 1541 final - Annexe PE/87 du présent procès-verbal) PE/49
78. Relèvement de la protection frappant les produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (quarante-septième dérogation) - Approbation par la procédure écrite C/3238/71 (doc. COM(71) 1542 et COM(71) 1542 final - Annexe PE/88 du présent procès-verbal) PE/50
79. Rétablissement des droits du T.D.C. dans le cadre des préférences tarifaires généralisées en application du règlement (CEE) n° 1309/71 du Conseil du 21 juin 1971 - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3289/71 (doc. COM(71) 1555 et COM(71) 1555 final - Annexe PE/89 du présent procès-verbal) PE/50
80. Règlement de la Commission instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines variétés d'oranges douces en provenance de la Grèce - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3304/71 (doc. COM(71) 1569, COM(71) 1569/2 et COM(71) 1569 final - Annexe PE/90 du présent procès-verbal) PE/51

Pages

81. Aide alimentaire - Fourniture de lait écrémé en poudre de divers pays tiers par l'intermédiaire du PAM - Approbation par la procédure écrite C/3301/71 (doc. COM(71) 1570, COM(71) 1570 final, COM(71) 1571 final et COM(71) 1572 final - Annexes PE/91, PE/92 et PE/93 du présent procès-verbal) PE/52
82. Aide alimentaire - Fourniture de lait écrémé en poudre à divers pays tiers par l'intermédiaire de la C.I.C.R. et du PAM - Approbation par la procédure écrite C/3306/71 (doc. COM(71) 1574, COM(71) 1574 final et COM(71) 1575 final - Annexes PE/94 et PE/95 du présent procès-verbal) PE/52
83. Recours de la République française à l'article 115 du Traité relatif aux appareils récepteurs de radio, même combinés avec un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son, de la position 85.15 A III du T.D.C. originaires de Taïwan et mis en libre pratique dans les autres Etats membres - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3311/71 (doc. COM(71) 1578 et COM(71) 1578 final - Annexe PE/96 du présent procès-verbal) PE/53
84. Recours des gouvernements des Etats de l'U.E.B.L. à l'article 115 du Traité en date du 17 décembre 1971 relatif aux tomates et raison de table, des positions 07.01 M I et 08.04 A I du T.D.C. originaires de certains pays tiers et mis en libre pratique dans les autres Etats membres - Approbation par la procédure écrite accélérée des clauses de sauvegarde C/3312/71 (doc. COM(71) 1579 et COM(71) 1579 final - Annexe PE/97 du présent procès-verbal) PE/53
85. Viande porcine - Modification de la nomenclature tarifaire de divers règlements - Approbation par la procédure écrite C/3308/71 (doc. COM(71) 1583 et COM(71) 1583 final - Annexe PE/98 du présent procès-verbal) PE/54
86. Règlement de la Commission instituant une taxe compensatoire à l'importation de mandarines, satsumas, clémentines, tangerines et autres hybrides similaires d'agrumes en provenance de Turquie - Approbation par la procédure écrite accélérée de type spécial C/3316/71 (doc. COM(71) 1586 et COM(71) 1586 final - Annexe PE/99 du présent procès-verbal) PE/55

Pages

87. Banque européenne d'investissement - Avis de la Commission en vue de la participation financière à la construction d'un établissement pour le montage de voitures dans la province de Frosinone (Italie) - Approbation par la procédure écrite C/3027/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/55
88. Banque européenne d'investissement - Avis de la Commission sur un prêt en faveur de la modernisation et de l'extension des installations des télécommunications dans le Limousin (France) - Approbation par la procédure écrite C/3086/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/55
89. Procédure de l'avenant à l'accord commercial à long terme et protocole commercial pour l'année 1972 entre l'Allemagne et la Roumaine - Approbation par la procédure écrite C/3191/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/56
90. Etude à confier à M. Zoubek sur les pays de l'Est - Approbation par la procédure écrite accélérée C/3271/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/56
91. Procédure d'approbation d'un accord commercial à long terme pour la période 1971/1974 et protocole commercial pour l'année 1971 négociés entre le Benelux et la Hongrie - Approbation par la procédure écrite accélérée C/3254/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/56
92. Procédure d'approbation de l'accord commercial pour l'année 1972 entre l'Italie et l'Albanie - Approbation par la procédure écrite accélérée C/3262/71 (doc. COM(72) PV 193, 2e partie) PE/56
93. Pourvoi d'un emploi d'administrateur principal suite à l'avis de vacance COM/466/71 - Approbation par la procédure écrite C/2933/71 (doc. PERS(71) 410 et PERS(71) 410/2) PE/56
94. Réclamation d'un fonctionnaire sur la base de l'article 90 du statut - Approbation par la procédure écrite C/2941/71 (doc. PERS(71) 411) PE/57

Pages

95. Application des dispositions de l'article 93 du statut des fonctionnaires - Approbation par la procédure écrite C/2946/71 (doc. PERS(71) 412) PE/58
96. Rectification du classement d'un fonctionnaire de grade LA/8 - Approbation par la procédure écrite C/2945/71 (doc. PERS(71) 413) PE/58

ANNEXES

PE/1 - doc. COM(71) 1380 final
 PE/2 - doc. COM(71) 1395 final
 PE/3 - doc. COM(71) 1397 final
 PE/4 - doc. COM(71) 1398 final
 PE/5 - doc. COM(71) 1399 final
 PE/6 - doc. COM(71) 1400 final
 PE/7 - doc. COM(71) 1401 final
 PE/8 - doc. COM(71) 1402 final
 PE/9 - doc. COM(71) 1403 final
 PE/10 - doc. COM(71) 1404 final
 PE/11 - doc. COM(71) 1405 final
 PE/12 - doc. COM(71) 1406 final
 PE/13 - doc. COM(71) 1407 final = COM(71) 832 final + 1407/3
 PE/14 - doc. COM(71) 1410 final
 PE/15 - doc. COM(71) 1411 final
 PE/16 - doc. COM(71) 1412 final
 PE/17 - doc. COM(71) 1413 final
 PE/18 - doc. COM(71) 1414 final
 PE/19 - doc. COM(71) 1415 final
 PE/20 - doc. COM(71) 1417 final
 PE/21 - doc. COM(71) 1418 final
 PE/22 - doc. COM(71) 1419 final
 PE/23 - doc. COM(71) 1420 final
 PE/24 - doc. COM(71) 1421 final
 PE/25 - doc. COM(71) 1422 final
 PE/26 - doc. COM(71) 1423 final
 PE/27 - doc. COM(71) 1424 final
 PE/28 - doc. COM(71) 1425 final
 PE/29 - doc. COM(71) 1426 final
 PE/30 - doc. COM(71) 1427 final
 PE/31 - doc. COM(71) 1428 final
 PE/32 - doc. COM(71) 1431 final
 PE/33 - doc. COM(71) 1433 final
 PE/34 - doc. COM(71) 1435 final
 PE/35 - doc. COM(71) 1436 final
 PE/36 - doc. COM(71) 1437 final
 PE/37 - doc. COM(71) 1438 final
 PE/38 - doc. COM(71) 1440 final
 PE/39 - doc. COM(71) 1441 final
 PE/40 - doc. COM(71) 1442 final
 PE/41 - doc. COM(71) 1443 final
 PE/42 - doc. COM(71) 1444 final
 PE/43 - doc. COM(71) 1445 final

ANNEXES (suite)

PE/44 - doc. COM(71) 1447 final
PE/45 - doc. COM(71) 1448 final
PE/46 - doc. COM(71) 1450 final
PE/47 - doc. COM(71) 1451 final
PE/48 - doc. COM(71) 1433 final
PE/49 - doc. COM(71) 1455 final
PE/50 - doc. COM(71) 1456 final
PE/51 - doc. COM(71) 1457 final
PE/52 - doc. COM(71) 1463 final
PE/53 - doc. COM(71) 1464 final
PE/54 - doc. COM(71) 1465 final
PE/55 - doc. COM(71) 1466 final
PE/56 - doc. COM(71) 1471 final
PE/57 - doc. COM(71) 1472 final
PE/58 - doc. COM(71) 1473 final
PE/59 - doc. COM(71) 1474 final
PE/60 - doc. COM(71) 1475 final
PE/61 - doc. COM(71) 1476 final
PE/62 - doc. COM(71) 1477 final
PE/63 - doc. COM(71) 1481 final
PE/64 - doc. COM(71) 1482 final
PE/65 - doc. COM(71) 1483 final
PE/66 - doc. COM(71) 1484 final
PE/67 - doc. COM(71) 1487 final
PE/68 - doc. COM(71) 1489 final /1 à 225
PE/69 - doc. COM(71) 1490 final
PE/70 - doc. COM(71) 1492 final
PE/71 - doc. COM(71) 1500 final
PE/72 - doc. COM(71) 1503 final
PE/73 - doc. COM(71) 1506 final
PE/74 - doc. COM(71) 1507 final
PE/75 - doc. COM(71) 1508 final
PE/76 - doc. COM(71) 1509 final
PE/77 - doc. COM(71) 1510 final
PE/78 - doc. COM(71) 1513 final
PE/79 - doc. COM(71) 1513 final
PE/80 - doc. COM(71) 1532 final
PE/81 - doc. COM(71) 1533 final
PE/82 - doc. COM(71) 1535 final
PE/83 - doc. COM(71) 1537 final
PE/84 - doc. COM(71) 1538 final
PE/85 - doc. COM(71) 1539 final
PE/86 - doc. COM(71) 1540 final
PE/87 - doc. COM(71) 1541 final
PE/88 - doc. COM(71) 1542 final
PE/89 - doc. COM(71) 1555 final
PE/90 - doc. COM(71) 1569 final
PE/91 - doc. COM(71) 1570 final
PE/92 - doc. COM(71) 1571 final
PE/93 - doc. COM(71) 1572 final

PE/66bis - doc. COM(71) 1485 final

PE/78bis - doc. COM(71) 1516 final

ANNEXES (suite)

PE/94 - doc. COM(71) 1574 final
PE/95 - doc. COM(71) 1575 final
PE/96 - doc. COM(71) 1578 final
PE/97 - doc. COM(71) 1579 final
PE/98 - doc. COM(71) 1583 final
PE/99 - doc. COM(71) 1586 final

P.J. : réponses aux questions écrites n°s 216/71, 400/71, 170/71, 346/71
et 354/71.

COM(72) PV 193 final

.....

ANNEXES PV

Historical Archives of the European Commission

PV: 193(1) Annexes PV. 2				PV. Manquant		Annexes PE. 99			PE. Manquant	
Annexes	type doc	Année	N°	type doc	N°	type doc	Année	N°		
Annexes dans UP n° 367						Annexes dans UP n° 368				
1	COM	1972	71			COM	1971	1380		
2	COM	1971	1554			COM	1971	1395		
3						COM	1971	1397		
4						COM	1971	1398		
5						COM	1971	1399		
6						COM	1971	1400		
7						COM	1971	1401		
8						COM	1971	1402		
9						COM	1971	1403		
10						COM	1971	1404		
11						COM	1971	1405		
12						COM	1971	1406		
13						COM	1971	832		
						Annexes dans UP n° 369				
14						COM	1971	1410		
15						COM	1971	1411		
16						COM	1971	1412		
17						COM	1971	1413		
18						COM	1971	1414		
19						COM	1971	1415		
20						COM	1971	1417		
21						COM	1971	1418		
22						COM	1971	1419		
23						COM	1971	1420		
24						COM	1971	1421		
25						COM	1971	1422		
26						COM	1971	1423		
27						COM	1971	1424		
28						COM	1971	1425		
29						COM	1971	1426		
30						COM	1971	1427		
31						COM	1971	1428		
32						COM	1971	1431		
33						COM	1971	1433		
34						COM	1971	1435		
35						COM	1971	1436		
36						COM	1971	1437		
37						COM	1971	1438		
38						COM	1971	1440		
39						COM	1971	1441		
40						COM	1971	1442		
41						COM	1971	1443		

42					COM	1971	1444		
43					COM	1971	1445		
					Annexes dans UP n° 370				
44					COM	1971	1447		
45					COM	1971	1448		
46					COM	1971	1450		
47					COM	1971	1451		
48					COM	1971	1453		
49					COM	1971	1455		
50					COM	1971	1456		
51					COM	1971	1457		
52					COM	1971	1463		
53					COM	1971	1464		
54					COM	1971	1465		
55					COM	1971	1466		
56					COM	1971	1471		
57					COM	1971	1472		
58					COM	1971	1473		
59					COM	1971	1474		
60					COM	1971	1475		
61					COM	1971	1476		
62					COM	1971	1477		
63					COM	1971	1481		
64					COM	1971	1482		
65					COM	1971	1483		
66					COM	1971	1484		
66 bis					COM	1971	1485		
67					COM	1971	1487		
					Annexe dans UP n° 371				
68					COM	1971	1489/1 à 45		
					Annexe dans UP n° 372				
68					COM	1971	1489/46 à 90		
					Annexe dans UP n° 373				
68					COM	1971	1489/91 à 136		
					Annexe dans UP n° 374				
68					COM	1971	1489/137 à 190		
					Annexes dans UP n° 375				
68					COM	1971	1489/191 à 225		
69					COM	1971	1490		
70					COM	1971	1492		
71					COM	1971	1500		
72					COM	1971	1503		
73					COM	1971	1506		
74					COM	1971	1507		
75					COM	1971	1508		

76					
77					
78					
78 bis					
79					
80					
81					
82					
83					
84					
85					
86					
87					
88					
89					
90					
91					
92					
93					
94					
95					
96					
97					
98					
99					

COM	1971	1509		
COM	1971	1510		
COM	1971	1513		
COM	1971	1516		
Annexes dans UP n° 376				
COM	1971	1517		
COM	1971	1532		
COM	1971	1533		
COM	1971	1535		
COM	1971	1537		
COM	1971	1538		
COM	1971	1539		
COM	1971	1540		
COM	1971	1541		
COM	1971	1542		
COM	1971	1555		
COM	1971	1569		
COM	1971	1570		
COM	1971	1571		
COM	1971	1572		
COM	1971	1574		
COM	1971	1575		
COM	1971	1578		
COM	1971	1579		
COM	1971	1583		
COM	1971	1586		

000355

Historical Archives of the European Commission

12

000356

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(72) 71 final

Bruxelles, le 26 janvier 1972

Annexe 1

REGLEMENT (CEE) n° 189/72 DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

abrogeant les montants compensatoires applicables dans le secteur des matières grasses à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres.

REGLEMENT (CEE) n° 139/72 DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

abrogeant les montants compensatoires applicables dans le secteur des matières grasses à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de politique de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres (1), et notamment son article 6,

considérant que le règlement (CEE) n° 17/72 de la Commission, du 31 décembre 1971, fixant les montants compensatoires valables à partir du 3 janvier 1972 dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres, a l'exclusion des montants valables pour les marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69⁽²⁾ modifié par le règlement (CEE) n° 144/72⁽³⁾, a fixé dans son annexe IX les montants compensatoires applicables aux graines de colza et de navette aux huiles obtenues à partir de ces graines;

considérant que la situation actuelle du marché est telle que l'application de ces montants compensatoires ne s'avère plus indispensable pour éviter des perturbations dans les échanges des produits précités;

considérant que le Comité de gestion des matières grasses n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son Président,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

(1) J.O. n° 106 du 12.5.1971, p. 1.

(2) J.O. n° L 5 du 6.1.1972, p. 1

(3) J.O. n° L 19 du 23.1.1972, p. 1.

Article premier

L'annexe. du règlement (CEE) n° 17/72 est supprimée.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Bruxelles, le 26 janvier 1972

Par la Commission

Le Président.

(S). Franco M. MALFATTI

000359

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(72) 71 endg.

Brüssel, den 26. Januar 1972

VERORDNUNG (EWG) NR. 189/72 DER KOMMISSION
vom 26. Januar 1972

zur Aufhebung der auf dem Öl- und Fettsektor
anzuwendenden Ausgleichsbeträge im Anschluß
an die vorübergehende Erweiterung der Band-
breiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten

VERORDNUNG (EWG) NR. 189/72 DER KOMMISSION

vom 26. Januar 1972

zur Aufhebung der auf dem Öl- und Fettsektor anzuwendenden Ausgleichsbeträge im Anschluß an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 974/71 des Rates vom 12. Mai 1971 über bestimmte konjunkturpolitische Maßnahmen, die in der Landwirtschaft im Anschluß an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten zu treffen sind (1), insbesondere auf Artikel 6,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Verordnung (EWG) Nr. 17/72 der Kommission vom 31. Dezember 1971, zur Festsetzung der ab 3. Januar 1972 geltenden Ausgleichsbeträge in der Landwirtschaft im Anschluß an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten, ausgenommen die Beträge für die unter die Verordnung (EWG) Nr. 1059/69 fallenden Waren (2), geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 144/72(3), setzt in ihrem Anhang IX die für Raps- und Rübensamen und das daraus gewonnene Öl gültigen Ausgleichsbeträge fest.

Angesichts der gegenwärtigen Marktsituation ist die Erhebung dieser Ausgleichsbeträge zur Vermeidung von Störungen im Handel mit den vorgenannten Erzeugnissen nicht mehr unbedingt notwendig.

Der Verwaltungsausschuß für Fette hat nicht innerhalb der ihm von seinem Vorsitzenden gesetzten Frist Stellung genommen -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

-
- (1) ABl. Nr. L 106 vom 12.5.1971, S. 1,
(2) ABl. Nr. L 5 vom 6.1.1972, S. 1,
(3) ABl. Nr. L 19 vom 23.1.1972, S. 1

Artikel 1

Der Anhang IX der Verordnung (EWG) Nr. 17/72 wird ausser Kraft gesetzt.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am 1. Februar 1972 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 26. Januar 1972

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

Artikel 1

Der Anhang IX der Verordnung (EWG) Nr. 17/72 wird ausser Kraft gesetzt.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am 1. Februar 1972 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 26. Januar 1972

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

000363

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(72) 71 def.

Bruxelles, 26 gennaio 1972

REGOLAMENTO (CEE) N. 189/72 DELLA COMMISSIONE

del 26 gennaio 1972

che abroga gli importi compensativi fissati per il settore delle materie
grasse in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione
delle monete di taluni Stati membri

REGOLAMENTO (CEE) n° 189 /72 DELLA COMMISSIONE

del 26 gennaio 1972

che abroga gli importi compensativi fissati per il settore delle materie grasse in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione delle monete di taluni Stati membri.

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n° 974/71 del Consiglio, del 12 maggio 1971, relativo a talune misure di politica congiunturale da adottare nel settore agricolo in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione delle monete di taluni Stati membri (1), in particolare l'articolo 6,

considerando che il regolamento (CEE) n° 17/72 della Commissione, del 31 dicembre 1971, che fissa gli importi compensativi valevoli a partire dal 3 gennaio 1972 nel settore agricolo in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione delle monete di alcuni Stati membri, esclusi gli importi valevoli per le merci comprese nel regolamento (CEE) n° 1059/69 (2), modificato dal regolamento (CEE) n° 144/72 (3), ha fissato nel suo allegato IX gli importi compensativi applicabili ai semi di colza e di ravizzone e gli oli ottenuti da tali semi;

considerando che la situazione attuale del mercato è tale che l'applicazione degli importi compensativi non è più indispensabile per evitare perturbazioni negli scambi degli anzidetti prodotti;

considerando che il Comitato di gestione per i grassi non ha formulato il proprio parere nel termine fissato dal suo presidente;

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

(1) G.U. n° L 106 del 12.5.1971, pag. 1.

(2) G.U. n° L 5 del 6.1.1972, pag. 1.

(3) G.U. n° L 19 del 23.1.1972, pag. 1

Articolo 1

L'allegato X del regolamento (CEE) n° 17/72 è soppresso.

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il 1° febbraio 1972.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 26 gennaio 1972

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to) Franco M. MALFATTI

000366

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(72) 71 def.

Brussel, 26 januari 1972

VERORDENING (EEG) No. 189/72 VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

houdende intrekking van de compenserende bedragen van toepassing in de sector oliën en vetten ingevolge de tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten

COM(72) 71 def.

VERORDENING (EEG) No. 189/72 VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

houdende intrekking van de compenserende bedragen van toepassing in de sector oliën en vetten ingevolge de tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gelet op Verordening (EEG) No. 974/71 van de Raad van 12 mei 1971 betreffende bepaalde conjunctuurpolitieke maatregelen welke naar aanleiding van de tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten dienen te worden genomen in de landbouwsector (1), en met name op artikel 6,

overwegende dat bij Verordening (EEG) No. 17/72 van de Commissie, van 31 december 1971, houdende vaststelling van de compenserende bedragen, geldig met ingang van 3 januari 1972 in de landbouwsector naar aanleiding van de tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige lid-staten, met uitsluiting van de bedragen voor de produkten vallende onder Verordening (EEG) No. 1059/69 (2), gewijzigd bij Verordening (EEG) No. 144/72 (3), in bijlage IX van de compenserende bedragen, die van toepassing zijn voor koolzaad en raapzaad en voor de oliën verkregen uit deze zaden, zijn vastgesteld;

overwegende dat de huidige marktsituatie zodanig is dat de toepassing van deze compenserende bedragen niet meer noodzakelijk blijkt om verstoringen van het handelsverkeer in voornoemde produkten te voorkomen;

overwegende dat het Comité van beheer voor oliën en vetten geen advies heeft uitgebracht binnen de door zijn voorzitter bepaalde termijn,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

.../...

-
- (1) PB No. L 106 van 12.5.1971, blz. 1
(2) PB No. L 5 van 6.1.1972, blz. 1
(3) PB No. L 19 van 23.1.1972, blz. 1

Artikel 1

Bijlage IX van Verordening (EEG) No. 17/72 wordt ingetrokken.

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op 1 februari 1972.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lid-staat.

Brussel, 26 januari 1972

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI

000369

Historical Archives of the European Commission

000370

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1554 final/A
Bruxelles, le 26 janvier 1972

Annexe 2

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

portant détermination des restitutions moyennes les plus basses
pour le financement des restitutions à l'exportation vers les
pays tiers de la période 1966/1967.

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

portant détermination des restitutions moyennes les plus basses pour le financement des restitutions à l'exportation vers les pays tiers de la période 1966/1967.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2591/70 (2), et notamment son article 4,

considérant que, selon l'article 3, paragraphe 1 du règlement n° 25, relatif au financement de la politique agricole commune (3), les contributions aux dépenses des Etats membres pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers sont à calculer sur la base du taux de restitution de l'Etat membre dont la restitution moyenne est la plus basse;

.../...

(1) J.O. n° 34 du 27.2.1964, p. 586/64

(2) J.O. n° L 280 du 26.12.1970, p. 63

(3) J.O. n° 30 du 20.4.1962, p. 991/62

considérant que, selon l'article 3, paragraphe 3 du règlement n° 17/64/CEE, chaque Etat membre a communiqué le taux de la restitution moyenne pour chaque produit de base ainsi que les éléments justificatifs et qu'il a été procédé à leur vérification,

considérant que, selon l'article 4, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE les restitutions moyennes les plus basses à retenir pour l'ensemble de la Communauté sont à déterminer après comparaison des restitutions moyennes annuelles accordées par les Etats membres;

considérant toutefois que, pour la période de comptabilisation 1966/67, d'une part aucun Etat membre n'est exportateur net, pour le secteur des céréales, de blé dur, de seigle, de sarrasin, de millet, d'alpiste, de graines de sorgho et de dari, et d'autres céréales, pour le secteur du lait et des produits laitiers, du produit pilote du groupe n° 8 et de Tilsit, pour le secteur de la viande bovine, de gros bovins et pour le secteur des matières grasses, d'huile d'olive; que d'autre part aucun Etat membre n'a payé de restitutions, dans le secteur des fruits et légumes, pour les oranges douces, les mandarines, les citrons, les noisettes, les cerises et les fruits préparés avec addition de sucré; que, dès lors, il n'est pas nécessaire de déterminer le taux de la restitution moyenne la plus basse pour ces produits de base;

considérant que, lors de la comparaison des restitutions moyennes annuelles accordées par les Etats membres, il convient, en vertu de l'article 4, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE, d'éliminer les restitutions moyennes portant sur des quantités non représentatives au sens de l'article 4, paragraphe 2, premier alinéa;

considérant que, dans les secteurs des céréales et du riz d'une part, les restitutions moyennes portant sur des quantités représentatives respectivement de maïs et de brisures de riz ont été influencées par l'octroi de restitutions à la production au sens de l'article 4, paragraphe 3, alinéa c), du règlement n° 17/64/CEE; que, dans le secteur du lait et des produits

laitiers d'autre part, les restitutions moyennes portant sur des quantités représentatives des produits pilotes des groupes n°s 2,3,4,9,11,14 et de Cheddar ont été influencées par l'octroi d'aides à la production au sens de l'article 4, paragraphe 3, alinéa d) dudit règlement; qu'en conséquence il convient, conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1 du même article, de procéder aux corrections adéquates;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité du Fonds,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

Les restitutions moyennes les plus basses prévues à l'article 3, paragraphe 1 du règlement n° 25 servant au calcul des contributions du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, aux dépenses des Etats membres pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/67 sont fixées, par produit de base, à l'annexe de la présente décision.

Article 2

Les Etats membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 1972

Par la Commission,

Le Président

(s) Franco M. MALFATTI

Annexe au projet de décision de la Commission
sur les taux les plus bas

Taux des restitutions moyennes les plus basses par
produit de base portant sur des quantités représentatives
(u.c. par tonne)

Produits de base				Taux des restitutions moyennes les plus basses
<u>Secteur céréaliers</u>				
blé tendre et méteil				46,5638
orge				22,8380
avoine				34,5721
maïs				27,2829
<u>Secteur des produits laitiers</u>				
produit pilote du groupe n° 1 (lactosérum en pou-			dré)	0
"	"	"	" 2(lait entier en	
			poudre)	262,0641
"	"	"	" 3(lait écrémé en	
			poudre)	123,2328
"	"	"	" 4(lait condensé non	
			sucré)	97,0892
"	"	"	" 5(lait condensé	
			sucré)	140,9876
"	"	"	" 6(fromage à pâte	
			persillée)	0
"	"	"	" 7(Parmesan)	0
"	"	"	" 9(Gouda...)	0
"	"	"	" 10(Saint Paulin...)	342,8601
"	"	"	" 11(Camembert...)	0
"	"	"	" 13(lactose)	0
"	"	"	" 14(beurre)	972,6671
Cheddar				574,1749

Secteur de la viande de porc

viande de l'espèce porcine domestique en carcasse ou demi-carcasse	110,7685

Secteur des oeufs

oeufs de volaille de basse-cour en coquille frais ou conservés, destinés à la consommation	28,5210

Secteur de la viande de volaille

- volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes	0
- poulets d'engraissement plumés, vidés sans la tête ni les pattes, avec les viscères comestibles, dits présentation 70 %	148,0047
- canards, plumés, vidés, sans la tête ni les pattes, avec ou sans les viscères comestibles, dits présentation 67 %	143,3414
- dindes abattues, dites présentations 78 %	154,1638
- cides plumées, vidées, sans la tête ni les pattes, avec ou sans les viscères comestibles dites présentation 75 %	0
- pintades abattues, dites présentation 70 %	274,6116

Secteur de la viande bovine

- veaux	0

Secteur du riz

- riz décortiqué	20,6174
- brisures de riz	0,9795

Secteur des fruits et légumes

- tomates préparées ou conservées sans vinaigre ou acide acétique	23,1653
- amandes (autres qu'amandes amères)	2,1989
- châtaignes et marrons	0,3088
- jus de fruits	0
- pêches	0
- noix	0
- raisin de table	0

000376

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1554 endg./A

Brüssel, den 26. Januar 1972

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 26. Januar 1972

zur Bestimmung der niedrigsten durchschnittlichen Erstattungs-
sätze für die Finanzierung bei Ausfuhren nach dritten Ländern
für den Verbuchungszeitraum 1966/1967

KOM(71) 1554 endg./A

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 26. Januar 1972

zur Bestimmung der niedrigsten durchschnittlichen Erstattungssätze für die Finanzierung bei Ausfuhren nach dritten Ländern für den Verbuchungszeitraum 1966/1967

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, gestützt auf die Verordnung Nr. 17/64/EWG des Rates vom 5. Februar 1964 über die Bedingungen für die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2591/70 (2), insbesondere auf Artikel 4,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Nach Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung Nr. 25 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik (3) ist in den Berechnungen für die Beteiligung des Fonds an den Ausgaben der Mitgliedstaaten für Erstattungen bei Ausfuhren nach Drittländern der Erstattungssatz des Mitgliedstaats mit dem niedrigsten durchschnittlichen Erstattungssatz zugrunde zu legen.

(1) ABl. Nr. 34 vom 27.2.1964, S. 586/64

(2) ABl. Nr. L 280 vom 26.12.1970, S. 63

(3) ABl. Nr. 30 vom 20.4.1962, S. 991/62

Gemäss Artikel 3 Absatz 3 der Verordnung Nr. 17/64/EWG hat jeder Mitgliedstaat den durchschnittlichen Erstattungssatz für die einzelnen Grunderzeugnisse mit Unterlagen übermittelt, die überprüft worden sind.

Nach Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung Nr. 17/64/EWG sind die für die Gemeinschaft insgesamt festzusetzenden niedrigsten durchschnittlichen Erstattungssätze nach einem Vergleich der von den einzelnen Mitgliedsstaaten gewährten durchschnittlichen jährlichen Erstattungsbeträge zu bestimmen.

Da jedoch für den Verbuchungszeitraum 1966/1967 einerseits im Sektor Getreide bei Hartweizen, Roggen, Buchweizen, Hirse aller Art, Kanariensaat und anderem Getreide, im Sektor Milch und Milcherzeugnisse bei dem Leiterzeugnis der Warengruppe 8 und bei Tilsiter, im Sektor Rindfleisch bei Rindern und Fette bei Olivenöl kein Mitgliedstaat Nettoexporteur ist, und andererseits kein Mitgliedstaat Ausfuhrerstattungen im Sektor Obst und Gemüse, bei Apfelsinen, Mandarinen, Zitronen, Haselnüsse, Kirschen und Früchten zubereitet mit Zusatz von Zucker bezahlt hat, ist insoweit die Bestimmung eines niedrigsten durchschnittlichen Erstattungssatzes nicht erforderlich.

Bei dem Vergleich waren gemäss Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung Nr. 17/64/EWG die durchschnittlichen Erstattungssätze für unbedeutende Mengen im Sinne des Artikels 4 Absatz 2, erster Unterabsatz auszuschalten.

Die durchschnittlichen Erstattungssätze im Sektor Getreide und Reis für repräsentative Mengen von Mais bzw. Bruchreis wurden durch Gewährung von Erzeugerstattungen im Sinne des Artikels 4 Absatz 3 Unterabsatz c) der Verordnung Nr. 17/64/EWG beeinflusst.

Im Sektor Milch und Milcherzeugnisse wurden die durchschnittlichen Erstattungssätze für repräsentative Mengen bei den Leiterzeugnissen der Warengruppen Nr. 2, 3, 4, 9, 11, 14 und bei Cheddar durch die Gewährung von Erzeugerbeihilfen im Sinne des Artikels 4 Absatz 3 Unterabsatz d) der genannten Verordnung beeinflusst. Die Folge hiervon ist, dass für die betreffenden Erzeugnisse entsprechende Berichtigungen gemäss Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung Nr. 17/64/EWG vorzunehmen sind.

Die in dieser ^{Entscheidung} / vorgesehenen Massnahmen entsprechen der Stellungnahme des Fondsausschusses -

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung Nr. 25 vorgesehenen niedrigsten durchschnittlichen Erstattungssätze je Grunderzeugnis für die Berechnung der Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft an den in Betracht kommenden Ausgaben der Mitgliedstaaten für Erstattungen bei Ausfuhren nach dritten Ländern werden für den Verbuchungszeitraum 1966/1967 im Anhang zu dieser Entscheidung festgesetzt.

Artikel 2

Diese Entscheidung ist an alle Mitgliedstaaten gerichtet.

Brüssel, den 26. Januar 1972

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

A N H A N G

Niedrigster durchschnittlicher Erstattungssatz je Grunderzeugnis
für repräsentative Mengen
(RE je Tonne)

Grunderzeugnis	Niedrigster durchschnittlicher Erstattungssatz
<u>Sektor Getreide</u>	
Weichweizen und Mengkorn	46,5638
Gerste	22,8380
Hafer	34,5721
Mais	27,2829
<u>Sektor Milch und Milcherzeugnisse</u>	
Leiterzeugnis der Warengruppe Nr. 1 (Laktoserumpulver)	0
" " " 2 (Vollmilchpulver)	262,0641
" " " 3 (Magermilchpulver)	123,2328
" " " 4 (Ungezuckerte Kondensmilch)	97,0892
" " " 5 (Gezuckerte Kondensmilch)	140,9876
" " " 6 (Schimmelpilzkäse)	0
" " " 7 (Parmesan)	0
" " " 9 (Gouda,...)	0
" " " 10 (Saint Paulin,..)	342,8601
" " " 11 (Camembert,...)	0
" " " 13 (Laktose)	0
" " " 14 (Butter)	972,6671
Cheddar	574,1749
<u>Sektor Schweinefleisch</u>	
Fleisch von Hausschweinen in ganzen oder halben Tierkörpern	110,7685

Sektor Eier

Eier von Hausgeflügel, in der Schale, frisch oder haltbar gemacht, zum Verbrauch bestimmt

28,6210

Sektor Geflügel

- Hausgeflügel, lebend, mit einem Gewicht von höchstens 185 Gramm
- Jungmasthühner, gerupft, ausgenommen, ohne Kopf und ohne Ständer, mit geniessbarem Eingeweide, Aufmachung 70 %
- Enten, gerupft, ausgenommen, ohne Kopf und ohne Paddeln, mit geniessbarem Eingeweide oder ohne geniessbares Eingeweide, Aufmachung 67 %.
- Geschlachtete Puten, Aufmachung 78 %
- Gänse, gerupft, ausgenommen, ohne Kopf und ohne Paddeln, mit geniessbarem Eingeweide oder ohne geniessbares Eingeweide, Aufmachung 75 %
- Geschlachtete Perlhühner, Aufmachung 70 %

0

148,0047

143,3414

154,1638

0

274,6116

Sektor Rindfleisch

- Kälber

0

Sektor Reis

- Geschälter Reis
- Bruchreis

26,6174

0,9795

Sektor Obst und Gemüse

- Tomaten, ohne Essig zubereitet oder haltbar gemacht
- Mandeln (ausser bittere Mandeln)
- Esskastanien
- Fruchtsäfte
- Pfirsische
- Walnüsse
- Tafeltrauben

23,1653

2,1989

0,3088

0

0

0

0

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1554 def./A

Bruxelles, 26 gennaio 1972

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 26 gennaio 1972

che determina le restituzioni media più basse per il
finanziamento delle restituzioni all'esportazione
verso i paesi terzi per il periodo di contabilizzazione
1966-1967

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 26 gennaio 1972

che determina le restituzioni medie più basse per il finanziamento delle restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi per il periodo di contabilizzazione 1966/1967

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

Visto il regolamento n. 17/64/CEE del Consiglio del 5 febbraio 1964 relativo alle condizioni di concorso del Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia (1), modificato in ultima istanza dal regolamento (CEE) n. 2591/70 (2) ed in particolare l'articolo 4,

Considerando che, secondo l'articolo 3, paragrafo 1, del regolamento n. 25 relativo al finanziamento della politica agricola comune (3) i contributi alle spese degli Stati membri per le restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi devono essere calcolati sulla base dell'aliquota di restituzione dello Stato membro la cui restituzione media è più bassa;

.../...

(1) GU n. 34 del 27.2.1964, pag. 586/64

(2) GU n. L 280 del 26.12.1970, pag. 63

(3) GU n. 30 del 20.4.1962, pag. 991/62

Considerando che, secondo l'articolo 3, paragrafo 3, del regolamento n. 17/64/CEE, ciascuno Stato membro ha comunicato l'aliquota della restituzione media per ciascun prodotto di base, nonché gli elementi giustificativi e che si è proceduto alla loro verifica;

Considerando che, secondo l'articolo 4, paragrafo 1, del regolamento n. 17/64/CEE, le restituzioni medie più basse da adottare per l'insieme della Comunità devono essere determinate dopo il confronto delle restituzioni medie annuali concesse dagli Stati membri;

Considerando tuttavia che, per il periodo di contabilizzazione 1966/1967, da un lato, nessuno Stato membro è esportatore netto, per il settore dei cereali, di grano duro, di segala, di miglio, di scagliola, di sorgo e durra e di altri cereali, per il settore del latte e prodotti lattiero-caseari, del prodotto pilota del gruppo n. 8 e di Tilsitt, per il settore della carne bovina, di bovini adulti e per il settore delle materie grasse, d'olio d'oliva e, dall'altro lato, nessun Stato membro ha corrisposto restituzioni nel settore frutta e legumi, per le arance dolci, i mandarini, i limoni, le nocciole, le ciliege e la frutta preparata con l'aggiunta di zuccheri, e che non è pertanto necessario determinare l'aliquota della restituzione media più bassa per tali prodotti di base;

Considerando che, nell'effettuare il confronto delle restituzioni medie annuali concesse dagli Stati membri, occorre eliminare, a norma dell'articolo 4, paragrafo 1, del regolamento n. 17/64/CEE, le restituzioni medie relative a quantitativi non rappresentativi ai sensi dell'articolo 4, paragrafo 2, primo comma;

Considerando che, nei settori dei cereali e del riso, da un lato, le restituzioni medie relative alle quantità rappresentative di grano-turco sono state influenzate dalla concessione di restituzioni alla produzione ai sensi dell'articolo 4, paragrafo 3, lettera c) del regolamento n. 17/64/CEE;

.../...

che, nel settore del latte e prodotti lattiero-caseari, dall'altro, le restituzioni medie relative alle quantità rappresentative dei prodotti piloti dei gruppi n. 2, 3, 4, 9, 11, 14 e di Cheddar sono state influenzate dalla concessione di aiuti alla produzione ai sensi dell'articolo 4, paragrafo 3, lettera d), del detto regolamento; che pertanto è opportuno, conformemente alle disposizioni previste dal paragrafo 1 dello stesso articolo, procedere alle adeguate correzioni;

Considerando che le misure previste dalla presente decisione sono conformi al parere del Comitato del Fondo,

HA PRESO LA PRESENTE DECISIONE :

Articolo 1

Le restituzioni medie più basse di cui all'articolo 3, paragrafo 1, del regolamento n.25 che servono per il calcolo dei contributi del Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia, sezione garanzia, alle spese degli Stati membri per le restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi, ad esso imputabili per il periodo di contabilizzazione 1966/1967, sono fissate, per prodotto di base, nell'allegato alla presente decisione.

Articolo 2

Gli Stati membri sono destinatari della presente decisione.

Fatto a Bruxelles, il 26 gennaio 1972

Per la Commissione

Il Presidente

Franco M. MALFATTI

A L L E G A T O

Aliquota delle restituzioni medie oiu basse per prodotto di base
relative a quantitativi rappresentativi (U.C. per tonnellata)

Prodotti di base		Aliquota delle restituzioni medie più basse - U.C./t
<u>Settore dei cereali</u>		
Grano tenero e frumento segalato		46,5638
Orzo		22,8380
<u>Settore del latte e prodotti lattiero-caseari</u>		
Prodotto pilota del gruppo		
	n. 1 (siero di latte in polvere)	0
"	n. 2 (latte intero in polvere)	262,0641
"	n. 3 (latte scremato in polvere)	123,2328
"	n. 4 (latte concentrato senza aggiunta di zuccheri)	97,0892
"	n. 5 (latte concentrato con aggiunta di zuccheri)	140,9876
"	n. 6 (formaggio a pasta erborinata)	0
"	n. 7 (Parmigiano)	0
"	n. 9 (Gouda)	0
"	n. 10 (Saint-Paulin)	342,8601
"	n. 11 (Camembert)	0
"	n. 13 (lattosio)	0
"	n. 14 (burro)	972,6671
Cheddar		574,1749
<u>Settore della carne suina</u>		
Carni della specie suina domestica, in carcasse o mezzene		110,7685

.../...

Prodotti di base	Aliquota delle restituzioni medie più basse U.C./t
<u>Settore delle uova</u>	
Uova di volatili da cortile, in guscio fresche o conservate, destinate al consumo	28,6210
<u>Settore del pollame</u>	
Volatili vivi da cortile di peso non superiore a 185 grammi	0
Polli da ingrasso, spennati, senza la testa e le zampe, con le viscere com- mestibili, detti presentazione 70 %	148,0047
Anatre spennate, svuotate, senza la testa e le zampe, con o senza le vi- scere commestibili, dette presentazione 67 %	143,3414
Tacchini macellati, detti presentazione 78 %	154,1638
Oche spennate, svuotate, senza la testa e le zampe, con o senza viscere comme- stibili, dette presentazione 75 %	0
Galline faraone macellate, dette presentazione 70 %	274,6116
<u>Settore della carne bovina</u>	
Vitelli	0
<u>Settore del riso</u>	
Riso semigreggio	26,6174
Rotture di riso	0,9795
<u>Settore ortofrutticoli</u>	
Pomodori preparati o conservati senza aceto o acido acetico	23,1653
Mandorle (diverse dalle mandorle dolci)	2,1989
Castagne e marroni	0,3088
Socchi di frutta	0
Pesche	0
Noci comuni	0
Uva da tavola	0

000388

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71)1554 def./A

Brussel, 26 januari 1972

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

houdende vaststelling van de laagste gemiddelde
restituties voor financiering van de restituties
bij de uitvoer naar derde landen in de berekenings-
periode 1966/1967

COM(71)1554 def./A

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

houdende vaststelling van de laagste gemiddelde restituties voor
financiering van de restituties bij de uitvoer naar derde landen
in de berekeningsperiode 1966/1967

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening No. 17/64/EEG van de Raad van 5 februari 1964

betreffende de voorwaarden voor het verlenen van bijstand door het
Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (1), laatstelijk
gewijzigd door Verordening (EEG) No. 2591/70 (2), en met name op artikel 4,

Overwegende dat volgens artikel 3, lid 1, van de Verordening No. 25 inzake
de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (3) de bijdragen
in verband met de uitgaven der Lid-Staten voor de restituties bij
uitvoer naar derde landen moeten worden berekend op de grondslag van de
hoogte der restitutie van de Lid-Staat met de laagste gemiddelde
restitutie;

(1) PB No. 34 van 27.2.1964, blz. 586/64

(2) PB No. L 280 van 26.12.1970, blz. 63

(3) PB No. 20 van 20.4.1962, blz. 991/62

Overwegende dat elke Lid-Staat, overeenkomstig artikel 3, lid 3, van Verordening No. 17/64/EEG, de hoogte van de gemiddelde restitutie voor elk basisprodukt en de gegevens die ten grondslag hebben gelegen aan de berekening heeft medegedeeld, en dat verificatie daarvan heeft plaatsgevonden;

Overwegende dat volgens artikel 4, lid 1, van Verordening No. 17/64/EEG de voor de gehele Gemeenschap aan te houden laagste gemiddelde restituties moeten worden vastgesteld na vergelijking van de door de Lid-Staten verleende jaarlijks gemiddelde restituties;

Overwegende dat evenwel voor de berekeningsperiode 1966/67 enerzijds geen enkele Lid-Staat een netto-uitvoer heeft gehad in de graansector van harde tarwe, rogge, boekweit, kanariezaad en gierst (sorgho of doerra enz.) en andere granen, in de zuivelsector van het hoofdprodukt No. 8 en van Tilsit, in de sector rundvlees, van wette runderen, en in de sector oliven en vetten, van olijfolie; dat anderzijds geen enkele Lid-Staat restituties heeft betaald, in de sector groenten en fruit, voor zoete sinaasappelen, mandarijnen, citroenen, hazelnoten, kersen, en met toevoeging van suiker toebereid fruit; dat derhalve de hoogte van de laagste gemiddelde restituties voor deze basisprodukten niet behoeft te worden vastgesteld;

Overwegende dat bij vergelijking van de door de Lid-Staten verleende jaarlijkse gemiddelde restituties, krachtens artikel 4, lid 1, van Verordening No. 17/64/EEG de gemiddelde restituties die betrekking hebben op niet-representatieve hoeveelheden, zoals bedoeld in artikel 4, lid 2, eerste alinéa, dienen te worden uitgeschakeld;

Overwegende dat in de graan- en rijstsector enerzijds de gemiddelde restituties die betrekking hebben op representatieve hoeveelheden maïs en breukrijst zijn beïnvloed door het verlenen van restituties bij de produktie in de zin van artikel 4, lid 3 van Verordening No. 17/64/EEG; dat anderzijds in de zuivelsector de gemiddelde restituties die betrekking hebben op representatieve hoeveelheden hoofdprodukten van de groepen Nrs 2,3,4,9, 11, 14 en Cheddar zijn beïnvloed door het verlenen van steun bij de produktie in de zin van artikel 4, lid 3 van genoemde Verordening; dat het derhalve noodzakelijk is, overeenkomstig in lid 1 van hetzelfde artikel voorziene maatregelen, tot de passende correcties over te gaan;

Overwegende dat de in deze beschikking vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van het Comité van het Fonds,

HEEFT DE VOLGENDE BESCHIKKING GEGEVEN :

Artikel 1

De laagste gemiddelde restituties als bedoeld in artikel 3, lid 1, van Verordening 25, waarvan wordt uitgegaan bij de berekening van de bijdragen van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, Afdeling Garantie, in verband met de voor de berekeningsperiode 1966/67 in aanmerking komende uitgaven van de Lid-Staten voor de restituties bij uitvoer naar derde landen, zijn in de bijlage bij deze beschikking per basisprodukt vastgesteld.

Artikel 2

Deze beschikking is gericht tot alle Lid-Staten.

Brussel, 26 januari 1972

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI.

BIJLAGE

Hoogten van de laagste gemiddelde restituties
per basisprodukt
die betrekking hebben op representatieve hoeveelheden

Basisprodukten	Hoogten van de laagste gemiddelde restituties
<u>Sector granen</u>	
Zachte tarwe en mengkoren	46,5638
Gerst	22,8380
Haver	34,5721
Maïs	27,2829
<u>Sector zuivel</u>	
Hoofdprodukt van groep No. 1 (weipoeder)	0
" " " " 2 (volle melk in peedervorm)	262,0641
" " " " 3 (ondermelk in poedervorm)	123,2328
" " " " 4 (gecondenseerde melk zonder suiker)	97,0892
" " " " 5 (gecondenseerde melk met suiker)	140,9876
" " " " 6 (blauw-groen gearde kaas)	0
" " " " 7 (parmesan)	0
" " " " 9 (Gouda)	0
" " " " 10 (Saint-Paulin)	342,8601
" " " " 11 (Camembert)	0
" " " " 13 (melksuiker)	0
" " " " 14 (boter)	972,6671
Cheddar	574,1749
<u>Sector varkensvlees</u>	
Varkensvlees in hele of halve dieren	110,7685

Sector eieren

eieren van pluimvee, in de schaal, vers of verduurzaamd die bestemd zijn voor consumptie	28,6210

Sector slachtpluimvee

- levend pluimvee dat niet meer dan 185 gram weegt	0
- mestkuikens, geplukt, schoongemaakt, zonder de kop en de poten, met de eetbare ingewanden, bewerkingsvorm 70%	148,0047
- eenden, geplukt, schoongemaakt, zonder de kop en de poten, met of zonder de eetbare ingewanden, bewerkingsvorm 67%	143,3414
- geslachte kalkoenen, bewerkingsvorm 78%	154,1638
- ganzen, geplukt, schoongemaakt, zonder de kop en de poten, met of zonder de eetbare ingewanden, bewerkingsvorm 75%	0
- geslachte parelhoenders, bewerkingsvorm 70%	274,6116

Sector rundvlees

- kalveren	0

Sector rijst

- gedopte rijst	26,6174
- breukrijst	0,9795

Sector groenten en fruit

- tomaten bereid of verduurzaamd zonder azijn of azijnzuur	23,1655
- amandelen (andere dan bittere)	2,1989
- kastanjes	0,3088
- vruchtsappen	0
- perziken	0
- walnoten	0
- tafeldruiven	0

000394

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1554 final/B

Bruxelles, le 26 janvier 1972

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du royaume de Belgique pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

COM(71) 1554 final/B

(Les textes en langue française et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du royaume de Belgique pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2591/70 (2), et notamment son article 10,

vu la demande de remboursement du royaume de Belgique,

après consultation du Comité du Fonds,

./.

(1) J.O. n° 34 du 27.2.1964, p. 586/64.

(2) J.O. n° L 280 du 26.12.1970, p. 63

considérant qu'aux termes respectivement des articles 9 paragraphe 1 et 10 paragraphe 2 b) du règlement n° 17/64/CEE, d'une part les Etats membres devaient déposer leurs demandes de remboursement avant le 1er octobre 1967 et d'autre part, la Commission devait décider avant le 31 décembre 1969 du concours du Fonds sur la base de ces demandes pour les dépenses de restitution à l'exportation vers les pays tiers et d'interventions sur le marché intérieur présentées par les Etats membres et se rapportant à la période de comptabilisation 1966/1967;

considérant toutefois que le dépôt des demandes n'ayant pu intervenir qu'en juillet 1969, la Commission n'a pas été en mesure de prendre ses décisions avant le mois de décembre 1971;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/1967, le Fonds contribue aux dépenses susmentionnées dans les secteurs des céréales, du lait et des produits laitiers, de la viande de porc, des oeufs, de la viande de volaille, de la viande bovine, du riz, des matières grasses ainsi que des fruits et légumes;

considérant qu'il y a lieu, en vertu de l'article 3, paragraphe 1 alinéa a) du règlement n° 25, relatif au financement de la politique agricole commune (3) de calculer la contribution du Fonds aux dépenses de restitutions à l'exportation vers les pays tiers sur la base des quantités des exportations nettes et du taux de la restitution moyenne la plus basse fixée par la décision de la Commission du 26 janvier 1972 ;

(*)

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement n° 130/66/CEE, du Conseil du 26 juillet 1966, relatif au financement de la politique agricole commune (4), le Fonds contribue aux dépenses effectuées par le Royaume de Belgique dans le secteur du sucre sans que le remboursement ne puisse excéder un montant de 4 millions d'U.C.;

considérant qu'en vertu de l'article 2, paragraphe 1, dudit règlement, la contribution du Fonds aux dépenses éligibles est de sept dixièmes pour la période de comptabilisation 1966/1967;

.../...

(3) J.O. n° 30 du 20.4.1962, p. 991/62

(4) J.O. n° 165 du 21.9.1966, p. 2965

- 2a -

- (*) Considérant que les quantités exportées au titre de dons alimentaires ne sont pas éligibles au FEOGA, étant donné que des dépenses pour des opérations non commerciales ne peuvent être considérées comme des restitutions à l'exportation envers les pays tiers au sens de la réglementation communautaire; qu'en conséquence, les quantités et les dépenses y afférentes, sont à exlure des exportations nettes et du calcul des taux de restitutions;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/1967, le royaume de Belgique est exportateur net des produits pilotes des groupes n°s 1, 2, 3, 4, 5, 13 et 14, définis dans le secteur du lait et des produits laitiers, de Cheddar, de viande de porc, d'oeufs et de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes, de poulets et de pintades ;

considérant que le taux de la restitution moyenne la plus basse dans la Communauté est égal à zéro pour les produits pilotes des groupes n°s 1 et 13 définis dans le secteur du lait et des produits laitiers ainsi que pour la viande de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes ;

considérant que, pour le produit pilote du groupe n° 5 défini dans le secteur du lait et des produits laitiers le taux moyen réel de la restitution après correction est égal à zéro ;

considérant que le royaume de Belgique a pratiqué des interventions au sens de l'article 6, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE dans le secteur du lait et des produits laitiers pour le beurre et la crème ; que le montant à rembourser au titre de ces dernières dépenses a été fixé à l'article 4 du règlement n° 1135/68 du Conseil, du 30 juillet 1968, relatif au financement des dépenses d'intervention sur le marché intérieur dans le secteur du lait et des produits laitiers (5) ;

considérant qu'il résulte de l'application des dispositions visées ci-dessus aux données chiffrées contenues dans la demande du royaume de Belgique que le Fonds doit contribuer aux dépenses éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/1967 ;

considérant que, par décision du 16 décembre 1968 (6), la Commission a fixé à 13.327.500 unités de compte l'acompte à valoir sur le concours du Fonds aux dépenses du royaume de Belgique, remboursables au titre

./.

(5) J.O. n° L 188 du 1.8.1968, p. 4.

(6) J.O. n° L 34 du 11.2.1969, p. 13.

de la section garantie pour cette période de comptabilisation et qu'il convient d'en tenir compte dans l'établissement du montant à rembourser au titre du présent concours,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, aux dépenses du royaume de Belgique pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et pour les interventions sur le marché intérieur, éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/1967, est fixé à un montant total de 21.113.481,71 unités de compte ; les différentes actions éligibles correspondant à cette somme sont indiquées à l'annexe.

Le montant à rembourser par le Fonds au titre du concours 1966/1967, déduction faite de l'acompte de 13.327.500 unités de compte décidé le 16 décembre 1968, est fixé à 7.785.981,71 unités de compte.

Article 2

Le royaume de Belgique est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 1972

Par la Commission,

Le Président

(s) Franco M. MALFATTI

A N N E X E

Ventilation du concours du F.E.O.G.A., section
garantie, pour la période de comptabilisation
1966/1967.

I. Restitutions à l'exportation vers les pays tiers : 12.840.613,77 unités
de compte dont

3.295.788,88	uc	pour	l'exp.	nette	v.l.p.t.	de	17.966,1	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 2 (lait entier en poudre)
1.970.289,14	"	"	"	"	"	"	22.840,5	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 3 (lait écrémé en poudre)
1.979.691,50	"	"	"	"	"	"	29.129,2	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 4 (lait condensé non sucré)
4.939.417,52	"	"	"	"	"	"	7.254,6	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 14 (beurre)
267.358,80	"	"	"	"	"	"	665,2	tonnes de Cheddar et autres fromages du même type
119.509,24	"	"	"	"	"	"	1.541,3	tonnes de viande de porc et dérivés
62.297,90	"	"	"	"	"	"	3.109,5	tonnes d'oeufs et dérivés
206.222,35	"	"	"	"	"	"	1.990,5	tonnes de poulets et dérivés
38,44	"	"	"	"	"	"	0,2	tonnes de pintades.

II. Interventions sur le marché intérieur : 5.060.000,00 unités de compte
pour le beurre et la crème, conformément à l'article 4 du règlement
n° 1135/68/CEE.

III. Autres dépenses : 3.212.867,94 unités de compte pour le secteur du
sucre, conformément à l'article 5 paragraphe 1 du règlement n° 130/66/CEE.

000401

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71) 1554 def/B

Brussel, 26 januari 1972

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

betreffende de bijstand van het Europees Oriëntatie-
en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie,
in verband met de uitgaven van het Koninkrijk België
voor de restituties bij uitvoer naar derde landen en
de interventies op de interne markt voor de berekenings-
periode 1966/1967.

COM(71) 1554 def/B

(Slechts de teksten in de Franse en Nederlandse talen zijn authentiek).

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

betreffende de bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, in verband met de uitgaven van het Koninkrijk België voor de restituties bij uitvoer naar derde landen en de interventies op de interne markt voor de berekeningsperiode 1966/1967.

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening nr. 17/64/EEG van de Raad van 5 februari 1964 betreffende de voorwaarden voor het verlenen van bijstand door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw⁽¹⁾, laatstelijk gewijzigd door Verordening (EEG) nr. 2591/70⁽²⁾, en met name op artikel 10,

Gezien het verzoek om vergoeding van het Koninkrijk België,

Na raadpleging van het Comité van het Fonds,

overwegende dat respectievelijk volgens artikel 9 lid 1 en 10, lid 2, sub b), van Verordening nr. 17/64/EEG, enerzijds de Lid-Staten hun verzoeken om vergoeding vóór 1 oktober 1967 dienden te verstrekken, anderzijds de Commissie vóór 31 december 1969 over de bijstand van het Fonds diende te beschikken op basis van de ingediende verzoeken in verband met de uitgaven voor restituties bij uitvoer naar derde landen en voor interventies op de interne markt over de berekeningsperiode 1966/1967;

overwegende evenwel dat, daar deze verzoeken niet vóór juli 1969 konden worden ingediend, de Commissie slechts in december 1971 in staat was haar beschikkingen te nemen;

overwegende dat het Fonds bijstand verleent voor de berekeningsperiode 1966/1967 voor de eerdergenoemde uitgaven in de sectoren granen, zuivel, varkensvlees, eieren, slachtpluimvee, rundvlees, rijst, oliën en vetten, alsmede groenten en fruit;

(1) P.B. nr. 34 van 27.2.1964, blz. 586/64.

(2) P.B. nr. L 280 van 26.12.1970, blz. 63.

overwegende dat overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, lid 1, sub a), van Verordening nr. 25 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid⁽¹⁾, de bijdrage van het Fonds ten aanzien van de uitgaven voor restituties bij uitvoer naar derde landen dient te worden berekend op grondslag van de omvang van de netto uitvoer en van de laagste gemiddelde restitutie als vastgesteld bij beschikking van de Commissie van 26 januari 1972;

(*) overwegende dat, overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 van Verordening nr. 130/66/EEG van de Raad van 26 juli 1966 inzake de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid⁽²⁾, het Fonds bijstand verleent voor de door het Koninkrijk België gedane uitgaven in de sector suiker, zonder dat de vergoeding een bedrag van 4 miljoen rekeneenheden mag overschrijden;

overwegende dat volgens artikel 2, lid 1, van deze verordening de bijdrage van het Fonds ten aanzien van de in aanmerking komende uitgaven zeven tiende bedraagt voor de berekeningsperiode 1966/1967;

overwegende dat het Koninkrijk België voor de berekeningsperiode 1966/1967 een netto uitvoer heeft van de hoofdprodukten van de groepen nrs. 1, 2, 3, 4, 5, 13 en 14 als omschreven in de sector zuivel, van cheddar, van varkensvlees, eieren, levend pluimvee dat niet meer weegt dan 185 gram, kuikens en parelhoenders;

overwegende dat de hoogte van de laagste gemiddelde restitutie in de Gemeenschap nul bedraagt voor de hoofdprodukten van de groepen nrs. 1 en 13 als omschreven in de sector zuivel, alsmede voor levend pluimvee dat niet meer weegt dan 185 gram;

overwegende dat voor het hoofdprodukt van de groep nr. 5 als omschreven in de sector zuivel de werkelijke gemiddelde hoogte van de restitutie, na correctie, nul bedraagt;

overwegende dat het Koninkrijk België interventies heeft toegepast in de zin van artikel 6, lid 1, van Verordening nr. 17/64/EEG in de sector zuivel voor boter en room; dat het te vergoeden bedrag uit hoofde van deze laatste uitgaven is vastgesteld in artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 1135/68 van de Raad van 30 juli 1968, betreffende de financiering van de uitgaven voor interventies op de interne markt in de sector zuivel⁽³⁾;

(1) P.B. nr. L 74 van 27.3.1969, blz. 5.

(2) P.B. nr. 165 van 21.9.1966, blz. 2965.

(3) P.B. nr. L 188 van 1.8.1968, blz. 4.

(*) Overwegende dat de hoeveelheden uitgevoerd uit hoofde van voedselhulp niet voor financiering door het Fonds in aanmerking komen, daar uitgaven voor niet commerciële verrichtingen niet als restituties bij de uitvoer naar derde landen in de zin van de gemeenschappelijke wetgeving kunnen worden beschouwd ; dat derhalve de hoeveelheden en de desbetreffende uitgaven moeten worden uitgesloten van de netto uitvoer en de berekening van de hoogte van de restituties .

overwegende dat uit de toepassing van bovenbedoelde bepalingen op de bij het verzoek van het Koninkrijk België medegedeelde gecijferde gegevens volgt dat het Fonds bijstand moet verlenen in verband met de voor de berekeningsperiode 1966/1967 in aanmerking komende uitgaven; overwegende dat de Commissie, bij beschikking van 16 december 1968⁽¹⁾ een bedrag ter grootte van 13.327.500 rekeneenheden heeft vastgesteld als voorschot op de vergoeding van het Fonds voor de uitgaven van het Koninkrijk België, te vergoeden door de afdeling Garantie voor deze berekeningsperiode en dat hiermede rekening dient te worden gehouden bij het vaststellen van het bedrag van de vergoeding uit hoofde van de onderhavige bijstand;

HEEFT DE VOLGENDE BESCHIKKING GEGEVEN :

Artikel 1

De bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, in verband met de uitgaven van het Koninkrijk België voor de in de berekeningsperiode 1966/1967 in aanmerking komende restituties bij uitvoer naar derde landen en interventies op de interne markt, wordt vastgesteld op een totaal bedrag van 21.113.481,71 rekeneenheden; de verschillende in aanmerking komende maatregelen met betrekking tot dit bedrag zijn in de bijlage aangeduid.

Het door het Fonds te vergoeden bedrag uit hoofde van de bijstand 1966/1967 is, na aftrek van het voorschot ten bedrage van 13.327.500 rekeneenheden volgens beschikking van 16 december 1968, vastgesteld op 7.785.981,71 rekeneenheden.

Artikel 2

Deze beschikking is gericht tot het Koninkrijk België.

Brussel, 26 januari 1972

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.) Franco M. MALFATTI.

(1) P.B. nr. L 34 van 11.2.1969, blz. 13.

BIJLAGE

Specificatie van de bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantie-
fonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, voor de berekeningsperiode
1966/1967

I. Restitutie bij uitvoer naar derde landen : 12.840.613,77 rekeneen-
heden, waarvan :

3.295.788,88 R.E. voor de netto uitvoer van 17.966,1 ton zuivelpro-
dukten uitgedrukt in hoofdprodukten van de groep
nr. 2 (volle melk in poedervorm);

1.970.289,14 R.E. voor de netto uitvoer van 22.840,5 ton zuivelpro-
dukten uitgedrukt in hoofdprodukten van de groep
nr. 3 (afgeroomde melk in poedervorm);

1.979.691,50 R.E. voor de netto uitvoer van 29.129,2 ton zuivelpro-
dukten uitgedrukt in hoofdprodukten van de groep
nr. 4 (gecondenseerde, niet gesuikerde melk);

4.939.417,52 R.E. voor de netto uitvoer van 7.254,6 ton zuivelpro-
dukten uitgedrukt in hoofdprodukten van de groep
nr. 14 (boter);

267.358,80 R.E. voor de netto uitvoer van 665,2 ton Cheddar en
andere kazen van hetzelfde type;

119.509,24 R.E. voor de netto uitvoer van 1.541,3 ton varkensvlees
en afgeleide produkten;

62.297,90 R.E. voor de netto uitvoer van 3.109,5 ton eieren en
afgeleide produkten;

206.222,35 R.E. voor de netto uitvoer van 1.990,5 ton kip en af-
geleide produkten;

38,44 R.E. voor de netto uitvoer van 0,2 ton parelhoenders.

II. Interventies op de interne markt : 5.060.000,00 R.E. voor boter en
room, volgens artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 1135/68.

III. Andere uitgaven : 3.212.867,94 rekeneenheden voor de sector suiker,
volgens artikel 5, paragraaf 1 van Verordening nr. 130/66/EEG.

000407

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(71) 1554 final/C
Bruxelles, le 26 janvier 1972

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de
garantie agricole - section garantie - aux dépenses de la
République française pour les restitutions à l'exportation vers
les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur
pour la période de comptabilisation 1966/1967.

COM(71) 1554 final/C

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses de la République française pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2591/70 (2), et notamment son article 10,

vu la demande de remboursement de la République française,

après consultation du Comité du Fonds,

.../...

(1) J.O. n° 34 du 27.2.1964, pag. 586/64.

(2) J.O. n° L 280 du 26.12.1970, p. 63.

considérant qu'aux termes respectivement des articles 9 paragraphe 1 et 10, paragraphe 2b) du règlement n° 17/64/CEE, d'une part les Etats membres devaient déposer leurs demandes de remboursement avant le 1er octobre 1967, et d'autre part la Commission devait décider avant le 31 décembre 1969 du concours du Fonds sur la base de ces demandes pour les dépenses de restitutions à l'exportation vers les pays tiers et d'interventions sur le marché intérieur présentées par les Etats membres et se rapportant à la période de comptabilisation 1966/1967;

considérant toutefois que le dépôt des demandes n'ayant pu intervenir qu'en juillet 1969, la Commission n'a pas été en mesure de prendre sa décision avant le mois de décembre 1971;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/1967 le Fonds contribue aux dépenses susmentionnées dans les secteurs des céréales, du lait et des produits laitiers, de la viande de porc, des oeufs, de la viande de volaille, de la viande bovine, du riz, des matières grasses ainsi que des fruits et légumes;

considérant qu'il y a lieu, en vertu de l'article 3, paragraphe 1, alinéa a) du règlement n° 25, relatif au financement de la politique agricole commune (3), de calculer la contribution du Fonds aux dépenses de restitutions à l'exportation vers les pays tiers sur la base des quantités des exportations nettes et du taux de la restitution moyenne la plus basse fixé par la décision de la Commission du 26 janvier 1972;
(*)

considérant qu'en vertu de l'article 2, paragraphe 1 du règlement n° 130/66/CEE du Conseil du 26 juillet 1966, relatif au financement de la politique agricole commune (4), la contribution du Fonds aux dépenses éligibles est de sept dixièmes pour la période de comptabilisation 1966/1967;

(3) J.O. n° 30 du 20.4.1962, p. 991/62

(4) J.O. n° 165 du 21.9.1966, p. 2965

- 2 a -

(*) Considérant que les quantités exportées au titre de dons alimentaires ne sont pas éligibles au FEOGA, étant donné que des dépenses pour des opérations non commerciales ne peuvent être considérées comme des restitutions à l'exportation envers les pays tiers au sens de la réglementation communautaire; qu'en conséquence, les quantités et les dépenses y afférentes, sont à exclure des exportations nettes et du calcul des taux de restitutions;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/1967, la République française est exportateur net de blé tendre, d'orge, d'avoine, de maïs, des produits pilotes des groupes n°s 1, à 7, 9 à 11, 13 et 14 définis dans le secteur du lait et des produits laitiers, de Cheddar, d'oeufs, de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes, de poulets, de canards, de dindes et de veaux;

considérant que le taux de la restitution moyenne la plus basse dans la Communauté est égal à zéro pour les produits pilotes des groupes n°s, 1, 6 à 9, 11 et 13 définis dans le secteur du lait et des produits laitiers, ainsi que pour la viande de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes et pour les veaux;

considérant que, pour l'avoine, le taux de la restitution moyenne la plus basse dans la Communauté est supérieur au taux moyen réel et que ce dernier est à retenir pour le calcul du remboursement conformément à l'article 4 paragraphe 3, dernier alinéa du règlement n° 17/64/CEE;

considérant que la République française a pratiqué des interventions au sens de l'article 5, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE pour le blé tendre et dans le secteur des fruits & légumes;

considérant que la République française a pratiqué des interventions au sens de l'article 6, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE dans le secteur des céréales pour le blé tendre, le blé dur, l'orge et le maïs, dans le secteur du riz pour le riz paddy, dans le secteur des matières grasses pour l'huile d'olive et dans le secteur du lait et des produits laitiers pour le beurre et la crème; que le montant à rembourser au titre de ces dernières dépenses a été fixé à l'article 4 du règlement (CEE) n° 1135/68 du Conseil, du 30 juillet 1968, relatif au financement des dépenses d'interventions sur le marché intérieur dans le secteur du lait et des produits laitiers (5);

considérant qu'après déduction de quantités conformément à l'article 2, paragraphe 2 b) du règlement n° 18/64/CEE du 5 février 1964, relatif au financement des dépenses d'interventions sur le marché intérieur dans le secteur des céréales (6), aucune quantité de blé dur ayant fait l'objet d'une action destinée à éviter une action obligatoire n'est éligible;

(5) J.O. n° L 188 du 1.8.1968, p. 4.

(6) J.O. n° 34 du 27.2.1964, p. 595/64.

considérant qu'il résulte de l'application des dispositions visées ci-dessus aux données chiffrées contenues dans la demande de la République française que le Fonds doit contribuer aux dépenses éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/1967;

considérant que, par décision du 16 décembre 1968 (6), la Commission a fixé à 115.603.500 unités de compte à valoir sur le concours du Fonds aux dépenses de la République française remboursable au titre de la section garantie pour cette période de comptabilisation et qu'il convient d'en tenir compte dans l'établissement du montant à rembourser au titre du présent concours,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, aux dépenses de la République française pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et pour les interventions sur le marché intérieur, éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/1967, est fixé à un montant total de 155.150.248,40 unités de compte; les différentes actions éligibles correspondant à cette somme sont indiquées à l'annexe.

Le montant à rembourser par le Fonds au titre du concours 1966/1967, déduction faite de l'acompte de 115.603.500 unités de compte décidé le 16 décembre 1968, est fixé à 39.546.748,40 unités de compte.

Article 2

La République française est destinataire de la présente décision.

Bruxelles, le 26 janvier 1972

Par la Commission

Le Président

(S). Franco M. MALFATTI

A N N E X E

Ventilation du concours du F.E.O.G.A., section garantie,
pour la période de comptabilisation 1966/1967

I. Restitution à l'exportation vers les pays tiers : 127.866.687,10 unités de compte
dont

70.522.635,84 uc pour l'exp.nette v.l.p.t. de	2.163.626,0	tonnes de blé tendre et dérivés
15.309.215,78 uc pour " " "	957.628,0	tonnes d'orge et dérivés
14.093,83 uc " " " "	860,0	tonnes d'avoine et dérivés
10.503.496,34 uc " " " "	549.978,0	tonnes de maïs et dérivés
400.386,77 uc " " " "	2.182,6	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 2 (lait entier en poudre)
5.765.462,57 uc " " " "	66.835,9	tonnes de produits laitiers convertis en produits pilote du groupe n° 3 (lait écrémé en poudre)
927.816,44 uc " " " "	13.651,9	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 4 (lait condensé non sucré)
5.115.644,84 uc " " " "	51.834,8	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 5 (lait condensé sucré)
690.533,96 uc " " " "	2.877,2	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 10 (Saint Paulin...)
14.109.878,57 uc " " " "	20.723,4	tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe n° 14 (Beurre)
3.422.168,53 uc " " " "	8.514,5	tonnes de Cheddar et autres fromages du même type
42.229,14 uc " " " "	2.107,8	tonnes d'oeufs et dérivés

970.338,05	uc	pour l'exp.nette y.l.p.t. de	9.365,9	tonnes de poulets et dérivés
18.131,25	uc	" " " " "	180,7	tonnes de canards et dérivés
54.637,19	uc	" " " " "	506,3	tonnes de dindes

II. Interventions sur le marché intérieur : 27.283.561,30 uc dont :

10.209.598,14	uc	pour	921.000,0	tonnes de blé tendre rendu impropre à la consommation humaine
631.021,92	uc	"	1.047.235,0	tonnes en stock de blé tendre au 30.6.1967
6.218,64	uc	"	7.989,0	tonnes en stock de blé dur au 30.6.1967
104.536,43	uc	"	286.857,0	tonnes en stock d'orge au 30.6.1967
1.278.036,52	uc	"	256.079,0	tonnes en stock de maïs au 30.9.1967
3.640.126,56	uc	"	746.785,0	tonnes en stock de maïs au 30.6.1967
10.980.000,00	uc	"		le beurre et la crème conformément à l'article 4 du régl. n° 1135/68/CEE
83.176,07	uc	"	33.294,0	tonnes en stock riz Paddy au 31.8.1966
237.076,29	uc	"	966,6	tonnes d'huile d'olive ayant fait l'objet d'une aide à la production
113.770,73	uc	"	5.344,0	tonnes de choux-fleurs retirés du marché

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(71) 1554 def./D

Bruxelles, 26 gennaio 1972

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 26 gennaio 1972

relativa al concorso del Fondo europeo agricolo d'orientamento e di garanzia, sezione garanzia, alle spese della Repubblica italiana per le restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi e gli interventi sul mercato interno per il periodo di contabilizzazione 1966-1967

COM(71) 1554 def./D

(Il testo in lingua italiana è il solo facente fede)

DECISIONE DELLA COMMISSIONE
del 26 gennaio 1972

relativa al concorso del Fondo europeo agricolo d'orientamento e di garanzia, sezione garanzia, alle spese della Repubblica italiana per le restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi e gli interventi sul mercato interno per il periodo di contabilizzazione 1966/1967.

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

Visto il regolamento n. 17/64/CEE del Consiglio, del 5 febbraio 1964, relativo alle condizioni di concorso del Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia (1), modificato in ultima istanza dal regolamento (CEE) n. 2591/70 (2) e in particolare l'articolo 10,

Vista la domanda di rimborso della Repubblica italiana,

Previa consultazione del Comitato del Fondo,

./.

(1) GU n. 34 del 27.2.1964, pag. 586/64

(2) GU n. L 280 del 26.12.1970, pag. 63

Considerando che ai sensi rispettivamente degli articoli 9, paragrafo 1 e 10 paragrafo 2 b del regolamento n. 17/64/CEE gli Stati membri dovevano deporre le domande di rimborso entro il 1° ottobre 1967 e che la Commissione doveva decidere prima del 31 dicembre 1969 in merito allo intervento del Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia sulla base di queste domande presentate dagli Stati membri per le spese relative alle restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi e agli interventi sul mercato interno, per ciò che concerne il periodo di contabilizzazione 1966/1967;

Considerando, tuttavia, che il deposito delle domande ha potuto intervenire solo nel luglio 1969, la Commissione è stata in grado di adottare le decisioni soltanto nel dicembre 1971;

Considerando che, per il periodo di contabilizzazione 1966/1967, il Fondo contribuisce alle spese summenzionate nei settori dei cereali, del latte e dei prodotti lattiero-caseari, della carne suina, delle uova, del pollame, della carne bovina, del riso, delle materie grasse e degli ortofrutticoli;

Considerando che, in virtù dell'articolo 3, paragrafo 1, lettera a), del regolamento n. 25 relativo al finanziamento della politica agricola comune (3) il contributo del Fondo per le spese relative alle restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi deve essere determinato in base al volume delle esportazioni nette e all'aliquota della restituzione media più bassa fissata con decisione della Commissione del 26 gennaio 1972;

Considerando che, in virtù dell'articolo 2, paragrafo 1, del regolamento n. 130/66/CEE del Consiglio del 26 luglio 1966, relativo al finanziamento della politica agricola comune (4), il contributo del Fondo, per le spese ad esso imputabili, è fissato in sette decimi per il periodo di contabilizzazione 1966/1967;

.../...

(3) GU n. 30 del 20.4.1962, pag. 991/62

(4) GU n. 165 del 21.9.1966, pag. 2965

- * Considerando che le quantità esportate a titolo di doni alimentari non sono imputabili al F.E.A.O.G. in quanto spese per operazioni non commerciali non possono essere considerate come restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi ai sensi della regolamentazione comunitaria; che, pertanto, le relative quantità e le spese sono da escludersi dalle esportazioni nette e dal calcolo dei tassi di restituzione;

Considerando che per il periodo di contabilizzazione 1966/1967 la Repubblica italiana è esportatrice netta di grano tenero, dei prodotti piloti dei gruppi nn. 5, 6, 11 e 13 definiti nel settore del latte e prodotti lattiero-caseari, del riso semigreggio, delle rotture di riso, dei pomodori preparati o conservati senza acido acetico, di mandorle, di castagne e marroni, delle arance dolci, dei mandarini, dei limoni, delle nocciole, dei succhi di frutta, delle pesche e dei frutti preparati con l'aggiunta di zuccheri;

Considerando che l'aliquota di restituzione media più bassa nella Comunità è uguale a zero per i prodotti piloti dei gruppi nn. 6, 7, 11 e 13 definiti nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari, così come per i succhi di frutta e le pesche;

Considerando che per il prodotto pilota del gruppo n. 5 definito nel settore dei prodotti lattiero-caseari il tasso medio di restituzione effettivo è uguale a zero, come anche per il settore frutta e legumi, per le arance dolci, per i mandarini, i limoni, le nocciole, le ciliege ed i frutti preparati con l'aggiunta di zuccheri;

Considerando che la Repubblica italiana ha operato interventi ai sensi dell'articolo 6, paragrafo 1, del regolamento n. 17/64/CEE nel settore dei cereali per il grano tenero ed il grano duro e nel settore delle materie grasse per l'olio d'oliva;

Considerando che ai sensi delle disposizioni dell'articolo 19 del regolamento (CEE) n. 2113/69 del Consiglio del 28 ottobre 1969 relativo al finanziamento delle spese effettuate dalla Repubblica italiana per l'indennizzo della perdita di valore dell'olio d'oliva in giacenza al momento dell'applicazione del regolamento n. 136/66/CEE (5), tali spese sono imputabili al Fondo a titolo del periodo di contabilizzazione 1966/1967;

Considerando che, dall'applicazione delle disposizioni suindicate alle cifre contenute nella domanda della Repubblica italiana, risulta che il Fondo deve contribuire alle spese ad esso imputabili per il periodo di contabilizzazione 1966/1967;

Considerando che con decisione del 6 dicembre 1968 (6), la Commissione ha fissato a 72.090.750 unità di conto l'acconto da detrarre sul concorso del Fondo per le spese della Repubblica italiana rimborsabili dalla sezione garanzia per questo periodo di contabilizzazione e che conviene tenerne conto nello stabilire l'ammontare da rimborsare a titolo del presente concorso,

HA ADOTTATO LA PRESENTE DECISIONE :

Articolo 1

Il concorso del Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia, sezione garanzia, alle spese della Repubblica italiana per le restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi e per gli interventi sul mercato interno ad esso imputabili per il periodo di contabilizzazione 1966/1967 è fissato ad una somma totale di 108.978.514,41 unità di conto; le diverse azioni imputabili al Fondo che corrispondono alla cifra suddetta sono indicate nell'allegato alla presente decisione.

L'ammontare da rimborsare dal Fondo a titolo del concorso 1966/1967, deduzione fatta dell'acconto di 72.090.750 unità di conto deciso il 6 dicembre 1968, è fissato a 36.887.764,41 unità di conto

Articolo 2

La Repubblica italiana è destinataria della presente decisione.

Fatto a Bruxelles, il 26 gennaio 1972

Per la Commissione

Il Presidente

Franco M. MALFATTI

A L L E G A T O

Ripartizione del concorso del FEAOG, sezione garanzia, per il periodo di contabilizzazione 1966/1967

- I. Restituzioni all'esportazione verso i paesi terzi : 24.675.262,06
unità di conto di cui :
- 21.822.222,65 u.c. per le esportazioni nette verso i paesi terzi
di 669.503,0 tonnellate di grano tenero e derivati;
 - 1.263.168,64 u.c. per le esportazioni nette verso i paesi terzi
di 67.795,0 tonnellate di riso semigreggio;
 - 1.706,58 u.c. per l'esportazione netta verso i paesi terzi
di 2489 tonnellate di riso in rotture;
 - 1.582.491,14 u.c. per l'esportazione netta verso i paesi terzi
di 97.590 tonnellate di pomodori preparati o
conservati senza acido o acido acetico;
 - 5.245,70 u.c. per l'esportazione netta verso i paesi terzi
di 3.408 tonnellate di mandorle (diverse dalle
mandorle amare);
 - 427,35 u.c. per l'esportazione netta verso i paesi terzi
di 1.977 tonnellate di castagne e marroni.
- II. Interventi sul mercato interno 78.874.765,50 unità di conto di cui :
- 1.594.627,93 u.c. per 467.770 tonnellate all'ammasso di grano
tenero al 30 giugno 1967;
 - 1.852.134,90 u.c. per 134.310 tonnellate all'ammasso di grano
duro al 30 giugno 1967;
 - 75.428.002,67 u.c. per 307.869 tonnellate di olio d'oliva a
titolo di integrazione di prezzo.

III. Altre spese: 5.428.486,85 u.c. per 32.312,4 tonnellate di olio d'oliva in giacenza al 10.11.1966, ai sensi dell'articolo 1 del regolamento (CEE) n. 2113/69.

000423

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(71) 1554 final/E

Bruxelles, le 26 janvier 1972

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de
garantie agricole - section garantie - aux dépenses du Grand-duché
de Luxembourg pour les restitutions à l'exportation vers les pays
tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période
de comptabilisation 1966/1967.

COM(71) 1554 final/E

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

DECISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1972

concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie - aux dépenses du grand-duché de Luxembourg pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1966/1967.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement No 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions de concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) No 259I/70 (2), et notamment son article 10,

vu la demande de remboursement du grand-duché de Luxembourg, après consultation du Comité du Fonds,

(1) J.O. N° 34 du 27.2.1964, p. 586/64

(2) J.O. No L 280 du 26.12.1970, p. 63

considérant qu'aux termes respectivement des articles 9 paragraphe 1 et 10 paragraphe 2 b) du règlement n° 17/64/CEE d'une part les Etats membres devaient déposer leurs demandes de remboursement avant le 1er octobre 1967 et d'autre part, la Commission devait décider avant le 31 décembre 1969 du concours du Fonds sur la base de ces demandes pour les dépenses de restitutions à l'exportation vers les pays tiers et d'intervention sur le marché intérieur présentées par les Etats membres et se rapportant à la période de comptabilisation 1966/67;

considérant toutefois que le dépôt des demandes n'ayant pu intervenir qu'en juillet 1969, la Commission n'a pas été en mesure de prendre ses décisions avant le mois de décembre 1971;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/1967, le Fonds contribue aux dépenses susmentionnées dans les secteurs des céréales, du lait et des produits laitiers, de la viande de porc, des oeufs, de la viande de volaille, de la viande bovine, du riz, des matières grasses ainsi que des fruits et légumes;

considérant qu'il y a lieu, en vertu de l'article 3, paragraphe 1, alinéa a) du règlement n° 25, relatif au financement de la politique agricole commune (3), de calculer la contribution du Fonds aux dépenses de restitutions à l'exportation vers les pays tiers sur la base des quantités des exportations nettes et du taux de la restitution moyenne la plus basse fixé par la décision de la Commission du 26 janvier 1972;

(*)
considérant qu'en vertu de l'article 2 paragraphe 1 du règlement n° 130/66/CEE du Conseil du 26 juillet 1966, relatif au financement de la politique agricole commune (4), la contribution du Fonds aux dépenses éligibles est de sept dixièmes pour la période de comptabilisation 1966/67;

considérant que, pour la période de comptabilisation 1966/67, le Grand-Duché de Luxembourg est exportateur net des produits pilotes des groupes nos 1,2,3 et 5 définis dans le secteur du lait et des produits laitiers, de Cheddar, de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes et de poulets;

considérant que le taux de la restitution moyenne la plus basse dans la Communauté est égal à zéro pour le produit pilote du groupe n° 1 défini dans le secteur du lait et des produits laitiers ainsi que pour la viande de volaille vivante de basse-cour d'un poids n'excédant pas 185 grammes;

.../...

(3) J.O. n° 30 du 20.4.1962, p. 991/62

(4) J.O. n° 165 du 21.9.1966, p. 2965

- 2 a -

(*) Considérant que les quantités exportées au titre de lais-
sances ne sont pas éligibles au RSC, étant donné que des
dépenses pour des opérations non commerciales ne peuvent être
considérées comme des restitutions à l'exportation, envers les
tiers au sens de la réglementation communautaire; qu'en
conséquence, les quantités et les dépenses y afférentes, sont
à exclure des exportations nettes et du calcul des taux de res-
titutions;

considérant que, pour le produit pilote du groupe No 5 défini dans le secteur du lait et des produits laitiers le taux moyen réel de la restitution, après correction, est égal à zéro;

considérant qu'il résulte de l'application des dispositions visées ci-dessus aux données chiffrées contenues dans la demande du grand-duché de Luxembourg que le Fonds doit contribuer aux dépenses éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/67;

considérant que, par décision du 16 décembre 1968 (5), la Commission a fixé à 85.500 unités de compte l'acompte à valoir sur le concours du Fonds aux dépenses du grand-duché de Luxembourg remboursables au titre de la section garantie pour cette période de comptabilisation et qu'il convient d'en tenir compte dans l'établissement du montant à rembourser au titre du présent concours,

(5) J.O. No L 34 du 11.2.1969, p. 17

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, aux dépenses du grand-duché de Luxembourg pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et pour les interventions sur le marché intérieur, éligibles au titre de la période de comptabilisation 1966/67, est fixé à un montant total de 199.543,47 unités de compte; les différentes actions éligibles correspondant à cette somme sont indiquées à l'annexe.

Le montant à rembourser par le Fonds au titre du concours 1966/67, déduction faite de l'acompte de 85.500 unités de compte décidé le 16 décembre 1968, est fixé à 114.043,47 unités de compte.

Article 2

Le grand-duché de Luxembourg est destinataire de la présente décision.

Bruxelles, le 26 janvier 1972

Par la Commission,

Le Président

(S). Franco M. MALFATTI

ANNEXE

Ventilation du concours du F.E.O.G.A., section garantie, pour la période de comptabilisation 1966/67.

I. Restitutions à l'exportation vers les pays tiers : 199.543,47 unités de compte, dont

114.579,67 uc pour l'exp. nette v.l.p.t. de 624,6 tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe No 2 (lait entier en poudre)

68.510,04 uc pour l'exp. nette v.l.p.t. de 794,2 tonnes de produits laitiers convertis en produit pilote du groupe No 3 (lait écrémé en poudre)

9.284,41 uc pour l'exp. nette v.l.p.t. de 23,1 tonnes de Cheddar et autres fromages du même type.

7.169,35 uc pour l'exp. nette v.l.p.t. de 69,2 tonnes de poulets et dérivés

II. Interventions sur le marché intérieur : néant.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(71)1554 def./F

Brussel, 26 januari 1972

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

betreffende de bijstand van het Europees Orientatie-
en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie,
in verband met de uitgaven van het Koninkrijk der
Nederlanden voor de restituties bij uitvoer naar der-
de landen en de interventies op de interne markt voor
de berekeningsperiode 1966/1967

COM(71)1554 def./F

(Slechts de tekst in de Nederlandse taal is authentiek)

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 26 januari 1972

betreffende de bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, in verband met de uitgaven van het Koninkrijk der Nederlanden voor de restituties bij uitvoer naar derde landen en de interventies op de interne markt voor de berekeningsperiode 1966/1967

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening nr. 17/64/EEG van de Raad van 5 februari 1964 betreffende de voorwaarden voor het verlenen van bijstand door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2591/70 (2), en met name op artikel 10,

Gezien het verzoek om vergoeding van het Koninkrijk der Nederlanden,

Na raadpleging van het Comité van het Fonds,

Overwegende dat respectievelijk volgens artikel 9 lid 1 en 10, lid 2, sub b) van Verordening nr. 17/64/EEG, enerzijds de Lid-Staten hun verzoeken om vergoeding vóór 1 oktober 1967 dienden te verstrekken, anderzijds de Commissie vóór 31 december 1969 over de bijstand van het Fonds diende te beschikken op basis van de ingediende verzoeken in verband met de uitgaven voor restituties bij uitvoer naar derde landen en voor interventies op de interne markt over de berekeningsperiode 1966/1967;

Overwegende evenwel dat, daar deze verzoeken niet vóór juli 1969 konden worden ingediend, de Commissie slechts in december 1971 in staat was haar beschikkingen te nemen;

(1) PB nr. 34 van 27.2.1964, blz. 586/64

(2) PB nr. L 280 van 26.12.1970, blz. 63

Overwegende dat het Fonds bijstand verleent voor de berekeningsperiode 1966/1967 voor de eerdergenoemde uitgaven in de sectoren granen, zuivel, varkensvlees, eieren, slachtpluimvee, rundvlees, rijst, oliën en vetten alsmede groenten en fruit;

Overwegende dat overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, lid 1, sub a), van Verordening nr. 25 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (3) de bijdrage van het Fonds ten aanzien van de uitgaven voor restituties bij uitvoer naar derde landen dient te worden berekend op grondslag van de omvang van de netto uitvoer en van de laagste gemiddelde restitutie als vastgesteld bij beschikking van de Commissie van 26 januari 1967

(*)

Overwegende dat volgens artikel 2, lid 1, van Verordening nr. 130/66/EEG van de Raad van 26 juli 1966 inzake de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (4), de bijdrage van het Fonds ten aanzien van de in aanmerking komende uitgaven zeven tiende bedraagt voor de berekeningsperiode 1966/1967;

Overwegende dat het Koninkrijk der Nederlanden voor de berekeningsperiode 1966/1967 een netto uitvoer heeft van haver, van hoofdprodukten van de groepen nrs. 1, 2, 4, 5, 9, 11, 13 en 14 als omschreven in de sector zuivel, van Cheddar, varkensvlees, eieren, levend pluimvee dat niet meer dan 185 gram kippen, eenden, kalkoenen, ganzen en parelhoenders, kalveren en breukrijst;

Overwegende dat de hoogte van de laagste gemiddelde restitutie in de Gemeenschap nul bedraagt voor de hoofdprodukten van de groepen nrs. 3, 9, 11 en 13 als omschreven in de sector zuivel, voor kalveren, evenals voor levend pluimvee dat niet meer dan 185 gram weegt en voor ganzen;

Overwegende dat het Koninkrijk der Nederlanden interventies heeft toegepast in de zin van artikel 5, lid 1, van Verordening nr. 17/64/EEG voor zachte tarwe;

(3) PB nr. 30 van 20.4.1962 blz. 991/62

(4) PB nr. 165 van 21.9.1966, blz. 2965/66

- (*) Overwegende dat de hoeveelheden uitgevoerd uit hoofde van voedselhulp niet voor financiering door het Fonds in aanmerking komen, daar uitgaven voor niet commerciële verrichtingen niet als restituties bij de uitvoer naar derde landen in de zin van de gemeenschappelijke wetgeving kunnen worden beschouwd ; dat derhalve de hoeveelheden en de desbetreffende uitgaven moeten worden uitgesloten van de netto uitvoer en de berekening van de hoogte van de restituties.

Overwegende dat het Koninkrijk der Nederlanden interventies heeft toegepast in de zin van artikel 6, lid 1, van Verordening nr. 17/64/EEG in de sector granen voor zachte tarwe alsmede in de sector zuivel voor boter en room; dat het te vergoeden bedrag uit hoofde van deze laatste uitgaven is vastgesteld in artikel 4 van Verordening EEG nr. 1135/68 van de Raad van 30 juli 1968 betreffende de financiering van de uitgaven voor interventies op de interne markt in de sector zuivel (5);

Overwegende dat uit de toepassing van bovenbedoelde bepalingen op de bij het verzoek van het Koninkrijk der Nederlanden medege-deelde becijferde gegevens volgt dat het Fonds bijstand moet verlenen in verband met de voor de berekeningsperiode 1966/1967 in aanmerking komende uitgaven;

Overwegende dat de Commissie, bij beschikking van 16 december 1968 (6) een bedrag ter grootte van 56.209.500 rekeneenheden heeft vastgesteld als voorschot op de vergoeding van het Fonds voor de uitgaven van het Koninkrijk der Nederlanden, te vergoeden door de afdeling Garantie voor deze berekeningsperiode en dat hiermede rekening dient te worden gehouden bij het vaststellen van het bedrag van de vergoeding uit hoofde van de onderhavige bijstand,

HEEFT DE VOLGENDE BESCHIKKING GEGEVEN :

Artikel 1

De bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, in verband met de uitgaven van het Koninkrijk der Nederlanden voor de in de berekeningsperiode 1966/1967 in aanmerking komende restituties bij uitvoer naar derde landen en interventies op de interne markt wordt vastgesteld op een totaalbedrag van 81.203.637,15 rekeneenheden; de verschillende in aanmerking komende maatregelen met betrekking tot dit bedrag zijn in de bijlage aangeduid.

(5) PB nr. L 188 van 1.8.1968, blz. 4.

(6) PB nr. L34 van 11.2.1969, blz. 18

Het door het Fonds te vergoeden bedrag uit hoofde van de bijstand 1966/1967 is, na aftrek van het voorschot ten bedrage van 56.209.500 rekeneenheden volgens de beschikking van 16 december 1968, vastgesteld op 24.994.137,15 rekeneenheden.

Artikel 2

Deze beschikking is gericht tot het Koninkrijk der Nederlanden

Brussel,

Brussel, 26 januari 1972

Voor de Commissie

De Voorzitter

(v.g.) Franco M. MALFATTI.

BIJLAGE

Specificatie van de bijstand van het Europees Oriëntatie- en
Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, voor de
berekeningsperiode 1966/1967

- I. Restitutie bij uitvoer naar derde landen 77.057.944,03 rekeneenheden,
waarvan :
- | | |
|--------------------|--|
| 407.995,72 R.E. | voor de netto uitvoer van
16.859,0 ton hafer en afgeleide produkten; |
| 7.793.435,17 R.E. | voor de netto uitvoer van 42.483,8 ton
zuivelprodukten uitgedrukt in hoofd-
produkten van de groep nr. 2 (volle melk in
poedervorm); |
| 10.244.202,86 R.E. | voor de netto invoer van 150.733,3 ton
zuivelprodukten uitgedrukt in hoofdprodukten
van de groep nr.4 (gecondenseerde, niet
gesuikerde melk); |
| 7.185.695,27 R.E. | voor de netto uitvoer van 72.809,8 ton zuivelpro-
dukten uitgedrukt in hoofdprodukten van de
groep nr. 5 (gecondenseerde, gesuikerde melk); |
| 31.335.949,08 R.E. | voor de netto uitvoer van 46.023,6 ton
zuivelprodukten uitgedrukt in hoofdpro-
dukten van de groep nr. 14 (boter); |
| 3.085.116,38 R.E. | voor de netto uitvoer van 7.675,9 ton
Cheddar en anderekaas van hetzelfde
type; |
| 15.285.273,19 R.E. | voor de netto uitvoer van 197.132,8 ton
varkensvlees en afgeleide produkten; |
| 122.502,17 R.E. | voor de netto uitvoer van 6.114,5 ton eieren en
afgeleide produkten; |
| 1.181.222,55 R.E. | voor de netto uitvoer van 11.401,4 ton
kip en afgeleide produkten; |
| 69.544,94 R.E. | voor de netto uitvoer van 6931,0 ton eend en
afgeleide produkten; |
| 335.272,27 R.E. | voor de netto uitvoer van 3116,1 ton
kalkoen; |
| 4.267,47 R.E. | voor de netto uitvoer van 22,2 ton
parelhoen; |
| 6.466,36 R.E. | voor de netto uitvoer van 3.431,0 ton breukrijst |
- II. Interventies op de interne markt 4.145.693,12 R.E. waarvan :
- | | |
|------------------|---|
| 741.667,75 R.E. | voor 67.493,0 ton voor menselijke consumptie
ongeschikt gemaakte zachte tarwe; |
| 174.025,37 R.E. | voor 93.747,0 ton zachte tarwe in opslag
op 30 juni 1967; |
| 3.230.000,0 R.E. | voor boter en room, volgens artikel 4
van de Verordening (EEG) nr. 1135/68 |

000437

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(71) 1554 endg./G

Brüssel, den 26. Januar 1972

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 26. Januar 1972

über die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und
Garantiefonds für die Landwirtschaft - Abteilung Garantie -
an den Ausgaben der Bundesrepublik Deutschland für Erstat-
tungen bei Ausfuhren nach Drittländern und für Interven-
tionen auf dem Binnenmarkt für den Veruchszeitraum 1966/1967

KOM(71) 1554 endg./G

(Nur der deutsche Text ist verbindlich)

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION

vom 26. Januar 1972

über die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft - Abteilung Garantie - an den Ausgaben der Bundesrepublik Deutschland für Erstattungen bei Ausfuhren nach Drittländern und für Interventionen auf dem Binnenmarkt für den Verbuchungszeitraum 1966/1967.

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung Nr. 17/64/EWG des Rates vom 5. Februar 1964 über die Bedingungen für die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (1), zuletzt, geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2591/70, (2) insbesondere auf Artikel 10,

gestützt auf den Rückvergütungsantrag der Bundesrepublik Deutschland,

nach Anhörung des Fondsausschusses und

in Erwägung nachstehender Gründe :

(1) ABl. Nr. 34 vom 27.2.1964, S. 586/64

(2) ABl. Nr. L 280 vom 26.12.1970, S. 63

Gemäss Artikel 9 Absatz 1 und Artikel 10 Absatz 2 b der Verordnung Nr. 17/64/EWG hätten die Mitgliedstaaten die Rückvergütungsanträge vor dem 1. Oktober 1967 einreichen und die Kommission hätte vor dem 31. Dezember 1969 aufgrund der von den betreffenden Mitgliedstaaten vorgelegten Anträge über Ausgaben für Erstattungen bei der Ausfuhr nach dritten Ländern und für Interventionen auf dem Binnenmarkt über die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für den Verbuchungszeitraum 1966/67 entscheiden sollen.

Die Kommission hat die Entscheidungen nicht vor Dezember 1971 erlassen können, da die Einreichung der Anträge nicht vor Juli 1969 erfolgen konnte.

Für den Verbuchungszeitraum 1966/1967 beteiligt sich der Fonds an den genannten Ausgaben auf den Sektoren Getreide, Milch und Milcherzeugnisse, Schweinefleisch, Eier, Geflügelfleisch, Rindfleisch, Reis, Fette und Obst und Gemüse.

Dabei sind gemäss Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe a) der Verordnung Nr. 25 über die Finanzierung der gemeinsamen Agrarpolitik (3) den Berechnungen für die Beteiligung des Fonds an den Ausgaben für Erstattungen bei der Ausfuhr nach dritten Ländern die Mengen der Nettoausfuhren und der durch die Entscheidung der Kommission vom 26.1.1972 festgesetzte niedrigste durchschnittliche Erstattungssatz je Grunderzeugnis zugrunde zu legen.

(*)

Gemäss Artikel 2 Absatz 1 der Verordnung Nr. 130/66/EWG des Rates vom 26. Juli 1966, über die Finanzierung der gemeinsamen Agrarpolitik (4) beteiligt sich der Fonds an den in Betracht kommenden Ausgaben im Verbuchungszeitraum 1966/1967 mit sieben Zehnteln.

Für den Verbuchungszeitraum 1966/1967 ist die Bundesrepublik Deutschland Nettoexporteur bei den Leiterzeugnissen der Warengruppen Nr. 1, 3, 4, 5, 11 und 13 im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, sowie bei lebendem Hausgeflügel mit einem Gewicht von höchstens 185 Gramm.

(3) ABl. Nr. 30 vom 20.4.1962, S. 991/62

(4) ABl. Nr. 165 vom 21.9.1966, S. 2965

- * Die im Rahmen der Nahrungsmittelspenden ausgeführten Mengen werden vom Fonds nicht finanziert , da Ausgaben für Geschäfte ohne Handelscharakter nicht als Erstattungen bei der Ausfuhr nach dritten Ländern im Sinne der Gemeinschaftsvorschriften angesehen werden können ; demzufolge, müssen die entsprechenden Mengen und Ausgaben von den Nettoausfuhren und der Berechnung der Erstattungsätze ausgeschlossen werden.

Für die Leiterzeugnisse der Warengruppe Nr. 1, 11 und 13 im Sektor Milch und Milcherzeugnisse sowie für lebendes Hausgeflügel mit einem Gewicht von höchstens 185 Gramm ist der niedrigste durchschnittliche Erstattungssatz in der Gemeinschaft gleich Null.

Interventionen im Sinne von Artikel 5 Absatz 1 der Verordnung Nr. 17/64/EWG wurden in der Bundesrepublik Deutschland bei Weichweizen und Roggen durchgeführt.

Interventionen im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 der Verordnung Nr. 17/64/EWG wurden in der Bundesrepublik Deutschland im Sektor Getreide bei Weichweizen, Roggen und Gerste sowie im Sektor Milch und Milcherzeugnisse bei Butter und Sahne durchgeführt. Die Ausgaben für die letzteren sind durch Artikel 4 der Verordnung Nr. 1135/68 des Rates vom 30. Juli 1968 über die Finanzierung von Interventionsausgaben auf dem Binnenmarkt für Milch (5) und Milcherzeugnisse festgelegt worden.

Aus der Anwendung der vorstehend genannten Bestimmungen auf die von der Bundesrepublik Deutschland übermittelten Zahlenangaben ergibt sich, dass sich der Fonds an den im Verbuchungszeitraum 1966/1967 in Betracht kommenden Ausgaben zu beteiligen hat.

Durch Entscheidung vom 16. Dezember 1968 (6) hatte die Kommission die Abschlagszahlung auf die Beteiligung des Fonds an den vergütbaren Ausgaben der Bundesrepublik Deutschland für diesen Verbuchungszeitraum zu Lasten der Abteilung Garantie auf 20.468.250 Rechnungseinheiten festgesetzt. Dieser Betrag ist bei der Ermittlung des zu vergütenden Betrages im Rahmen dieser Abrechnung zu berücksichtigen.

(5) ABl. Nr. L 188 vom 1.8.1968, S. 4

(6) ABl. Nr. L 34 vom 11.2.1969, S. 14

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Beteiligung des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft an den in Betracht kommenden Ausgaben der Bundesrepublik Deutschland für Erstattungen bei Ausfuhren nach Drittländern und für Interventionen auf dem Binnenmarkt im Verbuchungszeitraum 1966/1967 wird auf einen Gesamtbetrag von 28.895.004,17 Rechnungseinheiten festgesetzt. Die verschiedenen in Betracht kommenden Massnahmen, die dieser Summe entsprechen, sind im Anhang aufgeführt.

Der vom Fonds im Rahmen der Abrechnung 1966/1967 zu vergütende Betrag wird nach Abzug des am 16. Dezember 1968 beschlossenen Abschlags von 20.468.250 Rechnungseinheiten auf 8.426.754,17 Rechnungseinheiten festgesetzt.

Artikel 2

Die Bundesrepublik Deutschland ist Empfänger dieser Entscheidung.

Brüssel, den 26. Januar 1972

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) Franco M. MALFATTI

ANHANG

Aufgliederung der Beteiligung des EAGFL, Abteilung Garantie,
für den Verbuchungszeitraum 1966/1967

I. Erstattungen bei der Ausfuhr nach dritten Ländern : 3.764.778,62 RE,
davon :

2.504.412,13 RE	für die Nettoausfuhr nach dritten Ländern von 29.032,3 Tonnen Milcherzeugnissen entsprechend dem Leiterzeugnis der Warengruppe Nr. 3 (Magermilchpulver)
1.003.186,78 RE	für die Nettoausfuhr nach dritten Ländern von 14.760,9 Tonnen Milcherzeugnissen entsprechend dem Leiterzeugnis der Warengruppe Nr. 4 (ungezuckerte Kondensmilch)
257.179,71 RE	für die Nettoausfuhr nach dritten Ländern von 2.605,9 Tonnen Milcherzeugnissen entsprechend dem Leiterzeugnis der Warengruppe NR. 5 (gezuckerte Kondensmilch)

II. Interventionen auf dem Binnenmarkt : 25.130.225,55 RE, davon :

5,10 RE	für 0,5 Tonnen Weichweizen, für die menschliche Ernährung ungeeignet gemacht
14,63 RE	für 3,2 Tonnen Roggen, für die menschliche Ernährung ungeeignet gemacht
3.311.893,19 RE	für 278.065 Tonnen Weichweizen, eingelagert am 30. Juni 1967
3.105.892,27 RE	für 227.363 Tonnen Roggen, eingelagert am 30. Juni 1967
1.032.420,36 RE	für 141.205 Tonnen Gerste, eingelagert am 30. Juni 1967
17.680.000,00 RE	für Butter und Sahne, entsprechend Artikel 4 der Verordnung Nr. 1135/68/ENG

000444

Qe

Historical Archives of the European Commission

Réponse à la question écrite n° 216/71, posée par M. CALIFICE - Réponse adoptée par la Commission et transmise au Parlement Européen en date du 13 décembre 1971

1.3. Les travaux récents que poursuivent des chercheurs français, néerlandais canadiens appellent l'attention sur les effets particuliers, constatés au niveau du coeur, de régimes alimentaires riches en huile de colza: chez différentes espèces (rat, cobaye, lapin, caneton) à l'exclusion d'autres (singe, mini-porc), ces régimes provoquent une accumulation de gouttelettes graisseuses dans le tissu cardiaque, puis des lésions du myocarde.

2. Pas à la connaissance de la Commission.

4. Les modalités d'étiquetage des huiles végétales feront l'objet d'un examen approfondi lors de la mise au point par la Commission des propositions d'harmonisation.

Réponse à la question écrite n° 400/71 , posée par M. VREDELING - Réponse adoptée par la Commission et transmise au Parlement Européen en date du 16 décembre 1971

La Commission n'a pas reçu communication des preuves citées par l'Honorable Parlementaire et qui avaient été annoncées lors des débats au Parlement européen, du 20 octobre 1971.

Réponse complémentaire à la question écrite n° 170/71, posée par
M. WESTERTERP - Réponse adoptée par la Commission et transmise au Parlement
Européen en date du 17 décembre 1971

Suite à la réponse déjà donnée (1) à l'Honorable Parlementaire
à sa question écrite n° 170/71, la Commission a l'honneur de l'informer
de sa décision en la matière.

La Commission est d'avis que la taxe spéciale perçue sur les
exportations en vertu de la loi belge du 23 décembre 1970 n'est pas com-
patible avec les dispositions du droit communautaire concernant l'inter-
diction des taxes d'effet équivalant à des droits de douane, dans la
mesure où elle est perçue sur les produits qui sont exonérés de la T.V.A.
en régime intérieur ou qui ne font pas l'objet d'un remboursement de la
T.V.A. lors de leur exportation. A cet égard, la Commission a engagé
au mois de juillet de cette année les procédures prévues afin d'éliminer
la situation d'infraction.

COM(72) PV 193, p. j, final

(1) JO n° C 81 du 12.8.1971, page 2.

Réponse à la question écrite n° 346/71, posée par M. VREDELING - Réponse adoptée par la Commission et transmise au Parlement Européen en date du 18 décembre 1971.

Le relevé portant sur les cinq dernières années de la production et de la consommation au Grand-Duché de Luxembourg des vins indigènes naturels non mousseux, exonérés de droits d'accise, est le suivant:

Années	Production	Consommation
1966	123.740 hl	66.584 hl
1967	117.500 hl	65.550 hl
1968	109.450 hl	80.150 hl
1969	113.520 hl	76.406 hl
1970	233.058 hl	71.261 hl

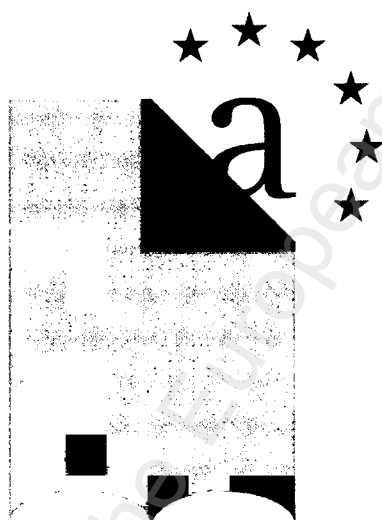
Durant la même période, les exportations de ces mêmes vins vers la Belgique et les Pays-Bas ont été les suivantes :

Années	Exportations vers la Belgique	vers les Pays-Bas
1966	37.283 hl	10.472 hl
1967	38.639 hl	11.420 hl
1968	36.186 hl	8.720 hl
1969	39.229 hl	8.892 hl
1970	41.060 hl	9.827 hl

Source : Station viticole de Remich

Réponse à la question écrite n° 354/71, posée par M. OTELE -- Réponse adoptée par la Commission et transmise au Parlement Européen en date du 21 décembre 1971

1. Le Traité prescrit que l'examen permanent des régimes d'aides est effectué par la Commission avec les Etats membres. Ces régimes d'aides englobent les aides accordées par les collectivités locales. C'est par l'intermédiaire des Etats membres que la Commission peut être amenée pour des régimes d'aides qui les concernent directement à avoir des contacts avec les régions intéressées.
2. Les principes de coordination des régimes d'aides à finalité régionale ont été établis par la Commission avec le concours des Etats membres. Par une résolution des Représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, le 20 octobre 1971, les Etats membres ont pris l'engagement de se conformer auxdits principes.
3. Le texte de la communication de la Commission au Conseil relative à la coordination des aides à finalité régionale a été transmis pour information à la Commission Economique du Parlement Européen.



Cette page, ajoutée lors du traitement des archives, ne fait pas partie de l'unité physique originale.